LA GUERRE DE 1870

IV [1]

PROJET D'UN COUP DE JUSTICE ET DE SALUT PUBLIC

I

« En toutes façons, une bataille perdue a toujours grande queue et mauvaise pour ceux qui la perdent. Pour un petit nombre de gens que l'on y perd se muent et changent les courages des gens que l'on n'y perd pas, plus qu'il n'est à croire, tant en épouvantement de leurs ennemis qu'en mépris de leurs maîtres et de leurs privés serviteurs, et entrent en murmures et machinations (2). »

Les séditieux et les intrigans entrèrent, en effet, aussitôt en murmures et en machinations. Mais il faut se garder des exagérations voulues du monde parlementaire, politicien, révolutionnaire, et ne pas s'imaginer qu'en se réveillant, le 7 août, la population s'alluma de fureur et devint comme une fournaise volcanique de laquelle sortaient des laves furibondes d'imprécations et de menaces contre l'Empire, contre l'Empereur, contre ses ministres, contre la paix publique.

Le sentiment véritable de la population très patriote de Paris était la stupeur, l'anéantissement accablé qui succède à une grande espérance trompée. On ne pouvait se résigner à croire

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril et des 1er et des 15 mai.
(2) Commynes.

que notre invincible armée eût été vaincue; on n'exprimait de haine contre personne; on ne formait aucun projet subversif; on se lamentait et on écoutait vers l'horizon si un bruit lointain de victoire ne venait pas dissiper l'horrible cauchemar. L'idée d'une révolution ne hantait pas les esprits de cette foule qui circulait dans les rues interrogante, anxieuse, effarée. Encore moins entendait-on sur ses lèvres ou devinait-on dans son attitude un sentiment de satisfaction de la défaite nationale; on eût écharpé quiconque eût laissé apercevoir d'autres sentimens qu'une inconsolable douleur.

C'est dans les cercles politiciens du Parlement ou de la presse qu'éclatèrent des joies scélérates et des volontés haineuses. Depuis l'ouverture des hostilités, les Irréconciliables n'avaient pas déguisé leurs vœux pour la défaite. *Le Rappel* avait dit hautement : « La France court en ce moment deux dangers : le premier, le moindre, est le danger de la défaite; c'est le moindre parce que c'est le moins probable; l'autre danger et le plus sérieux, c'est celui de la victoire. L'Empire fait le mort; les Prussiens battus, il ressuscitera. L'Empereur rentrera triomphalement à Paris, et ceux qui ne regarderont pas seulement avec les yeux verront derrière les chevaux du père et du fils, liées et saignantes, deux personnes dont l'une sera la Prusse et l'autre la Liberté (1). » — « Si nos vœux sont exaucés, écrivait *le Réveil*, il n'y aura ni vainqueurs, ni vaincus, et la lutte sera honorablement soutenue de part et d'autre (1). » A l'annonce de la défaite ils laissèrent éclater une joie débordante; « par haine des institutions présentes et désir du changement ils se réjouirent de leur propre péril. — *Odio præsentium et cupidine mutationis suis quoque periculis lætabantur.* » Dans les rassemblemens un démagogue ayant crié : « Vive la Prusse! » un ami lui dit : « Tu es donc content que les Prussiens gagnent? — Certes oui, répondit-il, et, levant les bras en l'air : Vive la Prusse (2)! »

Jules Ferry, descendant les escaliers du Palais de Justice, jetait à l'avoué Déroulède cette exclamation : « Vous savez? Les armées de l'Empereur sont battues! » Le fils de Déroulède, jeune homme au cœur noble, ardent et vraiment patriote, blessé de l'allégresse étincelante des regards, du ton réjoui de la voix, de

(1) 1er août.
(2) Jugement du tribunal correctionnel du 12 août.

cet avis ainsi lancé à la volée et dont tout le sens était dans l'intonation plus que dans les paroles, s'écria : « Et les armées de la France, que sont-elles?

Les révolutionnaires ne se contentaient pas d'une joie inactive; ils s'étaient mis aussitôt au travail. Tout ce monde bourdonnant de l'hostilité systématique suppléait à son petit nombre par le bruit qu'il faisait, et bien d'autres conseils que ceux des ministres furent tenus dans cette journée. Les députés de la Gauche arrêtèrent un programme d'action en quatre articles : — 1° Renversement du Ministère. — 2° Réclamation d'armes pour tous les citoyens, surtout de Paris. — 3° Abandon du commandement de l'armée par l'Empereur et son remplacement par Bazaine. — 4° Nomination d'un conseil de gouvernement pris dans le Corps législatif.

Mais ces messieurs, très intempérans dans leurs paroles couvertes par l'impunité parlementaire, l'étaient beaucoup moins dans leurs actes exposés aux sévérités de la justice. Ils ne couraient aucun risque à étaler les trois premiers articles de leur programme, car s'ils tendaient à préparer une révolution, en eux-mêmes ils n'étaient pas révolutionnaires, mais le 4e article de leur programme était une violation flagrante de l'acte constitutionnel et tombait sous le coup de la loi. Aussi dans leur manifeste public, ils n'en firent aucune mention, et l'article fut réservé. Ils se réduisirent aux termes suivans : « Les députés soussignés sont réunis au Corps législatif. Ils réclament l'armement immédiat de tous les citoyens de Paris. Dans les circonstances actuelles, la France tout entière doit être armée et debout. »

Dans un autre bureau étaient accourues les médiocrités ambitieuses ou aigries du Centre gauche : les unes ne se consolaient pas d'avoir refusé un ministère, les autres de n'avoir pas eu à le refuser. Leur colère ne s'adressait pas à l'Empereur; son unique objet, ardent, insatiable était le Cabinet, surtout son chef. Ils arrêtèrent de voir Schneider, de l'attirer de leur côté et d'obtenir qu'il se rendît auprès de l'Impératrice, afin d'exiger le renvoi du ministère et la constitution d'un Cabinet dans lequel Trochu entrerait comme ministre de la Guerre, tout au moins, et, si cela se pouvait, comme président du Conseil.

La Droite extrême, Duvernois, Jérôme David ne furent pas moins rapides à se mettre sur pied. Ils nous avaient dit na-

guère : « Nous attendrons notre heure. » L'heure du désastre leur parut l'heure attendue. Ils affectèrent naturellement de couvrir l'Empereur et de ne viser que le Ministère. Mais comme ils voulaient en venir à bout à tout prix, et qu'ils n'avaient pas besoin de s'occuper de la Droite dont ils étaient sûrs, ils mirent leur artifice à s'assurer la Gauche et à en obtenir qu'elle laisserait respirer l'Empereur tant que le ministère n'aurait pas été exécuté. Duvernois, dans son journal *le Volontaire*, patronna les prétentions les plus outrées de la Gauche. « On a eu le tort de renvoyer les Chambres, aujourd'hui on les réunit, mais pourquoi pas pour demain? Pourquoi un délai? Est-ce qu'il n'y a pas urgence? On proclame l'état de siège. Soit! mais alors qu'on s'occupe d'organiser sérieusement les milices parisiennes, sans hésitation, sans retard et sans exclusion. Plus on montrera de confiance au peuple, plus le peuple s'en montrera digne. »

D'autres membres de la Droite, très prononcés contre le Ministère, mais encore sincèrement dévoués à l'Empereur, crurent qu'avant de frapper le Cabinet, il était urgent d'obtenir le sacrifice de Le Bœuf afin que l'Empereur ne parût point responsable de la pitoyable stratégie dont les détails commençaient à être connus à Paris. Indépendamment de leurs démarches personnelles, ils prièrent eux aussi Schneider de solliciter de l'Impératrice une révocation indispensable.

Ainsi dans le monde parlementaire et politicien trois courans distincts s'avançaient avec une égale force : le premier contre l'Empire, le second contre le Cabinet, le troisième contre Le Bœuf, tous les trois sollicitant l'appui de Schneider. La réponse du président à chacun d'eux fut remarquable de sang-froid, de rectitude et d'autorité. Il écouta sans les interrompre les doléances de Jules Favre sur l'insuffisance du commandement de l'Empereur, sur la nécessité de le ramener à Paris, si on voulait éviter une épouvantable catastrophe. Quand il en vint à son projet d'une commission gouvernementale prise dans le sein du Corps législatif, qui équivalait à la suppression du pouvoir impérial, Schneider l'arrêta d'un mot : « Vous croyez la dynastie impériale incompatible avec le salut du pays. Eh bien! moi, je la considère comme y étant étroitement liée. »

Sa réponse sur le Ministère ne fut pas moins nette. Schneider n'était point particulièrement attaché à un Cabinet sorti d'un autre nid que le sien et qui conduisait ses affaires en dehors de

ses conseils, mais son bon sens aiguisé lui indiquait qu'en présence des sommations de la Gauche et des démarches du Centre gauche, dirigées par Jérôme David, son ennemi personnel, notre renversement n'accroîtrait pas son influence et, plus tard, pourrait paraître peu honorable. Enfin il craignait le retour de Rouher, objet de son antipathie, à la chute duquel il avait passionnément contribué. Il s'expliqua donc avec le Centre gauche sur la nécessité actuelle de maintenir le Ministère, aussi péremptoirement qu'il l'avait fait avec la Gauche sur le devoir de respecter la dynastie. Il accueillit au contraire très favorablement l'idée du renvoi immédiat de Le Bœuf.

Il vint chez l'Impératrice lui raconter ces démarches diverses et lui indiquer comment elles devaient être accueillies. Il n'avait pas à démontrer de ne pas tenir compte des injonctions de la Gauche; il conseilla de repousser aussi celles du Centre gauche contre le Ministère : elle trouverait de grandes difficultés à constituer un autre Cabinet; il était juste de laisser à celui qui avait commencé la guerre toute la responsabilité des événemens qui se préparaient; si la victoire revenait à nos armes, les ministres en fonctions devaient profiter de ce retour de la fortune; si la malchance continuait, ils se montreraient énergiques, et sauraient maintenir l'ordre auquel ils étaient plus intéressés que tout autre. L'Impératrice laissa échapper quelques défiances contre mes idées libérales; il répondit que ces défiances étaient injustes et ingrates et que depuis plusieurs mois je me prodiguais en un dévouement qu'aucune difficulté n'avait rebuté. L'Impératrice laissa tomber le propos et admit la nécessité de conserver le Ministère.

Son adhésion au renvoi de Le Bœuf fut plus empressée. Elle télégraphia immédiatement à l'Empereur : « Le maréchal Le Bœuf est rendu responsable des ordres et contre-ordres donnés qui sont connus à Paris. On vient de me dire qu'on demandait à la Chambre son remplacement. Il est urgent, pour satisfaire l'opinion publique, qu'à l'ouverture de la Chambre on annonce le remplacement du maréchal Le Bœuf. » C'était la première manifestation de cette politique du bouc émissaire, qui, insensiblement et presque minute par minute, va s'emparer de tous les esprits et devenir le mobile principal des résolutions. Cette politique « qui consiste à jeter sur la route les ornemens royaux afin de gagner le temps que la tourbe met à les ramas-

ser, » cette politique peu chevaleresque, et même couarde, avilit et ne profite pas. Charles Ier ne fut pas sauvé par l'abandon de Strafford, ni Louis-Philippe par celui de Guizot. Croire que l'opinion publique n'imputait qu'à un major général subordonné, et non à l'Empereur, généralissime omnipotent, la mauvaise direction de la guerre, c'était se repaître d'illusions trop naïves. Le moindre passant arrêté dans la rue eût répondu : « Nous admettons que Le Bœuf soit incapable, mais le chef qui le dirigeait et qui d'un mot pouvait le briser, l'est encore plus! »

Les chefs de peuples vraiment nobles et perspicaces ne rejettent pas le fardeau des revers sur les auxiliaires qui les ont servis : ils les couvrent plutôt au delà de ce qui est juste quand ils ont commis des fautes. Après la perte de Lucignano par Pierre Strozzi (1515), François Ier dit à ses courtisans qu'il regrettait de lui avoir donné le grade de grand maréchal. — Pourquoi? — Parce que je ne peux plus le lui donner. » Après la défaite de Villeroy à Ramillies, Louis XIV lui dit simplement : « A notre âge, monsieur le maréchal, on n'est plus heureux. »

II

Le soir, à neuf heures, un troisième conseil des ministres fut tenu. Parieu demanda qu'on rectifiât la réponse trop précipitée faite le matin à l'Empereur sur l'effet d'une retraite à Châlons, et que, sans la juger, nous avions paru approuver. Pourquoi préjuger l'utilité d'une mesure stratégique par un avis quelconque? Le Conseil était constamment demeuré étranger à la direction militaire; il ne devait pas couvrir de sa responsabilité des plans stratégiques de l'opportunité desquels il ne pouvait être le juge; il devait ne s'expliquer que sur l'effet politique, qui ne serait certainement pas bon, et, sur l'utilité stratégique, s'en remettre à la décision libre du chef de l'armée. Persigny soutint Parieu en invoquant des raisons d'une autre nature : il jugeait funeste pour l'Empereur une marche en arrière avant qu'une grande bataille l'eût suffisamment motivée. Malgré l'opposition de Rouher, cet avis prévalut, et j'adressai une nouvelle dépêche à l'Empereur dans le sens indiqué par Parieu. Par la même dépêche, je sollicitai de l'Empereur l'autorisation d'offrir le ministère de la Guerre à Trochu à la place de Dejean. Le général Dejean n'était qu'un ministre intérimaire et il

demandait à être relevé de cette situation mal définie. Il disait avec raison qu'un ministre intérimaire n'avait pas l'autorité de pourvoir aux difficultés et il ajoutait modestement que, dans les circonstances actuelles, il fallait attribuer ces hautes fonctions à un général ayant acquis aux yeux de l'armée et du pays une notoriété qu'il n'avait pas. Nous partagions cette façon de voir : quoique Dejean se fût montré administrateur vigilant, il était trop froid, trop méthodique et ne convenait pas à une crise qui requérait plus de flamme et de remuement extérieur. L'Impératrice et le Conseil prièrent Schneider de donner plus de force à ma démarche auprès de Trochu, si l'Empereur l'autorisait, en allant aussi offrir au général la place de Dejean au ministère de la Guerre.

A la fin de cette journée, si laborieuse pour tout le monde, j'envoyai à l'Empereur à Metz le rapport suivant : « L'état de l'opinion publique est excellent. A la stupéfaction générale, à une immense douleur ont succédé la confiance et l'élan. Le parti révolutionnaire lui-même est entraîné dans le mouvement. Un ou deux misérables ayant crié : *Vive la République!* ont été saisis par la population elle-même. Chaque fois que la garde nationale sort, elle est acclamée. Ainsi n'ayez aucune inquiétude sur nous, et ne songez qu'à la revanche qu'il nous faut, dussions-nous faire tous les sacrifices. Nous sommes tous unis. Nous délibérons avec le Conseil privé dans le plus parfait accord. L'Impératrice est très bien de santé. Elle nous donne à tous l'exemple du courage, de la fermeté et de la hauteur d'âme. Nous sommes plus que jamais de cœur avec vous (7 août). »

On a raillé l'optimisme de ce rapport. Il est cependant d'une parfaite exactitude sur tous les points essentiels. L'union des ministres, leur attitude, la contenance de l'Impératrice sont dépeints sans aucune exagération. Je voudrais montrer à l'histoire les ministres autour de la table du Conseil, calmes, fermes, stoïques, n'entendant ni les divagations des trembleurs, ni les sifflemens de l'envie prête à se repaître, ni l'exaltation de la haine en fête, ne s'occupant pas des complots qui s'ourdissent contre leur position, mais uniquement de ceux dirigés contre la sécurité de l'État, affligés de la douleur qui se raidit contre les malheurs et les brave, et non de celle qui gémit ou s'effare, recherchant sans trouble ni surexcitation les moyens de pourvoir à la multiplicité des sollicitudes urgentes. Je voudrais, au

milieu d'eux, montrer l'Impératrice, déchirée dans son cœur de femme, de mère, dans sa fierté de souveraine, ne refusant pas leur expansion aux sentimens naturels, sachant cependant les dominer avec autant de maîtrise que si elle ne les avait pas éprouvés et nous laissant lire, au-dessus de la douleur qui assombrissait son beau visage, une fermeté, une décision, une volonté parlante sans paroles de ne pas se laisser abattre par la fortune adverse. Je vais être obligé de regretter certaines de ses décisions, je le dirai franchement, puisque je fais œuvre de vérité, mais je serais désolé qu'aucune de mes paroles parût un oubli du respect et de l'admiration qu'elle nous inspira à tous dans ces jours désolés.

Ce que je disais de l'état d'esprit de la population dans son immense généralité n'était pas moins exact. A la fin de la journée, elle se montrait ce qu'elle avait été au début : elle ne manifestait aucune surexcitation menaçante, et on put s'en convaincre dans les premières heures de la nuit. Baraguey d'Hilliers avait pris possession de son commandement d'état de siège par une proclamation très nette : « Habitans de Paris, la déclaration de l'état de siège me confère les pouvoirs nécessaires pour le maintien de l'ordre dans la capitale. Je compte sur le patriotisme de la population et de la garde nationale de Paris pour le maintenir. Tout attroupement est interdit. » Cela suffit pour que la majorité se tînt tranquille. Seuls, quelques Intransigeans ne trouvèrent pas l'avertissement assez menaçant et essayèrent l'agitation dans la rue. Leurs bandes organisées se répandirent le soir sur les boulevards, se dirigeant vers le ministère de l'Intérieur et surtout de la Justice, et criant : « Des armes! des armes! » A la tête d'une d'elles un homme portait un gigantesque écriteau de calicot sur lequel était imprimé en noir : *Armement immédiat du peuple de Paris!* Dispersées, ces bandes se reformaient plus loin; les cafés étaient envahis, les tables renversées, les glaces brisées; les boutiques et les passages fermés, la circulation interrompue dans la rue de la Paix et sur la place Vendôme. Mais la foule ne s'unit pas à la bande et ne seconda pas ses violences. La garde nationale, précédée des sergens de ville l'épée à la main, les dispersa, et la tranquillité se rétablit.

III

Le 8 août au matin, *le Siècle* publia en tête de ses colonnes, avec le Manifeste des Députés, un Manifeste des Journalistes, plus nettement révolutionnaire, qui jetait sans ambages l'appel à l'insurrection que la Gauche n'avait pas osé formuler : « La France est envahie. La presse démocratique de Paris réclame l'armement immédiat de tous les citoyens et l'institution d'un comité de défense, composé d'abord des députés de Paris. Que tous les patriotes se lèvent et se joignent à nous! La patrie est en danger. »

Le défi nous était directement jeté à la face. Dans le Conseil du matin, Chevandier proposa de supprimer le journal en vertu de l'article 9, § 4 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, permettant à l'autorité militaire d'interdire les publications de nature à exciter les désordres. Persigny le soutint et la majorité adhéra à cette proposition. Mais Baraguey d'Hilliers, qui aurait dû être le signataire et l'exécuteur du décret, fit des objections. A mesure que la discussion s'animait, ces objections s'accentuaient et allaient tourner à un refus sec, auquel il eût fallu répondre par une révocation immédiate, dont l'effet eût été désastreux. J'évitai la rupture imminente en proposant une transaction que tout le monde eut le bon sens d'accepter. *Le Siècle* ne serait pas suspendu; seulement, le ministre de l'Intérieur, par une note insérée le soir même au *Journal officiel*, avertirait les journaux que la proposition d'un Comité de défense, telle qu'elle était contenue dans le Manifeste, serait considérée par le gouvernement comme une tentative anarchique de nature à compromettre la sécurité nationale, contre laquelle l'autorité militaire sévirait, si on la renouvelait. *Le Réveil* de Delescluze et *le Rappel* des fils Hugo n'ayant pas tenu compte de l'avertissement furent immédiatement supprimés.

Nous ne pouvions pas répondre de la même manière à la sommation des députés de la Gauche d'armer les habitans de Paris. Pietri eût voulu que nous opposions à ces revendications un refus absolu; nous ne le pouvions pas, car on ne refuse pas des armes à une population à la veille d'être assiégée; mais il nous était également impossible d'en donner à tous les citoyens. D'abord nous n'en avions pas les moyens matériels : Niel et Le

Bœuf n'avaient mis en réserve pour cette éventualité que cent mille fusils; ensuite une distribution générale eût été contraire à toute prudence. « Quiconque sera doué de sagesse, a dit Machiavel, ne permettra jamais qu'une multitude prenne les armes, si ce n'est avec un certain ordre et une certaine méthode. Celui qui est préposé à la défense d'une ville évitera comme un écueil de faire armer les citoyens tumultueusement (1). » Nous décidâmes que nous incorporerions dans les rangs de la garde nationale sédentaire quiconque se présenterait, mais que nous ne distribuerions des armes qu'avec méthode, en commençant par les plus sûrs et les plus capables et n'arrivant jamais à ceux entre les mains desquels une arme eût été une inutilité ou un péril.

Les rassemblemens tumultueux de la veille, dont les séditieux annonçaient la reprise pour la soirée, nous occupèrent aussi. Nous priâmes Baraguey d'Hilliers de les interdire dès le soir même et, puisqu'on nous menaçait de remplir la rue d'émeutiers, de remplir le Palais-Bourbon de soldats. Il nous promit d'autant plus fermement une action énergique que nous nous étions montrés condescendans à ses scrupules.

La dépêche de la veille au soir, qui sollicitait l'autorisation d'offrir le portefeuille de la Guerre à Trochu, n'arriva à l'Empereur que dans les premières heures du 8 août. L'Empereur m'autorisa à cette offre, et je mandai Trochu chez moi à une heure. Sa sortie inconvenante dans la séance de nuit indiquait l'état d'esprit d'un homme qui n'était plus maître de son cœur et qui ne prenait plus même le soin de sa dignité. Son exclusion de tout commandement actif l'avait irrité; les démarches vaines qu'il tentait pour donner un corps à son commandement dans la Baltique l'exaspéraient; commandant en chef du corps d'armée de cette expédition, il n'avait encore reçu du gouvernement, le 6 août, aucune commission écrite ou verbale, officielle ou officieuse; le ministre ne l'avait pas fait appeler une seule fois; c'est lui qui, à plusieurs reprises, avait pénétré dans son cabinet, dans celui des directeurs et dans les divers bureaux; il y avait recueilli les preuves de l'inanité de l'entreprise; l'un de ces chefs de bureau, celui des subsistances, à qui il avait

(1) *Die discorsi*, lib. III, cap. XXX.

demandé si l'on avait pensé aux approvisionnemens nécessaires, notamment au foin pressé pour la traversée de 3 000 ou 4 000 chevaux, était tombé des nues, disant qu'on y pourvoirait, mais qu'il n'avait jamais ouï parler de l'expédition.

Trochu écrivait à son ami Plichon : « Je continue à croire très peu à la Baltique, dont le projet, poursuivi par quelques préparatifs apparens, peut être un épouvantail utile, mais dont la réalisation ne sera plus qu'une aventure. Cela saute aux yeux de tous les compétens. Dans l'état, je m'abstiens de courir les bureaux où je n'ai recueilli pendant quinze jours que des lanlaires et de demander des officiers disponibles qu'on me promet toujours et qui filent invariablement vers le Rhin (6 août). » Cette lettre rend imparfaitement la violence des sentimens qui l'agitaient. La légèreté avec laquelle on en usait à son égard l'autorisait aux suspicions; il se croyait sacrifié, joué, conspué : « Ah! écrivait-il pour lui-même, je fais bon marché des humiliations qui atteignent le déclin de ma carrière. Elle fut peut-être trop facile et trop heureuse dans ses commencemens, je dois me soumettre chrétiennement à ces pénibles retours de fortune. » Malgré ces exhortations édifiantes, il était fou de colère. Après ses emportemens de la veille, nous n'avions plus le droit, vraiment, d'être sûrs de sa fidélité : nous n'aurions pas dû oublier que sa popularité, créée par les ennemis de l'Empire, l'asservissait en quelque sorte à eux à son insu.

Quelques instans avant lui, était entré dans mon cabinet un écrivain militaire, l'ancien officier d'état-major Wachter, qui arrivait de Metz. Je ne le congédiai pas, et je dis au général qu'il lui serait utile d'entendre les renseignemens d'un témoin oculaire. Wachter critiqua le fonctionnement du ministère de la Guerre et le commandement de l'armée. Cependant il était loin de croire que la partie fût perdue : le moral des troupes restait excellent, il espérait que, mieux dirigées, elles reprendraient leurs avantages. « L'espoir, s'écria Trochu, est une chimère! Des mesures hâtives ne remédieraient à rien. Voilà où on en arrive quand les mesures préparatoires ont été mal prises! Monsieur Wachter, un homme du métier vous dit que, si l'armée est mal approvisionnée, c'est le résultat de vingt ans de fautes, je l'avais prévu. La défense est impossible, il n'y a rien à faire, Paris ne peut pas tenir. » Puis, se levant, l'œil hagard, le visage convulsé, le corps frémissant, la lèvre furieusement contractée, d'une voix

stridente de courroux, celle même que je venais d'entendre la nuit précédente, il s'écria : « Le vent souffle en tempête, il balayera tout! Est-ce que vous croyez, monsieur Ollivier, que vous allez rester ici? Vous allez être emporté et, après vous, l'Empire. »

La conversation prenant cette tournure épileptique, je congédiai Wachter, et, quoique, avant de poser ma question, j'en eusse déjà la réponse, je dis froidement à l'énergumène que j'étais chargé de lui offrir le ministère au nom de l'Empereur et de mes collègues. — « Je refuse. » Je n'essayai pas de le ramener : — « C'est bien, mais quelle raison donnerai-je à l'Empereur de votre refus? — Vous lui direz que ce serait une erreur considérable d'éloigner dans ce moment le ministre qui tient tous les fils entre les mains et de le remplacer par un ministre nouveau qui devrait perdre des jours précieux à tout apprendre. »

Pas plus dans cette entrevue, la dernière que j'eus avec lui, que pendant les heures d'angoisse de la nuit précédente, il n'avait eu une lueur de magnanimité, de pitié, d'oubli de soi : toujours l'égoïsme et la dureté d'une vengeance qui s'assouvit. Chrétien de bouche, et non de fait, en racontant son refus à peu près dans les mêmes termes que moi, Trochu ajoute que je reçus sa prophétie de malheur « avec beaucoup de philosophie et de sérénité (1). » Il y avait autre chose que de la philosophie et de la sérénité dans le sentiment que ses paroles m'inspirèrent : il y avait une profonde stupéfaction. Celui que j'avais si longtemps considéré comme un type de vertu militaire et civique s'écroulait devant moi, et je contemplais ses débris avec une stupeur dans laquelle entrait un incommensurable mépris. Je ne demandais pas à cet homme un sacrifice stérile : son esprit ordinairement fumeux, illuminé d'une clarté exceptionnelle de bon sens, avait aperçu le plan stratégique sauveur ; il voulait que l'armée de Bazaine, par une retraite échelonnée, se repliât sur la capitale, les têtes de colonne livrant bataille sans s'engager à fond ; on aurait eu ainsi autour de Paris, par l'adjonction des armées de Bazaine et de Mac Mahon, 250 000 hommes ; Paris n'eût pu être investi ; la France aurait eu le temps de se ressaisir, de compléter ses armées et elle eût été sauvée. Ministre de la Guerre et par suite maître du pouvoir,

(1) *Pour la Vérité et pour la Justice*, p. 77.

sûr d'obtenir la faveur du public, quoi qu'il décidât, Trochu aurait imposé ce mouvement qu'en dehors des affaires il conseillerait en vain. Mais s'il y avait de la lumière dans son cerveau, la nuit des misérables rancunes obscurcissait son cœur d'une fumée épaisse. Je lui proposais de l'introduire dans la grandeur, il préféra s'enfoncer dans les petitesses de la haine.

IV

Précisément à l'heure où se déchaînait devant moi la fureur aveugle d'un amour-propre en délire, une scène d'un autre genre se déroulait au ministère de la Guerre. Un homme d'âge, au visage ridé, mais à l'aspect martial, droit, dans une redingote étroitement serrée, se présentait dans l'antichambre du ministre et, s'adressant à l'huissier, d'une voix brève, habituée au commandement : « Annoncez le général Changarnier. » Introduit aussitôt, il dit au ministre : « L'Empereur a cru mon bras trop débile pour porter encore l'épée du commandement, mais il ne me refusera pas de m'associer au sort de notre armée malheureuse, d'en partager les vicissitudes, les souffrances et de l'aider des conseils de ma vieille expérience. Veuillez lui télégraphier que j'arriverai à Metz ce soir. » Le ministre se confondit en respect et promit qu'il allait télégraphier. Le général sortit du Cabinet la tête droite, l'œil rajeuni et d'un pas ferme, saluant de la main et du sourire ceux qui s'inclinaient sur son passage. Il se rendit à la gare, prit le train qui conduisait à Metz et y arriva à dix heures trois quarts.

Quel contraste avec la conduite de Trochu ! Changarnier n'avait reçu de l'Empereur que des coups, et Trochu avait été jusque-là comblé de faveurs. Trochu se préparait à précipiter celui qui l'avait comblé, et Changarnier allait au secours de celui qui l'avait proscrit. Les places de nos villes sont encombrées de statues dressées à des exploiteurs de patriotisme et il n'en est aucune nulle part pour celui qui restera avec Carnot le plus grand exemple du vrai patriotisme pur, noble, désintéressé.

Schneider succéda à Trochu dans mon cabinet. Mais c'était un autre Schneider, tout différent de celui de la veille. Depuis son refus si ferme de travailler à notre chute, on ne l'avait pas laissé respirer; des hommes qui ne souhaitaient pas le renversement

de l'Empire et dont quelques-uns étaient mes amis ou ceux de mes collègues étaient venus le presser de ne plus nous défendre; le sacrifice de Le Bœuf ne suffisait plus aux exigences publiques; elles réclamaient celui du Ministère entier; sinon, on s'exposait à aggraver par des désordres intérieurs les désastres de l'armée. C'était à lui de se mettre à la tête de ce courant prévoyant, qui grossissait d'heure en heure; dès qu'il se serait prononcé, la majorité suivrait. Schneider avait fini par se laisser convaincre. Obéissant à son penchant aux transactions, à son habitude d'éluder les difficultés plutôt que de les résoudre, il crut que notre démission donnerait satisfaction à la fois à ceux qui demandaient notre renvoi et à ceux, dont il était, qui considéraient un débat ministériel devant l'ennemi comme une lourde erreur. Il venait donc me conseiller de donner cette démission : « Je vois un grand nombre de députés, ils croient votre remplacement nécessaire pour calmer l'effervescence publique; ils craignent que vous ne vous cramponniez au pouvoir, et ils sont décidés, malgré les sympathies de beaucoup d'entre eux pour vous et vos collègues, à vous culbuter. Il serait digne de prévenir un renversement inévitable par une retraite volontaire. » Il insinua même, avec force témoignages d'amitié, que les esprits étaient tellement excités que, si nous persistions à rester aux affaires, nous courrions le risque d'avanies et même de violences. Je ne discutai pas ce conseil offensant; je le repoussai de haut.

« Je n'ai pas renoncé, dis-je, à mon habitude d'aller et de venir à pied du ministère aux Tuileries et à la Chambre; nulle part, ma sécurité n'a été menacée; je n'admets pas que des députés me réservent un traitement que la foule ne m'inflige pas. Au surplus, je suis, ainsi que mes collègues, irrévocablement résolu à tout braver. Donner notre démission serait ou condamner nos résolutions précédentes, ce dont nous sommes bien éloignés, ou confesser que nous nous sentons incapables de porter le poids des périls présens, aveu pusillanime auquel aucun de nous n'est disposé. Cette démission serait de plus un acte de félonie envers l'Impératrice, son abandon au moment où nous devons plus que jamais la couvrir de notre dévouement. Que la Chambre nous renverse, si cela lui convient, que l'Impératrice nous congédie, si elle pense que d'autres la serviront mieux; nous ne donnerons pas notre démission. Oui, nous nous cramponnerons, mais au péril et au devoir. Au surplus,

toute insistance serait inutile ; nous ne donnerons pas notre démission. »

En me quittant, Schneider passa chez Trochu. N'ayant pu réussir à obtenir ma retraite, il n'avait à lui offrir que le ministère de la Guerre au lieu de la présidence du Conseil qu'il avait espéré pouvoir y ajouter. Trochu le refusa comme il m'avait refusé. « Si j'acceptais, répondit-il, je me croirais consciencieusement obligé d'expliquer à l'Assemblée et aux troupes les causes de nos désastres par les fautes du gouvernement dans la préparation militaire et dans la conduite de la guerre : je ne puis accepter une part du pouvoir sans condamner résolument d'abord tous les erremens du passé et dégager ma responsabilité. » Schneider lui fit remarquer que ce serait un acte d'accusation en règle contre le gouvernement dont il deviendrait le ministre, que cette démarche, anormale dans tous les temps, serait quelque chose de plus en présence d'un ennemi auquel on révélerait ainsi notre faiblesse. « Il est donc entendu, conclut-il, que je ne puis porter à l'Impératrice ni une acceptation, ni une espérance. »

Trochu eut à subir un dernier assaut de son ami intime Jurien de la Gravière. Son refus fut encore plus véhément : « Ce n'est pas moi qui viens à vous, c'est vous qui venez à moi : il faut me prendre tel que je suis avec mes idées, avec ma conscience, avec mes convictions. Si je me donne, il faut qu'il soit bien établi que je ne me vends pas. » L'amiral, épouvanté, répondit qu'il valait mieux, en effet, refuser le pouvoir que l'accepter dans une pareille disposition d'esprit. A la suite de cette conversation, invité à se rendre auprès de l'Impératrice, le général répondit : « Je n'irai pas ; le refus me serait trop pénible vis-à-vis d'une femme ; je ne veux pas la voir. »

V

J'avais annoncé par dépêche à l'Impératrice le refus de Trochu ; je vins lui proposer d'appeler le seul militaire de renom qui fût disponible, Palikao. Elle y consentit et il fut entendu que je télégraphierais au général d'arriver immédiatement par train spécial et qu'elle, de son côté, solliciterait l'approbation de l'Empereur. Puis, tout à coup, elle me dit : « Est-ce que je puis compter sur vous? » Cette demande à

laquelle je répondais chaque jour par les faits me surprit : « Absolument, répondis-je, et sans réserve. — Êtes-vous prêt à demander à la Chambre de pleins pouvoirs ? — Certainement ; mais en ce moment, c'est prématuré et susciterait quelques ombrages. Lorsque les lois que nous allons proposer auront été votées, l'état de siège nous donnera tous les pouvoirs nécessaires ; nous sommes prêts à les exercer. » Elle parut convaincue et me le témoigna par quelques délicates attentions. Craignant de m'enrouer, je la priai d'ordonner qu'on fermât une fenêtre faisant courant d'air ; elle se leva gracieusement, alla la fermer elle-même ; enfin elle marqua qu'elle tenait à nous conserver, en me priant de ne pas poser la question de Cabinet. Je le lui promis.

J'étais à peine revenu place Vendôme que de Pierres, ancien écuyer de l'Impératrice resté dans son intimité, vint me demander ma démission. L'Impératrice s'était-elle jouée de moi en paraissant tenir à me garder ? Je ne le crus pas ; je vis au contraire, dans cette démarche de son écuyer, une preuve de sa sincérité, et je pensai que la Cour, qui nous était hostile, ne la déterminant pas à notre renvoi, essayait d'obtenir, d'une défaillance de notre part, ce que l'Impératrice refusait.

Dans notre conseil du soir, on s'informa de ce qu'avait répondu Trochu à Schneider et à moi. Nous racontâmes les faits, et j'ajoutai que je croirais manquer à mon devoir en conseillant de nouvelles démarches de ce côté. Je ne parlai pas de Palikao, qui n'était pas encore arrivé, et dont j'ignorais les intentions. Notre délibération fut tout à coup interrompue. Un huissier vint annoncer qu'une députation se présentait, insistant pour être reçue à cause d'une communication urgente. C'était Jules Brame, Dupuy de Lôme, André de la Charente, Josseau, Dalmas, Dugué de la Fauconnerie. L'Impératrice nous consulta du regard et nous l'engageâmes à aller recevoir ces gens si pressés.

Ils lui dirent tout d'abord que, parmi eux, deux appartenaient au Centre gauche, deux au Centre droit, deux à la Droite, et qu'en conséquence ils représentaient les diverses fractions conservatrices de la Chambre. Puis ils exposèrent qu'ils étaient chargés de réclamer le renvoi immédiat du Ministère, la nomination de Trochu au ministère de la Guerre, la nomination de Montauban au commandement de l'armée destinée à couvrir

Paris. L'Impératrice opposa une résistance résolue au renvoi du Cabinet; elle répondit qu'une crise ministérielle en face de l'ennemi serait périlleuse et jetterait le pays dans les inquiétudes, au moment où il avait tant besoin de fermeté et de confiance. De plus, cette crise ferait croire à un désaccord entre le gouvernement et le Corps législatif, alors que l'union seule pouvait tout sauver. Qui sait d'ailleurs combien elle pourrait durer? Et pendant ce temps, que deviendrait la préparation de la défense?

Ces messieurs ripostèrent que la retraite du Cabinet était impérieusement commandée par l'opinion; que, loin de retarder l'organisation de la défense, elle lui donnerait un nouvel élan; qu'il n'y aurait pas de conflit entre les grands pouvoirs, pas même de crise, ni de temps perdu, et qu'un délai de vingt-quatre heures suffirait à composer un nouveau Cabinet. « Si vous croyez la mesure nécessaire, dit l'Impératrice, prenez-en la responsabilité. — Mais, Madame, s'écria dramatiquement Dalmas, si le jour de demain se lève sur ce Ministère, il y aura d'irréparables malheurs. — Rassurez-vous, monsieur de Dalmas, la Chambre n'a rien à craindre; elle sera protégée, défendue au besoin et elle délibérera en toute sécurité (1). »

A son retour au milieu de nous, l'Impératrice nous dit avec quelque embarras : « Je ne sais comment vous dire cela, car je

(1) On a raconté ainsi la démarche des députés : Une députation de tous les partis du Corps législatif se présenta pour parler à l'Impératrice. A ce moment, le Conseil était terminé et l'Impératrice entra, suivie des ministres, leurs serviettes sous le bras, dans le salon où se tenaient les dames et où le thé était servi. Elle se retourna, et, s'adressant à M. Émile Ollivier, elle lui offrit une tasse de thé. « Merci, Madame; si j'ai soif, une de ces dames me donnera un verre d'eau. » Après quoi les ministres défilèrent devant la députation législative qui attendait leur départ pour demander leur renvoi. » Tout cela est mensonger d'un bout à l'autre. Le Conseil n'était pas terminé quand on annonça la députation; la Régente n'est sortie qu'après nous avoir demandé notre agrément et elle est rentrée après avoir congédié les députés. Nous ne défilâmes pas devant eux. Brame et Josseau racontent dans leur déposition devant la Commission d'enquête sur les actes de la Défense Nationale, ce qui s'est réellement passé. *Brame :* « Au moment où nous arrivâmes aux Tuileries (10 heures du soir), l'Impératrice présidait le Conseil des Ministres, elle sortit aussitôt et nous reçut dans le salon voisin. » — *Josseau :* « Le 8 août l'Impératrice, qui présidait le Conseil des Ministres, sortit aussitôt pour recevoir la délégation vers dix heures du soir. Elle questionna, émue, mais ferme, chaque député sur son département. — Sur la question du renvoi du ministère Ollivier, elle opposa une résistance absolue, et, malgré l'insistance des membres de la délégation, ils la quittèrent sans avoir rien obtenu. » Quant à mon refus d'une tasse de thé, il est simplement ridicule. Si l'Impératrice m'en avait offert, ce n'est pas par une grossièreté que je lui aurais répondu.

ne suis pas habituée à ce genre de communications : mais ces messieurs viennent de nous affirmer, au nom d'un très grand nombre de leurs collègues, que votre départ était nécessaire. M. de Dalmas s'est même écrié : « Si le jour de demain se lève sur ce Ministère il y aura d'irréparables malheurs. » Elle ne nous rapporta pas ce qu'elle avait répondu et murmura avec un soupir en se penchant vers moi : « Dire qu'il faut avoir l'air d'écouter les conseils de M. de Dalmas ! »

Plichon alors démontra éloquemment ce qu'aurait de déplorable une décomposition du pouvoir devant le péril et qu'une retraite, lâcheté de notre part, serait un malheur pour la cause nationale. Tout d'une voix, nous déclarâmes que nous partagions ces sentimens et qu'à moins que l'Empereur, de qui nous tenions nos pouvoirs, ne nous les retirât, nous étions résolus à nous représenter compacts et unis devant les Chambres. L'Impératrice ne nous approuva ni ne nous contredit. Le crut-elle inutile? Était-elle gênée par la présence des membres du Conseil privé qui nous étaient hostiles, ou bien, quoiqu'elle eût repoussé les sommations qu'elle venait d'entendre, en ressentait-elle, sans s'en rendre compte, quelque influence?

Dans ce Conseil j'avais senti un certain embarras dans l'attitude de Schneider. Blessé en effet par mon refus de lui donner ma démission, il en était arrivé successivement à ne plus contrarier l'intrigue ourdie contre nous, puis à la trouver naturelle, enfin à la seconder par un assentiment qui devenait de moins en moins tacite.

Dans la soirée, il y eut de nouvelles tentatives de désordre. Au milieu d'une foule considérable de curieux et de chercheurs de nouvelles, des bandes organisées essayèrent encore de troubler la circulation et se déployèrent sur les boulevards, rue de la Paix, aux environs de la place Vendôme, au chant de *la Marseillaise* en criant : « Des armes! des armes! » Quelques cris de « Vive la République! » se firent aussi entendre. Mais Baraguey d'Hilliers, de concert avec Pietri, avait bien pris ses mesures. Au moment où les manifestations allaient interrompre la circulation sur les boulevards Montmartre et des Italiens, des forces imposantes arrêtèrent court les bandes de criards, les dispersèrent et rétablirent partout la tranquillité. A onze heures et demie, ces mêmes boulevards, si agités, si encombrés, étaient devenus les plus paisibles et les plus libres de Paris.

VI

Pendant toute cette journée, aucun bien n'avait été réalisé politiquement, et beaucoup de mal avait été préparé. Au contraire, dans l'ordre militaire tout ce qui s'était opéré avait été excellent. Les mesures, proposées par Dejean, et votées par le Conseil dans la nuit et dans la matinée du 7 août, étaient en pleine exécution : les troupes de marine appelées par Rigault de Genouilly, la cavalerie et l'infanterie, rappelées du Midi par Dejean, s'acheminaient en hâte vers Paris; la formation des quatrièmes bataillons était poursuivie activement.

Louvet, ministre du Commerce, formait une commission dont firent partie Dumas le savant, Chevreau, Darblay le grand minotier et Perrier, l'Intendant chargé des subsistances militaires à Paris; sa mission était d'assurer l'approvisionnement de la ville pendant quarante-cinq jours. Le personnel de la Ville, celui des Ponts et Chaussées et des Mines étaient requis et organisés militairement; 549000 kilos de poudre à canon étaient ramassés au Mont-Valérien, à Meudon, à Vincennes; on fabriquait des cartouches pour chassepots, mitrailleuses et canons de campagne. Les communications télégraphiques s'organisaient, les carrières se transformaient en ouvrages de défense.

Le général Chabaud-Latour se montra digne de notre confiance. Il accomplissait sa mission avec une activité infatigable et une intelligence supérieure. Par ses soins les embrasures des pièces constituant l'armement de sûreté étaient ouvertes; la construction des plates-formes et traverses commencée; les plans des ouvrages avancés, complément indispensable des fortifications, dressés. La déclaration de l'état de siège permettant, sans se soumettre aux formalités d'expropriation, de s'emparer des terrains nécessaires, la construction de quatre forts (Gennevilliers, Montretout, Châtillon, Villejuif) et de sept ouvrages considérables, placés en avant des anciens forts, était mise en train; treize portes étaient murées; les larges débouchés de cinquante-quatre autres étaient réduits à un ou deux ponts-levis, les trois passages de rivière, les deux entrées de canaux, les neuf entrées de chemins de fer qui coupaient l'enceinte étaient garanties, les fossés, les ponts-levis rétablis, les maisons, les murs, les plantations voisines des remparts abattus, les magasins à

poudre et les traverses construits, les crêtes des glacis des forts palissadées, leurs portes et leurs passages blindés, les magasins bondés de vivres et de poudres, les inondations préparées. Tout cela n'était pas achevé, mais partout on était en bon train.

Il était impossible de faire plus en moins de temps et de déployer une activité plus intense.

Duvernois, dans son journal, ne s'en indignait pas moins contre notre inactivité et nous reprochait les proclamations écrites à la demande de l'Impératrice, pour réchauffer le cœur de l'armée, comme si nous n'avions fait que des proclamations : « Au Ministère, nous ne demandons qu'une chose, nous lui demandons de nous laisser tranquilles, d'en finir avec les proclamations effarées et avec les délibérations qui n'aboutissent à rien. Nous n'avons pas besoin de rhétorique, nous avons besoin d'actes et de fusils. Il aurait peut-être déjà dû partir; mais puisqu'il tient à rester, que du moins il nous laisse tranquilles au bord de l'abîme où son imprévoyance nous a conduits. »

Il nous reprochait plus encore nos soupçons contre la Gauche. Quel esprit de défiance et de malveillance! « On va même jusqu'à dire, s'écriait-il, qu'ils (les députés de la Gauche) voudraient exploiter nos malheurs au profit d'un parti. C'est une calomnie. *Nous n'en savons rien, mais nous l'affirmons.* Le seul acte de la Gauche a été jusqu'ici de demander des armes pour Paris, comme nous l'avons fait nous-même hier avant la Gauche. Cela prouve que la Gauche a son parti arrêté; elle ne sera ni une entrave, ni un dissolvant, elle sera un stimulant. C'est son rôle historique et ce sera son honneur. » Il renchérit même sur les propositions désorganisatrices de l'Opposition : il a l'idée extraordinaire de supprimer la police au moment où sa vigilance est plus que jamais indispensable : « Il y a quatre mille sergens de ville à Paris, tous anciens militaires. Ce n'est pas assez pour contenir une population soulevée. C'est infiniment trop pour garder une ville qui saura bien maintenir l'ordre. Que le maintien de l'ordre soit confié à la garde nationale et à des constables volontaires. On pourra disposer immédiatement de quatre mille hommes aguerris et bien armés. Avis au ministère de la Guerre. »

VII

Pendant ces deux jours terribles des 7 et 8 août, je n'avais pas eu le loisir de me recueillir et de réfléchir aux mesures qu'exigeait le péril croissant. A la fin de la journée du 8, pendant les premières heures de la nuit, je m'enfermai dans mon cabinet et, me promenant à pas lents dans son ombre à peine éclairée par la lampe posée sur un bureau, je me demandai ce que j'allais proposer au Conseil des Ministres, puis à la Chambre.

La première évidence que j'avais eue d'instinct, et que tous les renseignemens avaient confirmée, était que la mauvaise fortune des débuts était due au pitoyable état de la santé de l'Empereur : son commandement avait compromis l'armée et l'achèverait si on ne le lui retirait pas. L'établissement de la régence, qui transportait le gouvernement aux mains de l'Impératrice, ne nous avait pas permis de déléguer en permanence un de nous au quartier général, ce qui eût été naturel si l'Empereur était resté chef de l'État en même temps que chef de l'armée. Nous avions compté que Le Bœuf nous tiendrait au courant des événemens intimes qu'il nous était urgent de connaître : il n'en avait rien fait. Il n'avait entretenu aucune relation avec aucun de nous, pas même avec Dejean, ne nous avait signalé aucune des défaillances du commandement, ni révélé le secret de l'immobilité, du piétinement qui nous alarmaient. Mais d'autres m'avaient dépeint la réalité. Par des lettres, par des visites, me parvenait l'unanime attestation de l'impossibilité physique dans laquelle l'Empereur se trouvait d'exercer le commandement suprême. « Il ne commande pas, disait-on, et il ne permet pas qu'on commande. »

Ce qui me revenait sur l'état de l'armée ne méritait pas moins de me préoccuper. Un léger affaissement se laissait pressentir dans sa solidité. Les intolérables va-et-vient sur les mêmes routes l'avaient lassée; les récits qui circulaient dans ses rangs, les défaites de Wœrth et de Forbach l'avaient troublée. Elle n'était donc plus l'armée invincible. Si l'on ne relevait sans tarder son moral par quelque acte vigoureux, il était à craindre qu'inférieure par la quantité, elle ne devînt aussi inférieure par la qualité. Qu'on mît un chef actif à sa tête, elle re-

prendrait son moral, les affaires se rétabliraient; sinon, tout était perdu.

Une seconde évidence me frappa non moins vivement : c'est que l'unique manière de retirer à l'Empereur son commandement était de le replacer à la tête de l'État en le rappelant à Paris. Entre les deux situations je ne concevais pas un terme moyen, car un souverain qui ne commande pas l'armée en campagne, ou qui, dans sa capitale, ne régit pas l'État, cesse d'être un souverain : il est déposé. Deux précédens revinrent alors à mon esprit. En 1812, Alexandre était à la tête de troupes qu'il perdait par l'impéritie de son commandement; on disait dans tous les rangs que, ne commandant pas, il empêchait de commander, que, n'agissant pas, il empêchait d'agir. Il fallait qu'il s'en allât, ou l'armée était en péril. Paulucci, quartier-maître général, lui dit franchement « qu'il s'obstinait à faire un métier qui lui était parfaitement étranger, qu'il ferait mieux de s'en aller à Moscou réchauffer les esprits, etc. » Alexandre eut le bon sens de ne pas se fâcher et de quitter son armée. A Moscou on l'accueillit par des transports d'enthousiasme. Cette sage résolution nous coûta cher. En 1828 et 1829, il en arriva autant à Nicolas dans la guerre avec la Turquie. Il reconnut lui-même, après avoir assisté à plusieurs combats, qu'incapable de diriger les opérations, il enlevait l'indépendance de leurs résolutions aux chefs de son armée. Et il retourna à Odessa, puis à Pétersbourg, en accordant au général en chef une pleine liberté qui aboutit à la victoire de Koulevitch et au traité d'Andrinople, et son peuple lui sut gré autant qu'à Alexandre d'avoir sacrifié son amour-propre au salut public.

Il me sembla que je ne diminuerais pas l'Empereur en lui proposant ces exemples, et qu'en les suivant, il acquerrait aussi, je n'en doutais pas, la reconnaissance nationale. Son retour à Paris aurait en outre la conséquence de mettre fin à la régence et cela me paraissait excellent. Dès que la guerre était portée sur notre territoire, les inconvéniens d'une régence apparaissaient dans leur réalité funeste. Il y avait deux gouvernemens fonctionnant dans des milieux et des circonstances différens : l'un à l'armée ayant toutes les attributions de la souveraineté, sans avoir aucun des intermédiaires légaux pour l'exercer; l'autre à Paris, entouré de tous les dépositaires de l'autorité, mais ne possédant pas les prérogatives du pouvoir; l'un tout aux émotions de la

campagne militaire, l'autre tout aux impressions des effervescences parisiennes ; l'un et l'autre sans entente et parfois en dissentiment. Leur coexistence devenait impossible ; il fallait rétablir l'unité par la suppression de l'Empereur ou par celle de la régence.

Cette nécessité m'était confirmée par une troisième évidence qui m'envahit encore plus fortement, c'est que la situation intérieure, non moins que le salut de l'armée, requérait le retour immédiat de l'Empereur. La révolution accroissait son audace à mesure que l'invasion accentuait ses progrès ; elle ne dissimulait plus son espérance d'un prochain renversement. Le parti républicain poursuivait son complot dont les ramifications, ainsi que le démontraient les tentatives simultanées dans les grandes villes, s'étendaient à tout le pays. Il fallait l'écraser, si nous voulions affronter avec quelque chance de succès l'ennemi extérieur. Jusque-là, chaque fois que l'Empereur, alarmé par les excitations révolutionnaires, m'avait demandé des mesures de rigueur, je les lui avais refusées. Cette fois je résolus de les lui proposer moi-même.

Mais il ne fallait songer à aucune mesure sérieuse tant que l'Empereur ne serait pas rentré à Paris. L'Impératrice, au nombre de ses dons remarquables, ne comptait pas l'autorité, ce don inné et tout-puissant des privilégiés destinés à dominer les hommes et les circonstances ; cette autorité émanait naturellement, au contraire, de la personne de l'Empereur. Quand il venait vers vous, avec son regard réfléchi, qu'il vous tendait la main d'une certaine manière, on était disposé à lui accorder ce qu'il allait vous demander avant même qu'il l'eût demandé, et il inspirait la volonté de le suivre aveuglément. Avec lui, bien des choses auraient été faciles, qui, avec l'Impératrice, eussent été difficiles sinon impossibles. Lui seul nous eût assuré la condition primordiale d'une politique de combat contre la Révolution : un vote de confiance général de la Chambre, qui, en consolidant notre pouvoir, eût été un blanc-seing pour l'exécution des mesures de détail. Nous pouvions proroger la Chambre, mais non la dissoudre, et à plus forte raison tenter un coup de force contre elle. Il fallait donc la gagner, et l'Empereur l'eût fait pour nous. La majorité lui était entièrement dévouée ; d'un mot, il eût fait rentrer dans le rang les Jérôme David et les Duvernois, maîtrisé les mesquines passions, maintenu autour

de son ministère une majorité compacte ; il eût été le négociateur écouté de l'accord que je comptais établir avec la Droite depuis que l'attitude révolutionnaire de la Gauche m'obligeait à la traiter en ennemie à détruire.

La présence de l'Empereur nous eût été utile d'une autre manière. Il avait conservé intactes ses qualités supérieures : le jugement, la clairvoyance, la netteté d'esprit. La maladie n'avait affaibli que sa volonté ; nous aurions voulu pour lui et il nous eût éclairés de ses lumières. J'arrivai donc à cette conclusion que le premier but que je devais poursuivre en ce moment était le remplacement de l'Empereur à la tête de l'armée et son retour à Paris. Il arriverait à l'improviste, adresserait un message à la Chambre qui se résumerait dans cette idée : « J'ai mis provisoirement à la tête de l'armée qui résiste à l'invasion le capitaine que m'a désigné l'opinion publique, Bazaine, et je viens combattre et écraser l'armée de la Révolution afin que nos soldats ne soient pas pris entre deux feux. » Même n'étant pas ainsi motivé, ce retour n'eût pas surpris ; il était tellement dans la nécessité des circonstances que Jules Favre l'avait réclamé quelques heures auparavant, précisément par la raison qui m'y décidait : l'insuffisance du commandement.

Depuis l'événement, Jules Simon a eu la franchise de reconnaître qu'en effet la sagesse était bien là et, qu'« en ramenant l'Empereur à Paris, et surtout en supprimant la Régence, *c'était tenter la seule chance de salut qui restait alors à la dynastie* (1). » Je tournais et retournais ces pensées et je m'y ancrais lorsque, malgré l'heure avancée, on m'annonça Chevandier.

VIII

Il arrivait tout ému, avec son air des jours de résolution. Il me dit : « La situation est des plus graves. Il n'y a pas un moment à perdre. Le danger est imminent. » Il me raconta que cet après-midi même avait eu lieu, rue de la Sourdière, une réunion des députés, des journalistes et des chefs révolutionnaires. Les chefs révolutionnaires récriminaient contre l'attitude trop prudente de la Gauche : elle aurait dû, comme les journalistes, réclamer un comité de défense choisi dans le Corps législatif, et

(1) *Origine et chute du second Empire*, p. 289.

encore cela ne leur suffisait pas ; il fallait préparer un coup de main contre la Chambre à l'ouverture de la session ; le Ministère, miné de tous les côtés, était déjà comme à terre ; il n'oserait pas, *in extremis*, se compromettre par des mesures de répression qui pourraient devenir sanglantes. La Gauche pensait au contraire qu'en fournissant aux ministres, par une attaque prématurée, l'occasion de défendre l'Assemblée, on relèverait leur pouvoir expirant, qui ne capitulerait pas, et qu'on allait au-devant d'une défaite certaine, alors qu'avec un peu de patience et d'habileté, on ne tarderait pas à s'assurer une victoire sans péril. De part et d'autre, on ne s'était pas convaincu et il était probable que les violens, agissant conformément à leur opinion, tenteraient un coup de main auquel la Gauche ne s'associerait point, mais qu'elle soutiendrait de ses excitations et dont elle prendrait la direction, si le succès devenait possible. Un de ses députés s'était même engagé à déposer une demande de déchéance et, si elle était écartée, à venir donner le signal de l'insurrection.

« Dans l'état de trouble de l'esprit public, dit Chevandier, on ne peut prévoir les effets d'une levée insurrectionnelle; il est sage de la prévenir et de ne pas nous exposer à la douloureuse nécessité d'une répression sanglante, peut-être impuissante. N'ayant pas de temps à perdre, j'ai pris des mesures que je viens soumettre à votre approbation. J'ai prié notre collègue Rigault de Genouilly, sans lui dire pourquoi, d'envoyer un navire de l'État à Granville ; j'ai requis la Compagnie de l'Ouest de tenir pendant la nuit du 8 au 9 un train sous pression prêt à partir pour Granville. Enfin j'ai ordonné à Pietri de convoquer le juge d'instruction Bernier, afin de signer les mandats d'arrêt et d'avoir, sous la main et groupé, le nombre d'agens nécessaires pour opérer les arrestations qui seraient ordonnées. Je n'ai pas indiqué à Pietri les chefs révolutionnaires, il les connaît mieux que moi, mais j'ai dressé la liste des députés de l'opposition qu'il faut arrêter en même temps ; ils sont au nombre de vingt-deux. »

Il me tendit une liste écrite de sa main sur laquelle je lus les noms d'Arago, J. Favre, E. Picard, Ordinaire, Dorian, Gambetta, Kératry, J. Ferry, Pelletan, etc. » Tandis que je faisais cette lecture, un nuage obscurcit mon visage. « Rassurez-vous, me dit vivement Chevandier, nous ne les malmènerons pas. Pas de voitures cellulaires ; tous les égards possibles. Il faut seulement

enlever à la Révolution son drapeau et ses têtes. Nous les mettrons bien poliment dans des wagons qui les conduiront à Granville ; là, ils trouveront un bateau de l'État qui ira les déposer à Belle-Ile où ils seront fort bien traités. Au fond, je ne suis pas sûr qu'ils nous en veuillent beaucoup de les tirer d'une situation périlleuse pour eux autant que pour nous. »

Je réfléchis un instant, puis je lui rendis sa liste : « Nous discuterons ces noms. Dès ce moment, je biffe celui d'Ernest Picard, car le président de la Gauche ouverte n'est pas un faiseur de complots. Ceci réservé, j'approuve en principe et je suis prêt à partager la responsabilité. J'accepte l'arrestation des membres de la Gauche et des chefs révolutionnaires, à Paris d'abord, en province plus tard, et leur envoi à Belle-Ile. Mais je ne veux pas que cette exécution ait lieu avant que nous soyons débarrassés de la régence de l'Impératrice. La partie que nous allons jouer est très grave ; nous y engagerons notre honneur, peut-être notre vie. Je consens à la risquer avec l'Empereur, jamais avec l'Impératrice. Elle se défie de nos idées et n'a pas confiance en nous ; moi, je me défie de ses conseillers intimes et je n'ai pas confiance en elle. Sans confiance réciproque, on ne se lance pas dans une aventure qui peut être traversée par des à-coups redoutables. Et je ne serais pas seul de ce sentiment. Baraguey d'Hilliers, dont le concours est indispensable, ne marchera pas avec elle; avec l'Empereur, il ne fera pas une objection. Schneider accorderait à l'Empereur un concours qu'il refuserait à l'Impératrice ; Trochu lui-même peut-être mettrait un terme à ses bavardages et ne trahirait pas. Savons-nous quelles seront les dispositions de l'Impératrice et si elle se décidera à courir le risque? Il serait difficile au dernier moment de ne pas demander son approbation, que ferons-nous si elle la refuse? Agirons-nous quand même et la mettrons-nous en présence d'un fait accompli ? Mais si elle nous désavoue?... — Je pense comme vous, répondit Chevandier, sur la nécessité de ramener d'abord l'Empereur et de terminer la régence.

« — Eh bien ! puisque nous sommes d'accord sur le point essentiel, discutons votre plan. Je lui reproche d'être un coup d'État mal préparé. Que Paris se réveille demain en apprenant sans explication que les députés de la Gauche viennent d'être incarcérés, on criera au coup d'État, et il s'élèvera contre nous un soulèvement de colère plus menaçant que l'insurrection que vous

voulez prévenir; nous irions nous-mêmes nous jeter dans le précipice où l'on projette de nous pousser. Évitons tout ce qui a l'air coup d'État. S'il devient nécessaire d'en faire un, nous en discuterons, mais aujourd'hui, c'est inutile. La Gauche ne prépare certainement pas l'invasion et la dispersion du Corps législatif; elle ne veut que le terroriser, afin d'en obtenir la déchéance et la constitution d'un pouvoir révolutionnaire. Au sens strict du mot, — ses menées ne peuvent être qualifiées d'attentat, mais il n'est pas douteux que ce ne soit un complot contre la sûreté de l'État, et que notre législation le punit aussi bien que l'attentat. Ce complot est flagrant; les preuves en sont en quelque sorte publiques; nous mettrons sous la main de la justice, en suivant les formes légales strictes, ceux qui le trament. Ils crieront au coup d'État. Nous répondrons : — Pas coup d'État, coup de justice. — Nous expliquerons cela au public et l'approbation qui accueillera notre exécution sera aussi générale qu'eût été la réprobation contre votre plan.

« Voici donc les modifications que je vous propose : pas d'arrestations cette nuit ; demain matin, à la première heure, nous nous rendrons auprès de l'Impératrice avec Pietri qui est de notre avis, et, sans lui confier notre dessein, nous lui proposerons le rappel de l'Empereur par des raisons exclusivement militaires. Maurice Richard sera de retour de Metz; il nous fournira des renseignemens précieux. L'approbation de l'Impératrice obtenue, nous demanderons celle du Conseil, sans lui indiquer non plus ce que nous préparons, et nous irons affronter le Corps législatif. Un vote de défiance y sera certainement demandé. Cette motion, vous le croyez, sera repoussée, et la discussion des lois urgentes absorbera la séance. L'Empereur, s'il est parti, comme nous l'en prierons, aussitôt notre dépêche reçue, arrivera à Saint-Cloud aux premières heures de la nuit. Pendant que vous vous rendrez à la Préfecture de police où vous veillerez à l'exécution des ordres si bien préparés par vous, je me rendrai à Saint-Cloud. J'expliquerai à l'Empereur ce qui est en train de s'accomplir. Il n'hésitera pas à nous approuver, et je lui ferai signer un décret portant prorogation de la Chambre, afin que l'immunité parlementaire ne soit pas un obstacle à nos poursuites, et aussi pour nous préserver des scènes de ceux qui ne seront pas arrêtés. Je lui ferai signer encore un autre décret convoquant une Haute Cour à Rennes,

afin que le public sache qu'il s'agit d'un acte de légalité et non d'arbitraire. Nous rédigerons ensuite les proclamations qui justifieront ces actes de salut public, et le lendemain la nation apprendra les faits accomplis. Nous demanderons à nos collègues de ratifier ce que nous aurons été obligés d'arrêter et d'exécuter sans leur consentement et, si certains nous refusaient ce bill d'indemnité, nous les remplacerions immédiatement, et nous verrions après. » — « J'ai, ajoutai-je, pris, moi aussi, sans vous consulter, une mesure très importante. J'ai appelé de Lyon le général Cousin-Montauban, dans la pensée de lui offrir le ministère de la Guerre. On le dit homme de résolution, et le retard d'un jour, que nous mettrons à exécuter nos arrestations, nous permettra d'avoir immédiatement son concours pour soutenir Baraguey d'Hilliers et le suppléer au besoin. »

Chevandier m'avait écouté sans m'interrompre, hochant parfois la tête. Quand j'eus terminé, il se leva, me tendit la main et dit : « C'est entendu, je vais chez Pietri lui dire de différer jusque dans la nuit du 9 au 10, et lui donner rendez-vous à la Chancellerie pour aller ensuite tous les trois chez l'Impératrice, vis-à-vis de laquelle je lui recommanderai le secret. » Il me quitta. Une heure du matin venait de sonner (1).

Réussirions-nous? Il serait un homme d'État de mince

(1) Bernier, juge au tribunal de la Seine à Émile Ollivier, Paris, 26 mai 1874 : « Monsieur le Ministre, vous me demandez de vous préciser mes souvenirs sur les mesures que votre gouvernement avait décidées pour assurer l'ordre intérieur en face de l'ennemi après nos premiers revers. — Dans la nuit du 8 au 9 août 1870, j'étais dans le cabinet du préfet de Police, attendant vos instructions. Vers une heure et demie du matin, parut M. Chevandier de Valdrôme, ministre de l'Intérieur : il nous annonça que le gouvernement avait décidé l'arrestation des membres de la Gauche dont les agissemens faisaient déjà présager ce dont ils se sont montrés capables le 4 septembre. M. Chevandier remit la liste des députés qui devaient être arrêtés, cette liste était écrite en entier de sa main, je l'ai lue, elle comptait les noms de vingt-deux députés parmi lesquels je me rappelle parfaitement ceux de Gambetta, Arago, J. Favre, E. Picard, Ordinaire, Dorian, de Kératry, J. Simon, J. Ferry, Pelletan. Il fut convenu que les arrestations ne seraient faites que dans la nuit du mardi 9 août au mercredi 10. Dans la séance du Corps législatif du 9 août, votre ministère fut renversé et la nouvelle administration n'a pas maintenu les ordres que vous aviez donnés. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentimens respectueux et dévoués. » Ce témoignage est confirmé par les *Souvenirs de Mme Carette*, t. III, p. 174 : « M. Émile Ollivier voulait, après avoir obtenu le retour de l'Empereur et dans la nuit même, faire arrêter tous les chefs de l'opposition. Les mandats d'arrêt étaient préparés. » Jules Favre paraît avoir été aussi averti : « A ce moment, il était question de nous mettre en jugement et de nous déporter. Chaque nuit on nous avertissait que nous devions être arrêtés. » *Enquête sur le 4 septembre.*

étoffe celui qui, avant de se décider à un acte, ne se préoccuperait pas des effets prochains et même éloignés qu'il produira. Mais dès qu'on est en présence d'un devoir primordial bien déterminé, il faut l'accomplir sans se préoccuper de l'effet : il sera ce qu'il pourra. Nous ne pouvions pas assister les bras croisés à l'organisation du renversement de l'Empire, et laisser des hommes de parti infliger au pays, sans que nous nous y opposions, la honte d'une révolution devant l'ennemi. Une telle abstention nous vaudrait une flétrissure ineffaçable. « Je compte sur vous, » nous avait dit l'Empereur en partant. Il fallait justifier sa confiance. *In rebus asperis et tenui spe fortissima quæque consilia tutissima sunt.* Dans les affaires difficiles et de mince espérance les desseins les plus courageux sont les plus sûrs.

Mais l'audace la plus intrépide ne peut dompter le soulèvement d'un peuple entier qui, irrité, excédé d'un gouvernement, veut à tout prix s'en défaire. Si telle avait été la situation, elle était sans remède; il ne restait qu'à s'abandonner désespérément à la chute inévitable. Nous étions loin d'en être réduits là. L'agitation révolutionnaire n'était que superficielle, en paroles plus qu'en actes. La majorité de la population parisienne, patriote, n'oubliait point qu'elle avait voulu, acclamé la guerre, et n'éprouvait aucune colère contre le Souverain qui avait obéi à son impulsion patriotique (1). Un acte résolu eût fait rentrer sous terre tous les faux braves qui, à de rares exceptions, ne s'avançaient que jusqu'au point où ils étaient assurés de l'impunité. Leurs journaux supprimés, leurs chefs emprisonnés, ils se fussent terrés et n'auraient songé qu'à se cacher ou à fuir. Le peuple aurait vu impassiblement, comme au 2 décembre, les sergens de ville prendre les émeutiers au collet. Si, parmi eux, quelques-uns, véritablement intrépides, avaient essayé une

(1) Paul Déroulède, en ses loyaux souvenirs, a confirmé mon appréciation de ce moment : « Républicain très modéré, mais républicain sincère, mon père n'aimait pas beaucoup plus l'Empire que je ne l'aimais moi-même; mais il n'approuvait pas plus que moi pour cela tous ces sourds préparatifs révolutionnaires faits en face et à la faveur de l'invasion. L'avenir lui apparaissait très sombre. — Une lettre de notre mère contenait un peu plus d'espérance : « Le pays se ressaisira, » nous écrivait-elle. « Les bons Français l'emporteront. Il n'y a vraiment qu'une « poignée de politiciens, qui pensent à la guerre civile, avant de penser à la guerre « étrangère. Ayez bon courage! Dieu ne laissera pas tuer la France! » — Vraiment! oui, les politiciens n'étaient qu'une mauvaise poignée, mais où était la bonne poigne qui s'en rendrait maître? (*Feuilles de route*, p. 71.) » Au lendemain du retour de l'Empereur et de l'arrestation des députés de la Gauche, on eût senti la bonne poigne attendue et la partie eût été gagnée.

résistance, nous avions des forces plus que suffisantes pour les réduire. Nous étions en mesure non seulement de réprimer une émeute, mais même de soutenir une bataille en règle dans les rues de Paris.

Cette bataille, nous étions résolus à l'affronter. L'éventualité d'une répression sévère dans les rues de la capitale ne nous troublait pas. D'abord, elle était fort peu probable, et puis, il n'y avait aucune humanité à laisser le champ libre à l'émeute dans la crainte de répandre le sang de quelques traîtres. Cette répression, quelle qu'elle pût être, eût été bien douce, hélas! en comparaison des massacres de la Commune et des représailles qui les suivirent, qu'elle eût empêchés! Le sang répandu dans les convulsions civiles qui se mêlent à une guerre étrangère n'est pas reprochable à ceux qui défendent la patrie contre le séditieux et contre l'envahisseur; il retombe en malédictions sur les criminels qui, au milieu des angoisses nationales, ne songent qu'à la poursuite de leurs haines ou de leurs appétits.

IX

Maurice Richard revint de Metz, le matin du 9 août à six heures, et le récit qu'il me fit de son voyage me démontra plus encore la nécessité de rappeler, d'urgence, l'Empereur. Il était parti craignant d'être arrêté à tous pas, avec un sauf-conduit du ministre de la Guerre; il avait officiellement annoncé son arrivée, supposant que quelqu'un viendrait le recevoir; sur la route, il avait vu un grand désordre, partout des troupes ou du matériel paraissant plus ou moins oublié dans les gares, des trains de soldats qui rejoignaient débraillés, sans capotes, montés sur les wagons, vociférant; il n'avait trouvé personne à la gare; il était entré dans la ville de guerre, comme dans un champ de foire; il était allé à l'hôtel où étaient les bureaux de l'état-major. Des étrangers y circulaient; il avait demandé une chambre, on la lui avait donnée sans s'enquérir qui il était. L'Empereur le reçut immédiatement à la Préfecture, Il connaissait la retraite de Frossard vaguement et la défaite de Mac Mahon. Il était plus affectueux que de coutume, mais désolé, gémissant, atterré par les lugubres dépêches qui arrivaient à tout instant. Outre son mal chronique, il était affecté d'un de ces rhumes de cerveau intenses qui produisent l'anéantissement de la pensée. « C'est

bien malheureux! répétait-il. C'est épouvantable! Mais que faire? — Il me semble, répondit Maurice Richard, que Votre Majesté devrait se retirer sur Châlons et s'y réorganiser. Il faudrait recourir à tous les moyens révolutionnaires de salut public, afin de n'en pas laisser le privilège à l'opposition. »

Lorsque Le Bœuf, qui était aux avant-postes, fut de retour, il fit dire à Maurice Richard qu'il l'attendait dans son bureau à la Préfecture, à côté de celui de l'Empereur. En le voyant, il se jeta à son cou : « Ah! mon ami! quel malheur! » Il lui raconta les événemens, lui révéla que l'Empereur n'avait pu se tenir à cheval à Sarrebrück : « Ah! mon cher ami, répéta-t-il, ce qui se passe est déplorable. Je vous livre mon honneur militaire, car je ne veux pas qu'on sache ce que je vais vous dire : un plan d'opérations offensif avait été convenu, de nature à tout réparer. J'étais allé aux avant-postes donner des ordres ; là j'apprends que, sans me consulter, ni me prévenir, on a tout changé, des contre-ordres ont été expédiés. Je viens de donner ma démission. L'Empereur m'a supplié de rester ; provisoirement j'y ai consenti par dévouement, mais je me considère comme démissionnaire. » Puis, le prenant par les deux épaules et le regardant bien en face : « Répondez-moi franchement, croyez-vous qu'une abdication sauverait la dynastie? — Comment! nous en sommes là! — Oui, c'est très grave. — Je crois qu'une abdication, loin de sauver quoi que ce soit, ne ferait que compliquer la situation en transférant le pouvoir à une femme et à un enfant. — S'il n'abdique pas, reprit Le Bœuf, il faut que quelqu'un supporte le poids de son malheur, ce sera moi : qu'on me sacrifie. Je suis prêt à tout accepter pour couvrir l'Empereur. » L'Empereur était alors entré dans le cabinet. On y apporta la dépêche de Mac Mahon annonçant la défaite. Il exprima son mécontentement de ce que le maréchal eût livré cette bataille.

« Chacun au quartier général, me dit Maurice Richard, avait son plan qu'il voulait faire prévaloir; chacun me prenait à part et chuchotait à l'oreille : « Dites à l'Empereur ceci, dites-lui cela. » Du reste, une confusion générale, le désordre et le désarroi partout, nulle confiance, nul respect, des critiques sans fin. C'est la cour du roi Pétaud. Au moment de son départ, l'Empereur, qui, ébranlé par les sollicitations de ses amis personnels, n'était plus opposé à un retour à Paris, lui avait dit : « Demandez au Conseil si je dois rentrer; je suivrai

son avis. Je vous recommande seulement de dire que j'ai relu l'histoire de M. Thiers, et qu'il a blâmé mon oncle d'avoir quitté l'armée, en 1815, et d'être venu discuter avec les Chambres. » L'Empereur se rappelait mal l'opinion de Thiers : il ne blâme pas le retour à Paris de Napoléon Ier, indispensable à son avis à cause de la dissolution de l'armée; il le regrette. C'est Carnot qui dit : « Ne restez pas une heure ici; repartez sur-le-champ: allez vous remettre à la tête de vos troupes. » A Napoléon III il eût dit : « Allez vous remettre à la tête de votre gouvernement. » En effet, à l'armée Napoléon Ier était une force; à Paris, aux prises avec une assemblée hostile, il devenait le néant; à l'armée, Napoléon III était le néant; à Paris, appuyé sur une assemblée et des ministres dévoués, il restait une force.

Le résumé des impressions de notre collègue fut très net : le soldat se montrait toujours gai, plein d'entrain et de confiance; mais l'Empereur était malade, incapable d'agir, l'état-major sombre, consterné, sans espoir. Et son dernier mot fut celui de tous ceux qui revenaient de l'armée : « C'est l'Empereur qui perd tout. »

« Allez immédiatement répéter votre récit à l'Impératrice, » dis-je à Maurice Richard. Il se rendit en effet auprès de l'Impératrice, mais il lui raconta malheureusement en termes beaucoup trop adoucis ce qu'il avait vu. Cependant il lui dit que l'Empereur était malade, qu'il n'avait pu se tenir à cheval à Sarrebrück, et qu'il était indispensable qu'il revînt à Paris. Elle ne parut nullement surprise.

X

Le préfet de police, Pietri, arriva au rendez-vous à la Chancellerie avant Chevandier. Je lui communiquai les renseignemens de Maurice Richard et le priai de nous précéder auprès de l'Impératrice et de la préparer à la résolution que Chevandier et moi allions lui demander.

Nous le retrouvâmes aux Tuileries. J'entrai résolument en matière : « Madame, le temps des complimens est passé et vous me permettrez de vous dire nettement la vérité. Les désastres approchent; il n'y a qu'un moyen de les conjurer, c'est de con-

seiller à l'Empereur de revenir à Paris avec son fils. Je viens prier Votre Majesté de le lui télégraphier. » L'Impératrice se redressa violemment : « Avant une victoire, c'est impossible. — Mais, madame, si l'Empereur reste à l'armée il n'y aura pas de victoire; il est l'obstacle à la victoire; car il ne peut pas commander et il empêche qu'un autre commande. »

Cette considération parut la frapper. Elle resta un instant silencieuse, puis elle reprit, éclatant en sanglots : « Mais c'est impossible, quitter l'armée à la veille d'une bataille, c'est le déshonneur. — Non, madame, ce n'est pas le déshonneur, car un souverain ne court aucun péril personnel dans une bataille; c'est le salut du pays et de la dynastie. — Je ne me préoccupe pas de la dynastie; je ne me préoccupe que du pays. »

Je feignis de n'avoir pas entendu et je repris avec plus d'insistance mon raisonnement. « Au moins, dit-elle, laissez mon fils à l'armée. — Pourquoi? Que voulez-vous, madame, que votre fils fasse à l'armée? — Mais il sait monter à cheval! — A quoi cela servira-t-il, qu'il sache monter à cheval! » Alors, poussée à bout, la figure illuminée elle s'écria d'une voix vibrante : « Il peut se faire tuer! Oh! laissez-le se faire tuer! — Non, madame, il ne faut pas qu'il soit tué, il faut qu'il revienne avec son père, il devrait déjà être revenu. Du reste, madame, ajoutai-je, ne croyez pas que l'opinion que je vous exprime me soit personnelle, il n'est aucun de mes collègues qui n'ait le même avis. »

Chevandier prit la parole et m'appuya avec une émotion communicative. « Dans ces circonstances extrêmes, ajouta-t-il, voyant que l'Impératrice ne se rendait pas, notre devoir est de dire toute la vérité, quelque pénible qu'elle soit. Or, la vérité est que le départ de l'Empereur de Metz est non moins urgent que son retour à Paris. L'armée tout entière, officiers et soldats, le désirent pour retrouver la liberté, l'unité et la rapidité de l'action. Croyez bien, madame, que la plus grande preuve de loyauté qu'un honnête homme puisse vous donner, c'est de vous exposer ainsi toute la vérité avec cette rude franchise. Vous hésitez à nous croire, je ne m'en blesse pas; mais vous avez là devant vous un homme (montrant Pietri) sur le dévouement duquel vous comptez depuis vingt ans et qui jouit de toute votre confiance. Eh bien! demandez-lui, lui qui doit être renseigné aussi bien que nous, s'il conteste une seule de nos assertions. »

Pietri s'était laissé tomber sur un siège et versait des larmes. « Vos larmes, dit Chevandier, sont plus éloquentes que mes paroles; je vous adjure, au nom du salut du pays, de dire à l'Impératrice si, oui ou non, vous pensez comme nous. » Un signe d'assentiment fut la réponse de Pietri. L'Impératrice, sublime de pathétique déchirant, en paroles haletantes, entrecoupées, pleines de désespoir, de colère, de fierté, reprenait toujours la même idée : « Il ne peut pas revenir vaincu, avant une bataille » Et il fallait avoir un cœur de pierre pour ne pas être terrassé par ces frémissemens douloureux, passionnés d'une âme en proie aux visions héroïques. Je m'étais fait ce cœur de pierre. Chevandier, gagné de son côté par l'émotion, joignit ses larmes à celles de l'Impératrice et de Pietri. Mon visage demeura impassible. L'Impératrice entendit la sommation que cette inflexibilité formulait non moins clairement que l'émotion de mes deux compagnons, et elle murmura : « Puisque vous l'exigez tous, je vais télégraphier à l'Empereur de rentrer à Paris. » Et tandis que nous rejoignions nos collègues déjà réunis en conseil, elle pria Pietri de demeurer avec elle pour l'aider à rédiger le télégramme.

J'avais entendu pour la première fois ces mots : « Je ne me préoccupe pas de la dynastie, » que l'Impératrice a depuis répétés souvent. On les a beaucoup admirés. Ils m'avaient révolté, et j'avais été sur le point de m'écrier : « Comment pouvez-vous admettre que la dynastie soit séparée de la nation qui lui a donné huit millions de suffrages, et que le salut de l'une ne soit pas attaché au salut de l'autre? Louis XIV, réduit aux derniers abois, n'eut jamais l'idée que la dynastie et la France fussent deux intérêts distincts. Il écrivit à Villars avant Denain : « Si vous êtes battu, je traverserai Paris avec les infâmes propositions de nos ennemis à la main, et la nation française nous suivra, et nous irons nous ensevelir ensemble sous les débris de la monarchie. » Napoléon Ier, même au milieu de ses défaillances de 1815, n'eut pas un instant l'idée que le sacrifice de la dynastie contribuerait au salut du pays : « Je fais partie maintenant de ce que l'étranger attaque, je fais donc partie de ce que la France doit défendre, dit-il à Benjamin Constant; en me livrant, elle se livre elle-même. » Admettre qu'il y ait un intérêt dynastique à sacrifier à l'intérêt national, c'est donner à vos amis la permission du sauve-qui-peut, et à vos ennemis le moyen

de justifier leurs trames. N'accréditez pas vous-même la perfidie de ce vocabulaire de la haine. » Je contins ma révolte : c'eût été trop de duretés en une fois.

L'Impératrice nous avait laissé pressentir plutôt qu'indiqué le motif déterminant de sa résistance à nos conseils : la crainte que l'Empereur ne fût traité de lâche, comme le fut le prince Napoléon lorsqu'il quitta l'armée de Crimée, et qu'on l'insultât dans les rues de Paris. Ces craintes étaient chimériques; aucun homme sérieux n'eût incriminé de lâcheté le souverain dont toute la vie était pleine d'actes de courage et le généreux peuple de Paris n'eût pas insulté, pour la première fois au jour du malheur, celui que jusque-là il avait constamment acclamé. Du reste, qu'importe? Le vrai courage consiste parfois à paraître n'en avoir pas. On l'aurait sifflé? Eh bien! braver les sifflets entrait dans son métier d'empereur, et nous autres nous aurions rempli notre devoir de ministres en nous offrant aux sifflets à ses côtés, car nous n'entendions pas l'exposer à des avanies que nous ne partagerions pas.

La résistance de l'Impératrice n'était inspirée ni par l'intérêt dynastique ni par l'intérêt national; c'était le sentiment dévoué d'une femme résignée à ce que son mari perdît le trône, non à ce qu'il perdît sa bonne renommée, sentiment privé honorable, mais nullement royal : un prince doit à l'occasion sacrifier sa renommée, sa gloire personnelle au salut de son peuple. « Un vrai roi, qui est fait pour ses peuples, et qui se doit tout entier à eux, doit préférer le salut de son royaume à sa propre réputation. »

XI

Une demi-heure après, l'Impératrice descendit dans la salle du Conseil. Les yeux rouges et pleins de larmes mal essuyées, elle donna lecture du télégramme que nous avions eu tant de peine à lui arracher. Que nous avions tort de délibérer avec le Conseil privé ! Persigny prit la parole et se répandit en exclamations : son esprit, véritable phare à éclipses, lucide à un moment, tombait à un autre dans une opacité intense. Il était dans une de ces obscurités : « L'Empereur, dit-il, ne peut rentrer à Paris après une défaite. Cette défaite n'a été qu'un acci-

dent ; elle est due à une faute stratégique extraordinaire, inouïe, énorme, qui étonne la raison humaine, notre armée distribuée en petits corps sur quatre-vingts lieues d'étendue comme des corps de douaniers. L'armée va prendre sa revanche ; l'Empereur doit assister à cette revanche et y retremper son prestige ; s'éloigner à la veille d'une grande bataille, c'est l'abdication et le déshonneur. L'Empereur n'a pas le droit de se déshonorer ; il ne peut quitter l'armée que victorieux ou y mourir ; la légende napoléonienne renaîtrait, même s'il perdait le trône ; elle ne se relèverait pas du déshonneur. » En d'autres termes, l'Empereur ne pouvait rentrer dans Paris qu'à la tête de ses troupes victorieuses ou dans un cercueil : ou le dôme des Invalides éclairé par les drapeaux conquis, ou Notre-Dame revêtue de deuil pour des obsèques impériales.

Aux premiers mots de Persigny, l'Impératrice s'était penchée vers moi, et d'une voix brève, m'avait dit : « Vous m'aviez affirmé que le Conseil était de votre avis. » Je répondis de même : « Persigny ne fait point partie du Conseil ; parmi mes collègues, il n'en est aucun qui n'ait partagé mon opinion. » Elle écouta le discours de Persigny en pleurant, exaltée, le soutenant, l'encourageant du regard et du geste. Je répondis : « M. de Persigny veut que l'Empereur reste à l'armée pour y attendre la victoire ; j'affirme, moi, que tant qu'il sera à l'armée, à cause de son état physique, la victoire ne nous reviendra pas. » Et me retournant vers Maurice Richard : « Veuillez répéter au Conseil ce que vous m'avez raconté, ce que vous avez vu. » Il le fit, mais mollement, en atténuant, sans aucun des accens du matin. La véhémence de Persigny, la douleur de l'Impératrice l'avaient ébranlé et, par bonté de cœur, il tut les détails pénibles sur lesquels il s'était étendu avec moi. « Mais vous m'avez parlé autrement ce matin ! m'écriai-je, veuillez redire à ces messieurs les choses comme vous me les avez dites. » — Ce fut inutile, je n'en pus rien arracher.

Cette défection attendrie et imprévue de Maurice Richard affaiblissait en partie mon argumentation. L'Impératrice, d'ailleurs, s'était bien gardée de nous communiquer le télégramme par lequel le même jour, Franceschini Pietri l'avertissait que l'Empereur, de son propre aveu, était incapable de soutenir les fatigues d'une campagne active et que ses amis personnels croyaient qu'il devait rentrer à Paris. Néanmoins, je maintins

vigoureusement mon opinion. Par malheur il était déjà dix heures ; le Corps législatif se réunissait à une heure, et la déclaration que nous devions lui lire, ainsi qu'au Sénat, n'était pas encore rédigée. Je dus quitter la séance et me retirer avec Dejean dans le cabinet de l'Empereur pour écrire ce difficile exposé.

A mon défaut, Chevandier soutint la discussion, pied à pied, sans se laisser entamer. Rouher et Schneider se joignirent à Persigny, parce que le retour de l'Empereur empêchait notre renversement. Alors nos collègues eux-mêmes, jusque-là aussi résolus que nous, se mirent à faiblir. Chevandier vint en toute hâte me prévenir de la fâcheuse tournure que prenait la discussion. — « Qu'y faire? répondis-je ; je ne puis quitter ce travail avant de l'avoir terminé. Du reste, peu importe ce qu'ils décideront, l'essentiel est que nous ayons la majorité à la Chambre. — Nous l'aurons. — Eh bien! je reprendrai la question dans un conseil composé uniquement de ministres ; nous l'emporterons, et, s'il faut, j'irai moi-même à Metz chercher l'Empereur. Retournez batailler, je vais me hâter de vous rejoindre. » Je me hâtai autant que je le pus, mais lorsque je revins prendre séance, à l'unanimité moins la voix de Chevandier, le Conseil avait décidé que la dépêche à l'Empereur serait retenue.

Je donnai lecture de ma déclaration et le Conseil se sépara Palikao, qui en attendait la fin dans le salon à côté depuis quelque temps, fut alors introduit. Il salua l'Impératrice et échangea avec elle quelques paroles, puis je l'abordai, et, debout dans l'embrasure de la fenêtre, je lui dis : « Je vous ai mandé pour vous offrir le ministère de la Guerre. L'acceptez-vous? — Me ferez-vous maréchal? me riposta-t-il à brûle-pourpoint. — Y a-t-il des places vacantes? — Oui, il y en a une. — Eh bien! nous vous ferons maréchal, si cela convient à l'Empereur : c'est son affaire plus que la nôtre. — En ce cas il est bon, avant de prendre possession de mon portefeuille, que j'aille à Metz m'entendre avec l'Empereur ; je partirai à trois ou quatre heures. — Comme il vous plaira. » Je le quittai.

Tous nos collègues étaient partis, sauf Chevandier, à qui je racontai mon court dialogue et qui s'en alla de son côté donner l'ordre au télégraphe de retenir la dépêche de l'Impératrice. Quoiqu'elle eût été remise depuis plus de deux heures, quatre mots seulement en avaient été chiffrés. A la place une autre

dépêche fut expédiée disant : « Le général Palikao accepte et part immédiatement pour Metz. Le Conseil et moi ne sommes pas de l'avis apporté par M. Maurice Richard. » (9 août, 1 h. 13 du soir.)

Ainsi, par de mauvaises raisons, par des craintes chimériques, qui, eussent-elles été vraies, ne méritaient pas d'être prises en considération, l'Empereur manqua où sa présence aurait tout sauvé, et il resta où elle perdait tout, lui-même et la France. « La France a toujours expérimenté, a dit de Thou, que le gouvernement des femmes, qu'elle exclut de la succession à la couronne par la loi fondamentale de sa monarchie, ne pouvait lui être que très pernicieux et très fatal. »

ÉMILE OLLIVIER.

LE MAITRE DES FOULES[1]

PREMIÈRE PARTIE

I

Mme Derwein parut à la porte de sa maison, dans la rue de Lisbonne, appuyée au bras de Germaine Grandier qui avait déjeuné chez elle. Sa voiture l'attendait.

— Au Grand Palais, Auguste, dit-elle, la porte du Salon d'Automne, en face du Palais de Glace.

Elle se hissa péniblement dans le coupé ; la jeune fille qui l'avait aidée monta derrière elle. Aussitôt le cheval se mit en marche, sans brusquerie, comme par une entente dès longtemps établie avec la voiture ancienne, le cocher à cheveux gris et cette femme aux allures dolentes, dont les traits délicats trahissaient un épuisement irrémédiable.

Il était une heure. Le soleil des premiers jours d'octobre caressait les façades closes des maisons encore vides, et dorait, par-dessus les murs des jardins, les cimes jaunies des marronniers. Le visage tendu de Germaine et ses lèvres serrées avaient une expression de volonté qui contrastait avec la jeunesse de ses yeux bruns et de son teint éclatant : la tête très droite, elle regardait fixement devant elle. Mme Derwein soupira :

— Ce pauvre Manès ! Vous lui aviez pourtant donné de l'espoir, et vous allez lui annoncer votre mariage !

Les lèvres de Germaine se pincèrent un peu plus. Elle avait décidé que cet espoir ne l'engageait pas, et elle se faisait fort

(1) *Copyright by* Calmann-Lévy, 1912.

d'en convaincre Manès, tout à l'heure. Il lui était très désagréable, en attendant, de recueillir une opinion contraire.

— Excusez-moi d'y revenir, poursuivait Mme Derwein ; ce mariage !...

— Eh bien ! chère madame, interrompit Germaine avec une gaîté un peu nerveuse, il me semble que ce mariage a de quoi satisfaire les personnes les plus raisonnables. M. Vambard n'est-il pas un homme sérieux et de caractère excellent ?... Sa maison de commerce n'est-elle pas solide et prospère ?

— Sans doute, avoua Mme Derwein.

« Et d'ailleurs, ajouta-t-elle à part soi, Vambard a vingt ans de plus que vous : il est veuf ; il a une fille... »

— Sans doute, reprit-elle. Mais, c'est peut-être que je ne suis pas raisonnable, ou que je comprends la raison d'une certaine manière... Pour une fille comme vous, vive, intelligente, fortement cultivée, j'imaginais autre chose, vous le savez bien...

— C'est-à-dire... commença Germaine.

— Je pensais que vous choisiriez l'homme qui pourrait être par l'âge, les goûts, l'ambition, votre compagnon vrai... Et justement, Manès, ce camarade ancien déjà... Quand vous étiez tous les deux à Rouen, professeurs chacun dans votre lycée, vos lettres me parlaient de lui sans cesse avec tant de sympathie... Depuis, quand vous vous êtes retrouvés ici, vous m'avez dit tant de fois que vous ne connaissiez pas d'esprit plus séduisant...

Germaine se tourna vivement vers Mme Derwein.

— Personne, déclara-t-elle, n'apprécie mieux que moi les mérites de Manès ; mais ceux de M. Vambard me plaisent davantage. Faire vivre et prospérer une entreprise comme la sienne, c'est plus beau que de disserter sur les dernières fantaisies philosophiques.

— Oh ! Germaine, fit Mme Derwein, pourquoi parler ainsi ? Vous savez bien que je révère la philosophie, d'autant plus que je n'y entends rien. Oubliez-vous votre succès d'il y a cinq ans, quand vous avez été reçue première à la licence ès lettres ?

— Je ne m'en souviens que trop, répondit Germaine, et je n'ai que plus vite apprécié l'intelligence pratique de M. Vambard... Cependant, cet été, quand j'acceptai de m'installer à la campagne, chez lui, avec maman, pour faire travailler sa fille, je ne m'attendais pas... Ce séjour, c'était pour moi comme une affaire... Et puis, en vivant près de M. Vambard, j'ai compris la

valeur de cette existence; j'ai admiré ce caractère, qui fait de lui le type même de l'homme d'action...

— Raisonnable! murmura Mme Derwein avec reproche.

— Mais non! chère madame! amoureuse!

Les lèvres de Germaine, fraîches et un peu fortes, s'entr'ouvrirent sur de très belles dents, et ses yeux bruns brillèrent d'une flamme qui paraissait, en effet, amoureuse.

Mme Derwein la contempla en souriant aussi. Elle avait envie de lui répondre : « Ne subissez-vous pas une double illusion? Pauvre, la richesse vous éblouit; impatiente d'aimer, vous parez, de la beauté de vos rêves, le premier venu. Mais Vambard, comment portera-t-il ce déguisement de héros moderne dont vous l'affublez? »

Elle estima que ses observations blesseraient inutilement Germaine dont elle savait la confiance en soi et la susceptibilité. Puis, elle songea qu'auprès de cet époux de quarante-huit ans, robuste, amoureux, sa petite amie trouverait du moins la sorte de satisfaction où s'apaisent les rêves des jeunes filles. Elle admira l'éclat et l'ardeur de ce visage. Son affection s'émut, et, la main sur celle de Germaine, elle murmura :

— Ce que je dis, ma chère petite, ne m'est inspiré, vous en êtes bien sûre, que par l'intérêt le plus profond. Il y a vingt-cinq ans que je vous connais, — vous n'aviez pas deux heures d'existence; — il y a aussi longtemps que je vous aime, et mon vœu le plus cher est que vous soyez heureuse.

Elle rappela ce passé, sujet habituel de leurs entretiens. Germaine se prêta à l'évocation, où elle trouvait d'elle-même petite fille, jeune fille, l'image la plus satisfaisante.

Veuve, riche, sans famille, Mme Derwein, amie ancienne de Mme Grandier, avait été, dès longtemps, la providence des parens de Germaine. Grandier, journaliste parlementaire, et sa femme, férue de littérature et d'art, insouciante, laide et délicieuse, faisaient le ménage le plus cocasse, bruyant, besogneux, entouré de camarades et d'artistes. Dans le petit appartement désordonné de la rue Monge, Mme Derwein voyait encore et décrivait avec tendresse l'enfant trop grave, trop souvent silencieuse, qui écoutait et regardait autour d'elle, l'air d'une étrangère... A la mort de Grandier, sa veuve et sa fille eussent été misérables sans l'aide de Mme Derwein. Puis, tout à coup, leur existence s'était élargie : un vieux garçon, M. Lagrolier, fabricant de pro-

duits chimiques et collectionneur, avait été présenté à Mme Grandier par le peintre Marcieu, artiste médiocre, mais homme de goût qui le guidait dans ses achats; et très vite, il était devenu familier de la maison. C'est alors que Germaine avait résolu de se faire, par le travail, une vie indépendante : car il lui était impossible pour elle-même d'accepter « cela. » D'ailleurs, elle avait gardé par devers soi ses raisons, et Mme Derwein, les devinant, ne lui en disant rien, avait seulement loué son courage, applaudi à ses succès. Ces louanges, tant de fois répétées, ne cessaient pas d'être agréables à Germaine. Cependant, à cette heure, elle les écoutait d'une mine un peu distraite et à demi contente, comme si, dans cette jeune fille énergique, travailleuse, pourvue de diplômes, elle n'eût reconnu que le reflet insuffisant de sa personne vraie.

— Ce qui est admirable, ajoutait Mme Derwein, c'est que cette lauréate, cette agrégée, ce soit vous!... La jolie femme élégante que vous êtes! Et je m'amuse toujours de la tête des gens à qui j'ai dit votre histoire et qui vous voient, vous, avec ces yeux, ce teint, ce sourire, et ce chapeau!

De nouveau, le visage de Germaine rayonna : ces paroles lui offraient son image complète et dans le jour qu'elle préférait. Son plaisir accusait le souci dont elle était tourmentée depuis la pénible conquête de son indépendance : la crainte de s'être rendue trop différente des autres femmes, alors qu'elle souhaitait ardemment tout ce qu'elles ont l'habitude de souhaiter, la joie de se parer, de plaire, d'être aimée. Mme Derwein, en toute occasion, tâchait d'apaiser cette inquiétude; elle aperçut tout à coup que la jeune fille en avait été touchée gravement, et elle comprit aussitôt les raisons de son mariage.

« L'intelligence de Manès, son respect, sa sympathie, n'ont su faire d'elle qu'une camarade. Il a suffi des galanteries de Vambard, et de l'existence luxueuse qu'elle a menée chez lui pour qu'elle fût simplement la belle fille à marier, offerte à son bon plaisir. Il n'avait qu'à tendre la main. Il l'a tendue. Pour un homme de quarante-huit ans, c'est une charmante fantaisie, et c'est peut-être un choix assez judicieux. Quant à elle, qui sait si son instinct ne l'a pas bien guidée?... Avec Manès, elle aurait souffert d'une existence gênée comme était celle de ses parens... »

Mme Derwein, cette fois encore, s'abstint de communiquer à Germaine ses réflexions. La voiture tournait à l'avenue d'Antin :

— Dites-moi, fit-elle, n'êtes-vous pas trop en beauté pour vous montrer à ce malheureux? Si vous lui écriviez?...

Germaine, à ce mot de beauté, avait un peu levé les sourcils qui luisaient sur son front blanc. Mais, tout de suite :

— Lui écrire? protesta-t-elle. Je me le reprocherais comme une lâcheté. Ce que je veux lui dire doit être dit en face, et notre amitié est trop haute pour que j'hésite devant ce devoir, si pénible qu'il soit.

La voiture s'était arrêtée. La jeune fille descendit; Mme Derwein l'enveloppa d'un regard caressant :

— Soyez douce, dit-elle, et venez me raconter comment tout se sera passé.

— Tout se passera fort bien, affirma Germaine.

Par l'allée tournante, dont le gravier grinçait sous son pas résolu, elle gagna l'escalier du Grand Palais. La cambrure de sa taille, portée sur de hauts talons, fit retourner deux jeunes hommes qui manifestèrent leur admiration. Elle fut satisfaite de cet hommage et de se sentir pareille aux femmes qui ne sont ni licenciées, ni agrégées, pareille à toutes les femmes élégantes. Elle monta les marches, légère, vive. Toutefois, sitôt la porte franchie, elle sentit que cette minute allait décider de toute sa vie. Son cœur battit, sa gorge se serra. Mais elle se ressaisit aussitôt : elle avança du même pas vers la salle qui fait l'angle. Elle avait choisi délibérément cette salle qui sert de passage : un endroit public pouvait seul convenir pour une explication entre elle et Manès; au surplus, toute manifestation violente, reproches, désespoir, y serait impossible. L'explication resterait ce qu'elle devait être, loyale et calme.

Elle s'arrêta au milieu de la salle; parmi les visiteurs peu nombreux qui flânaient autour des tableaux, elle cherchait Manès. A ce moment, une voix l'interpella :

— Mademoiselle Grandier !

Elle se retourna :

— Ah ! Jozan...

L'homme qui lui souriait, tête nue, tenait à la main un chapeau de feutre mou qui complétait un accoutrement un peu spécial : la veste militaire serrée à la taille, avec le col boutonné, le pantalon à la houzarde, et l'ample cape fixée par une agrafe d'argent. La tête qui sortait de ce col et de ce manteau était remarquable d'abord par un nez busqué comme un bec

d'aigle ; sur le visage maigre, une moustache et des favoris faisaient une ombre fauve : les yeux, grands, clairs et froids avaient un regard hautain qui s'accordait à l'expression un peu dédaigneuse de la bouche mince.

— Monsieur de Jozan ! reprit Germaine.

Le sourire de Jozan hésita, à cause de ce « Monsieur » inaccoutumé, et aussi parce que l'embarras de Germaine, à sa vue, ne lui avait pas échappé.

— Je me sauve, fit-il, je suis extrêmement pressé, excusez-moi... Mais je ne voulais pas vous laisser passer, après ces longues vacances, sans prendre de vos nouvelles...

Ces paroles rassurèrent Germaine qui avait craint que Jozan ne s'attardât. Aussitôt, elle eut besoin de se montrer aimable ; l'air distant du jeune homme la gênait. Elle ne voulait pas lui paraître changée autant qu'il était possible qu'elle le fût. Elle tenait trop à son amitié et par toutes sortes de raisons. Depuis deux ans que l'œuvre d'éducation populaire, dirigée par Manès, les associait étroitement, elle admirait l'énergie de cet homme débile et son inlassable générosité ; sous sa courtoisie, elle sentait une dévotion qu'elle payait de sympathie ; enfin, il ne lui était pas indifférent que Jozan appartînt à une famille de noblesse ancienne. D'un élan affectueux, elle lui tendit la main :

— Mes nouvelles n'ont rien d'intéressant : ce sont les vôtres...

Elle regardait ses joues creuses, mais il déclara qu'il allait bien. Il n'avait pas quitté Paris, étant seul à surveiller les trois maisons de Ménilmontant, de Grenelle et de la Glacière.

— Vous verrez à la Glacière, fit-il..., ça ne marchait pas. Maintenant, j'ai trouvé un groupe...

Il s'arrêta : il ne voulait pas retenir Germaine.

— Je vous raconterai cela une autre fois ; ou plutôt, si vous pouviez venir, vous verriez...

— Certainement, fit Germaine ; demain, voulez-vous ?

Au vrai, elle pressentait que, dans son existence nouvelle, les œuvres d'hier n'auraient pas leur place. Mais cette visite à la Glacière serait une occasion d'annoncer à Jozan son mariage. Il allait s'éloigner :

— Ah ! dit-il, j'ai rencontré Manès, voilà une grande demi-heure. Peut-être le trouverez-vous encore...

Il entendait la prévenir à tout hasard. Elle le remercia : ils se quittèrent.

« Une grande demi-heure, pensait Germaine en s'asseyant sur la banquette. Cependant, je ne suis pas en retard. C'est lui qui est en avance. Pourquoi cette avance? A quoi bon?... »

Elle se refusait à voir, dans cette hâte de Manès, l'impatience d'un homme épris qui va retrouver, après deux mois, la femme qu'il aime. Non, ce n'est pas avec de telles dispositions que Manès devait l'attendre ; du moins, parce qu'il ne convenait pas à Germaine qu'il les eût, elle décidait qu'il ne les avait pas.

A ce moment, elle rougit. A moins de vingt pas, dans la salle de droite, il était là, lui. Elle ne l'avait pas vu arriver. Il approchait; il ne la voyait pas encore, à cause de quelques visiteurs posés entre eux. Elle-même, un instant, ne distingua plus de lui que des chaussures mal cirées, une main qui pendait, non gantée... Et soudain, le mouvement des passans découvrit son visage anxieux : dans ce visage très pâle, large et court, avec un nez qui s'épatait sur une moustache en brosse, les yeux d'un bleu foncé s'illuminèrent à la vue de Germaine. Elle s'était levée : dans les trois secondes qu'il mit à la rejoindre, elle eut le temps de se dire : « Il est joyeux, il est intact, il est lui ; que sera-t-il tout à l'heure, quand il saura? » La vision de ce qu'il serait, le sentiment de la force destructive enfermée dans les mots qu'elle allait lui dire, la troublèrent profondément. Elle perdit contenance. Il l'avait abordée : il était lui-même vivement ému de la revoir, de sentir son trouble ; un moment, ils ne purent prononcer, l'un et l'autre, que des paroles confuses..

— ... Enfin, vous êtes revenue et vous ne repartirez plus!... Que le temps de votre absence a été long!... Encore, pendant le mois d'août, chez mon maître Trifeuil, en Limousin, j'avais toute fraîche ma provision de patience... Elle s'est vite épuisée : je suis rentré ici et je m'y suis trouvé bien seul... Paris sans vous, c'est pis qu'un village de la Haute-Vienne. Ici, tout me parlait de vous avec une intensité parfois si douloureuse!... Tant de promenades que nous avons faites ensemble, tant de causeries où nos esprits se sont si complètement communiqués l'un à l'autre, le long des quais que nous aimons, dans tous les jardins, dans ces faubourgs où vous avez bien voulu travailler avec nous...

Germaine regardait les yeux de Manès dont la lumière était celle d'une flamme qui brûle doucement ; elle écoutait sa voix

qui avait des vibrations tour à tour légères et profondes; et, par delà l'abîme que creusait entre eux le mariage prochain, elle se souvenait d'avoir été longtemps la disciple docile, l'amie heureuse et charmée.

C'étaient ces yeux, c'était surtout cette admirable voix, si souple, si ample, et si vite passionnée qui, naguère, avait pris son âme. Elle l'écoutait, surprise de la retrouver si belle, et elle se rappelait le soir d'hiver où, pour la première fois, elle avait perçu cette puissance dominatrice et caressante.

Elle assistait, avec Manès, Jozan et quelques autres, à une des réunions publiques où se poursuivait alors une campagne fameuse d'agitation socialiste. Elle venait d'être nommée, de Rouen, professeur à Paris; Manès, encore à Rouen, avait été appelé par le philosophe Trifeuil, engagé lui-même dans la lutte, et il s'était fait mettre en congé pour s'y donner tout entier. Près de Germaine, dans la réunion, la première où il parut, il avait brusquement demandé la parole. Elle le savait causeur éloquent, maître très goûté : elle ne savait pas s'il s'imposerait à la foule échauffée par trop de violens discours... Sa voix avait retenti et tous les murmures s'étaient tus. Les yeux clos, d'angoisse d'abord, puis de surprise émerveillée, Germaine avait frémi tout entière à ces modulations qui retentissaient en elle, directement. Avec la foule, elle avait suivi le développement harmonieux qu'il donnait à sa pensée. Mais, en battant des mains dans les acclamations qui saluaient l'orateur, c'était sa voix qu'elle applaudissait; car sa voix, jusqu'à la fin, plus que ses paroles, l'avait enchantée, émue, possédée...

Depuis, tant de fois elle l'avait entendue. Toujours, elle avait subi cette emprise singulière, plus douce, plus pénétrante que celle de la musique et du chant. N'en était-il pas ainsi, maintenant qu'elle avait disposé d'elle-même?

Mais, précisément, elle se sentait une liberté nouvelle. Pour un peu, naguère, Manès aurait pu s'emparer d'elle; il s'en était fallu de très peu qu'il s'emparât d'elle en effet; et cependant, si elle avait cru, l'année dernière, qu'il y avait réussi, elle s'était certainement trompée. Pourquoi donc n'avait-il pas réussi?... Des images passèrent devant ses yeux : des pelouses fraîches et soigneusement roulées, des corbeilles de fleurs, les toits en vieilles tuiles, les salons, les chambres simples et confortables du château de Lizy, puis, la haute taille de Vambard, ses

complets anglais, son visage régulier, souriant, assuré dans une belle barbe en éventail... Certes, Vambard ne possédait à aucun degré l'éloquence de Manès, et pourtant il lui avait suffi de parler :

— ... L'avenir exige de nous un redoublement d'efforts, disait Manès. Nulle œuvre ne saurait être plus belle que la nôtre. Après avoir senti notre cœur battre contre celui du peuple, nous avons envers lui une dette sacrée. Voici qu'on semble l'oublier; les défections se multiplient; les uns s'en vont par lassitude, le plus grand nombre par intérêt, pour prendre une place, pour retirer de la bataille le profit qu'ils paraissent y avoir cherché... Ajoutez que l'argent nous manque : notre journal, cette *Lutte*, qui était une part de ma vie, c'est fini, vous le savez: j'ai fait paraître son dernier numéro. Mais je reste lié à ce peuple qui nous donna sa confiance... Vous aussi, n'est-ce pas? Nous lui apporterons notre savoir, le trésor des idées. Quelle joie de reprendre ensemble la tâche interrompue! Plus que jamais, j'ai besoin de vous pour me soutenir, pour que j'augmente mon effort à mesure que l'œuvre grandira...

Elle l'écoutait : c'est bien ainsi qu'il avait parlé lorsqu'elle s'était crue vouée à lui et à son œuvre... Mais déjà, souvent, elle avait douté du succès de cette propagande; trop d'abstractions s'y offraient à des esprits trop frustes; et, à la différence de Jozan, dont l'âme était complètement fraternelle à celle des ignorans, Manès paraissait emporté par une ivresse seulement intellectuelle et orgueilleuse... Ces doutes, quelques mots de Vambard les avaient fixés en scepticisme définitif : « Amusemens d'idéologues qui se grisent eux-mêmes à discourir; procédés d'ambitieux qui cherchent un profit politique; agitation de ratés qui se démènent sans autre but que de ne pas voir leur existence perdue... » Non, elle ne croyait plus à l'œuvre qui, deux ans plus tôt, l'avait enthousiasmée. Et même, dans sa pensée, ce terrible mot de « raté » flottait autour de l'image de Manès, professeur en congé, livré aux aventures, vivant médiocrement du revenu d'un petit patrimoine et de quelques leçons. C'est pourquoi, malgré l'action toujours vive de ces yeux, de cette voix, elle se sentait libre auprès de lui. Un sourire vague, étrange, exprimait le plaisir de cette liberté.

Lui, cependant, se méprenait à ce sourire. La joie d'être deviné, compris, admiré par une femme, il en devait à Ger-

maine la révélation : il en avait pris l'habitude ; c'était à la fois le stimulant et la récompense dont il ne pouvait plus se passer. Il l'avait dit cent fois à Germaine, et il le répétait avec une conviction ardente, à ce retour des vacances, où il avait souffert qu'elle ne fût pas près de lui pour l'écouter, le louer, l'encourager. Elle lui répondit comme elle avait toujours fait. Mais elle tint à fixer tout de suite le mode de leurs relations :

— Même si vous exagérez, tant pis. Agir sur la pensée d'un homme tel que vous, c'est l'ambition que nous avons toutes. Et je suis très fière de l'avoir satisfaite en devenant votre amie.

Dans les yeux de Manès, une ombre passa sur les prunelles lumineuses. Il considéra Germaine, étonné :

— Amie est un nom charmant, et je vous le garderai toujours. Mais... avant de partir, vous m'aviez laissé l'espoir que vous ne me quitteriez plus. Il est vrai que, pendant ces deux mois de séparation, vous m'aviez imposé le silence comme une épreuve de vos sentimens. Mais j'ai gardé mon espoir ; c'est de lui que j'ai vécu ; je l'ai, en ce moment, aussi fort que ma vie...

Sa voix s'était assourdie et ses yeux devenaient plus sombres. Germaine, la tête un peu basse, regardait la pointe aiguë de son parapluie. Elle avait compté sur une explication lente qui, sans secousses, dénouerait le lien si lâche formé entre eux avant l'été. Mais voilà que, tout de suite, d'un élan, cet homme impatient prétendait en serrer les nœuds.

— ... Vous ne dites rien ? reprit-il. Qu'est-ce donc ? Auriez-vous changé d'avis en ces deux mois ? Vous ? Il m'est impossible de le croire ! Une femme comme vous ne se décide pas à la légère, et ne reprend pas par caprice la parole qu'elle a donnée... Je vous demande pardon. Ce seul doute me semble une offense. Mais, de grâce ! dites-moi...

Germaine ne pouvait admettre qu'elle eût changé pendant les vacances, c'est-à-dire qu'avant de quitter Manès elle se fût engagée sérieusement envers lui :

— Le doute est, en effet, assez blessant, protesta-t-elle avec vivacité. Depuis que vous me connaissez, j'ai toujours été la même ; et je ne varierai pas. Ce qui a fait notre amitié si haute, c'est que nous avons agi comme deux êtres consciens qui sacrifient les mesquins ménagemens pour se donner l'entière vérité de leur pensée... A cette heure, je le vois, il y a de vous à moi une méprise... Vous avez cru que je serais votre femme. Si je vous

l'ai laissé croire, ce ne fut pas, j'en suis sûre, avec la certitude qu'y ajoute aujourd'hui votre désir; ce fut, en tout cas, dans un moment où je subissais peut-être cette magie des soirs d'été qui nous accable, nous autres femmes, et qui me faisait pareille à la première venue : un moment où je n'étais pas moi-même...

— Pas vous-même ! fit Manès douloureusement.

— Non, fit-elle, le ton plus ferme. La preuve en est qu'à peine éloignée de vous, j'ai regretté mon illusion. Si je ne vous l'ai pas dit plus tôt, c'est que j'ai compté que vous reconnaîtriez en vous-même une erreur pareille. Du moins, je suis certaine de rester pour vous, ne pouvant être votre femme, votre amie.

— Ah ! murmura Manès.

Sa tête se pencha. Germaine contempla cette tête penchée, ce corps ployé sous le choc; en même temps que la voix de Manès se taisait, ses yeux s'étaient cachés; et privé de leur lumière, le profil de son visage n'offrait plus que la bosse irrégulière du nez, la tache inélégante de la moustache noire, les saillies dures des pommettes et de la mâchoire. Germaine sentit cette laideur comme une faiblesse dont elle eut pitié; elle remarqua, contre sa robe de soie souple, l'étoffe usée du veston et la toile terne du faux-col. « Raté, » le mot de Vambard pesait sur ses impressions. Souffrant ainsi, mal vêtu, sans regard et sans voix, Manès était si loin d'elle, fiancée du riche fabricant et future maîtresse du château de Lizy, qu'elle s'étonna d'avoir vu, même un instant, sa destinée liée à celle de cet homme. Elle en fut d'autant plus miséricordieuse, avec cette gaîté bienveillante que donne le sentiment d'une infinie supériorité.

— Je devrais me fâcher, dit-elle doucement, de la mine que vous faites, quand je vous promets d'être toujours votre amie. Il en est d'autres qui seraient contens et me diraient merci.

— Je suis inexcusable, murmura Manès, et je ne cherche pas à m'excuser. C'est qu'il y a trop longtemps, voyez-vous, que vous êtes pour moi mieux que mon amie..

Il releva la tête et reprit :

— Vous êtes mon amie aimée...

Sa voix avait vibré tendrement, passionnément, et ses yeux, fixés sur elle, brûlaient de souffrance. Elle cessa de sourire : elle le sentit, non plus éloigné d'elle, mais tout proche par cette passion et par cette souffrance. Elle eut aussitôt le besoin de lui

donner sa sympathie, comme elle aurait offert ses soins à un passant après l'avoir blessé par mégarde. Il ajoutait :

— Et vous m'étiez si bienfaisante, si nécessaire après les tristes années de mon enfance et de ma jeunesse!...

La sympathie de Germaine hésita :

— Oui, dit-elle mollement, vous avez à peine connu vos parens. Mais votre grand-père, qui vous a élevé, était un homme excellent, m'avez-vous dit, et qui vous aimait de tout son cœur...

Dans ses entretiens avec la jeune fille, l'extrême réserve de Manès pour tout ce qui touchait à sa personne n'avait laissé filtrer que ces faibles clartés sur sa famille et sur son passé. Germaine n'avait jamais entrevu les tristesses dont il se plaignait maintenant; elle ne les apercevait pas davantage, à cette heure, si bien disposée qu'elle fût à consoler sa peine. Par contraste, elle se rappelait, plus pénible, plus douloureux, l'abandon où elle-même avait végété dans la maison tapageuse de ses parens.

Cependant Manès, un instant silencieux, répondait :

— Ce qu'il y a de plus triste pour un enfant, c'est de se voir différent des autres...

— Sans doute, fit Germaine avec un léger frémissement.

— C'est ainsi que je me vois dans mes plus lointains souvenirs. Ma mère, robuste et rieuse, était morte à la naissance d'un frère que j'ai perdu depuis : je n'avais que six ans. Nous habitions Noirville, le pays du charbon et du fer : mon père était professeur au lycée. J'apprenais de la bonne qui nous gardait, mon frère et moi, que nous n'étions pas comme les autres, parce que nous n'avions pas de maman. Avec la teinte grise des maisons, avec le jour languissant et blafard de la petite salle à manger où je jouais, se confond, dans ma mémoire, la mélancolie de mon père, un homme timide, doux, délicat; tous ceux qui l'ont connu disent qu'il était exquis. Quand il disparut, lui aussi, mon grand-père nous recueillit ici, à Paris. Je n'avais pas de chagrin, je crois : j'étais trop jeune; mais je me sentais un peu plus différent des autres, à cause de cette mort qui me faisait orphelin, à cause, surtout, d'une foule d'impressions très vives que je n'osais pas avouer, parce que je devinais que les autres ne les éprouvaient pas.

— Ah! murmura Germaine; quelles impressions?

— Eh bien! dans ce Paris bruyant et clair, j'étais au regret

d'avoir quitté la ville noire. Des fenêtres ensoleillées, au cinquième, boulevard de Clichy, je songeais avec désespoir à la petite salle à manger sombre d'autrefois. Près de mon grand-père, rieur comme sa fille, jouant, contant des histoires, les mains pleines de cadeaux, je restais les yeux hallucinés par le visage et le regard de mon père que je ne contemplerais plus jamais... J'avais ainsi, j'avais sans cesse un sentiment douloureux et cher, celui de ma solitude.

— C'est cela, fit Germaine en frémissant de nouveau, c'est bien cela...

— Ce sentiment, je l'éprouvais d'autant plus fort entre ces deux êtres, mon grand-père et mon frère, qui, eux, se ressemblaient exactement. Quand nous sortions tous les trois, le dimanche, le vieillard roulant ses épaules, suivant une habitude de montagnard qu'il gardait après cinquante années d'existence à Paris, le contact de la foule m'isolait davantage. Quelques mots, surpris au passage, m'avaient révélé ses inélégances, le comique de son chapeau à grandes ailes sur des cheveux trop longs. Je déplorais qu'il fût ainsi arrangé : je m'apercevais que nous étions nous-mêmes, mon frère et moi, habillés sans goût, et j'admirais avec jalousie d'autres enfans si bien mis, si heureux de marcher à côté d'une mère charmante, d'un père jeune, si heureux d'être comme tout le monde... Et puis...

Il s'interrompit :

— Tout cela est bien menu : mais c'est cela qui fait l'âme d'un enfant et d'un homme...

— D'une femme aussi, murmura Germaine. J'ai des souvenirs tellement pareils aux vôtres !...

— Vous comprendrez alors celui-ci. Mon grand-père, professeur retraité, gardait le goût de la leçon ; romantique effréné, il aimait les figures violentes et les phrases pompeuses ; vieux républicain, il avait le culte de la liberté, de la République et surtout du peuple. Sa meilleure joie, ces dimanches, était de nous arrêter devant un bric-à-brac du boulevard Rochechouart où s'étalait quelque terrible chromo : *La République terrassant les Rois*, *Gambetta chassant l'Empire du territoire*. Sa voix qui restait magnifique, nous expliquait ces images. Un groupe se formait : lui, disait avec véhémence ses journées sur les barricades, en 1848, sa haine de l'Empire, son enthousiasme pour la République, son amour fraternel du peuple, des vertus, de l'hé-

roïsme du peuple. Il était beau sans doute, le teint animé, la voix haute, le geste solennel; et plus d'une fois ses discours éveillaient dans la foule un écho de sympathie et de respect : « Bravo, citoyen! » Moi, cependant, je remarquais que cette foule était faite de gens endimanchés et cossus : le peuple! pas celui des images, en tout cas. Je surprenais des regards gouailleurs qui se moquaient de mon grand-père. Enfin, j'étais au supplice dans l'attente d'une apostrophe qui nous mettait en scène, mon frère et moi, et nous adjurait d'aimer le peuple, de servir la République!... Ensuite, au Guignol des Champs-Élysées, il me fallait longtemps pour trouver du plaisir, et je regrettais toutes ces impressions qui me faisaient seul, toujours seul, et cependant, je chérissais un peu plus ma solitude... Vous avez donc été seule aussi, Germaine, dans votre enfance?

— Oui, seule, et, comme vous, je regrettais à la fois et je chérissais ma solitude.

— Je vois bien aujourd'hui que ce sentiment a des causes nobles et petites : une pudeur de la sensibilité qui se refuse à révéler des émotions trop délicates, une fierté qui enseigne à souffrir vaillamment, un amour-propre qui exige des autres les plus grands égards et s'offense d'un rien. Comment, chez un enfant, dès l'âge de sept ans, ces causes agissent-elles avec plus de violence qu'il ne semble avoir de force pour résister? C'est un fait et qui décide de toute la formation de l'être... Plus tard, les mêmes causes développent leurs effets.

» Au lycée, les succès ont accru ma fierté; cependant, envié de tous, j'enviais avec un peu de colère et de mépris les camarades qui n'étaient que beaux, élégans et déjà viveurs; toujours isolé, je souffrais du désir qu'on m'aimât, du besoin d'épancher au cœur d'un ami les effusions d'un cœur avide de se donner; je souffrais, je n'ai cessé de souffrir, jusqu'après vingt ans, de déceptions que vous avez dû connaître: j'avais des amis, je n'avais pas l'ami rêvé, et toujours, avec tous, un froissement me rejetait en moi-même... Je venais de terminer mon temps de service militaire, lorsque mon grand-père succomba. Ce fut à ce moment même que ses idées de républicain romantique, dont j'avais dédaigné la couleur criarde, reparurent en moi, lumineuses et précises... Mes lectures, mes entretiens, mes observations, me donnaient le dégoût de notre société, la haine de sa bassesse et de son hypocrisie. Je me trouvai soudain songer et

dire comme mon grand-père : C'est au peuple qu'il faut aller pour découvrir encore quelque vertu, pour gagner au culte des idées, qui est la vraie religion française, des adhésions qu'on n'obtiendrait plus parmi les bourgeois... Je le disais : des camarades m'encourageaient, et plus qu'eux, Trifeuil, mon maître. Mais ce n'étaient que sujets de conversations, de discussions. Je souhaitais d'agir, et n'agissant pas, je n'avais ainsi que des raisons nouvelles d'être seul, de souffrir... Les quelques années que j'ai vécues, jeune professeur, dans ma chambre meublée à Cahors, au Puy, ont été, je vous l'assure, d'un isolement inquiet et fiévreux, dont la tristesse mérite de vous toucher...

Il se tut. Germaine ne s'aperçut pas qu'il se taisait : elle mirait, dans l'âme découverte de cet homme, ses propres souffrances, les emportemens de ses jalousies, tout son être d'autrefois, inquiet, avide, frémissant, orgueilleux. Elle oubliait le présent. Elle se voyait en lui, telle que lui, jadis, forte par la conscience énergique de sa personne et la supériorité du savoir, armée ainsi et isolée dans une société qu'elle méprisait, détestait et enviait à la fois... Oui, ils étaient de même race, — deux individus, produits du mauvais hasard qui leur avait refusé la douceur d'une famille, et d'une éducation où le sentiment de soi, chez elle comme chez lui, s'était développé sans mesure... Elle le contemplait avec l'indicible émotion de revivre en lui tout son passé, toutes les tristesses de son passé. Ils restèrent un instant muets, perdus dans cette contemplation. Il dit enfin :

— Alors, je vous ai connue, et ma vie a été changée ; car, pour la première fois, l'univers de sensations et de pensées qui vivait en moi, secrètement, comme dans la nuit lourde d'un temple fermé, soudain a connu, par la beauté de vos yeux et la sympathie de votre âme, l'air, la lumière, la joie.

Il put voir qu'elle avait tressailli et elle le laissa ajouter :

— Oh ! mon amie si aimée, vous rappelez-vous ce matin, au-dessus de Rouen, à Notre-Dame-de-Bon-Secours, où j'ai osé vous confier mes rêves qui n'étaient alors que des rêves ?

Certes, les eaux nonchalantes du fleuve où le soleil allumait, à la crête des petites vagues, des lueurs métalliques, la voix un peu tremblante de Manès, l'étonnement de recevoir, elle, les confidences de cet homme, puis le ravissement de se sentir emportée dans la fougue de sa pensée, enfin la grandeur du projet qui les dressait tous les deux, apôtres des idées, pour

entreprendre l'éducation et le bonheur des humbles... elle revivait les sensations admirables de ce matin, fraîches comme les verdures de la vallée, ardentes comme la force du soleil.

— Dès lors, reprenait-il, la voix plus chaude, j'avais trouvé le guide, l'amie, la compagne. Ce fut fini des heures mornes, des heures tristes, et je n'ai plus senti que le bonheur d'être, par votre présence ou par votre pensée, constamment avec vous. J'étais trop timide pour vous dire la hardiesse que j'avais eue presque aussitôt, de souhaiter que vous fussiez à moi... Je comptais sur le temps. J'espérais que, jour par jour, il nous rapprocherait davantage, et qu'enfin nous nous trouverions unis...

Il s'arrêta encore : elle le contemplait toujours et se taisait. Tout ce qu'il disait maintenant, elle l'avait alors aperçu en lui, pressenti en elle. Mais, alors, ils ne parlaient pas d'eux-mêmes; ils se donnaient en rêve à l'humanité entière. Germaine n'avait pas eu à recueillir l'aveu de Manès; à l'émoi que lui causait à présent ce langage, elle pouvait mesurer le désir qu'elle avait eu de l'entendre, et son regret d'en avoir été privée.

— La bataille a soudain commencé, disait-il... Vous vous souvenez? La première fois que j'ai parlé, toutes les acclamations de la foule n'ont pas valu pour moi le regard mouillé de vos yeux, ni l'étreinte de votre main. Depuis... Est-il des mots pour vous dire la douceur de ces soirs où je rentrais après vous avoir quittée, où chantait en ma tête la parole de satisfaction que vous m'aviez accordée? Il me semblait vous sentir appuyée contre moi, souriant au rêve d'autrefois qui prenait forme vivante... Vous étiez présente, vos yeux, cette lumière tendre de votre âme qui palpite dans vos yeux... Je vous quittais, et vous restiez en moi... Je vous attendais, et je vous voyais déjà...

Elle ouvrit la bouche comme pour l'arrêter par une question : « Pourquoi ne m'avez-vous rien dit? » Mais les mots expirèrent sur ses lèvres. Elle s'abandonnait au délice que ce passé lui découvrait maintenant et qu'elle n'y avait pas connu. Lui, cependant, encouragé par ce silence, frémissant de la sentir troublée, prenait au hasard tous les souvenirs qui le montraient constamment animé et possédé par elle. Au vrai, il transformait ainsi ses souvenirs; car son amour dominateur s'était contenté qu'elle fût en état d'admiration soumise. Mais la crainte de la perdre le tourmentait trop cruellement, et de bonne foi, il usait

des moyens que l'instinct conseille aux hommes, pour griser la vanité des femmes et endormir leur prudence.

— Ces jours où nous revenions de Grenelle par les grandes avenues désertes, je croyais parfois, tant notre accord était intime, que je vous ramenais à notre maison. N'étions-nous pas liés déjà comme des amans, comme des époux?... Au lieu de jouer le jeu des ruses qui assiègent, des roueries qui se défendent et de l'éternelle duperie, nous nous sommes offerts, vous à moi, moi à vous, en toute loyauté. C'est pourquoi j'ai cru, cet été, que vous aviez bien voulu consacrer l'harmonie établie entre nous... Je suis vôtre entièrement. Vous êtes mienne aussi. Rien au monde ne peut faire que vous ne soyez mienne...

Sur ce mot, il eut dans les yeux une lueur de passion autoritaire. Fut-ce cet éclair ou le mot lui-même qui la rétablissait dans la vérité du présent? Germaine parut s'éveiller. Elle détourna la tête et, la voix brève, elle déclara :

— N'insistez pas. Je vous l'ai dit. C'est impossible!

— Mais non! répliqua-t-il vivement, rien n'est impossible à l'amour que j'ai pour vous. Je suis sûr de vous conquérir : si ce n'est aujourd'hui, dans un mois! dans un an!...

— Ni dans un mois, ni dans un an! fit-elle. Moi aussi, je suis sûre, sûre que cela est impossible!

Sa voix vibrait d'irritation. Manès en fut ébranlé comme d'une poussée qui l'eût précipité vers un abîme. Dans la frayeur de cette chute imminente, il s'écria :

— Mais avez-vous songé?...

Des gens dans la salle les regardèrent avec une curiosité malicieuse. Germaine comprit qu'ils devaient avoir exactement, elle et Manès, le visage de deux amans qui se querellent. Elle fut humiliée de jouer en public cette scène ridicule.

— Je vous en prie, dit-elle sèchement, parlez moins haut!

Elle allait parler elle-même quand il reprit, contenant une agitation qu'elle sentait d'autant plus vive :

— Je ne peux pas envisager avec calme la ruine de mon espoir le meilleur. Que voulez-vous que je devienne?... Ce n'est pas pour votre amitié que j'ai entrepris des tâches quasi surhumaines, que j'ai supporté tant de déboires, que je travaillerai maintenant à ranimer les courages!... Ne comprenez-vous pas que, sans force désormais, je ne pourrai plus rien donner à notre œuvre et qu'elle périra?

— Qu'elle périsse donc! fit Germaine.

— Vous dites?

Elle n'aurait pas voulu prononcer cette condamnation ; mais la colère l'emportait, et le besoin d'exprimer toute sa pensée.

— Je dis ce que je pense, reprit-elle résolument. Dès lors qu'une œuvre dépend d'un homme et que cet homme n'agit que par désir d'une femme, l'œuvre est destinée à périr. Elle n'a en elle rien de ce qui fait vivre. Nous l'avons entreprise comme des enfans qui ne veulent pas que la fête finisse; car cette campagne qui nous grisait fut pour nous une fête d'intelligence et d'orgueil. Mais quoi? Enseigner le peuple, nous! Il nous manque l'essentiel, la simplicité et la bonté. Nous ne sommes ni simples ni bons, moi comme vous, et c'est pourquoi notre grande œuvre n'est qu'un snobisme intellectuel qui ne sert qu'à faire du mal. Il y a quelque temps que je me dis cela : tous les gens de bon sens le disent : Mme Derwein, M. Vambard.

Mme Derwein, bienfaitrice de l'œuvre, n'avait rien dit de semblable. Germaine ne la citait que pour ne pas nommer Vambard seul. Elle regarda Manès en prononçant ce nom, et ses yeux luisans avaient comme une pointe de provocation. A cet instant, elle lui en voulait de la sottise qu'elle eût pu faire en l'écoutant. Manès avait tiré sa moustache nerveusement : il aurait voulu protester; l'ironie de Germaine le mettait au supplice. Au nom de Vambard, dont il avait entrevu, pour la détester aussitôt, l'assurance narquoise, sa déception et son chagrin tournèrent en rage contre cet homme :

— Ah! M. Vambard dit cela! fit-il. M. Vambard, lainages en tous genres! Nul n'est mieux qualifié pour juger un apostolat intellectuel auprès des humbles! Il a tout, cet homme, la stupide vanité de son argent gagné aux dépens de ses ouvriers, la monstrueuse envie de s'enrichir davantage, la prétention de comprendre...

— Il est facile d'accabler un absent, interrompit Germaine; ce courage est à la portée de tout le monde. Vous oubliez que M. Vambard fait vivre des centaines de ménages : s'il parle moins bien que... que d'autres, il agit mieux!...

— Il représente à lui seul tout ce que je hais : l'égoïsme hypocrite, féroce et jouisseur des capitalistes bourgeois. Et il n'y a pas si longtemps que vous haïssiez aussi...

— J'ai toujours excepté les hommes généreux et bons, in-

terrompit-elle encore; M. Vambard est de ceux-là. Et il mérite l'estime de tous, vous m'entendez, de tous!...

— Mais! en vérité!...

— Et vous me ferez le plaisir de ne plus formuler devant moi des opinions qui me blessent gravement!

— En vérité! reprit-il, M. Vambard vous est donc si cher?...

Il avait parlé sans réflexion. Mais, aussitôt, les mots mêmes qu'il venait de prononcer éveillèrent en lui un soupçon intolérable. Il voyait tout à coup le refus de Germaine, après son séjour à Lizy, expliqué par la cause la plus odieuse.

— Germaine! balbutia-t-il. Est-ce possible? Non... Cet homme, vous!... Qu'y a-t-il entre lui et vous?

Elle sentit la pitié battre contre son cœur; cela ne dura pas : avec un emportement de femme irritée, avec la méchanceté d'un être qui n'aime pas envers l'être qui l'aime, elle répondit :

— Encore une fois, je vous prie de ne pas causer ici un scandale qui me fait regretter d'être venue. Je n'ai pas voulu vous apprendre par une lettre, comme aux indifférens, un événement qui me rend très heureuse. M. Vambard m'a fait l'honneur de me demander ma main et je la lui ai accordée.

Manès ne dit rien. Ses mâchoires s'étaient violemment serrées; sa main se crispait sur sa canne; ses yeux fixaient, mi-clos, le plancher, et la pâleur de son visage était devenue livide. Ce masque immobile laissait à Germaine la liberté de dire les phrases satisfaites qu'elle avait composées, pour elle-même plutôt que pour lui, sur la beauté de son rôle, entre cet époux absorbé par les affaires et l'enfant confiée à ses soins. Manès subit, tant qu'elle voulut, ce langage dont chaque mot le torturait. Il n'aurait pu parler : il ramassait toutes ses forces pour ne pas crier. Il se disait : « De ces deux mains, je pourrais l'étrangler. De cette canne, je pourrais lui fracasser la tempe. Mais je ne ferais pas revivre mon rêve d'amour qui est mort désormais; je ne détruirais pas en moi le souvenir de cette abominable trahison... »

Il méprisait cette femme, tout à coup, aussi profondément qu'il l'avait aimée. Et il ne voulait pas qu'une parole, qu'un geste, lui donnât la joie de sa souffrance...

Germaine, cependant, apaisée d'avoir dit tout ce qu'elle avait eu dessein de dire, concluait, sur un ton de cordialité :

— Nous avons joué, depuis trois ans, à être autre chose que

ce que nous sommes. Il faut rentrer dans le réel et le vrai, abandonner le jeu, abandonner tout le fatras de notre idéologie. Vous étiez un professeur éminent. Redevenez professeur : retournez à Rouen. Voilà la sagesse. Je n'ai pas besoin de vous dire que mes amis seront toujours les bienvenus chez moi : à ce titre, je compte sur vous...

Elle tendait sa main : il y mit la sienne et la retira aussitôt. Sauf ce mouvement un peu brusque et le silence qu'il continuait de garder, il ne fut pas très différent de ce qu'elle avait décidé qu'il serait.

— Au revoir, dit-elle en se levant, et à bientôt.

Il se leva soudainement comme elle et la salua. Puis, d'un mouvement machinal, il se rassit à la même place. Il tenait de nouveau ses yeux baissés : il se sentait épuisé; il pensait à son lointain logis, là-haut, rue Lepic, et il s'effrayait du long trajet qui l'en séparait. Ses regards se promenaient lentement dans la salle; les visiteurs y étaient plus nombreux; Germaine avait disparu : il eut, à ne plus la voir, une sorte de plaisir.

— Allons! songea-t-il. Il faut rentrer.

Un malaise subit, comme une fièvre qui monte, lui amollissait les jambes, lui engourdissait les reins : à pas lourds, il s'avança vers la sortie de l'avenue d'Antin. Les femmes élégantes, les hommes paisibles qui flânaient d'une toile à l'autre, portaient sur leur visage les signes du bien-être et de la vie; lui, à cette heure, était semblable à un malade qui n'avait qu'à s'éloigner pour ne pas se donner en spectacle. Toutefois, il n'éprouvait plus, comme durant les discours de Germaine, des douleurs précises et sans cesse renouvelées. Il était anéanti : son cœur, comme écrasé sous un fardeau de laideurs, ne battait qu'avec peine. Dans le vestibule, il aperçut un groupe où l'on causait à voix hautes et joyeuses. Il reconnut la belle barbe de Vambard penchée familièrement vers Germaine qui souriait. Cette fois, il comprit tout son malheur et se précipita dehors.

II

— Par ici, mon cher maître, dit Jozan à Trifeuil.

Ils s'engagèrent dans la rue Lepic. Les yeux fins et doux, le visage creusé, la barbe grisonnante, le célèbre professeur considérait avec inquiétude la pente de la rue : mais il ne dit rien.

Il pensait à l'état singulier de Manès, pourquoi Jozan lui avait demandé son secours. Cette prostration subite, n'était-ce pas, chez son élève préféré, le contre-coup de la terrible crise où tant d'autres, où lui-même avaient dépensé leurs forces sans compter?

« Cependant, se disait-il, il reste tant à faire pour la complète libération des esprits!... Le peuple que nous avons appelé, semble attendre, gêné, que nous tenions nos promesses de progrès et de merveilleuse lumière. Or, le gros des bourgeois ne cherche plus qu'un profit personnel : siège électoral, fonction avantageuse; l'armée se débande pour le pillage... Faut-il que la victoire reste inachevée? Et n'est-ce pas le danger si des hommes tels que Manès n'y peuvent plus travailler? »

Il pensait à lui-même; il craignait de défaillir à son tour; il s'affligeait de laisser en train, insuffisante et défigurée, la révolution intellectuelle et morale dont il se glorifiait d'avoir été l'un des initiateurs... Deux ouvriers le croisèrent; les journaux illustrés avaient répandu son portrait; l'un des hommes dit :

— Trifeuil, un chic type!

Le visage de Trifeuil s'éclaircit; car il aimait ingénument la popularité.

— Il y a huit jours, demanda-t-il à Jozan, que ce pauvre garçon est ainsi changé?...

Jozan refit son premier récit. Un soir de la semaine précédente, il avait trouvé Manès écroulé, l'œil mort.

— Le médecin qu'il a bien voulu recevoir, parle d'un accès de neurasthénie, qui peut devenir grave, si le malade ne réagit pas. C'est pour l'aider à réagir que je vous ai prié...

— Et vous ne connaissez rien dans sa vie, aucune secousse?

— Aucune, fit Jozan.

Sa voix avait tremblé légèrement. Il ne pouvait douter que le mariage de Germaine fût la cause unique de cette prostration soudaine. Mais il ne se croyait pas le droit de révéler, même à Trifeuil, un secret qui n'était pas le sien. Trifeuil n'insista point : avec une estime absolue pour le caractère de Jozan, il n'éprouvait qu'une médiocre sympathie pour cet esprit de formation catholique, par suite trop différent du sien. Il apercevait qu'avec une santé meilleure, Jozan eût été moine, condition dont il avait la même horreur que les dévotes du démon. Puis, de ce jeune homme qui lui témoignait pourtant les plus grands égards, une hauteur involontaire et des manières raffinées

gênaient en lui le travailleur, descendant de petits bourgeois, qui n'avait eu ni le temps, ni le goût de parfaire son éducation. Entre eux, tout essai d'épanchement se glaçait aussitôt.

Jozan pénétrait dans une maison, guidait Trifeuil dans un escalier obscur. Au coup de sonnette, Manès parut :

— Oh! mon cher Maître!... s'exclama-t-il, je suis confus...

Il les introduisit dans son cabinet, et il était confus, réellement, du désordre de cet endroit, comme de sa barbe de huit jours et de sa chemise de nuit dont il cacha la douteuse blancheur en relevant le col de son veston. Trifeuil nota avec plaisir cet embarras; du même coup, il crut apercevoir que Manès n'était pas moins gêné d'un état mental qui allait nécessairement se découvrir : cette sorte de honte lui fit espérer un réveil prompt de la volonté. Mais par où saisir cette volonté?

Manès, sur-le-champ, avait deviné la raison de cette visite exceptionnelle. D'avance, son affection pour Trifeuil le faisait docile à tous les conseils; mais il pressentait ces conseils semblables à ceux de Jozan : effort, tentative de vivre... Depuis huit jours, halluciné par les images les plus odieuses, il s'abreuvait frénétiquement de jalousie, d'humiliation et de dégoût. Empoisonné, stupéfié, il était, dans l'attente des paroles de Trifeuil, comme le morphinomane à qui l'on retirerait sa drogue pour lui proposer des sports athlétiques. Trifeuil, cependant, l'interrogeait vivement :

— Que faisons-nous? Vous savez ces défections, Lasnier, Giron, Trioudet... D'autres vont suivre... Je voudrais savoir ce que vous pensez, vous, l'âme de notre œuvre, qui la faites vivre de votre talent et de votre ardeur...

Le jeune homme, dont les yeux se dérobaient d'abord, se décida à regarder Trifeuil. Il comprit que son maître lui proposait à tout hasard l'action la plus habituelle et par suite la plus facile : il laissa voir, en retour, et cela Trifeuil le comprit clairement, que cette action lui était devenue impossible.

— Je crois comme vous, mon cher Maître, que ces défections nous en promettent d'autres. Trop de gens voient en nous des idéologues qui jouent à enseigner le peuple...

Il s'aperçut qu'il répétait les paroles de Germaine; il trouva un âcre plaisir à les chercher, à les redire toutes. Mais le souvenir de la scène du Salon, les images rapprochées de Vambard et de Germaine opprimèrent sa pensée; sa rage s'exaspéra :

— Au surplus, si! il reste quelque chose à tenter; non pas notre œuvre de fraternité, de concorde et de paix...

— Pourquoi, pourquoi? fit Jozan vivement.

— Parce qu'il n'y a pas de fraternité possible là où l'argent règne en maître; il n'y a pas de concorde possible avec des bourgeois qui ne poursuivent que l'accroissement de leur fortune et l'assouvissement de leurs appétits; il n'y a pas de paix, il n'y aura jamais de paix avec ceux dont le bonheur est fait des privations, des souffrances, des larmes de la multitude...

Jozan et Trifeuil se taisaient, l'un stupéfait de cette violence, l'autre attentif à chaque mot. Manès parlait non pour eux, mais pour lui-même. Devant ses yeux enflammés, l'image était fixée de nouveau : le sourire de Germaine et ses lèvres entr'ouvertes près de la face insolente de Vambard :

— La haine! ajouta-t-il, la haine qui écrasera ce monde, et fera germer de sa pourriture un monde nouveau, vivace et sain comme les fleurs qui poussent dans un cimetière...

Comme si cet espoir l'avait à la fois épuisé et calmé, il passa la main sur son front et son regard s'éteignit.

— Je crains, dit-il, que nous ne puissions plus nous entendre et que je doive renoncer à vous fournir mon concours.

Jozan faisait une mine triste, et sa tristesse était sincère; car, en se dérobant, Manès ébranlait tout l'édifice dont son talent et son zèle étaient les principaux soutiens. Profondément troublé, il attendait de Trifeuil une poussée vigoureuse qui redresserait d'un coup cette âme déviée. Mais Trifeuil n'avait plus de doute. Il voyait Manès atteint, et c'est de lui seul qu'il voulait s'inquiéter. Il ramassa son énergie; il entendait obtenir du jeune homme des actes précis, de ces actes qui engagent le moindre effort et servent donc à remettre en train les rouages inertes de la volonté.

— Laissons cela, dit-il, et parlons de vous. Vous n'allez pas faire renouveler votre congé, vous allez demander une chaire?

Manès tressaillit, pris au dépourvu. Il regarda Trifeuil, dont les yeux étaient affectueux, mais fermes.

— Je n'ai pas pensé..., commença-t-il.

— Vous ne pouvez pas hésiter, reprit Trifeuil avec plus d'autorité. Il sera toujours temps de produire en public votre belle parole. Mais, désormais, ce ne peut être que l'occupation de vos loisirs. On ne vit pas de paroles, on vit de travail. La

bataille est finie. Il faut vous remettre à l'ouvrage, j'entends à votre métier. Les ouvriers qui vous écoutaient, le soir, étaient, tout de même, le lendemain, à leur atelier... N'est-ce pas, nous sommes d'accord? Vous reprenez votre classe de philosophie?

C'étaient les conseils de Germaine. Un instant, Manès confondit Trifeuil dans la détestation qu'il avait d'elle. En vérité! reprendre la classe! lui, l'orateur acclamé, l'auteur de ces articles éloquens que les journaux du monde entier avaient ardemment discutés!... Tout à coup, un rais de lumière glissa devant ses yeux; un souffle d'air passa sur son visage; la possibilité de vivre fit battre son cœur. Trifeuil le regardait, et, dans ce regard, il sentait une amitié sûre comme est celle d'un père. S'abandonner à cette amitié,... laisser le rêve inachevé, recommencer modestement les tâches mesurées... Cela lui parut pénible, austère, mais d'une austérité bienfaisante. Il inclina la tête :

— Seulement, ajoutait Trifeuil, nous nous y prenons un peu tard : il faudra accepter ce qu'on nous offrira : il y a toujours quelque coin vide, par maladie, congé ou autrement. Vous irez, n'est-ce pas? l'endroit importe peu : c'est le travail, le métier que vous reprenez... D'ailleurs, aux vacances prochaines, je vous ferai revenir ici... Je vais de ce pas au Ministère : je verrai votre directeur. Avez-vous une objection?

Manès se redressa. Ses regards coururent à travers le cabinet poussiéreux; il y avait connu, durant deux ans, des heures de fiévreuse allégresse; il y avait eu confiance en sa destinée, la destinée embellie par la grâce et la tendresse de Germaine. Ces souvenirs étaient salis, comme les meubles par la poussière, de toutes les pensées de désespoir et de colère qui roulaient en lui depuis une semaine. Plus rien ne l'attachait à ces lieux, à sa vie passée. La classe, la monotonie de l'enseignement, la chambre meublée et la pension... Il considéra résolument cette médiocrité, à peu près comme le coureur embrasse d'un regard la plaine indéfinie qui semble défier son courage et ses forces. Il y avait du reste quelque ironie dans sa résolution; il pressentait que la médiocrité aurait raison de lui, et il se résignait au destin qui le ferait sans doute, comme tant d'autres, homme de métier paisible, époux d'une fraîche petite bourgeoise...

— Je vous remercie, mon cher Maître; je suis prêt à partir... Je ne reverrai pas nos amis, Jozan : je vous fais mes adieux à vous, pour eux tous. La campagne est finie. Nous rentrons dans

nos foyers. Nous avions fait ensemble un rêve : il était magnifique, mais c'était un rêve : il est temps de s'éveiller.

— Pardon, répondit Jozan. Le rêve dure toujours pour ceux qui croient; ce n'est pas un rêve : c'est la foi. A défaut des talens que nous perdons, elle suscitera des vertus, et elle finira par triompher. Car c'est le Christ lui-même qui l'inspire et qui veut la paix entre tous les hommes de bonne volonté.

Il parlait avec la conviction la plus profonde; mais sa voix blanche et sa lèvre dédaigneuse donnaient à ses paroles la sécheresse la plus déplaisante. Trifeuil eut une moue de défiance : Manès resta muet. Le professeur s'était levé :

— Peut-être vous faudra-t-il partir dès demain, dit-il à Manès sur le pas de la porte... Vous n'aurez pas le temps de venir jusque chez moi : moi aussi, je vous fais mes adieux.

— Je pourrais toujours... commença Manès.

— Non, reprit nettement Trifeuil. Nous nous sommes dit tout ce que nous avions à nous dire. Maintenant, il faut que le cours régulier de la vie agisse librement. Si vous avez besoin de moi, un signe, et je répondrai. Courage! Ayez confiance en vous, et gardez avec moi, avec vous-même, la loi d'absolue sincérité qui est la garantie de votre personne et la condition de notre amitié... Adieu!...

Ils se serrèrent la main. Dans la rue, tout de suite, Trifeuil laissa Jozan prendre congé de lui : seul, les yeux vagues, la tête un peu basse, comme ployant sous le faix des pensées lourdes et mornes, il descendit dans Paris.

Un bruit de fers qui se choquent et résonnent violemment, une secousse, un rayon de lumière... Manès s'éveilla dans le train qui l'emportait depuis une dizaine d'heures... Il se rappela. Il avait quitté Paris, ce soir pluvieux d'octobre, le lendemain de la visite de Trifeuil. Il était parti le cœur sanglant, si dévoré de passion et de fureur, au moment de s'éloigner de Germaine, que jusqu'à la dernière seconde, jusqu'au coup de sifflet du départ, il avait lutté contre la tentation de rester... rester pour la voir! pour la supplier! pour l'insulter!... Et, le train en marche, il avait sangloté dans son wagon, il avait hurlé de douleur! Car désormais, c'était fini! ... Les heures avaient passé, quelques heures qui avaient suffi pour que le compartiment du wagon, la lumière, les coussins où il se tordait, lui fussent en

horreur autant que les murs de son cabinet, de sa chambre de Paris. Puis, tout à coup, le sommeil l'avait terrassé... Maintenant, dans la surprise de ce brutal réveil, les douleurs atroces de la nuit n'étaient plus, à son cœur, que comme l'engourdissement qui reste à des membres froissés. Et une autre pensée dominait en lui :

« Noirville! Je vais à Noirville! J'arrive à Noirville! »

Le hasard lui avait ainsi désigné la ville de son enfance, la chaire où son père enseignait vingt-cinq ans plus tôt... A la première nouvelle, il s'était troublé : la petite ville, propice à tuer sa fièvre, voilà ce qu'il avait souhaité; non point la grande cité ouvrière, trop active, trop riche, pour lui, en souvenirs émouvans. Puis, une curiosité singulière l'avait entraîné si vivement qu'il s'était décidé en hâte, par une crainte puérile que sa nomination ne fût rapportée. Et la même curiosité le reprenait à son réveil, proche de l'arrivée...

Il écarta le rideau. Le train filait à travers de belles plaines. La clarté du jour traînait, blafarde et grise, sur les champs labourés, et il y avait, tendues dans le creux des sillons, des buées transparentes, pareilles à des lambeaux de mousseline. Il cherchait dans sa mémoire; n'avait-il pas traversé, un matin d'automne, ce paysage : champs bruns voilés de rosée, peupliers frémissant de toutes leurs feuilles d'or dans la lumière incertaine? Peut-être!... Tout ce passé était si loin! Ses pensées erraient, indécises comme les premières lueurs du jour. Germaine!... Le temps où il avait cru qu'elle l'aimait! Les vacances dernières! La suite des jours jusqu'au rendez-vous du Salon d'automne!... Cela aussi semblait tellement loin, comme dans une autre vie que la sienne; dans une autre encore, il voyait les succès d'éloquence, l'ardeur à la lutte : dans une autre même, les souffrances des jours précédens, de la veille... Il ne souffrait pas. Étonné de ses illusions, il se repliait sur lui-même comme un enfant battu qui cherche à fuir les coups...

Le train filait. Soudain, Manès tressaillit, se leva. Dans la belle plaine, une fente s'était creusée : des bosses, des collines surplombaient un ravin. L'air devenait gris, la terre devenait noire. Brusquement, sur le ciel couleur d'opale, une silhouette se dressa, un échafaudage, coiffé d'un toit, où se déroulait un large câble : le premier puits de charbon... En une seconde, Manès revit à côté de lui le visage pâle d'un homme qui disait :

« Nous arrivons. » Une grande jeune femme, lourde du fardeau d'une maternité prochaine, répondait : « Dieu! ce n'est pas trop tôt! » Elle souriait cependant, malgré sa fatigue; tous les deux lui souriaient, à lui, leur premier enfant...

L'évocation si prompte, si complète, l'étourdit. Depuis plus de vingt ans, il n'avait pas revu ces deux visages comme il venait de les voir. Il attendit, ému, la suite de ce miracle. Autour de lui, la terre noircissait de plus en plus.

— Que c'est noir! avait dit sa mère. Je ne peux pas me faire à ce pays! Ces maisons qui sont vieilles avant d'être achevées...

— Tu as tort, répondait son père doucement... C'est un bon pays : ce sont de braves gens, et on y travaille si bien!

Maisons noires comme la terre, briques où la poussière de charbon s'incruste pour faire du rose sale, couleur de tristesse et de misère... Des fumées montent et roulent sur elles-mêmes... Des formes humaines, membres minces, vêtemens souillés, visages noircis, se hâtent dans la fraîcheur du matin. Ce sont des mineurs qui reviennent du puits... Les maisons maintenant se pressent, hautes, laides, pavoisées de linges qui sèchent. Des hommes, des femmes paraissent à toutes les portes, s'en vont à pas rapides, et s'essaiment soudain vers la mine, vers l'atelier, vers le travail. Le train les laisse en arrière... Il ralentit sa marche, cependant. Des puits plus proches, par la fenêtre ouverte, Manès entend le déroulement des câbles; de l'usine, aux vitrages irisés par le soleil pâle, il entend les pistons qui battent, les marteaux qui frappent, le bruit sonore et grave du fer contre le fer... C'est partout le travail. Et, par la couleur sombre de ces choses, par ces bruits formidables, par le halètement de ces machines, par ces vagues de fumée qui vont et viennent au sommet des cheminées gigantesques, ce travail révèle à la fois sa puissance et la prodigieuse quantité d'efforts, de joies, de vies humaines qu'il absorbe voracement, comme les vastes fours, le charbon à peine arraché de la terre.

Manès écoutait la voix de son père : il le voyait lui-même distinctement, comme si son image était restée présente dans le spectacle toujours pareil de la grande activité qu'il avait louée. L'illusion de cette présence emplissait d'une douceur ineffable le cœur du jeune homme. Il recueillait la sympathie de son père pour ce travail, et, d'ailleurs, il la transformait. En suivant des yeux les minces formes humaines englouties aux portes béantes

des usines, il construisait une fois encore la cité du rêve socialiste. Ces êtres surmenés, pourquoi ne pas les payer mieux en les faisant travailler moins? Il suffisait de supprimer les bouches avides du patronat, qui mangent la plus grosse part. Tout de suite, il les supprimait par la raison victorieuse de leur inutilité. Dès lors, la paix, le bonheur s'établissaient en rehaussant de beauté la dignité du travail. N'était-ce pas à la pensée même de son père, qu'il donnait ainsi, lui, le fils, un grandiose achèvement?...

En quelques instans, cette vision d'avenir l'avait exalté au suprême degré de l'enthousiasme et de la confiance. Mais, aussi vite qu'elle était montée, cette exaltation tomba. Le train entrait en gare : au moment de le quitter, Manès revit comme une fête à jamais close son existence des deux dernières années. Il avait froid après cette nuit d'insomnie; il battait la semelle sur le sol glacial de la salle des bagages; à travers les carreaux, il découvrait la montée de l'avenue qui va vers la ville, — laideur et tristesse de la terre, des murs, du ciel, laideur et tristesse de sa propre destinée. Il s'appuya, découragé, contre la table où les malles roulaient à grand fracas. Si faible, il implora dans son cœur le secours de ceux qui consolaient les chagrins de son enfance : car il était tel qu'un enfant. Et presque aussitôt il reconnut la douceur d'être près d'eux, dans cette ville où il les verrait apparaître à chaque pas. Pourquoi même n'aiderait-il pas à l'évocation? Pourquoi n'irait-il pas se loger dans la maison qu'ils avaient habitée tous les trois?...

L'omnibus roulait avec un grand bruit de vitres vers la place de l'Hôtel de Ville; les façades des maisons se dressaient, nues, sans un ornement, sans une corniche, crépies d'un ocre noirci où les volets bruns faisaient des taches lourdes. Mais il était repris par la force du passé : il était comme enveloppé de pensées tendres, et tant de souvenirs ne se levaient, à chaque tour de roue, que parce que l'omnibus roulait aussi durement que jadis sur le pavé, parce que les maisons avaient gardé leur laideur intacte. Sur la place, l'évocation se précisa : c'est là, il reconnaissait l'endroit, que sa mère l'avait conduit, la dernière fois qu'il l'avait vue vivante; elle n'en pouvait plus; mais il s'ennuyait, il voulait sortir; elle s'était traînée jusque-là; elle s'efforçait encore de sourire, mais elle se mordait les lèvres : il

voyait ses dents sur cette bouche frémissante. Dans la nuit, son enfant était venu au monde et elle était morte... Maintenant, l'omnibus tournait dans une longue rue. Qu'il aimait, autrefois, le soir, à l'heure où les ateliers et les bureaux se vident, flâner parmi la foule énervée de fatigue, dans cette rue brillante de lumières !... Une autre place, encore quelques tours de roue... il arrivait à l'hôtel.

Il avait hâte de revoir « sa » maison ; il était impatient de commencer l'existence nouvelle, celle du travail. Le café qu'il but rapidement lui fit un plaisir qu'il ne connaissait plus depuis dix jours. Il sortit aussitôt. Il y avait autrefois des chambres meublées dans cette maison de la rue Marchande...

Il reprit la longue rue, si longue du Nord au Sud ; il passa devant l'église Saint-Louis, souvenir de l'enterrement de son père, de tous ces gens qui l'embrassaient. Il reconnut quelques maisons qu'habitaient jadis de riches fabricans. Plus loin, la longue rue s'ouvrait sur la place des Arts, et il la quittait pour prendre à gauche la rue Marchande.

Il alla plus vite : son cœur battait. Il aperçut « sa » maison, unie comme les autres, et au second étage, trois fenêtres, celles du salon et de la chambre de sa mère. Rien n'était changé. L'illusion fut si vive qu'il traversa la rue, franchit la porte, posa le pied sur la première marche de l'escalier.

— Monsieur ?

Une voix l'interpellait, traînante et fraîche : une jeune fille le regardait, debout sur le seuil d'une chambre, où il vit, dans un désordre de vêtemens et de vaisselle, une autre jeune fille couchée, un garçon de vingt ans, fumant sa pipe, quatre marmots enchevêtrés sur le plancher. Il s'arrêta, ébahi, contempla cette chambre, ces enfans qui le dévisageaient.

— Je voudrais... commença-t-il.

Que voulait-il ? Il avait peine à se rétablir dans le présent et la réalité. Sur le pas de la porte, la jeune femme souriait un peu de son embarras. Il se souvint : « Une chambre ? ne louait-on pas, dans la maison, une chambre meublée ? »

— Si ! répondit la jeune femme.

Et son étonnement s'accrut de ce que Manès avait frémi ; elle offrit d'ailleurs de lui montrer les chambres, au troisième.

— Jeanne, dit-elle, surveille un peu les gosses.

Dans l'escalier, elle disait à Manès qui ne l'interrogeait pas :

— C'est mes frères et ma sœur : il y en a encore deux qui travaillent avec le père à la manufacture d'armes, sans compter Eulalie, l'aînée, qui est mariée : nous sommes dix en tout, les Bourru, qu'on s'appelle... Alors, moi, la plus vieille, je m'occupe des petits, parce que nous avons perdu la maman.

— Et ce grand garçon qui fume sa pipe? demanda Manès; il n'a donc rien à faire?

— Oh! personne ne fait rien. Tous, nous étions à la manufaturec d'armes; mais on a renvoyé beaucoup de monde... Je ne sais pas ce que ça durera. Ah! quand on était tous à l'ouvrage, on en rapportait, de l'argent!... Mais on vivait bien aussi... Pour sûr qu'on s'est amusé et qu'on a bien mangé!... Maintenant, on est au pain sec... quand on a du pain...

Elle parlait sans amertume; Manès remarqua seulement, comme elle passait dans la clarté d'une fenêtre, que son visage était très pâle : un joli visage de jeunesse, des yeux gris, ombrés de longs cils, la bouche insouciante, triste toutefois, à cet instant, tirée par une moue d'enfant malheureuse. Manès resta silencieux, touché de cette misère. Mais ils arrivaient au second étage, et l'émotion violente de ses propres souvenirs le fixa devant la porte de l'appartement : les yeux fermés, il revoyait, au delà, la forme de chaque pièce, les êtres disparus...

— C'est ici! dit la jeune fille au-dessus de lui.

Il la rejoignit au troisième étage. Il ne distinguait rien d'abord, dans cette chambre où elle l'avait fait entrer : il ne l'entendait pas elle-même. Assis au bord d'une table, il ne regardait, il n'écoutait qu'en lui, et c'était à la fois infiniment doux et de la plus poignante mélancolie : des visages qu'il voyait là, animés, et pourtant séparés de lui par un voile qui les faisait pareils à des ombres; des voix qui avaient le timbre d'autrefois pour prononcer les mêmes paroles, mais qui résonnaient dans une atmosphère étouffée : toutes les sensations d'indicible joie et de mystérieux éloignement que donne, dans les rêves, l'apparition des êtres qu'on a beaucoup aimés et qui ne sont plus.

— ... Peut-être que ce n'est pas assez bien pour vous?

Il s'éveilla devant le regard fâché de la jeune fille. D'un coup d'œil, il parcourut la chambre, propre, bien cirée.

— C'est parfait, déclara-t-il.

Les yeux gris de la jeune fille s'étaient éclairés : elle sourit tout à fait quand il accepta de payer les dix francs par mois

qu'elle réclamait pour le ménage. Appuyée contre le mur, elle le considérait avec une sympathie assez coquette : il l'intéressait ; toutefois, sa distraction passait la mesure ; il ne paraissait pas se douter qu'elle était devant lui.

— Vous êtes dans la comptabilité sans doute ? fit-elle.

— Moi ? Non... Je suis professeur, professeur au lycée.

— Ah ! murmura-t-elle, respectueuse et déconcertée... Eh bien ! je descends... Monsieur voudra bien passer en bas pour donner son nom, à cause du registre, pour le propriétaire.

Il ne répondit pas. Il restait contre la fenêtre, immobile, le regard vague. De nouveau, comme à la gare, les forces lui manquaient, et il était au moment de défaillir. Ce n'était plus la fatigue, le froid, la faim qui l'accablaient ; la mélancolie de ses souvenirs l'imprégnait jusqu'au fond de l'âme. Si proche des ombres aimées qui avaient vécu dans cette maison, il mesurait sur ces deux existences la brièveté et la misère de la vie ; il embrassait les vingt-cinq ans écoulés qui le ramenaient à cette place, meurtri, désenchanté, sans autre joie que d'évoquer de toute son ardeur les parens qu'il avait perdus, et il n'apercevait dans l'avenir d'autre espoir que de s'en aller comme eux... L'image de Germaine se dressa, épouse délicate et tendre, unie à lui dans l'absolu d'un amour confiant et délicieux... Il ne sentait pas que cette image était nouvelle. Il ne se souvenait pas que, naguère, son orgueil s'emparait de Germaine, pour l'asservir aux fins glorieuses de son ambition. Il ne comprenait pas que, déchu maintenant, il recueillait dans cette maison, avec les exemples de ses parens, le vieux rêve conjugal qu'ils avaient essayé d'y vivre. Il lui semblait qu'il avait toujours aimé Germaine comme il l'aimait à cet instant : avec la sincérité la plus douloureuse, il percevait la beauté de cet amour et de ce rêve, en même temps que le désespoir de les voir à jamais flétris... Une fois encore, il regarda la chambre où il allait vivre...

— Je ne savais pas que ce serait si lourd, murmura-t-il.

Il descendit, l'âme morte. La jeune fille le guettait.

— Monsieur ?... demanda-t-elle, une plume à la main.

— Manès...

Le jeune homme à la pipe leva la tête, et le père, grand, large, à forte barbe grise, qui venait d'entrer, répéta :

— Manès ?

— Quel prénom? fit la jeune fille, en mordillant sa plume.

— Albert, Albert Manès.

Il y eut dans la chambre un « ah! » d'étonnement: la jeune fille, son frère, le colosse barbu se regardèrent, puis regardèrent Manès; et soudain, les yeux brillans, elle s'écria :

— Mais, peut-être bien que vous êtes celui qui écrivait dans *la Lutte* ces articles...

— Oui, dit-il, c'est bien moi.

Il y eut encore un « ah! » et qui fut, cette fois, comme une sourde explosion d'enthousiasme...

— C'était tapé! dit le jeune homme.

— C'était beau! dit sa sœur.

— Pour sûr! conclut le père. J'avais rapporté une fois le journal du syndicat, pour voir, parce qu'on m'avait dit que c'était nouveau et bien fait. Celle-ci, la grande, l'a lu tout haut, et, ma foi, on a été si empoigné qu'on a applaudi comme si vous aviez été là, vous, à parler... Pas, Toinette?

La jolie fille fit oui, joyeusement, d'un mouvement de la tête.

— Et, reprit le père, si vous permettez, je serai heureux de vous serrer la main... Vous êtes un rude!

Il tendait sa main, énorme, velue, couturée de cicatrices, striée de lignes noires qui étaient les résidus de la poussière de fer incrustés dans la peau. La vigoureuse pression de ces doigts, Manès la sentit dans son bras, dans son épaule : ce fut, à travers ses muscles, une secousse bienfaisante, comme était, à son âme écroulée, l'admiration de ces inconnus. Après la main du père, celle du fils serra la sienne, puis celle de Toinette qui était chaude et fuselée. Il souriait, embarrassé comme si cette sympathie eût été destinée à un autre que lui-même.

— Je vous remercie, dit-il seulement; je suis très touché...

Et tout aussitôt, il s'informa d'un restaurant dans le quartier. Toinette lui donna l'adresse d'une amie, Mme Chalier, place des Mines, à deux pas du lycée. Il s'étonna. Le lycée n'était-il plus à côté de l'église, dans la grande rue?... Non. Ce vieux lycée servait pour les filles : pour les garçons, on en avait bâti un neuf, magnifique...

— Ah! fit-il, secrètement déçu.

Il avait espéré s'asseoir dans la chaire de son père, enseigner dans les mêmes murailles, retrouver là sa pensée.

— Je vais faire apporter ma malle. Merci encore!

Il voulait voir le proviseur, se mettre à l'œuvre. Il repartit vers l'hôtel, hâtant le pas, occupé de ce dessein. Mais il n'avait pas atteint la grande rue, que, soudain, comme une lumière dans l'ombre, l'éclair d'enthousiasme qui avait jailli, quelques instans plus tôt, des yeux des deux hommes et de la jeune fille, brilla devant lui. Cette lumière lui parut incomparable : toute sa nuit en était illuminée. Il avait vu jadis, dans une salle enflammée par sa parole, des milliers de regards brûler d'un feu autrement éclatant. Il avait aimé ces violentes joies oratoires. Il avait aimé aussi l'émotion que sa pensée écrite faisait vibrer. Il avait alors trouvé, à cette jeune gloire, le goût d'un fruit généreux que le soleil du Midi vient de mûrir... Mais tous ces succès étaient sans valeur auprès de l'admiration et de la sympathie qui l'avaient accueilli dans la pauvre chambre. Stupéfait et ravi, il marcha plus vite.

« Ainsi, ces humbles me connaissaient ! m'admiraient ! m'aimaient !... »

Quand il entra dans le cabinet du proviseur, ce fut avec une vivacité souriante qu'il déclara :

— Je viens me mettre à votre disposition.

— Enchanté, monsieur, enchanté, fit le proviseur.

Le ton du fonctionnaire était gracieux. Toutefois, son long visage régulier se plissait tout entier. Il reprit :

— J'ai été avisé hier de votre nomination... hem !... et je me préoccupe, pour le grand établissement placé sous ma garde, de certaines... hem !... susceptibilités que votre nom ne manquera pas d'éveiller... Votre nom est connu, je dirais presque, trop connu ! Il a été mêlé à des polémiques retentissantes... Or, la situation de l'Université est délicate dans cette ville : l'ancien collège des Jésuites recueille les enfans de toute la bourgeoisie riche et ne nous laisse que les fils de fonctionnaires ou de petits bourgeois, une minorité. Cependant, à force de ménagemens, je suis arrivé à augmenter d'un tiers le nombre de mes élèves... Mais, monsieur le professeur, qu'allons-nous devenir, quand on saura que c'est vous qui enseignez la matière où il est si facile de peser sur les opinions et les croyances des jeunes gens ! Monsieur Manès, professeur de philosophie !

Il leva les mains et répéta en scandant les syllabes :

— De phi-lo-so-phie !

Ce discours, une heure plus tôt, Manès en eût été anéanti;

maintenant, il y retrouvait, comme à l'admiration de Toinette et des deux ouvriers, la conscience orgueilleuse de sa personne. Il jugea donc que ce proviseur pouvait avoir raison de s'inquiéter, et, pour le rasssurer, il répondit avec calme :

— Monsieur le proviseur, j'entends justifier la confiance de M. le Ministre. Au surplus, je dois vous rappeler que, dans les trois lycées où j'ai eu l'honneur d'enseigner, jamais un mot de moi n'a pu alarmer les familles les plus ombrageuses.

— Oui, fit le proviseur. Mais à présent, tout ce socialisme !...

— Il en sera de même à présent. Je défie qu'on découvre, à m'entendre, si je suis socialiste ou non.

— Mais, monsieur, cela m'est égal, ce que vous êtes ! Cela n'a aucune importance, ce que l'on est ! Ce qui est grave, c'est ce que les autres croient que l'on est... Justement, pour vous, on croit que vous êtes socialiste ardent. C'est bien là ce que...

Le proviseur dissimulait un caractère faible sous la rigidité de son visage, qui, telle qu'un masque mal ajusté, se dérangeait aux coups un peu hardis. Démonté par l'aisance de Manès, il ne blâmait plus : il se lamentait et semblait prendre le jeune homme à témoin des difficultés qui venaient de lui-même. Manès, plein de mansuétude, renouvela ses promesses :

— Eh bien ! conclut le proviseur un peu rasséréné, tâchons de marcher ainsi... Dans cette ville, que vous ne connaissez pas encore, la richesse est respectable, parce qu'elle est le fruit d'un long travail. Il faut donc la respecter...

— Ah ! pardon ! fit Manès sèchement : en classe, je ne connais ni riches ni pauvres, et je fais mon métier. Mais cette ville, je la connais. La richesse, je sais comment elle s'y acquiert aux dépens du prolétaire : je garde le droit de la mépriser.

Le proviseur hocha la tête, toussota. L'Université figurait à ses yeux la colonne maîtresse d'une société régulière et sagement républicaine : d'un de ses maîtres les plus brillans, ce langage le stupéfiait et le désolait.

— Quand voulez-vous commencer votre cours ?

— Le plus tôt possible, ce soir même.

Ils se séparèrent avec de grandes politesses. La visite au censeur, tout en barbe d'un blond ardent, qui le plaignit d'habiter « cette sale ville où les hommes de savoir sont regardés comme des chiens, » ne prit à Manès qu'un instant. Il vit enfin l'inspecteur d'Académie, jeune, replet, le visage en lune, saisis-

sant de vulgarité joviale. Une fois encore, il sut qu'on le connaissait, qu'on avait suivi sa campagne. Il allait répondre. Mais l'inspecteur passait à un autre sujet qui l'intéressait davantage, c'est-à-dire lui-même. Fils d'un sénateur, il avait épousé, l'année précédente, la fille d'un autre sénateur, ancien ministre, qui lui avait fait donner cette inspection.

— Ce n'est qu'un passage pour m'acheminer vers le rectorat, mais qui marquera, je vous l'assure. Il y a beaucoup à faire dans ce pays : le cléricalisme y est dangereux ; il faut surveiller les uns, signaler les autres. Heureusement, le ministre est bien disposé ; et la Loge d'ici compte des hommes énergiques...

— Je ne suis pas Maçon...

— Quelle idée ! Un garçon comme vous ! Voulez-vous que je vous présente ?

— Je vous remercie, je suis plutôt porté, vous savez, vers l'action syndicale.

— Ah ! ah ! diable ! le syndicalisme, il faut prendre garde. Nous avons un excellent député, fabricant : plusieurs de nos amis sont dans les affaires. N'allez pas nous créer des embarras...

Manès protesta que son cours serait irréprochable.

— Je ne parle pas de votre cours, fit l'inspecteur en haussant les épaules. Dites-leur tout ce que vous voudrez, à ces gamins. Mais je vois bien qu'un homme comme vous, qui a l'habitude des réunions, qui sait parler et qui sait écrire, sera trop démangé de faire de la politique... Ne vous défendez pas !... Il n'y a que ça, voyons... Seulement, je vous le dis, soyons bons amis ; donc ne faites pas de misères à nos amis !...

Son large sourire découvrait toutes ses dents. Mais l'œil avait des lueurs menaçantes et dures.

— J'en ai assez des réunions et de la politique, répondit paisiblement Manès. Je veux faire ma classe et voilà tout.

— Bien, bien, dit l'inspecteur, l'air sceptique. N'oubliez pas, à l'occasion, les conseils que je me permets de...

Comme Manès sortait, l'horloge de l'église Saint-Louis sonna onze heures. Par quelle mystérieuse influence un timbre, le timbre d'une cloche, oubié depuis longtemps, peut-il restituer soudain toutes les sensations du passé ? Manès tressaillit... Ne rentrait-il pas en hâte, pour le déjeuner de onze heures, un jour qu'on était en retard et que sa mère disait : « Dépêchons-nous, il ne faut pas faire attendre ton papa ?... » Son cœur

d'homme frémit de ce souvenir d'enfant. Il aurait aimé à se hâter vers la maison, pour y trouver une femme souriante et tendre, Germaine... Il sentit dans son âme, dans sa chair, la cruauté de ce souhait. Ce fut une douleur aiguë, mais fugitive. Les souvenirs de la matinée l'entouraient : il restait conscient de sa force, satisfait d'avoir agi, impatient d'agir encore.

A deux heures précises, il entra dans la classe. Les élèves, qui ne l'avaient pas vu, s'installaient bruyamment. Certains criaient : « A bas Manès ! » D'autres : « Vive la sociale ! » Soudain, ils le découvrirent, appuyé à sa chaire, qui les contemplait en souriant. Ils se bousculèrent, confus. Il y eut un rire général. Manès leva la main. Le silence se fit aussitôt : sa voix vibrante prononça :

— Le premier devoir d'un professeur de philosophie est de respecter, chez ses élèves, la liberté de pensée. C'est un devoir que je pratique, messieurs, vous pourrez l'attester.

III

En quittant Paris, Manès ignorait la date du mariage de Germaine. A Noirville, après trois semaines d'une existence active et régulière qui, malgré des retours de souffrance, l'apaisait peu à peu, cette fâcheuse pensée se leva dans son esprit :

« Si ce mariage s'était fait, je l'aurais su. »

Et bientôt ce déplorable espoir s'agita :

« Peut-être, après tout, ne se fera-t-il pas. »

Il cessait de voir la certitude prochaine de l'événement redouté. Il eut la folie de se dire :

« Et si le mariage ne se fait pas, tout est possible encore... »

Cependant, il s'avisa qu'il avait négligé de donner des ordres, pour son courrier, au concierge de la rue Lepic. Il écrivit. Parmi les lettres qu'il reçut aussitôt, une large enveloppe l'inquiéta. Il l'ouvrit : Mme Grandier l'invitait au mariage de Germaine, pour le jeudi 28 octobre, qui était ce jour même.

Le mal à peine apaisé et qui reprend avec une violence furieuse, l'être encore affaibli qui voit revenir, plus hideuse, son ennemie, la souffrance, — Manès éprouva cette horreur de la rechute. Comme après la scène du Salon d'automne, il fut incapable de penser, de se nourrir, de se mouvoir, de vivre. Ce jeudi où il avait sa liberté, il resta inconscient, inerte, sourd aux

supplications de Toinette, qui s'effrayait de sa pâleur et de la terrible fixité de ses yeux. Tout mourait en lui une seconde fois.

La journée avait été toute d'or, couleur de fête. Quand le soleil baissa, la souffrance de Manès devint atroce. Sa raison s'égarait. Il sortit : il marcha au hasard. La colère grondait en lui, alternant avec le silence des instans de douleur extrême où son cœur cessait de battre. De même, les images abominables alternaient avec celles du vieux rêve : et, tour à tour, Germaine était devant ses yeux, pure, souriant à son amour, puis, à jamais perdue pour lui... D'abord, il avait cherché la foule; mais très vite, la foule lui fut odieuse. Il était venu jusqu'à la place de l'Hôtel-de-Ville. Il prit à gauche une rue, puis une autre, qui tournait et montait rapidement. Il gravit la pente sans s'arrêter; bientôt, il fut au sommet de la colline qui porte le couvent des Capucins. Il s'assit sur les marches de l'église. Un souffle d'air vif sécha son front. La rage qui l'avait entraîné sembla se refroidir, comme le sang dans ses artères... Il écoutait la grande rumeur sonore, le bruit grave du fer contre le fer, qui s'élevait de la ville. Il regardait surtout, il regardait toutes les fumées qui roulaient lentement, à ses pieds, d'une blancheur pareille à celle des nuages...

A sa gauche, dans le fond qui remonte en colline verte, il voyait des puits, — les minces échafaudages où se dévident les câbles, l'amas des poussières noires et la fumée des machines qui commandent la descente des bennes. Au-dessus de ce fond, plein de vacarme et de buées, au-dessus de la colline verte, le soleil s'enfonçait doucement à travers de longues bandes de nuages parallèles, dont les lignes s'enflammaient du rose au pourpre, à mesure qu'il s'abaissait vers elles. Cependant, du fond sonore et déjà ténébreux, les fumées s'élevaient vers le déclin de ce soleil. Leurs volutes, si denses quand elles jaillissaient de la gueule des hautes cheminées, et tordues ensemble comme un gigantesque écheveau de laine immaculée, peu à peu s'étiraient, se perdaient, n'étaient plus, dans les airs, que des flocons légers. Toutes blanches d'abord, elle s'assombrissaient ensuite dans l'ombre que faisait la colline; puis, soudain, surgissant aux rayons du soleil, elles se coloraient d'un seul coup, de rose et de pourpre, comme les bandes de nuages Elles restaient alors, quelques secondes, mouvantes comme des ailes d'oiseaux, fragiles comme les fleurs d'avril aux arbres

fruitiers : et très vite elles s'évanouissaient, dévorées par l'air et la lumière, tandis que d'autres montaient après elles, pour s'évanouir à leur tour... Manès les regardait toutes s'élever vers la clarté, y briller, disparaître... Ce spectacle continu et changeant l'engourdissait : sa sensibilité se reposait, au premier moment où la pensée distraite cessait de lui fournir la matière de sa souffrance.

Aussi longtemps que le soleil fut sur l'horizon, puis que fut ouvert le gouffre lumineux où il s'était abîmé, l'attention de Manès resta tout entière à suivre la destinée des fumées blanches... Six heures sonnèrent : la nuit était venue. De toutes parts, dans cette nuit, brillaient les lumières de la ville, brûlaient les gerbes de flammes... Manès aperçut dans l'ombre l'image du couple enlacé... Il aspira l'air longuement comme pour se préparer à l'épreuve de vivre, tandis que se consommait la trahison. Il eut peur des instans qui allaient venir... Mais il se sentit comme soulevé par une force prodigieuse, — la force de sa vie même, — hors des atteintes de la souffrance... Il ne souffrait pas... Il attendit... Il ne souffrait plus... Il restait calme dans l'étonnement de sa délivrance; et même, bientôt, il prit en pitié le malheureux terrassé, anéanti, prêt à la mort, — ce malheureux qu'il avait été.

« ... Et pourquoi? parce qu'une femme que j'aimais me préfère un homme riche?... Par ma foi!... il y a quelque chose de plus vulgaire que la conduite de cette femme, c'est mon désespoir!... Et il y a quelque chose de plus ridicule que ma mésaventure, c'est le suicide intellectuel que je voulais m'infliger. Qu'y a-t-il de changé en moi? J'ai souffert atrocement, à vouloir disparaître. Mais cet homme, martyrisé par la jalousie, n'est-il pas d'ailleurs le même? Doit-il se laisser diminuer par la souffrance, au lieu de s'épanouir pour mieux la combattre? Doit-il, de ses propres mains, comprimer sa poitrine, fermer sa bouche, doit-il s'enfermer, se courber, au lieu de s'en aller, tête haute, vers la vie large et libre? »

A cet instant, tous les vœux de son être débordèrent la carrière droite et limitée du professeur de Noirville, même du professeur de Paris. Il lui fallait autre chose, plus d'espace, un champ semé d'obstacles où il éprouverait sa force, où il épuiserait son ardeur de bataille... Il contemplait la ville noire, vêtue de son manteau de nuit semé d'étoiles. Il la contemplait avidement,

il interrogeait son ombre, ses clartés et ses flammes, comme si elle recélait le secret d'un avenir qu'il dépendait de lui de pénétrer, comme si elle gardait, telle une puissance fabuleuse, le trésor de cette destinée qu'il avait à conquérir...

Le bruit du fer, le souffle haletant des machines montaient toujours en une rumeur confuse et qui paraissait, dans la nuit, plus mystérieuse. Aussi amples, aussi confus, et sonores cependant, des appels semblaient retentir jusqu'en son âme : une voix tendre, comme était celle de sa mère, conseillait la vie modeste et les plus simples joies; la voix résignée de son père, la voix claire de Trifeuil parlaient de travail et de devoir; puis, vibrante de passion romantique, celle de l'aïeul aux longs cheveux sous les vastes ailes du chapeau, clamait l'amour du peuple et célébrait les ivresses glorieuses des révolutions; indéfinissable enfin, pareille au mugissement d'un fleuve qui précipite ses eaux, une immense voix apportait jusqu'à lui les milliers de voix qu'il avait entendues, les soirs où la foule exhalait l'enthousiasme que ses paroles faisaient jaillir d'elle.

Il écoutait tous ces appels... Discrète et proche de son cœur, la voix de ses parens lui imposait cette vérité : « Il n'est pas de bonheur humain hors de l'amour que nous avons connu, hors du travail, hors de la vie silencieuse. » Il répondait : « Oui, oui... Mais je ne cherche pas le bonheur aujourd'hui... » La tendre voix du passé se tut, ou il cessa de l'entendre. Il n'entendit plus que celle de la foule...

... Pourquoi n'y répondait-il pas? Les habitudes de sa pensée, comme les théories où l'influence de Trifeuil l'avait fixé, ne lui présentaient justement le devoir, l'activité, que sous un aspect social. Cependant, individu isolé par l'orgueil de sa culture et par la véhémence de ses passions, il voulait poursuivre le triomphe de ses idées, à lui, connaître encore, pour lui, la joie des acclamations populaires, prendre sa revanche enfin, non pas de Germaine qui n'existait plus, mais du hasard qui lui avait été contraire. Pour toutes ces fins, la foule était comme l'élément fluide, qu'il gouvernerait par sa parole et qui le porterait où il souhaitait d'aller. Il savait les mots brûlans qui l'enflamment. Les phrases de l'aïeul romantique étaient en lui depuis son enfance : elles étaient revenues sur ses lèvres, dans les salles surchauffées, en face des milliers de regards dont elles attisaient la lueur fiévreuse. Il y avait

ajouté les phrases de haine et de bataille, de sa haine intellectuelle contre la richesse, de la bataille où il voulait jeter la multitude contre ce monstre mal connu de lui et d'autant plus redoutable, la classe des patrons et des capitalistes... Ce qu'il avait dit ainsi, il le dirait encore, et avec plus d'énergie, dans cette ville même où le labeur du peuple frémissait à ses pieds...

Il y fut dès cet instant résolu. Il vit aussitôt l'occasion d'agir. Ce soir, les ouvriers renvoyés de la manufacture se réunissaient : la veille, le vieux Bourru, personnage influent du syndicat, l'en avait avisé... Une réunion ouvrière, une foule irritée par le chômage, et prête sans doute à entendre des paroles ardentes!... Il se la représenta à l'instant même en face de lui, les yeux luisans dans les visages pâles, les bouches ouvertes pour l'acclamer... Il n'avait qu'à vouloir, et tout à l'heure, dans moins de deux heures, il la verrait elle-même, il lui parlerait, il entendrait sa voix... Un désir passionné le secoua... Il était parti : il descendait à grands pas vers la rue Marchande... Devant sa porte, en manches de chemise, — car le temps était doux, et il avait toujours trop chaud, — Bourru fumait sa pipe :

— Ah! fit-il, en voyant Manès, j'espère que ça va mieux... La grande m'avait dit que vous étiez malade...

— Rien, rien, merci, répondit Manès.

Il frémit légèrement en se rappelant ses souffrances.

— Votre réunion tient pour ce soir? demanda-t-il.

Sur la réponse affirmative de Bourru, il exprima son désir. La longue barbe grise de l'armurier trembla de joie :

— Ça, c'est épatant, dit-il, c'est gentil, c'est chic!... Ce qu'on sera content de vous entendre!...

— Je vais dîner, fit Manès, et je passe vous reprendre.

Il ne s'était soutenu, depuis le matin, qu'en buvant du thé. Toutefois, ce soir encore, il fut indifférent à la cuisine succulente de Mme Chalier. Il était tout de suite tombé dans cette distraction totale où le précipitait l'attente de la parole publique. C'était comme une concentration de sa force nerveuse et de son activité cérébrale, dans le silence absolu de tout son être. Il voyait la salle, les visages levés vers lui; il sentait le magnétisme des regards, et dans cette représentation extraordinairement précise, peu à peu le discours se modelait en lui. Son effort se portait sur l'idée maîtresse, la plus capable de saisir et d'émouvoir : les yeux fixés sur l'auditoire imaginaire dont il subissait

les moindres réactions, il travaillait à dégager cette idée, à la tailler, à la polir, à lui trouver la forme pure, pleine, définitive. Il cherchait ensuite d'autres phrases, celles du début qu'il voulait faciles et insinuantes; celles de la fin qui devaient frapper et river. Avec le même soin, il ajustait ses mots. Dès lors, il était tranquille : il pouvait parler. Le jeu naturel de sa pensée et ses abondantes ressources verbales lui fourniraient, le moment venu, les idées subalternes, les exemples, les images, toute la matière du développement oratoire. Son effort cessait : il restait inerte, avec des frémissemens brusques et brefs, jusqu'à l'instant où résonnait sa voix.

Quand il quitta le restaurant, son discours était ainsi vivant en lui, tout prêt pour les acclamations de la foule. La famille Bourru l'attendait; le père, son fils aîné, Toinette l'encadrèrent aussitôt comme une garde d'honneur.

— Cette fois, on va voir! déclara Pétrus, la mine résolue.

Toinette ne disait rien : sous le châle de laine brune qui couvrait ses cheveux, ses yeux souriaient :

— Je suis contente, contente! murmura-t-elle...

— Si contente, Toinette! Vous serez peut-être déçue!

— Ah! non! répondit-elle. Je suis sûre que vous parlez si bien... Il me semble que je vous entends déjà...

— En tout cas, vous me direz ce qui vous aura déplu.

Elle le regarda avec un sourire plus caressant; elle eut un petit haussement d'épaules comme pour se moquer de cet enfantillage. Il accueillit cette caresse en souriant aussi. L'humble et tendre admiration de la jeune fille lui restituait, dans ce qu'elle avait eu de plus exquis, la saveur des succès anciens. Ils continuèrent de marcher en silence : leurs pas résonnaient sur le trottoir des rues déjà désertes; dans l'étroite longueur des rues, la clarté des réverbères luttait contre des nappes d'ombre. Ce repos de la ville, fait de vide, de silence et de nuit, rappela soudain à Manès combien il était loin de Paris, du passé, de Germaine; un sentiment glacial d'abandon et de mort le saisit : il frissonna. Toute proche de lui, Toinette devina ce frisson.

— Que j'aurais peur, mon Dieu! s'il me fallait parler devant ce monde qu'il y aura!...

Il tourna la tête vers elle, heureux de sa sympathie. Elle avait maintenant des yeux inquiets. Il vit surgir dans ces yeux l'image de la salle et des visages inconnus. Son cœur battit

d'angoisse, mais ce n'était plus que l'angoisse de la parole prochaine.

— Vous n'avez pas peur ? lui demanda Toinette timidement.

— Pas trop ! fit-il, un peu tout de même...

Une foule, la foule des ouvriers renvoyés de la Manufacture, envahissait lentement la Bourse du Travail, se pressait dans le vestibule. Des hommes, des femmes, des jeunes filles comme Toinette et de vieux ouvriers avançaient pêle-mêle : casquettes coiffant des têtes de tous les âges; cheveux blonds, bruns ou gris; vestes et robes de travail confondues en masses sombres; visages uniformément pâles, pareils à ceux des gens qui sortent de l'hôpital après une longue maladie. Cependant, des rires résonnaient : autour des femmes, des plaisanteries gaillardes s'échangeaient et elles répondaient vivement. Le bruit des souliers et des sabots, traînant sur le pavement de pierre, se mêlait à la rumeur des voix. Certains, le nez baissé, la barbe vieille de plusieurs jours, les mains dans les poches, un foulard autour du cou, piétinaient, l'air morne. La haute taille du père Bourru dominait cette foule ; ses épaules traçaient un sillage où Toinette marchait, puis Manès. Au passage, il serra la main d'un homme en chapeau mou, regard vif, traits tourmentés, avec un fer à cheval de barbe noire.

— Eh bien ! ça marche, fit Bourru, on est venu...

— Oui, dit l'homme à mi-voix. Si ça pouvait marcher aussi tout à l'heure. Mais, la reprise par tiers,... comment vont-ils prendre ça ?... Et pourtant le préfet m'a dit...

Il acheva sa phrase dans l'oreille de Bourru qui se penchait vers lui. Toinette se retourna du côté de Manès :

— C'est Colombier, le secrétaire du syndicat : il a été voir le préfet; il dira sa réponse...

Ils pénétrèrent dans la salle : ils s'installèrent près de l'estrade. Un long moment s'écoula encore : on arrivait, on s'entassait. La rumeur des voix montait peu à peu : dans la lumière plus crue, les visages étaient plus pâles à travers la fumée bleuâtre des cigarettes et des pipes. Colombier parut enfin sur l'estrade et réclama le silence qui s'établit assez vite.

— Citoyens et citoyennes, dit-il, vous êtes réunis ce soir pour prendre connaissance du résultat de la démarche que j'ai faite en votre nom auprès du préfet, ainsi que pour arrêter les résolutions que comporte la situation. Il s'agit de constituer

le bureau. Je vous propose comme président le citoyen Bourru...»

Un vacarme de cris couvrit sa voix : « Bourru!... vive Bourru! Vas-y, mon vieux! » Tout ce monde vociférait par amitié pour Bourru, parce qu'on lui savait une voix de tonnerre, et parce que c'était amusant de crier. Bourru, un peu rouge, monta sur l'estrade. Deux assesseurs lui furent choisis dans le même tapage. Après quoi, il se dressa et prononça fortement :

— La séance est levée!

Il voulait dire qu'elle était ouverte; l'émotion en public le rendait coutumier de pareilles erreurs. On le savait et on en riait. Cette fois encore, on rit un peu; mais il y eut des « chut! » énergiques. Bourru ajouta :

— Je donne la parole au citoyen Colombier.

Colombier, debout contre la table où il avait posé quelques papiers, commença aussitôt son récit : la fabrication arrêtée, les ouvriers renvoyés, la misère dans les familles, les efforts du syndicat pour obtenir une reprise du travail. Il parlait d'une voix blanche, monotone, avec une prodigieuse volubilité, où les phrases se dévidaient, incorrectes souvent, confuses, tantôt tissées de mots abstraits ou magnifiques, tantôt de trivialités, mais sans une secousse, sans un arrêt... C'était cette facilité qui avait fait son succès parmi ses camarades : tous, en ce moment, l'écoutaient bouche ouverte, émerveillés. Toinette, le cou tendu, ses jolis yeux un peu éblouis, eut un mouvement brusque pour avaler sa salive, et elle murmura à Manès :

— Oh! comme il parle bien!

Et il y avait dans sa voix une nuance d'envie, comme la crainte que Colombier ne parlât mieux que lui. Il sourit. Le discours de Colombier lui rappelait la manière de tant d'orateurs populaires, qu'il avait entendus à Paris; — le même flot intarissable et trouble, roulant pêle-mêle des débris arrachés partout, aux terres les plus viles et aux plus précieuses. Comme Toinette, il enviait Colombier, mais seulement pour cette attention émerveillée que lui donnait la foule. Quant à l'éloquence du secrétaire, la prétention et la vulgarité en offensaient tous ses goûts : il eût préféré une constante grossièreté, naturelle et brutale; mais cette rhétorique de primaire, nourri d'articles de journaux, lui était insupportable. Cependant, la foule écoutait, recueillie. Était-ce donc là ce qu'il fallait dire pour lui plaire? Il eut un mouvement de honte pour elle, de dégoût pour lui-

même... Jamais!... Il examinait les visages autour de lui, des centaines de ces visages blêmes, immobilisés par le détestable plaisir d'entendre le murmure ininterrompu des phrases. Il se disait en même temps :

« Comment ne comprennent-ils pas qu'il ne leur dit rien qu'ils ne sachent? Il a parlé de tout, sauf de sa visite au préfet. Est-ce qu'il ne veut pas en parler ou qu'il a quelque chose à cacher? »

Colombier, justement, en arrivait à sa visite. Il racontait la décision du comité directeur, et c'était, à l'en croire, une de ces résolutions qui engagent la vie même ou à peu près.

— Il y a des momens comme ça, — lançait-il en baissant et tendant la tête, — où on ne pense pas, ceux qui sont chargés par les camarades de revendiquer leurs libres salaires dans la lutte pour le pain, à rester bien tranquilles à se chauffer les pattes. On marche. Tant pis si on en crève... On verra bien ce que c'est que ce gouvernement qui se dit républicain. On verra bien s'il osera toucher à des hommes que vous avez choisis dans votre libre indépendance de citoyens, des hommes qui doivent sacrifier leur peau pour défendre votre cause qui est la cause éternellement juste du prolétariat universel!...

On applaudit bruyamment. Il dit alors comment il était allé chez le préfet; seul, intrépide, fort de la confiance de ses camarades, il avait dit au fonctionnaire l'indignation des armuriers.

— Je la lui ai crachée! Je la lui ai vomie! Je lui en ai dit!

— Parle, parle, cria-t-on de tous côtés...

Il ne se fit pas prier : il inventa sur-le-champ et joua avec entrain une scène où le préfet, irrité, menaçant et ridicule, était traité avec la dernière insolence.

— Et vous croyez, monsieur le préfet, parce que vous avez un habit brodé jusque sur le derrière, que les armuriers sont des hommes à manger de ce pain-là?... Détrompez-vous : ils n'ont pas d'habit brodé; il y en a même qui n'ont pas d'habit du tout, mais ils n'ont pas non plus des cœurs de valets!

Manès songeait :

« Il va trop loin ; la blague est trop forte... »

Mais les applaudissemens crépitaient dans la salle; ces hommes, ces femmes étaient heureux, dans leur misère, de rabaisser ce seigneur d'aujourd'hui, le Préfet. Et il apparut que Colombier, en leur donnant cette joie, manœuvrait habi-

lement; car lorsqu'il ajouta que, démonté, terrorisé, le préfet avait pris sur lui de faire rentrer un tiers des ouvriers, en attendant que le gouvernement décidât pour le reste, ce fut une clameur de triomphe. On avait vaincu! Toute la foule applaudissait, criait, trépignait, dans l'ivresse de la victoire.

« Non! se disait Manès. Ils ne voient pas que le préfet les joue, comme on joue des enfans, et, avec le préfet, cet homme! »

Il s'indigna de cette duperie. Mais aussitôt il songea :

« Pourquoi les a-t-on tous renvoyés? Par économie, dit-on. Cette raison va durer. Et, s'ils ne peuvent rentrer tous, c'est un avantage que d'avoir obtenu cette réintégration du tiers : c'est une transaction sage que cet homme a présentée comme une victoire, pour que ces enfans veuillent bien l'accepter... »

Au bureau, Colombier, sitôt le bruit un peu apaisé, lut un ordre du jour : l'assemblée prenait acte du succès remporté par la fermeté des ouvriers et la vigueur de leur représentant : elle décidait que le tiers admis à reprendre le travail serait tiré au sort, et elle donnait mandat au Conseil directeur de poursuivre sans relâche la réintégration du surplus.

On applaudit encore cette lecture : l'idée du tirage au sort parut excellente; des conversations animées s'engagèrent dans tous les coins de la salle; les gens se démontraient les uns aux autres que ce moyen était le meilleur.

Bourru se leva et sa voix tonnante lança :

— Que ceux qui sont d'avis de...

Manès songea :

«... Alors, c'est fini! Et mon discours? C'est comique!... »

Ce comique lui était infiniment désagréable. Mais la phrase de Bourru était à peine achevée qu'une autre voix, mince, aiguë, sembla répondre à la sienne :

— Hé! la compagnie? je peux t-y dire un mot?

Un assez vieil homme, dont les mèches grises passaient sous la casquette, était debout, la main levée, comme un écolier qui fait signe au maître. Près de Manès, des ouvriers dirent : « C'est Tête de Pipe... » Et toute la salle répéta : « Tête de Pipe... »

— Un bon homme, fit Toinette, mais un peu timbré...

Le tonnerre de Bourru résonna :

— La parole est au citoyen...

— Tête de Pipe! hurla la salle.

— Merci, fit le vieil homme. Voilà ce que c'est... C'est une idée comme ça... Quand les ceux qu'on tirera au sort seront rentrés, les autres pourront se fouiller : le gouvernement en reprendra quelques-uns; le reste n'aura qu'à crever... Mais une supposition qu'on dise : « Nous rentrerons tous ensemble ou pas du tout! » alors, si on souffre, on souffre ensemble; s'il faut marcher, on marche ensemble... Toujours ensemble, moi, voilà ce que j'aime!

Il se tut, et il y eut dans la salle un silence étonné.

Brusquement, Colombier s'écria :

— Camarades, ne vous laissez pas tromper par des mots... Ensemble, bien sûr que c'est notre règle invariable et sacrée, comme celle de tous les prolétaires de l'atelier, de l'usine et de la mine. Mais, est-ce qu'on ne sera pas toujours unis parce qu'un tiers aura repris le travail?... Pour les autres, nous nous occuperons sans relâche, nous, vos mandataires, de leur faire avoir justice. Prenez garde, camarades!... A force d'énergie, nous avons remporté une première victoire... Si vous n'en profitez pas, prenez garde que le gouvernement se ressaisisse et refuse définitivement de réintégrer personne...

Il continua sur ce ton. On l'écoutait : on semblait l'écouter. Mais, peu à peu, de la salle, le bruit d'autres voix que la sienne, de voix qui chuchotaient et discutaient, monta, s'enfla, fut le plus fort. L'appel de Tête de Pipe avait frappé : on n'était plus d'accord. Manès voyait ce trouble. Il songeait : « Si Colombier les abuse un peu, c'est dans leur intérêt... A quoi leur servira de s'obstiner? Le refus, évidemment, a quelque grandeur : tous ou personne... » Cette grandeur le saisit lui-même tout à coup. Colombier avait cessé de parler : de l'estrade, il considérait avec inquiétude les mouvemens de la salle. Manès sentit en soi le choc d'un avertissement secret : « C'est le moment! » Il oublia aussitôt que l'avis de Colombier était le plus sage : il était possédé par le désir de parler, coûte que coûte, de faire éclater la supériorité de son éloquence sur le verbiage de cet homme, d'être acclamé... Il fit vers Bourru, à travers le vacarme, des gestes frénétiques, auxquels celui-ci répondit en l'appelant, de la main, sur l'estrade. Un instant après, il y était debout en face de la salle... L'apparition de cet inconnu fut aussitôt signalée de proche en proche. Les discussions s'arrêtèrent quelques secondes. Bourru répétait à pleine voix : « Citoyens! camarades! citoyens!... »

Des groupes, où l'on criait encore, finirent par se taire ; on regarda cet homme mince, debout, immobile.

— Camarades, reprit Bourru, je vous présente mon ami, le citoyen Manès, professeur au lycée. C'est un homme qui a fait ses preuves, à Paris, dans les réunions et dans les journaux... Et... il demande la parole, ça vaut la peine qu'on l'écoute...

Il y eut, sur ce petit discours, quelques exclamations désobligeantes ; mais, visiblement, la foule était curieuse d'entendre ce « Parisien. » Manès, d'un coup d'œil qui la parcourut, recueillit l'appel de cette curiosité. Il commença aussitôt :

— Vous devez me trouver bien hardi, citoyens et citoyennes, de parler devant vous, dans cette réunion où vous débattez vos intérêts professionnels, moi qui ai des mains de bourgeois, qui travaille seulement de la pensée, qui serais plus incapable que le plus maladroit des apprentis, de manier le ciseau, la lime et le marteau. J'ai cependant deux raisons, deux bonnes raisons qui me décident...

Sa voix lente articulait avec une extrême netteté et, en même temps, caressait chaque mot. Toute la foule était attentive déjà. Il agissait ainsi sur elle, avant que de la convaincre ou de la toucher, par la netteté des sons et la caresse des timbres. Quant à lui-même, il gagnait le temps, — pareil au plongeur qui reprend son souffle, — de se retrouver, de se ressaisir, de dominer parmi les mille effluves de ces êtres humains qui, d'abord, étaient venus l'étourdir.

— Ma première raison, c'est que je ne suis pas un étranger ici... Je suis né dans cette ville : j'y ai vécu mes années d'enfance. Mon père, professeur avant moi, m'y a enseigné le culte du travail, le respect des travailleurs. C'est ici, dans ce Noirville, de qui la magnifique croissance est votre œuvre, que, tout enfant, j'ai appris à connaître le peuple, à mesurer son courage et ses souffrances, à voir les abus tyranniques dont il est constamment victime... Depuis, j'ai essayé à Paris de lutter contre ces abus : j'ai tâché de donner à l'ouvrier des armes, non pas celles que vos bras savent forger, mais celles dont je dispose, les armes de la pensée. Le hasard m'a amené ici. Je suis arrivé ému, comme chacun de vous l'eût été à ma place, de revoir, après vingt-cinq ans, la ville où j'ai la tombe de mon père et de ma mère, la grande ville du travail, qui tisse les velours, qui extrait la houille, qui fabrique les armes... Je suis arrivé,

et ç'a été, tout de suite, pour trouver quoi? ce qu'il y a de plus injuste dans cette société où l'on ne compte pas les injustices; des hommes, des femmes, qui n'ont que leur travail pour vivre, et à qui l'on refuse le travail, c'est-à-dire la vie même!

La voix, la main de Manès, l'éclair de ses yeux projetèrent à toute volée son indignation parmi la foule; dans la même seconde, il vit un frémissement courir sur les visages, et les bravos éclatèrent partout à la fois. Dès ses premières paroles, il avait senti dans le regard des femmes une sympathie, dans celui des hommes une défiance. Maintenant, tout le monde applaudissait. Il écouta, la mine grave et comme impatiente, ce bruit qui battait sur ses nerfs, sur son cerveau, sur son cœur. Il apercevait devant lui, ferme et nette, la courbe du discours. Rapides comme des ondes électriques, les idées, les mots mêmes passaient devant lui. Les applaudissemens roulaient encore. Il leva la main pour qu'ils fissent place à sa parole impatiente : « Sa sympathie pour les victimes de l'injustice, c'était la seconde raison qui l'enhardissait à parler... »

— Et quel est donc ce patron qui vous refuse le travail, le pain, la vie? Sans doute un de ces capitalistes...

Avec une ironie qui mordait dans les mots vigoureux, comme l'acide sur la plaque de l'aquafortiste, il fit le portrait du patron-type; il le fit par ce procédé simpliste qui consiste à accumuler dans une seule âme, sans nuance, les vices les plus odieux. Au milieu d'une phrase, l'image de Vambard lui apparut :

— Est-ce là le patron qui vous renvoie, le bel homme ridicule, qu'on voit marcher la tête en arrière comme un paon qui fait la roue, cet être sinistre qui déclare en se caressant la barbe que tout va bien quand il a convenablement digéré, et qui vous laisserait mourir de faim, vous, vos femmes, vos enfans, pourvu qu'il satisfasse, lui, non pas son appétit, mais tous ses appétits?

Des cris de colère répondirent à cette véhémence : les vieux ouvriers souriaient, mais les jeunes, les femmes aussi insultaient avec joie cette effigie du patron, comme au théâtre ils auraient hué le personnage du traître. Manès, désormais, avait à lui, passionnément attentive et docile, toute cette foule, prête à recueillir chacune de ses paroles comme l'expression vraie de ce qu'elle sentait, de ce qu'elle pensait, de ce qu'elle voulait.

Il répéta :

— Est-ce là ce patron qui vous renvoie? non. Votre patron,

à vous, c'est l'État... Pardon, je rêve! je n'y suis plus! Mais l'État, c'est la collectivité des citoyens: c'est nous tous! Quoi donc alors? C'est la collectivité des citoyens qui exige que vous n'ayez plus de quoi manger !... qui veut bien laisser vivre un tiers d'entre vous, mais un tiers seulement! Il est monstrueux, cet État!... Ici, vous apercevez la vérité. L'État, oui, c'est vous, et pourtant ce n'est pas vous; car les bourgeois l'accaparent... Écoutez bien ceci que jamais vous ne devriez oublier : « L'État bourgeois trahit le vice de son origine en ce qu'il imite et dépasse l'implacable égoïsme du patronat. Patron lui-même, donc pareil à tous les patrons, sans respect pour la dignité des prolétaires, sans pitié pour leurs besoins, il accorde le travail comme une faveur et le salaire comme une aumône. »

La formule tomba dans un silence absolu. On n'applaudit pas, il n'aurait pas voulu qu'on applaudît. Il avait besoin de calme pour expliquer l'idée et la fortifier par des exemples. La salle fut comme une classe où tous donnent au maître l'effort de leur bonne volonté. Cependant, Manès avait trop vif le sens oratoire pour s'attarder à cet exercice scolaire. Ayant suffisamment retourné, éclairé l'idée, pour que la moyenne des auditeurs s'en pénétrât, il fut de nouveau le porte-paroles de leurs passions. Ses questions les excitaient, les provoquaient :

— Vous résignerez-vous indéfiniment à ce rôle de dupes? Vous qui êtes la force du travail, accepterez-vous toujours que l'État se moque de vous? Ne viendra-t-il pas le jour où vous reprendrez, dans la vérité de votre droit, le mot d'un roi absolu : « L'État, c'est moi! »... le jour où vous ne direz pas seulement, mais où vous prouverez par vos actes que l'État, c'est vous! Ne viendra-t-il pas, ce jour de l'État socialiste où le patronat aura sombré sous vos justes colères, où les instrumens et les produits de votre travail vous appartiendront? Dites! ne le souhaitez-vous pas, ce jour, ce jour glorieux de libération et de triomphe?...

Harcelée par ces questions que la voix de Manès faisait de plus en plus pressantes, la multitude frémissait d'impatience. Des corps se penchaient et se dressaient, comme les épis dans un champ traversé par une houle. De partout des exclamations fusaient, cris réflexes où s'échappait le bouillonnement des âmes.

— Or, voici qu'une occasion vous est offerte d'affirmer votre force, de revendiquer votre droit. L'État bourgeois dit qu'il n'a

pas de travail à vous donner, parce qu'il n'a pas d'argent pour vous payer? Qu'il en trouve, de l'argent, c'est son affaire! Qu'il en prenne à ces prétendus démocrates qui, après avoir sollicité les suffrages du peuple, troquent leur mandat contre un riche traitement! Qu'il s'arrange! Quant à vous, toute concession serait pis qu'une faiblesse, une lâcheté. Vous devez exiger qu'on vous reprenne tous, parce que telle est la justice: soyez fermes, soyez intransigeans, soyez unis: la victoire est à vous!...

Une tempête d'acclamations se déchaîna: Manès était resté debout, les bras levés, appelant ce peuple à la bataille. A peine eut-il fait un pas pour regagner sa place qu'il était entouré, pressé; des mains serraient les siennes, et ses oreilles étaient assourdies de clameurs enthousiastes. Il se laissait faire: il souriait; il remerciait; il voulait aller, devant lui, jusqu'à Toinette, qui, les yeux brillans, applaudissait et criait de toutes ses forces. Il avait dans la tête le bruit de sa propre voix et la rumeur de la foule; il en était ivre.

Quelques minutes passèrent dans ce tumulte. Du bureau, Colombier échangeait des paroles vives avec les gens de la salle les plus rapprochés de lui. Chacun lui proposait une résolution. Les plus excités montèrent sur l'estrade. Les discussions s'engageaient partout à la fois: l'embarras, la confusion étaient à l'extrême dans un tapage impossible à dominer... Manès était près de Toinette qui se serrait contre lui. Au point d'exaltation où il était monté, la seule sensation du temps qui passait sans émotion nouvelle, finit par l'avertir que son œuvre n'était pas achevée. Il perçut l'incohérence des volontés dans la multitude incertaine. Sa pensée bondit d'un projet à un autre, et se fixa au moyen suprême qu'ont vanté les théoriciens socialistes: la grève générale, l'union des travailleurs pour arrêter à la fois toutes les industries. Il dit à ses voisins: « Je voudrais ajouter quelque chose... Si on pouvait m'écouter? » Avec quelle promptitude une foule si tumultueuse se discipline d'elle-même, on le vit en un instant. Il était monté sur son banc, et, déjà, tout le monde debout, tourné vers lui, attendait qu'il parlât:

— Puis-je vous dire ce que, suivant moi, vous devriez faire?

— Oui! oui! répondirent des centaines de voix.

— Il faut que tous vos camarades des mines, des forges, des fabriques de velours vous soutiennent: c'est leur intérêt de ne pas permettre que vous soyez écrasés. Demandez-leur de vous

soutenir. Que le citoyen Colombier, si actif et si dévoué, s'entende avec tous les syndicats, et que tous posent au gouvernement cet ultimatum : « Ou on vous reprendra sans exception, sans délai, ou ce sera la grève partout! »

Par le même emportement qui l'avait inspirée à Manès, l'assemblée fit sienne son idée : sur-le-champ, un ordre du jour était voté. La voix retentissante de Bourru lança comme au début : « La séance est levée. » D'autres voix entonnèrent l'*Internationale*. Dans la salle même, dans le vestibule, puis dehors, Manès sentit battre encore autour de lui l'ovation. Il était rentré, il était couché, qu'il l'entendait encore...

Ce fut le lendemain et les jours suivans qu'il examina de sang-froid les conséquences de cette soirée. Les journaux de la ville, puis ceux de la région, ceux de Paris le louèrent ou l'attaquèrent vigoureusement, et cette discussion prolongeait en lui l'émoi oratoire. Mais n'était-ce pas folie que cette résolution de grève générale? Et, comme suite de cette folie, quelle plus terrible misère n'allait pas s'abattre sur les armuriers! Il vécut quelques jours dans l'angoisse. Le hasard le servit. Il se trouvait que les mineurs voulaient une augmentation de salaire et que les veloutiers réclamaient de meilleures conditions dans leur travail. La sollicitation des armuriers leur donnait, à tous, un excellent prétexte d'exiger et de menacer. Précisément, le ministère avait besoin, à la rentrée, de vanter la paix profonde qu'il assurait au pays. Ainsi, toutes les circonstances tournèrent au profit des ouvriers de la Manufacture. On leur découvrit des travaux indispensables et ils furent tous réintégrés.

En apprenant ce résultat inespéré, Manès y reconnut à part soi un accident heureux; mais il accepta volontiers d'entendre dire que son audace avait tout fait, et de se laisser porter par la reconnaissance populaire. Il pensa en même temps, avec une secrète joie, que le bruit de son succès irait jusqu'à Vambard, l'irriterait certainement, et peut-être agacerait Germaine.

LOUIS DELZONS.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LE CINQUANTENAIRE

DE

« SALAMMBÔ »

I

Le 24 novembre prochain, il y aura juste cinquante ans que *Salammbô* paraissait en un fort volume in-8, chez l'éditeur Michel Lévy.

Une manifestation littéraire se prépare pour commémorer cet événement. Des membres du gouvernement ont promis, paraît-il, leur concours. Enfin, on nous annonce qu'un buste du grand écrivain, d'après l'original du sculpteur Clésinger, va être inauguré sur le terre-plein du boulevard du Temple, à deux pas de la maison qu'habita Flaubert, où, devant quelques amis réunis, il donna les premières lectures de son roman.

Par une coïncidence non cherchée, une édition nouvelle vient d'en être publiée (1), — édition plus complète que les précédentes, qui renferme un morceau inédit, une table des variantes, et aussi, — ce qui n'avait pas encore été tenté, que je sache, — une étude des sources de *Salammbô*.

On peut se demander néanmoins si ce concours de circonstances suffira pour rappeler sérieusement l'attention du grand public sur l'œuvre de Gustave Flaubert. A vrai dire, le moment ne paraît pas très favorable. Je ne veux point insinuer par là que la gloire de Flaubert subit, aujourd'hui, une éclipse. Elle

(1) *Salammbô*, édit. Louis Conard.

est hors des atteintes de la mode. Cependant, il est incontestable que le roman actuel ne ressemble guère à celui qu'il a conçu et que, dans l'ordre littéraire, tout ce qu'il haïssait, tout ce qu'il a voulu exterminer est en train de renaître et de reprendre crédit. Le pur caprice sentimental fait échec à la sévère méthode intellectuelle qu'il avait instaurée. Il y a pis : cette méthode elle-même n'est plus comprise. Avec les années, le sens de sa doctrine s'est banalisé, affaibli ou adultéré. On ne remonte plus jusqu'à sa pensée originale ; on le juge d'après des formules courantes qui sont mises sous son nom.

C'est peut-être une raison pour essayer de retrouver la pensée de Flaubert dans toute sa force et dans toute sa vérité, pour tâcher d'en préciser la signification et d'en indiquer les tendances. Il ne s'agit nullement de nous en prévaloir pour condamner le présent, mais de déterminer le point de vue auquel il s'est placé. Peut-être, après cela, le simple exposé de ses théories d'art nous amènera-t-il à faire notre examen de conscience et à nous demander si ce que nous avons gagné, depuis que nous nous sommes engagés dans d'autres voies que les siennes, peut compenser ce que nous avons perdu.

D'autre part, comme *Salammbô* fut l'application la plus stricte et la plus consciente de cette doctrine, elle nous offrira la meilleure pierre de touche pour éprouver la théorie par la pratique. Et, puisqu'on s'apprête à fêter la publication de cette œuvre comme une date glorieuse, ce nous sera une excellente occasion de voir ce qui, après cinquante ans, en est resté debout.

***

Que Flaubert ait eu une esthétique, sinon très arrêtée et très cohérente dans ses formules, du moins très vigoureusement caractérisée dans ses tendances, c'est ce que personne, je pense, ne contestera. Cette esthétique, il l'a exprimée en mille endroits de sa correspondance, — particulièrement dans ses lettres à Louise Colet et à George Sand, — et aussi dans maints chapitres de la première *Éducation sentimentale* (1). Toute la fin de cette œuvre de jeunesse peut être considérée comme un véritable poème de la vie intellectuelle.

(1) Édition Louis Conard.

Sans doute, on peut soutenir que les poétiques des poètes et les théories d'art des romanciers sont faites pour être démenties par leurs auteurs. Cependant, par une exception digne de remarque, il est arrivé que Flaubert n'a pas trop démenti les siennes. Est-il besoin d'ajouter qu'elles ne forment pas un ensemble d'une logique rigoureuse, qu'on n'y trouve point l'enchaînement et la solidité dogmatiques d'un Taine? Ce ne sont que les pensées d'un artiste sur son art. Flaubert, dont l'esprit répugnait peut-être à l'abstraction, n'est pas toujours arrivé à les débrouiller bien clairement. Mais, en somme, il a réussi à faire entendre ou à suggérer ce qu'il voulait dire. Soyons justes : ces défaillances d'expression sont plutôt rares chez ce grand styliste. La plupart du temps, il a su condenser ses intuitions dans des formules extrêmement heureuses.

Et il est inutile, avec lui, de prendre les précautions qui seraient nécessaires avec un autre écrivain et de nous mettre en garde contre les variations de sa doctrine. Sa pensée a très peu évolué. Tel il était à dix-huit ans, tel il apparaît à la veille de sa mort. Le programme littéraire, que contiennent les derniers chapitres de l'*Éducation sentimentale*, peut bien être en ces années de jeunesse encore très enveloppé et très imprécis, ce sera le même au fond qu'il continuera à défendre, lorsqu'il écrira *Bouvard et Pécuchet*.

Or, la méthode, qu'il a toujours préconisée en art, est éminemment *intellectuelle*, en ce sens que, sans nier le sentiment, — bien au contraire, — elle le subordonne à l'intelligence.

La première règle de cette méthode, c'est que l'artiste doit se borner à *représenter*, sans prétendre à conclure : « Les plus grands génies et les plus grandes œuvres n'ont jamais conclu. Homère, Shakspeare, Gœthe, tous ces fils aînés de Dieu, comme dirait Michelet, se sont bien gardés de faire autre chose que représenter (1). » L'artiste est dans le monde, comme le Dieu de Spinoza. Invisible et présente partout, la substance divine pense éternellement l'univers, qu'elle crée, sans but et sans fin. L'art ne fait qu'imiter cette divine contemplation. Contempler, comprendre, représenter, voilà son œuvre, — œuvre qui requiert l'effort de tout l'homme, mais dont la récompense est si haute.

(1) *Correspondance*, édit. Charpentier, IIIe série, p. 271.

La pensée qui contemple excite une émotion, qui passe les plus beaux ravissemens : « C'est une joie supérieure aux plaisirs de la tendresse (1) ! » L'ivresse de l'art égale celle de la science : « *L'art* aussi à des spasmes fous et des enchantemens sans fin... Sous son baiser d'amour, des illuminations magnifiques auraient flambé dans ta tête, où l'idée, comme une torche sur les ondes, eût balancé, en des profondeurs limpides, sa lueur élargie et ses aigrettes multipliées... Perdu dans l'ombre, le monde, en bas, aurait passé sans bruit (2) !... »

Voilà donc le point de vue de l'artiste, situé tout de suite dans l'absolu. Il ne se fait point centre. Il voit les choses, non point par rapport à soi, mais par rapport au Tout, dont il est lui-même partie. Elles n'ont de signification que dans leur relation avec Dieu. Sans doute, ce Dieu panthéistique de Spinoza est bien éloigné du Dieu chrétien. Pour Flaubert, c'est l'Inconnaissable, la substance mystérieuse d'où procède et où retourne toute réalité. Mais quel critère plus radical et plus élevé que celui-là? Notez qu'il ne s'agit pas, ici, de juger les choses d'après un système dit rationnel, une science ou une métaphysique quelconque, mais uniquement de les *représenter*, sans vouloir les expliquer, ou leur assigner un but, leur cause et leur fin se reculant, pour nous, dans la substance inaccessible. Du coup, l'artiste est délivré de tous les préjugés qui peuvent troubler son regard.

Évidemment, on peut se placer à un autre point de vue, on peut mettre sa gloire à passer, comme on dit, de l'absolu au relatif. Au lieu d'être le spectateur désintéressé, on peut prendre parti dans le spectacle et concentrer toute son attention, par exemple, sur des réalités sociales ou nationales, qui ont, en effet, une extrême importance, puisqu'elles sont nécessaires à notre vie. Mais Flaubert répond à cela : Vivre n'est point notre affaire. *Cela ne nous regarde pas*. Notre affaire à nous, c'est de contempler, de chanter la vie. De deux choses l'une : ou bien, vous accorderez à ces faits sociaux ou nationaux une valeur absolue, selon le sentiment populaire, — et, à la réflexion, vous vous jugerez ensuite bien naïfs. Ou vous plaiderez pour eux, en dilettantes de l'action, vous les justifierez d'après une certaine morale, ou une certaine philosophie. Or, que restera-t-il de votre

(1) *Tentation de Saint Antoine*. Édit. Charpentier, p. 252.
(2) *Première version*, 1849-1856, p. 250.

plaidoyer, lorsque cette morale et cette philosophie seront devenues caduques, lorsque votre dilettantisme aura passé de mode? Derrière les choses présentées par vous, ce que j'aperçois c'est vous-même, votre sentiment ou vos idées. Or le moi est haïssable, les sentimens et les idées sont éphémères. Derrière les choses, il n'y a que le mystère qui les conditionne et qui, à cause de cette nécessité, les rend sérieuses.

***

La deuxième règle de l'esthétique de Flaubert, — qui n'est que le corollaire de la précédente, — c'est que l'art doit être impersonnel. Il l'a écrit dans ses lettres et répété si souvent dans ses conversations, que nous n'aurions que l'embarras du choix entre une foule de citations exprimant toutes la même idée. Mais s'il est certain que, pour Flaubert, l'impersonnalité de l'artiste est un dogme capital, ce qui est moins sûr, ce sont les interprétations courantes qu'on en a données.

Prendre au pied de la lettre ce précepte de l'impersonnalité, c'est se tromper grandement. Pour Flaubert, l'esprit de l'artiste n'est pas qu'un miroir, ou, comme on s'est plu à le dire, une plaque photographique, qui reflète mécaniquement le monde extérieur, sans y rien ajouter. Pour lui, l'art, c'est toujours « l'homme ajouté à la nature, » — mais l'*homme littéraire*, et non point le bourgeois ou le citoyen, l'individu avec ses affaires ou ses sentimens personnels, ses obligations ou ses préjugés de caste et de milieu. Il est trop évident que cet *homme littéraire*, avec ses aptitudes, ses tics de métier, ses dons supérieurs, ses lacunes et ses tares, marque son empreinte sur une œuvre. Bien loin de le nier, Flaubert reproche au contraire à la méthode critique de Taine de ne pas tenir un compte suffisant de la personnalité littéraire de l'artiste et de la sacrifier insensiblement ou de la réduire à son milieu et à son ascendance, — c'est-à-dire à tout ce qui n'est pas proprement l'artiste dans un individu : « Il y a autre chose dans l'art que le milieu où il s'exerce, et les antécédens physiologiques de l'ouvrier. Avec ce système-là, on explique la série, le groupe, mais jamais l'individualité, le fait spécial, qui fait qu'on est *celui-là*. Cette méthode amène forcément à ne faire aucun cas du *talent* (1). »

Mais, dira-t-on, la personnalité inférieure de l'écrivain,

(1) *Correspondance*, IIIe série, p. 195.

l'homme d'une certaine époque, d'un certain milieu, d'un certain tempérament reparaît toujours dans une œuvre, par quelque côté, et quel que soit le soin qu'on prenne de l'en chasser. Cela encore est trop évident. Flaubert n'a jamais eu la naïveté de croire que l'impersonnalité, telle qu'il la recommandait, fût absolue. Ce n'est qu'une méthode, qui, comme toutes les méthodes scientifiques elles-mêmes, ne peut être qu'une approximation du vrai. Sans doute, elle est imparfaite, mais c'est le moyen le plus sûr de restreindre, dans l'observation du réel, les chances d'erreur, de réduire au minimum la duperie du sentiment. Il faut la considérer comme une sorte de garde-fou, qui empêche l'artiste de trop céder aux sollicitations du sens individuel, de trop s'abandonner aux mirages du cœur et de l'imagination.

Enfin Flaubert, — si paradoxal que cela paraisse, — a vu, dans la méthode impersonnelle, le moyen le plus sûr, pour l'artiste, de prendre conscience de sa propre personnalité. Oui, il faut sortir de soi pour se retrouver dans les autres. Rien n'est tel que de s'opposer à autrui pour avoir de soi-même une idée plus juste et plus nette. Un trait de caractère, une démarche de l'instinct observés chez un autre vous éclairent brusquement tout un coin obscur de votre âme, ou font entrer dans le jeu de votre action consciente des puissances qui, jusque-là, sommeillaient en vous. Pour se mieux connaître, il faut donc élargir le cercle de son regard, non seulement observer autour de soi, mais multiplier les points de vue, changer de milieu, voyager. Le contact de natures étrangères, surtout quand elles sont primitives et simples, vous avertit qu'il y a, en vous, des profondeurs ignorées, recouvertes par le trompe-l'œil de l'éducation et des idées reçues, des sources obstruées, qui n'attendent que l'occasion propice pour jaillir de nouveau à la lumière. Pendant son séjour en Égypte, la banale rencontre d'une courtisane, une certaine Ruchouk-Hanem, provoqua chez Flaubert une véritable crise de sentimentalité. Cette rencontre fut peut-être le plus grand événement de son voyage. Il est douteux qu'il ait senti auprès de sa maîtresse ce qu'il éprouva auprès de cette misérable créature : « J'ai passé la nuit, — écrivait-il à Louis Bouilhet, — dans des *intensités rêveuses infinies*. » A travers les notes et les lettres intimes où il relate cet incident, dans la simplicité toute nue du récit, perce un accent d'émotion qui ne

se retrouve dans aucune de ses lettres d'amour, même les plus exaltées. Sans le savoir, cette Ruchouk-Hanem avait rouvert dans son cœur une source vive qu'il croyait tarie. Le souvenir en persista chez Flaubert longtemps après.

D'ailleurs, à partir d'un certain point, nos distinctions conventionnelles entre le dedans et le dehors, le moi et le non-moi perdent toute signification. Les choses sont en nous, autant que nous sommes en elles. Ici, la pensée de Flaubert rejoint celle de Gœthe, qui, lui aussi, voyageait, pour s'étudier et se contempler lui-même dans le miroir du monde : « Je ne voyage pas, — disait l'auteur de *Faust*, pour me tromper moi-même, mais pour me connaître mieux à travers les choses étrangères. »

***

Afin d'être plus sûrement impersonnel, de mêler le moins possible de ses préjugés, ou des vœux de son cœur à l'image fidèle de la réalité, l'artiste procédera comme si cette réalité était une pure illusion, une fiction étrangère à lui et qui ne le touche en rien. Flaubert a exprimé cette idée avec une netteté singulière dans sa préface aux *Dernières chansons* de Louis Bouilhet : « *Si les accidens de ce monde, dès qu'ils sont perçus, vous apparaissent transposés comme pour l'emploi d'une illusion à décrire, tellement que toutes les choses, y compris votre existence, ne vous sembleront pas avoir d'autre utilité...* » Une telle doctrine a fait scandale. On s'est empressé de la mal comprendre. Eh quoi? le monde ne serait qu'une illusion, sans autre intérêt que de servir à l'art? Il est certain que le nihilisme boudhiste a effleuré la pensée de Flaubert : « Peut-être qu'il n'y a rien ! » dit le Diable à saint Antoine. Mais qui ne voit que cette transposition du réel, — de même que la recherche de l'impersonnalité, — n'est, pour Flaubert, qu'un artifice de méthode? Il ne dit point que le monde n'a de réalité que transposé dans l'art, il dit seulement que l'artiste doit faire *comme si* cela était.

Cette méthode est bonne et salutaire *pour lui*, pour lui seul, — pour le dessein qu'il se propose, à savoir la représentation du réel, sans déformation d'ordre sentimental ou pratique. Du moment que nous considérons le monde comme une pure illusion esthétique, il est clair que, conçu ainsi, il n'intéressera plus que la « personnalité littéraire » de l'artiste, les hautes facultés

qui entrent en jeu dans la création de l'œuvre d'art. Cette dernière règle de la transposition renforce celle de l'impersonnalité. Elle en exagère encore la rigueur, afin de mieux prémunir l'artiste contre les suggestions de la sentimentalité inférieure.

Pourquoi donc se récrier contre lui, s'il isole ainsi sa réalité de la réalité commune, celle qui est une portion de notre activité ou de notre souffrance? Ce n'est, chez le bon ouvrier, qu'un raffinement de probité. N'admet-on pas que le savant, dans son laboratoire, isole deux corps, en vue d'une expérience et qu'il s'efforce par tous les moyens de les soustraire à l'influence perturbatrice du dehors, afin de rendre son expérience plus concluante? Sans doute les choses ne se passent point ainsi dans la nature. Mais le savant procède *comme si* les choses se passaient ainsi. De même, le romancier considère le monde comme n'ayant de réalité et de signification qu'en vue de l'art, afin de couper court à la tentation inconsciente que nous avons de tout ramener à nous-mêmes comme centres et d'envisager l'univers comme asservi à des fins conformes à notre désir.

On a reproché à cette méthode, — Brunetière, par exemple, — de fausser la réalité, en n'y voyant que matière à littérature, en sacrifiant le souci du vrai à celui du style et de l'effet esthétique. Le romancier, nous dit-on, en arrive à ne plus percevoir les choses que sous l'angle littéraire, à faire poser devant lui la réalité, au lieu de l'observer dans sa vérité et dans son train naturel : il tourne le dos à la vie. A quoi Flaubert riposte : « Je ne suis pas assez cuistre que de préférer des phrases à des êtres (1). » Mais l'art et la vie sont deux choses bien différentes et irréductibles l'une à l'autre. C'est une plaisanterie de croire que l'art nous rend jamais la vie telle qu'elle est, et qu'il suffit d'ouvrir les yeux pour la voir. Le style est déjà par lui-même « une manière de voir. » En somme, l'artiste ne perçoit et ne traduit la réalité que dans la mesure où elle peut servir à son dessein et que s'il s'est mis d'abord dans *l'état littéraire* (2). Son mérite est de la découvrir avec d'autres yeux que ceux de l'habitude, de nous la montrer sous un angle qui lui est propre et qui est précisément l'angle ittéraire. Enfin, c'est un métier que de faire un livre. S'il en est ainsi, l'écrivain doit employer toutes ses forces à perfectionner son métier, afin de le rendre

(1) *Correspondance*, IVe série, p. 98 (Lettre à George Sand).
(2) C'est ce que Flaubert appelait familièrement : « se monter le bourrichon. »

aussi apte que possible à exprimer la réalité telle que l'art la conçoit. Un effort continu est nécessaire pour parvenir à ce haut degré de maîtrise. Le véritable artiste consacre toute sa vie à l'art : « Le travail constant, disait Balzac, est la loi de l'art comme celle de la vie. Aussi des grands artistes, les poètes n'attendent-ils ni les commandes, ni les chalands ; *ils enfantent aujourd'hui, demain, toujours*. Canova vivait dans son atelier, comme Voltaire a vécu dans son cabinet. Homère et Phidias ont dû vivre ainsi (1)... »

Flaubert, lui aussi, a vécu dans son cabinet de Croisset. Mais il avait commencé par vivre de la vie de tout le monde et courir le vaste univers, amassant un butin d'impressions et d'images, qu'une existence entière ne suffit pas à épuiser.

***

Cependant, parvenu à ce point de sa dialectique, il fait un retour sur lui-même. Il est pris de scrupules. A raisonner ainsi sur l'art, à s'y attarder, ne risque-t-on pas de tomber dans une creuse scolastique ? Sous prétexte d'obliger l'artiste à étudier le réel selon la méthode la plus précise, ne va-t-on pas, à force de subtilités théoriques, le détourner de cette réalité même ? Les vrais maîtres n'ont pas été si malins. « *L'Art doit être bonhomme* (2). » S'il est une imitation de la nature, il doit en avoir la simplicité, en même temps que la profondeur : « Les très belles œuvres sont sereines d'aspect et incompréhensibles... Elles sont immobiles comme des falaises, houleuses comme l'Océan, pleines de frondaisons, de verdures et de murmures comme des bois, tristes comme le désert, bleues comme le ciel. Homère, Rabelais, Michel-Ange, Shakspeare, Gœthe m'apparaissent *impitoyables*. Cela est sans fond, infini, multiple. Par de petites ouvertures, on aperçoit des précipices. Il y a du noir, en bas, du vertige, — et cependant, quelque chose de singulièrement doux plane sur l'ensemble... Et c'est calme ! c'est calme ! Et c'est fort ! Ça a des fanons comme le bœuf de Leconte de Lisle (3)... » Qu'on presse un peu Flaubert, et il déclarera que les grands chefs-d'œuvre ont l'*air bête*, en ce sens qu'ils déconcertent toutes les finesses de nos esthétiques

(1) Cf. Balzac, *la Cousine Bette*.
(2) *Correspondance*, IVe série, p. 227.
(3) *Correspondance*, IIe série, p. 301.

et qu'ils déçoivent notre manie d'expliquer et de conclure.

Que sont, en effet, nos systèmes? La réalité est formidable. La vie est partout. La matière et l'esprit s'entrepénètrent : « N'y a-t-il pas des choses inertes qui sont comme animales, des âmes végétatives, des statues qui rêvent et des paysages qui pensent (1)?... » Saisir la vie multiforme dans sa poussée et sa floraison perpétuelles est une tâche qui défie l'intelligence. La vie déborde sans cesse la contemplation de la pensée et la représentation de l'art. Pour essayer de la traduire, l'artiste doit mettre en œuvre une autre faculté, plus embrassante et plus pénétrante que la pensée logique.

Et d'abord, en face de cette force écrasante qu'est la réalité, il convient qu'il soit lui-même une *force*, capable de lui faire équilibre, de sympathiser avec elle, et, jusqu'à un certain point, de la dominer. Il doit être ce qu'on appelle un « tempérament, » — un cœur robuste et gaillard qui batte à l'unisson du pouls universel. Flaubert écrivait à Louise Colet, à propos de Leconte de Lisle : « Il n'a pas l'instinct de la vie moderne, le *cœur* lui manque : je ne veux pas dire par là la sensibilité individuelle, ou humanitaire, non, mais le cœur, au sens presque médical du mot. Son encre est pâle. C'est une Muse qui n'a pas assez pris l'air. *Les chevaux et les styles de race ont du sang plein les veines, et on le voit battre sous la peau et courir depuis l'oreille jusqu'aux sabots* (2). »

Le cerveau pense, le cœur aime. C'est avec l'amour de son cœur, que l'artiste ira au-devant de la vie, qu'il tâchera de la pénétrer et de s'unir à elle : « L'amour, l'amour ! Ce qui ne se donne pas ! Le secret du bon Dieu, l'*âme*, sans quoi rien ne se comprend (3). » Cette compréhension du cœur et de l'amour, qui embrasse toutes les choses et tous les êtres, elle est la moralité de l'artiste, elle est une forme supérieure de la pitié. Rappelant l'immense labeur que lui avait coûté *Salammbô*, Flaubert disait à Sainte-Beuve : « *L'amour* qui m'a poussé vers des religions et des peuples disparus a quelque chose de moral en soi et de sympathique, il me semble (4)... » Et ailleurs, à Louise Colet : « J'ai été humer des fumiers inconnus. *J'ai eu compassion* de

(1) *La Tentation de saint Antoine* (1856). Édit. Charpentier, p. 167.
(2) *Correspondance*, IIe série, p. 277.
(3) *Ibid.*, IIe série, p. 314.
(4) *Ibid.*, IIIe série, p. 249.

bien des choses où ne s'attendrissaient pas les gens sensibles... Si la *Bovary* vaut quelque chose, *ce livre ne manquera pas de cœur* (1). » C'est par là, par cette sympathie intuitive du cœur, que le grand écrivain, l'écrivain complet se distingue des petits talens et des simples amateurs. En revanche, le dilettante « a un avantage sur ceux qui voient plus loin et qui sentent d'une façon plus intense, c'est qu'il peut justifier ses sensations et donner la preuve de ses assertions. Il expose nettement ce qu'il éprouve, il écrit clairement ce qu'il pense, et, dans le développement d'une théorie, comme dans la pratique d'un sentiment, il écrase *les natures plus engagées dans l'infini, chez lesquelles l'idée chante et la passion rêve* (2)... » Flaubert était éminemment une de ces natures-là.

Lui qu'on accuse d'avoir fait l'impassible, il écrivait à Jules Feydeau, au moment où il commençait la documentation de son roman carthaginois : « Je donnerais la demi-rame de notes que j'ai écrites depuis cinq mois, et les quatre-vingt-dix-huit volumes que j'ai lus, pour être, pendant trois secondes seulement, *réellement* émotionné par la passion de mes héros (3). » L'émotion est donc nécessaire à l'artiste. « Il faut que la réalité extérieure entre en nous, *à nous en faire crier*, pour la bien reproduire (4). »

Loin de nier le cœur, — le cœur révélateur, — Flaubert l'a au contraire exalté plus et mieux qu'aucun autre. C'est parce qu'il croit à la sûreté de ses divinations, qu'il ne veut pas qu'on mutile la réalité, telle que le cœur la manifeste. Le romancier qui peint la vie ne s'en tiendra pas à une image de tête, à une conception élaborée d'après des théories ou d'après une mode régnantes. Il s'efforcera de nous restituer toute la vie sensible au cœur. Critiquant, chez Leconte de Lisle, l'affectation de noblesse, le dédain de la vie moderne sacrifiée à un faux idéal antique, Flaubert disait : « L'idéal n'est fécond que lorsqu'on y fait *tout* rentrer. C'est un travail d'amour et non d'exclusion. Voilà deux siècles que la France marche suffisamment dans cette voie de négation ascendante. On a de plus en plus diminué des livres la nature, la franchise, le caprice, la personnalité, et même l'érudition, comme étant grossière, immorale, bizarre, pédantesque,

(1) *Correspondance*, IIe série, p. 96.
(2) *Première Éducation sentimentale*.
(3) *Correspondance*, IIIe série, p. 104.
(4) *Ibid.*, IIe série, p. 269.

et dans les mœurs, on a pourchassé, honni et presque anéanti la gaillardise et l'aménité, les grandes manières et les genres de vie libres, lesquels sont les féconds (1)... » — Et, parce qu'on n'aura pas peur de peindre toute la vie, on ne s'épouvantera point de ses exagérations, de ce qui dépasse, en elle, la mesure humaine : « *Il ne faut jamais craindre d'être exagéré.* Tous les très grands l'ont été, Michel-Ange, Rabelais, Shakspeare, Molière. Cela (cette exagération) *c'est tout bonnement le génie, dans son vrai centre, qui est l'énorme* (2). »

Mais il n'y a pas seulement l'énorme dans la réalité ; il y a encore ce qui échappe aux prises de nos sens et de notre pensée, — le mystère, que le cœur affirme et devant lequel la pensée abdique. En définitive, ce sont les mystiques qui ont raison contre les logiciens et les savans : « Si tu savais, — dit la Science à l'Orgueil dans la *Tentation de saint Antoine*, — si tu savais comme je suis malade !... Le vent qui souffle éteint mon flambeau, et je reste pleurant dans les ténèbres... Et puis, j'ai peur ! Car je vois passer sur le mur comme des ombres vagues qui m'épouvantent. » Le sens du mystère est partout dans l'œuvre de Flaubert, même dans ses romans les plus réalistes : « Je suis mystique au fond, — écrit-il à Louise Colet, — et je ne crois à rien (3). » Il est un mystique honteux, qui n'ose pas suivre son instinct, qui, par scrupule de bon ouvrier, ne veut pas engager son art hors des voie certaines de la réalité. Comme saint Antoine, après l'assaut des tentations, se remet en prières, il laisse passer les suggestions de l'au-delà et il se remet au travail, qui est sa prière à lui. Mais toute son œuvre, pourtant si nette et si arrêtée dans ses contours, est une allusion perpétuelle à l'Inconnaissable. Cet homme, dont l'imagination était si concrète, a su trouver des mots qui effleurent l'inexprimable et qui rendent le son de l'infini : « On se précipite, — dit la Luxure, — à des rencontres qui effrayent. On rive des chaînes que l'on maudit. D'où vient l'ensorcellement des courtisanes, l'extravagance des rêves, — *l'immensité de ma tristesse?...* »

***

Ayant ainsi reconnu les droits du cœur et fait sa place au

(1) *Correspondance*, p. 366.
(2) *Ibid.*, p. 247.
(3) *Ibid.*, IIe série, p. 101.

sentiment, Flaubert n'en est pas moins convaincu que la faculté maîtresse de l'artiste, c'est l'intelligence qui représente et qui construit. Le monde n'existe, pour nous, qu'autant qu'il est pensé. La sensation, l'obscur pressentiment n'ont de réalité, qu'autant qu'ils se réduisent à une idée et qu'ils se rattachent à un système d'idées préalablement vérifiées. L'esthétique de Flaubert est, dans son fond, éminemment classique et cartésienne : « Ceci est pensé, donc ceci est. » L'art doit être intellectuel.

Bien plus : tout en sachant la fécondité originelle de la sensation et de l'émotion, l'artiste sera constamment en garde contre leurs tromperies. Il évitera de céder en aveugle à son premier mouvement. Non seulement il s'efforcera de régler et de critiquer son émotion, mais il sera capable de l'exciter au besoin. Cette domination sur le sentiment est le grand signe de sa maîtrise : « Arrêtant l'émotion qui le troublerait, il sait faire naître en lui la sensibilité qui doit créer quelque chose (1). » Flaubert va plus loin, il exagère sa théorie à plaisir. Il ne lui suffit pas que l'intelligence crée l'émotion, il faut encore qu'elle crée la réalité. L'univers conspire avec la pensée, ses lois sont identiques à celles de l'esprit. Suivant la formule aristotélicienne, la matière aspire à la forme, elle *désire* devenir pensée. Dans un des épisodes les plus singuliers de la première *Éducation sentimentale*, il imagine qu'un de ses héros, par la seule force de sa pensée, arrive à donner un corps réel à une pure hallucination (2). Ce n'est là évidemment qu'un paradoxe romantique. Mais Flaubert est convaincu, comme Renan et comme Taine, que l'univers s'empresse de donner raison au savant, en vérifiant ses lois, ou en justifiant ses hypothèses. A propos d'un oiseau fabuleux, le Dinorius, qu'il voulait sans doute faire entrer dans sa *Tentation de saint Antoine*, il écrit, quelque temps après, à son ami Bouilhet : « Sais-tu qu'on vient de découvrir à Madagascar un oiseau gigantesque, qu'on appelle l'Épyorius? Tu verras que ce sera le Dinorius et qu'il aura les ailes rouges (3). » Ainsi, la nature est sommée par lui de se conformer à sa description.

Et pourtant il comprend bien que la pensée se heurte toujours à quelque chose d'irréductible et d'inexprimable, dont elle

(1) Cf. *Première Éducation sentimentale*, *ad finem*.
(2) Voir l'épisode du *Chien*.
(3) *Correspondance*, IIe série, p. 156.

ne sera jamais la maîtresse. A trop raisonner et à trop construire, l'artiste s'expose à s'éloigner de la vie. Il faut, au contraire, que, partout dans son œuvre, il en sente la tiédeur et la palpitation. Il faut que ses idées aient des origines sensibles, presque animales, qu'elles plongent, par leurs racines, dans la vie inconsciente. Traçant le portrait idéal d'un jeune homme, qui lui ressemble comme un frère, Flaubert disait : « Également écarté du savant qui s'arrête à l'observation du fait et du rhéteur qui ne songe qu'à l'embellir, il y avait, pour lui, un sentiment dans les choses mêmes, et les passions humaines suivaient, en se développant, des paraboles mathématiques. Quant à ses passions à lui, il les réduisait à des formules, afin d'y voir plus clair, *tandis que ses idées semblaient venir de son cœur, tant elles avaient de chaleur et d'audace* (1). »

Il n'en est pas moins vrai qu'il existe une antinomie gênante entre la pensée et la réalité, entre l'art et la vie. Comment résoudre cette antinomie? Pour Flaubert, la conciliation des deux termes s'accomplit dans l'œuvre de beauté. La beauté est quelque chose de parfait, de fini, qui satisfait complètement le cœur et l'intelligence, et qui, pourtant, laisse le champ libre au rêve, ouvre à la pensée des perspectives sans limite. Elle est un symbole de l'absolu. Devant elle, l'esprit abdique, la logique perd ses droits, comme devant l'émotion et devant la vie.

En cela, Flaubert se sépare absolument des romanciers documentaires ou utilitaires, ou encore des romanciers anglais, narrateurs d'aventures ou chantres de l'action, — pour qui le fait brutal, la tranche de vie, la thèse sociale ou religieuse sont la grande affaire. Pour lui, il faut que la réalité se compose et se traduise sous les espèces de la beauté. La beauté avant tout, tel est le grand précepte de son art. A la veille de sa mort, il écrivait encore à George Sand, à propos d'Alphonse Daudet et de Tourguenef : « Aucun d'eux n'est préoccupé *avant tout* de ce qui fait pour moi le but de l'art, à savoir, la beauté (2). » De là, chez lui, l'importance capitale qu'il attribue à la composition et au style.

Dans cet exposé de l'esthétique de Flaubert, je ne me suis pas flatté de tout dire, il s'en faut de beaucoup. Je n'ai voulu qu'en

(1) Cf. *Première Éducation sentimentale, ad finem.*
(2) *Correspondance*, IVe série, p. 227.

indiquer les grandes lignes et en marquer l'essentiel. Je n'y ajouterai aucun commentaire. Mais je puis bien avouer, en terminant, mon admiration pour cette pensée vigoureuse et probe, qui va droit au but et qui ne se satisfait que dans le grand. Par ce temps de petite littérature, de préciosité et de prétentieuse impuissance, de philosophies louches et d'esthétiques vacillantes, l'étude d'une telle pensée est un viril réconfort.

II

Que *Salammbô* ait été, comme nous le disions, l'application la plus stricte et la plus consciente de cette doctrine d'art, cela ressort évidemment de l'analyse de l'œuvre. Mais Flaubert lui-même nous en a avertis. Longtemps avant la publication de son roman, il écrivait aux frères de Goncourt : « Le drapeau de la doctrine sera, cette fois, franchement porté, je vous en réponds (1). *Cette fois*, qu'est-ce à dire, sinon que *Madame Bovary* ne réalise pas complètement ce qu'il voulait faire? Et il tenait tellement à ce qu'on en fût bien convaincu, qu'il l'a répété à plusieurs reprises, dans sa correspondance.

Que voulait-il donc faire? Les critiques, — et, en particulier, Sainte-Beuve, — ne se sont guère préoccupés de s'en enquérir. Qu'on relise les trois articles que celui-ci consacra à *Salammbô*, lors de son apparition, on sera surpris de la légèreté et de l'insuffisance de son jugement en un sujet aussi considérable. Peut-être cette chaude et sauvage Afrique dépassait-elle la compétence d'un petit bourgeois de Montparnasse, qui n'est guère sorti de son quartier et « qui n'a point pris l'air. » Les voyages servent tout de même à quelque chose. Et puis l'œuvre de Flaubert était trop haute pour lui. Ce qu'il faut à un Sainte-Beuve, ce sont des œuvres moyennes, des talens « à mi-côte, » comme il disait. Là, il est excellent. Les petites gens de Port-Royal, M. Lancelot, M. Lemaître de Sacy, voilà ses cliens. Quand il aborde une grande figure, comme celle d'un Saint-Cyran, il l'esquisse faiblement.

Si j'insiste sur ce jugement superficiel de Sainte-Beuve, c'est qu'après lui, la plupart des critiques l'ont adopté sans variantes notables. A sa suite, ils ont affecté de ne voir dans *Salammbô*

(1) *Correspondance*, IIIe série, p. 183.

qu'un roman historique, ou un poème en prose, suivant la formule de Chateaubriand. Or, ce n'est ni l'un ni l'autre : c'est un roman, sans plus.

***

Si l'on entend par genre faux, en littérature, un genre hybride, incapable de se suffire à lui-même, ne peut-on pas soutenir que, dans la plupart des cas, le roman historique est un genre faux, lui qui se réclame tantôt de l'histoire, et tantôt de l'imagination romanesque, sans arriver à donner à l'une ou à l'autre une valeur telle que celle-ci puisse se passer de celle-là? En effet, la fiction romanesque y est généralement quelque chose de tellement mince, de tellement quelconque, ou de tellement invraisemblable, qu'elle a besoin du voisinage de l'histoire, pour prendre un peu de vie, de couleur, ou de réalité; et, d'autre part, l'histoire, à son tour, y est si peu sûre, si souvent mélangée ou faussée, qu'elle a besoin, pour se produire et, en quelque sorte, pour faire excuser ses mensonges, de prendre le masque d'une fable amusante, pittoresque et mouvementée. Tel est bien, n'est-ce pas, le roman historique tel que nous le trouvons chez Walter Scott, plus tard chez Dumas père, puis chez tous les feuilletonistes, qui ont pullulé autour de lui et après lui.

Il est trop évident que Flaubert, étant l'homme qu'il était, n'a pas pu donner dans ce genre-là. Et pourtant il est incontestable qu'il est passé tout près de ce genre bâtard qu'on appelle le roman historique. Lui-même n'en avait-il pas conscience, lorsqu'il écrivait, dans le débraillé habituel de son style épistolaire : « Il n'est [bêtise] (1) que je ne côtoie dans ce sacré bouquin. » Il est indéniable, en effet, que, dans *Salammbô*, il a côtoyé quelquefois la fausseté du roman historique. Mais, même sans son génie qui l'obligeait à viser plus haut qu'un Walter Scott, il eût encore été sauvé de ce genre par l'excellence de sa méthode. Il a voulu faire quelque chose de tout à fait nouveau, d'intenté auparavant; il a voulu, — et ce sont ses expressions littérales, — *fixer un mirage antique... appliquer à l'antiquité les procédés du roman moderne* (2). Voilà qui est clair : il ne s'agit point ici de poème en prose, ni de

(1) *Correspondance*, IIIe série, p. 186. Le mot est plus vif dans le texte.
Ibid., p. 239.

roman historique, mais de *roman moderne*. Et quant aux « procédés » en question, il est trop évident que ce sont ses procédés, à lui Flaubert, c'est-à-dire la méthode originale qu'il a appliquée plus ou moins dans tous ses autres romans.

Or, la première règle de cette méthode, — nous l'avons vu, — c'est que l'artiste doit se borner à « représenter, » à refléter les formes, les faits et les idées, indépendamment de ses opinions préconçues, de ses haines, ou de ses sympathies instinctives. Et voilà déjà une première différence entre lui et les romantiques, comme Walter Scott, Hugo, ou Dumas père, lesquels n'ont fait que transporter dans l'histoire les préjugés, les passions et même les modes contemporaines. C'est encore une différence capitale entre lui et Chateaubriand qui, dans ses *Martyrs*, apportait, outre des arrière-pensées apologétiques trop manifestes, des idées traditionnelles et toutes faites sur les événemens et les hommes. Flaubert, lui, ne préjuge pas, ne prend pas parti dans les aventures qu'il nous raconte : il « représente » tout simplement. Il est, suivant l'expression de Schopenhauer, le « pur sujet connaissant, » le miroir prodigieusement vaste et limpide, qui reflète un mirage antique.

Mais le « sujet connaissant » qui reflète le spectacle de l'univers voit toutes choses dans un éternel présent. Et ainsi, pour lui, tous les faits qui composent l'histoire universelle se présentent sur le même plan. Tout lui est égal : un événement d'hier et une catastrophe contemporaine des guerres puniques ou des Pharaons de Memphis. Il voit les sacrifices humains de Moloch du même œil que les comices agricoles d'Yonville, et la procession des filles de Tanit comme le cortège d'une mariée de village.

On saisit tout de suite la différence qu'il y a entre cette méthode et la tournure d'esprit des écrivains romantiques, prédécesseurs de Flaubert. Pour ceux-ci en effet, l'histoire, bien loin d'être toujours vivante, était une chose morte et qui même ne les intéressait que parce qu'elle était morte, parce qu'elle offrait des personnages, des costumes, des spectacles, un art qu'on ne reverrait plus. Ils l'abordaient avec un sentiment de *curiosité*, qui primait tout le reste : c'était le rare, le singulier, l'anecdotique, l'extravagant même qui les passionnait. Au contraire, Flaubert professait un superbe mépris pour tout détail qui n'avait d'autre valeur que de curiosité. Et même la curiosité

était en quelque sorte supprimée chez lui, puisque son imagination évocatrice voyait tout dans un éternel présent, comme une chose familière à ses yeux. Il n'avait, devant les spectacles de l'histoire, aucun des ébahissemens, aucune des badauderies des romantiques ; et, lorsqu'il essayait de fixer les visions du passé qui flottaient devant ses yeux, il n'en retenait jamais que ce qui lui apparaissait sous les espèces de *la beauté*. Dans toute cette masse d'archéologie et d'histoire qu'il a remuée pour écrire *Salammbô*, cela seul l'a préoccupé qui était susceptible de beauté. Il l'a répété cent fois : « Il n'y a que la beauté qui m'intéresse ! » Et c'est encore ce qui le distingue de la plupart de ses contemporains, — Leconte de Lisle excepté, — par exemple des frères de Goncourt, et plus tard de Zola et de son école, qui attribuaient au *document*, c'est-à-dire à la matière de l'œuvre d'art, une valeur plus grande qu'à sa forme. Flaubert, au rebours de ceux-ci, ne procède point par accumulation de menus détails. « La littérature, écrivait-il à Eugène Fromentin, est l'art des sacrifices. » Couper le plus possible, sacrifier le détail à l'ensemble, tel est le précepte fondamental de sa rhétorique. C'est pourquoi ses descriptions les plus compactes et les plus éclatantes nous laissent, en définitive, une impression de concision et de sobriété toutes classiques. Même lorsqu'il paraît s'amuser à des singularités ou à des excentricités de couleur locale (1), lorsqu'il nous parle avec complaisance de *pintades puniques*, de *galléoles à collier* et de *cailles de Tartessus*, c'est beaucoup moins par souci d'exactitude historique que pour l'euphonie des mots, et parce que ces effets euphoniques concourent à la sonorité de la phrase ou du paragraphe.

Ajoutons qu'en ce qui concerne les mœurs et les caractères, Flaubert témoigne le même dédain pour le détail particulier ou accidentel. Dans *Salammbô*, comme dans *Madame Bovary*, il vise avant tout à créer des types : c'est le permanent, c'est ce qui ne meurt pas, c'est ce qu'il y a d'éternellement humain dans l'homme, qu'il s'efforce de saisir et de traduire par son art. Ce qu'il voit dans Hamilcar, c'est moins le personnage historique que le dictateur ou le chef de bandes. Pareillement, ce qu'il voit dans Autharite ou dans Mâtho, c'est surtout le bar-

(1) Il disait : « Quant à l'archéologie, elle sera probable, voilà tout. Pour ce qui est de la botanique, je m'en moque complètement... » *Correspondance*, IIe série, p. 103.

bare; dans Spendius, c'est le Grec de la décadence; dans Salammbô, c'est la vierge et c'est la femme.

Mais alors, si, dans *Salammbô*, l'élément historique est rejeté au second plan; et si l'auteur a prétendu *tout d'abord* y éblouir notre imagination par des spectacles de beauté, y solliciter notre cœur et notre esprit par un enchaînement rigoureux de vérités psychologiques et par ce qu'il y a d'essentiellement humain dans son drame; en d'autres termes, si la matière n'a de prix à ses yeux que comme support d'un art parfait, comme moyen de réaliser une œuvre parfaitement belle; s'il en est ainsi, ne voit-on pas *Salammbô*, en dépit des apparences, se rapprocher insensiblement des œuvres de la plus pure tradition classique, d'une *Énéide*, par exemple, où l'élément historique, pourtant si considérable, se perd en quelque sorte et s'oublie dans la perfection d'art de l'ensemble? Et ce n'est pas au hasard que je cite l'*Énéide*. Nous savons, par la correspondance de Flaubert, que, durant toute la composition de *Salammbô*, il lut et relut le poème de Virgile. Il écrivait à son ami Feydeau : « J'entremêle cette lecture [de Fénelon] avec celle de l'*Énéide*, que j'admire comme un vieux professeur de rhétorique. » Et ailleurs : « Toutes les après-midi, je lis du Virgile, et je me *pâme* devant le style et la précision des mots (1). » Mais ne forçons pas le rapprochement. Il n'y a, entre les deux œuvres, qu'une analogie de forme plus ou moins prochaine. L'inspiration est bien différente. Et puis enfin, ce n'est pas un poème, fût-ce un poème en prose, que Flaubert a prétendu écrire.

Ce serait donc lui faire injure que de considérer son œuvre comme une reconstitution historique. S'il nous fallait son témoignage, ce témoignage concorderait encore avec notre analyse. J'ai eu la bonne fortune de retrouver, dans ses notes de voyage, et j'ai été le premier à signaler ici même, une sorte d'invocation singulièrement éloquente, qui pourrait servir d'épigraphe à *Salammbô* (2). Flaubert l'écrivit, en rentrant de Tunis et de Carthage, où il était allé se documenter tout exprès pour son roman. Il a eu soin de dater ces quelques lignes, ce qui prouve assez l'importance qu'il y attachait. Ce fut dans la nuit du 12 juin 1858 qu'il l'écrivit. Soulevé d'enthousiasme à la pensée de l'œuvre future, effrayé aussi par les difficultés de l'entreprise,

(1) *Correspondance*, IIIe série, p. 209.
(2) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1910.

il s'écrie : « *Que toutes les énergies de la nature que j'ai aspirées me pénètrent, et qu'elles s'exhalent dans mon livre. A moi puissances de l'émotion plastique! Résurrection du passé, à moi, à moi! Il faut faire, à travers le beau, vivant et vrai quand même. Pitié pour ma volonté, Dieu des âmes! Donne-moi la force et l'espoir!* » Ainsi, en cette minute de clarté suprême, où il a fait son examen de conscience, — avant de commencer ce long labeur pour lequel il demandait au Dieu des âmes « la force et l'espoir, » — son œuvre lui apparut d'abord comme un jet lyrique, qui s'apparente au jaillissement des énergies naturelles, ensuite comme une construction plastique, dont la puissance d'émotion serait toute de beauté. Et c'est seulement après cela qu'il songe à la « résurrection du passé » que sera *Salammbô*. Mais il ne s'y arrête point. Il ajoute aussitôt : « Il faut faire, à travers le beau, vivant et vrai *quand même*. » Le beau, c'est la première condition : la vérité et la vie viendront par surcroît, — *quand même*.

Écartons donc une bonne fois des analogies superficielles. Ne croyons plus que Flaubert ait tenté purement et simplement une reconstitution historique. Voyons *Salammbô* telle qu'il l'a voulu faire : nous nous trouvons alors en présence d'un roman conçu de la même façon, exécuté d'après la même méthode, présenté enfin par l'imagination évocatrice de l'auteur comme une aventure aussi contemporaine que celle de *Madame Bovary*.

***

Ce qui trompe le lecteur non averti, c'est l'abondance et la précision toute matérielle des descriptions de Flaubert. Elles sont tellement frappantes qu'on n'y aperçoit d'abord que le détail historique, la couleur locale. Mais cette qualité est secondaire aux yeux de l'auteur, comme aux nôtres, dès que nous sommes entrés dans le secret de son art. Relisons, par exemple, la fameuse description de Carthage au lever du soleil, que Sainte-Beuve, dès la publication du livre, saluait déjà comme un chef-d'œuvre :

... Mais une barre lumineuse s'éleva du côté de l'Orient. A gauche, tout en bas, les canaux de Mégara commençaient à rayer de leurs sinuosités blanches les verdures des jardins. Les toits coniques des temples heptagones, les escaliers, les terrasses, les remparts, peu à peu, se découpaient sur la pâleur de l'aube; et tout autour de la péninsule carthaginoise, une ceinture d'écume blanche oscillait, tandis que la mer couleur d'émeraude semblait comme figée dans la fraîcheur du matin. A mesure que le ciel rose

allait s'élargissant, les hautes maisons inclinées sur les pentes du terrain se haussaient, se tassaient, telles qu'un troupeau de chèvres noires qui descend des montagnes. Les rues désertes s'allongeaient ; les palmiers, çà et là sortant des murs, ne bougeaient pas ; les citernes remplies avaient l'air de boucliers d'argent perdus dans les cours ; le phare du promontoire Hermœum commençait à pâlir. Tout au haut de l'Acropole, dans le bois de cyprès, les chevaux d'Eschmoûn, sentant venir la lumière, posaient leurs sabots sur le parapet de marbre et hennissaient du côté du soleil.

Que cette description soit vraie historiquement, c'est bien possible. Mais si, littérairement, elle est d'un si grand prix, c'est avant tout par la puissance de son lyrisme. Comme dans une ode, l'émotion grandit, de phrase en phrase, à mesure que le soleil se lève, que la lumière monte, — pour aboutir au grand effet final : « Les chevaux d'Eschmoun posaient leurs sabots sur le parapet de marbre et *hennissaient du côté du soleil.* » Après cela, peu nous importe que ce soit une description de la Carthage antique. Elle peut s'appliquer aussi bien à la Tunis, qu'à l'Alger moderne. Elle n'est pas plus contemporaine d'Hamilcar que de Flaubert lui-même. Toute pénétrée qu'elle est d'émotion lyrique, elle plane au-dessus des lieux et des temps. Elle a traduit hier, elle traduira demain la splendeur de l'aube se levant sur une grande ville orientale et méditerranéenne.

Non seulement, ces descriptions sont animées d'un souffle lyrique, mais elles sont composées en vue d'un *effet de beauté.* Les détails archéologiques disparaissent dans l'ensemble. En définitive, ils ne sont rien : c'est la forme qui est tout. Ainsi, dans ce passage où il s'agit de nous faire voir le char de Salammbô courant sur la route de Carthage. Nous sommes sur une terrasse des jardins d'Hamilcar et nous regardons vers la plaine, avec Mâtho et Spendius :

Un point d'or tournait au loin dans la poussière sur la route d'Utique : c'était le moyeu d'un char attelé de deux mulets. Un esclave courait à la tête du timon, en les tenant par la bride. Il y avait dans le char deux femmes assises. Les crinières des bêtes bouffaient entre leurs oreilles à la mode persique, sous un réseau de perles bleues. Spendius les reconnut ; il retint un cri.

Un grand voile par derrière flottait au vent.

Ne nous attardons pas à la précision descriptive, qui, dans ce morceau, est saisissante. Mais notons l'art subtil avec lequel tous ces détails sont agencés pour faire éclore progressivement la vision dans les yeux du lecteur : *le point d'or*, le moyeu du

char, l'esclave qui court, les crinières bouffantes à la mode persique, le réseau de perles bleues, — enfin l'image qui résume tous les traits épars du tableau et qui les enveloppe, en quelque sorte : *Un grand voile, par derrière, flottait au vent*. Cette image, par la seule place que Flaubert lui a assignée, par la seule vertu de l'ordre, prend une valeur symbolique inattendue. Elle symbolise le char tout entier, comme une voile symbolise un navire ; et, par la série illimitée d'images qui lui sont associées, on peut dire qu'elle suggère bien au delà des limites restreintes où l'auteur semble avoir voulu enfermer notre regard. On oublie tous les détails matériels qui le précèdent : il ne reste plus, en fin de compte, que la vision d'une forme légère, ailée et fuyante...

Cette supériorité de Flaubert dans la description pittoresque est si grande, qu'on a souvent affecté de ne voir en lui qu'un descripteur de génie. On s'imagine qu'il décrit pour le plaisir de décrire. Mais ces descriptions, même les plus longues, même celles qui semblent, au premier coup d'œil, de purs hors-d'œuvre, ont, la plupart du temps, une signification psychologique, indépendante de leur valeur historique ou archéologique, — *supérieure à la couleur locale*.

Je ne connais pas, dans *Salammbô*, de plus bel exemple de la valeur psychologique d'une description que ce chapitre où l'auteur nous dépeint les magasins et les trésors d'Hamilcar. Cette espèce de recensement dépasse en éblouissement les plus merveilleux contes arabes : ce sont des entassemens de fer, d'airain, de plomb, de lingots d'argent empilés comme des bûches, des montagnes d'outres laissant échapper la poudre d'or par leurs coutures trop vieilles ; des forêts d'ivoire, des monceaux de gomme, d'encens, d'aromates, de plumes d'autruche... Et il y en a ainsi pendant des pages et des pages. Le lecteur superficiel se demande où l'auteur veut conduire son héros à travers cet amoncellement de magnificences... Mais d'abord, il n'y a, pour ainsi dire, pas un détail, dans toute cette longue description, qui ne nous révèle quelque chose de l'âme et des mœurs carthaginoises. Ensuite Flaubert veut conduire Hamilcar à la grande résolution qui est formulée, en ces deux lignes, à la fin du chapitre : « Lumières des Baalim, — dit celui-ci au sénat de Carthage, — j'accepte le commandement des forces puniques contre l'armée des Barbares ! »

En effet, c'est parce que le suffète, à chaque pas qu'il fait à travers ses magasins et ses trésors, prend à la fois conscience de sa propre force et de l'injure que lui ont infligée les Barbares, en pillant ces mêmes magasins, en saccageant et en brisant tout sur leur passage, en attentant jusqu'à l'honneur de sa propre fille ; c'est parce qu'il retrouve partout l'insulte des mercenaires et le déshonneur de sa maison ; c'est parce que sa colère bouillonne et s'accroît à la découverte de chaque nouveau méfait, qu'une circonstance en apparence insignifiante, — la vue de ses éléphans mutilés par les Barbares, — précipite sa résolution. A cette dernière vue, il ne peut plus y tenir, il brûle de se venger, et, malgré ses défiances et ses rancunes contre la République, il court au Sénat et il prononce la formule qui va le lier comme un serment : « Lumières des Baalim, j'accepte le commandement des forces puniques contre l'armée des Barbares !... »

***

Ainsi donc, la place de la description, dans *Salammbô*, est presque toujours proportionnée à son importance et à sa signification par rapport au reste du récit. Mais si elle a surtout une valeur d'art, ce serait s'aveugler de parti pris que de n'en pas voir la valeur historique. La solidité du fond, chez Flaubert, répond à la splendeur de la forme. Comme il le disait dans son ferme propos du 12 juin 1858, il a voulu « *faire, à travers le beau, vivant et vrai quand même.* » Il a fait vrai, mais il a fait surtout vivant.

En ce qui concerne l'archéologie punique, on peut discuter à perte de vue sur la question de savoir si Flaubert n'a pas trop accentué, dans son récit, la couleur biblique et phénicienne, au lieu de nous représenter une Carthage déjà à demi hellénisée. C'est l'opinion qui prévaut aujourd'hui. Mais les généralisations de l'archéologie sont sujettes à d'étranges variations. Ne nous hâtons pas trop de conclure contre Flaubert, dans le sens des archéologues (1). Ce qu'il y a de sûr, c'est que toutes ses affir-

(1) J'ai entendu dire maintes fois à l'un des hommes qui connaissent le mieux l'histoire de l'Afrique ancienne, qu'en matière d'archéologie punique l'opinion de Flaubert n'est jamais négligeable. Cela n'empêche pas certains professionnels de l'histoire de continuer à traiter *Salammbô* avec le plus ridicule dédain. Je relève dans une volumineuse *Carthage romaine*, en plus de 700 pages, ces phrases méprisantes jetées au bas d'une page : « On ne s'étonnera pas, je pense, de ne pas rencontrer dans cette liste le nom de Flaubert. En dépit des *prétentions de l'auteur* (?)

mations et toutes ses hypothèses reposent sur des textes ou des documens certains. Il avait lu à peu près tout ce qu'on pouvait lire, de son temps, sur Carthage. Voilà de quoi nous rassurer. N'oublions pas, cependant, que *Salammbô* est avant tout un livre d'imagination. Flaubert a eu soin de nous le rappeler. De même qu'il disait à propos de *Madame Bovary :* « Les observations de mœurs, je me fiche bien de ça ! » de même, il écrivait à Sainte-Beuve, à propos de *Salammbô :* « *Je me moque de l'archéologie !* » Il ne s'agit pas de savoir si la coiffure de Tanit est authentique, ou si la robe de Salammbô eût été désavouée par les couturières de Carthage. Le moindre cuistre, là-dessus, peut se flatter d'en remontrer à Flaubert, — et d'ailleurs ils n'y ont pas manqué. L'essentiel est de savoir si ce mirage antique évoqué par l'imagination de Flaubert forme un tout bien cohérent, satisfaisant à la fois pour une imagination d'artiste et pour une conscience d'historien : « si les mœurs dérivent de la religion et les faits des passions, si les caractères sont suivis, si les costumes sont appropriés aux usages et les architectures aux climats... » — On peut répondre hardiment que oui et qu'on n'a jamais tenté une œuvre d'une logique interne plus solide, ni d'une plus parfaite beauté !

Mais non seulement Flaubert a su nous donner une image plausible de l'Afrique au ve siècle avant Jésus-Christ, il nous en a donné une image *toujours vivante*, en nous la représentant, si je puis dire, sous ses aspects éternels. *Salammbô* est un livre tout plein de l'Afrique. D'abord l'auteur nous a tracé des lieux où se déroule son action un portrait si véridique, si complet et si définitif qu'il n'y a plus qu'à glaner derrière lui. Tous ceux qui ont vécu en Algérie et en Tunisie le savent bien. Lorsqu'on

la science n'a rien à démêler avec *Salammbô*. Quoi qu'on pense de la valeur littéraire de ce roman, *on doit le tenir pour non avenu*, si l'on ne recherche que la vérité historique. » Et, pendant 700 pages, sous prétexte de rechercher la vérité historique, l'auteur de cette note entre-choque les opinions de Beulé contre celles de Dureau de la Malle et du moindre ingénieur des ponts et chaussées qui s'est livré à des sondages dans le golfe de Carthage, — le tout pour conclure que nous ne savons rien de positif sur la Carthage romaine, pas plus que sur la Carthage punique. C'est une belle chose que la méthode, mais encore faudrait-il l'appliquer à des sujets qui *rendent*, et non la faire fonctionner à vide pendant des centaines de pages. Après avoir volatilisé, réduit en poussière impalpable des textes anciens, sans doute obscurs ou contradictoires, mais qui enfin disaient quelque chose, on nous laisse plus incertains que devant. Hypothèses pour hypothèses, j'aime mieux celles de Flaubert. Au moins, elles me *font voir* une Carthage possible, tandis qu'avec ces messieurs, je ne sais rien et je ne vois rien du tout.

voyage là-bas, il suffit d'ouvrir les yeux, pour saluer au passage les paysages de *Salammbô*. Et il suffit aussi d'ouvrir les yeux pour reconnaître, dans les rues d'Alger, de Constantine, ou de Tunis, les types humains, les silhouettes d'aventuriers, les foules hybrides et bigarrées qui se pressent dans le roman du maître de Rouen.

Ce ne sont pas là de vagues analogies. Quand on a longtemps vécu en Afrique, ces personnages de *Salammbô* vous poursuivent comme des êtres réels, comme des passans familiers coudoyés chaque jour dans la rue. Tel frondeur des Baléares, comme ce Zarxas, vigoureux et souple, qui saute à la façon des bateleurs sur les épaules de ses amis, vous évoque ces portefaix de Mahon ou d'Alicante, qui grimpent si lestement sur les navires dans les ports algériens, qui s'étudient à fléchir élégamment le jarret sous les plus lourds fardeaux et dont les pieds légers chaussés d'espadrilles ont toujours l'air de bondir. Dans le roman de Flaubert, il y a bien des pages semblables à celle-ci, où je retrouve non seulement des silhouettes précises, mais des conversations et des confidences d'hommes du peuple rencontrés sur les routes du Sud ou sur les quais d'Alger : « Il était né (Mâtho) dans le golfe des Syrtes. Son père l'avait conduit en pèlerinage au temple d'Ammon. Puis il avait chassé les éléphans dans les forêts des Garamantes. Ensuite il s'était engagé au service de Carthage... Il craignait les dieux et souhaitait de mourir dans sa patrie. — Spendius lui parla de ses voyages, des peuples et des temples qu'il avait visités, et il connaissait beaucoup de choses : il savait faire des sandales, des épieux, des filets, apprivoiser les bêtes farouches et cuire des poissons. »

Otez la couleur antique. De qui s'agit-il ici? De Spendius et de Mâtho, ou bien d'un spahi indigène et d'un trimardeur espagnol? Durant les longues chevauchées à travers la steppe, lui aussi, le cavalier du bureau arabe, il vous a dit son histoire en quelques paroles brèves et prudentes; et c'est toute l'histoire de Mâtho, comme l'histoire de Spendius est celle de l'aventurier cosmopolite.

Prétendra-t-on que Flaubert a été dominé par ses souvenirs et ses notes de voyage, et qu'il a représenté en somme des caractères tout modernes sous des noms ou des costumes antiques? Ce qu'il y a de sûr encore une fois, c'est que de semblables types sont absolument africains.

Flaubert savait bien qu'il y a quelque chose de plus fort que le temps et les bouleversemens d'empires, — c'est l'âme d'un pays qui se survit indéfiniment dans les hommes qui l'habitent. C'est pourquoi il s'est enquis si scrupuleusement de l'âme africaine. On peut répondre à cela que cette âme diffère sans doute beaucoup de l'âme antique; mais pour Flaubert, comme pour tous ceux qui ont étudié cette Afrique immobile, où rien ne meurt, parce que rien n'y naît plus, il est certain que les contemporains de Scipion et d'Hamilcar sont encore reconnaissables dans les Africains d'aujourd'hui.

***

A côté de cette vérité locale, il y a aussi, dans *Salammbô*, une vérité humaine, à laquelle le grand nombre des lecteurs, éblouis sans doute par la pompe du décor, ne prêtent guère d'attention.

Nous pourrions analyser successivement chacun des personnages du roman que nous arriverions à la même conclusion : c'est qu'ils vivent aussi diversement et aussi profondément que les personnages familiers de *Madame Bovary*. Mais tenons-nous-en à l'héroïne du livre, cette étrange Salammbô, en qui l'on ne voit d'ordinaire qu'une poupée somptueusement habillée.

On peut dire que le même mystère, qui défend la femme orientale contre les indiscrétions du voyageur européen, entoure la fille d'Hamilcar dans le roman de Flaubert, et la dérobe aux regards profanes. Cette impression de mystère, Flaubert l'a voulue et l'a cherchée à dessein, — nous le savons par sa correspondance. Mais justement parce que Salammbô est mystérieuse pour nous, nous voyons volontiers en elle, comme dans la femme arabe, tout un monde de poésie et de sentimens à jamais indéchiffrables pour nos esprits d'Occidentaux; et quand nous approchons de cette forme voilée et muette, une irritation nous prend en songeant que nous ne saurons jamais ce qui se passe derrière ce front scintillant de plaques d'or, derrière ces yeux inertes et brillans comme des pierreries. Puis, à mesure que nous la connaissons davantage, nous en arrivons à soupçonner que cette âme mystérieuse ne renferme que le vide; et nous éprouvons quelque chose de la déception de Mâtho, lorsque, après avoir traversé les salles étincelantes du temple de Tanit, encore tout aveuglé par l'éclat des marbres, des métaux

et des gemmes, il finit par arriver au fond du sanctuaire, un obscur réduit, où il ne discerne rien qu'une pierre noire, à peine dégrossie!

Évidemment Flaubert a voulu que nous éprouvions quelque chose de cette irritation et de cette déception devant la figure imprécise de Salammbô : c'est par là qu'elle rappelle l'Orient et qu'elle ressemble aux femmes de son pays. Mais en même temps, il l'a douée de sentimens et de passions qui l'apparentent à la nature féminine, telle qu'elle se rencontre, je crois, dans tous les temps et sous tous les climats.

Salammbô a les inquiétudes de la vierge qui pressent on ne sait quel grand bonheur vers lequel elle se précipite de toute son âme et qu'elle n'atteindra jamais. Elle est avide d'aimer. Elle croit aimer la Déesse, comme la pauvre Emma Bovary croit aimer ses amans; mais elle n'aime que l'amour, c'est-à-dire, dans la pensée de Flaubert, l'ombre d'une ombre. Et lorsqu'elle s'imagine être au but de ses plus ardentes convoitises, lorsqu'elle touche enfin de ses mains ce voile de l'Immaculée, ce zaïmph qu'elle a reconquis au prix de sa vie et de sa virginité, elle reste « mélancolique devant son rêve accompli, » de même que la petite bourgeoise d'Yonville, dans toute la frénésie de la passion et dans tout l'orgueil de l'adultère triomphant s'avouait « ne rien sentir d'extraordinaire. » Les mêmes phrases désabusées se répondent d'un roman à l'autre et elles traduisent la même aspiration immense et douloureuse, le même accablement devant l'impuissance du Désir!

Non seulement Salammbô est une petite âme inquiète et angoissée : elle ne serait pas la fille de Flaubert, si elle ne tenait de son père une passion d'ordre plus intellectuel que le désir. Elle est dévorée de la *curiosité de savoir;* et par là encore, elle touche à la nature féminine dans ce qu'elle a de plus intime; elle rejoint l'Ève éternelle qui veut goûter, elle aussi, au fruit de l'arbre de la science, malgré tout, malgré la défense divine, malgré la chute et la damnation. Elle veut savoir, non pas même pour la joie de savoir, car elle n'ignore pas que toute la science du monde ne la satisfera jamais, mais uniquement pour le plaisir de violer le grand secret et d'enfreindre la loi. Lorsque Shahabarim, le prêtre de Tanit, la vient visiter, le vieillard a beau lui répéter qu'il n'a plus rien à lui apprendre, elle le presse de ses questions, elle le tourmente pour qu'il lui dévoile

la pure essence de la Déesse qu'elle adore sans la comprendre; mais le prêtre la repousse d'un geste véhément : « Ton désir est un sacrilège, — lui dit-il ; — satisfais-toi avec la science que tu possèdes ! » Et Salammbô tombe sur ses genoux ; elle sanglote, écrasée par la parole du prêtre, pleine à la fois de colère contre lui, de terreur et d'humiliation.

Ne serait-ce que pour mieux sentir ce qu'il y a de profondément humain et d'universel dans ce caractère de Salammbô, qu'on lise, dans la *Correspondance*, ce passage d'une lettre adressée par Flaubert à une vieille fille de ses amies, laquelle était inquiète, comme la fille d'Hamilcar, et dévorée par la même curiosité de savoir. Flaubert, l'aumônier des Dames de la Désillusion, comme il aimait à s'appeler, lui répond à peu près dans les mêmes termes que Shahabarim, le grand prêtre de Tanit : « Avez-vous tout étudié ? Êtes-vous Dieu ? Qui vous dit que votre jugement humain soit infaillible ? que votre sentiment ne vous abuse pas ? Comment pouvons-nous, avec nos sens bornés et notre intelligence finie, arriver à la connaissance absolue du vrai et du bien ? Saisirons-nous jamais l'absolu ? Il faut, si l'on veut vivre, renoncer à avoir une idée nette de quoi que ce soit. L'humanité est ainsi, il ne s'agit pas de la changer, mais de la connaître. Pensez moins à vous. Abandonnez l'espoir d'une solution. Elle est au sein du Père. Lui seul la possède et ne la communique pas. *Mais il y a, dans l'ardeur de l'étude, des joies idéales faites pour les nobles âmes. Associez-vous par la pensée à vos frères d'il y a trois mille ans; reprenez toutes leurs souffrances, tous leurs rêves, et vous sentirez s'élargir à la fois votre cœur et votre intelligence; une sympathie profonde et démesurée enveloppera, comme un manteau, tous les fantômes et tous les êtres. Tâchez donc de ne plus vivre* en vous... » Et ailleurs il lui disait encore : « Soyez donc plus *chrétienne* et résignez-vous à l'ignorance ! » — « Satisfais-toi, — disait le prêtre de Tanit, — avec la science que tu possèdes ! » C'est la même pensée, c'est presque la même phrase ! Elle résume peut-être, avec les lignes précédentes, tout le sens symbolique de *Salammbô*.

***

Nous voici au cœur du sujet. Écartons maintenant l'accessoire, oublions les théories d'art de Flaubert, son érudition et sa philosophie, laissons dans l'ombre les substructions de l'édi-

fice qu'il a élevé, détournons-nous des détails de l'architecture et du jeu des couleurs : ne regardons que l'ensemble de son œuvre. Nous nous dirons alors que Flaubert, à l'égal des plus grands, a réalisé la création poétique par excellence. Au rebours des modernes, qui décalquent misérablement la réalité immédiate, — et à la façon des classiques, — il a tiré une merveille, pour ainsi dire, de rien. Il a ressuscité Carthage. Il l'a fait sortir véritablement de « l'ombre de la mort. » Il n'en existe plus d'autre que la sienne. C'est à travers la sienne que l'on voit revivre les misérables ruines qui jonchent le sol de la grande cité africaine. C'est de *Salammbô* qu'elles empruntent tout le charme qui nous attire vers elles. Pour le voyageur d'aujourd'hui, les tourterelles qui se posent sur la terrasse des Pères-Blancs, à Saint-Louis de Carthage, sont les colombes de Tanit.

Et quand bien même *Salammbô* ne tiendrait à rien, quand elle ne serait qu'un splendide palais d'images élevé par une fantaisie d'artiste, il n'en resterait pas moins ceci : ces images recouvrent un drame symbolique, dont la signification rejoint celle des œuvres les plus hautes de l'art. Aucune n'a plus profondément exprimé la folie de l'amour et du désir. Salammbô meurt, pour avoir réalisé son rêve, pour avoir touché au manteau de la Déesse. Mais la folie de l'amour et du désir, sous toutes leurs formes, — folie mystique, ou folie de l'action, — est la source de tout ce qui se fait de grand dans le monde, c'est un principe de vie. Mâtho, l'obscur soldat, devient un chef et un héros, parce qu'il aime la fille d'Hamilcar, — et il meurt en extase au milieu des supplices, parce que ses yeux rencontrent les yeux de Salammbô. Ainsi donc, *aimer pour vivre*, et *mourir d'aimer*, parce que l'amour humain, comme le désir, est une duperie, — voilà la contradiction douloureuse, l'antinomie insoluble sur laquelle nous arrête la pensée de Flaubert. Il nous laisse sur le seuil de la Foi, qui, seule, peut rompre le cercle vicieux, où tourne le désir, en lui proposant un objet égal à son infinité.

LOUIS BERTRAND.

L'EUROPE

ET LA

GUERRE ITALO-TURQUE

Alarmante dès le premier coup de canon, comme tout incident qui risque de déclancher la crise toujours imminente de la question d'Orient, la guerre étrange, à demi européenne et à demi coloniale, qui arme l'une contre l'autre l'Italie et la Turquie à propos de la Tripolitaine, devient plus inquiétante à mesure qu'elle se prolonge sans résultat décisif et sans que l'on aperçoive quel traité de paix pourrait en être l'issue. Les récentes tentatives d'intervention médiatrice des grandes puissances ont, par leur échec même, rendu la situation plus inextricable et plus dangereuses les conséquences. Dans cette guerre, où tout est trompe-l'œil, où ni les armées, ni les flottes ennemies ne se rencontrent sur un grand champ de bataille, la question qui, en réalité, est en suspens, est moins de savoir si la Tripolitaine et la Cyrénaïque cesseront d'être un vilayet de l'Empire ottoman pour devenir un prolongement du royaume d'Italie, que de prévoir ce qui en résultera pour la Turquie, pour l'Italie, pour la politique générale de l'Europe. Déjà nous en avons éprouvé certains effets, qui ont étonné l'opinion française, mais qui n'auraient pas dû surprendre des hommes d'État avertis. L'Europe est-elle menacée de nouveaux incidens plus graves encore ? Et, pour l'Italie elle-même, les suites de son agression seront-elles bien celles que le gouvernement escomptait et que la nation, dans un élan d'enthousiasme patriotique, acclamait par avance ?

Les fortes émotions éprouvées en commun, les rudes mais profitables leçons de l'expérience mûrissent l'âme des peuples et la marquent de leur empreinte, ineffaçablement. L'Italie traverse des heures qui auront, dans son histoire à venir, un immense retentissement.

A de telles questions, il est encore trop tôt pour répondre directement, mais le moment est venu de les poser; en jetant un peu plus de lumière sur les origines et les péripéties de la guerre italo-turque, en montrant les conséquences qui apparaissent déjà, nous espérons, dans une certaine mesure, les éclairer.

I

La guerre italo-turque est avant tout un phénomène d'opinion. Elle est sortie de la rencontre d'un puissant courant d'idéalisme national avec certaines circonstances particulières de politique intérieure et extérieure.

La génération italienne qui aspire aujourd'hui à remplacer, à la tête des affaires, l'équipe fatiguée des politiciens vieillis dans les intrigues parlementaires, a été élevée dans le culte des héros du *Risorgimento* et s'inspire de leur esprit. Ceux-ci n'étaient qu'une minorité ardente, qui entraîna avec elle la bourgeoisie éclairée. Après avoir créé un État, ils voulaient faire une nation; ils étaient, au sens propre, des nationalistes. « Maintenant qu'il y a une Italie, disait d'Azeglio, il faut créer des Italiens, » c'est-à-dire insuffler, dans ces corps d'hommes, venus de tous les points de la péninsule, des âmes italiennes. A leur nation ils offraient d'abord pour idéal l'unité, mais déjà leur foi patriotique dépassait les limites géographiques de l'Italie et plaçait devant leur jeune patrie

Un vase tout rempli du vin de l'espérance,

l'empire de la Méditerranée, qui devait échoir, un jour, par droit d'héritage, à la troisième Rome. Le livre célèbre de Gioberti : *Il primato*, est bien antérieur à la réalisation de l'unité. Ces libéraux idéalistes et patriotes, dans leur zèle, faillirent à plusieurs reprises compromettre leurs plus chères espérances que sauvèrent la prudence des politiques et l'habileté des diplomates. Plus tard, Crispi, premier ministre, voulut réaliser ces rêves grandioses; il se mit au service de la force allemande pour

neutraliser, par elle, la malveillance autrichienne et canaliser toutes les ressources de l'Italie vers une politique d'expansion méditerranéenne et coloniale. Si une nouvelle guerre, que Crispi fit tout ce qu'il put pour provoquer, mettait aux prises la France et l'Allemagne et se terminait par la défaite de la France, l'Italie aurait, pour sa part de nos dépouilles, l'Afrique du Nord. L'établissement du protectorat français à Tunis avait blessé au vif l'opinion italienne; Bismarck ne souhaitait pas une nouvelle guerre: Crispi chercha des compensations et s'engagea dans l'entreprise éthiopienne où il trouva Adoua.

Adoua a pesé très lourd, matériellement et surtout moralement, sur l'Italie contemporaine; l'opinion italienne, si impressionnable, si prompte à passer de l'excès de la confiance à l'excès de la prudence, n'est pas encore guérie d'une si rude déception; on en trouverait la preuve dans la conduite même de la guerre de Tripolitaine. Tuer ce fantôme en réhabituant l'Italie à la victoire, infuser une foi nouvelle avec de nouvelles espérances dans l'âme nationale et, ainsi, resserrer la cohésion de la patrie et multiplier sa puissance de rayonnement, c'est le but du nationalisme italien sous la forme nouvelle que lui ont donnée un groupe d'« intellectuels, » écrivains, journalistes, professeurs d'université, tels que MM. Enrico Corradini, S. Sighele, de Frenzi, Maraviglia. C'est le programme idéal de ce groupe, — dont certaines conceptions ne sont pas sans quelque rapport avec celles de l'Action française, — que le public a applaudi, poétiquement symbolisé par Gabriele d'Annúnzio, dans *la Nave*. Quelques mois avant la guerre, M. Paolo Arcari, le distingué professeur de l'Université de Fribourg (Suisse), a publié, dans un instructif volume, les résultats d'une enquête sur *la Coscienza nazionale in Italia* (1) qui nous renseigne sur ces tendances et ces aspirations nouvelles d'une partie de « l'intelligence » italienne. L'œuvre du *Risorgimento*, d'après les nationalistes, n'est pas achevée; continuée par Crispi, elle a été interrompue par la bataille d'Adoua et par la faiblesse du roi Humbert qui n'a osé ni soutenir son ministre, ni continuer sa politique; il faut la reprendre et achever l'unité de l'Italie en réalisant son unité morale, en formant une âme italienne. On n'y

(1) Milan, Libreria editrice milanese, 1911, in-8. — Voyez aussi l'article très intéressant de M. Stéphane Piot: *le Nationalisme italien*, dans la *Revue des Sciences politiques* d'avril 1912.

réussira qu'en entraînant la nation tout entière dans une politique d'action, orientée dans les voies traditionnelles où sa situation géographique et sa vieille histoire l'invitent à s'avancer. « La patrie, a dit Mazzini, c'est avant tout la conscience de la patrie. » Cette conscience s'acquiert par l'action en commun, par les dangers bravés d'un même cœur. C'est donc une politique d'exhaussement national qu'il faut pratiquer; les écrivains nationalistes célèbrent les bienfaits de la guerre, « guerre de rédemption et d'espérance, » qui effacera le souvenir de Tunis, d'Adoua et fera sortir l'Italie de la situation de second plan qu'elle occupe dans la Triple-Alliance. L'idée impérialiste se développera par le succès, par la victoire. Nationalisme d'abord, impérialisme ensuite, tel est le processus. « Avant vingt ans toute l'Italie sera impérialiste, » répète M. Corradini (1). « Il est nécessaire que l'Italie ait sa guerre; sans quoi, elle ne sera jamais une nation. Elle fut autrefois un troupeau d'esclaves; aujourd'hui, elle est un peuple, mais elle ne sera jamais une nation sans la guerre. Les peuples qui maintenant sont nation, ne devinrent tels que par la guerre. Et, sans la guerre, continuant à n'être qu'un peuple au milieu d'autres peuples qui sont des nations, nous resterons le proverbial pot de terre en face des pots de fer (2). »

La conquête de la « Libye, » — la résurrection de ce vieux nom romain, pour désigner l'ensemble des terres dont l'Italie a proclamé l'annexion, est significative, — n'est qu'une première étape. Ensuite, l'Italie trouvera deux adversaires : l'Autriche, qui domine dans l'Adriatique et détient des terres « non rachetées; » la France, maîtresse de l'Afrique du Nord. Entre les deux, Crispi avait choisi; mais, à partir de 1897, un rapprochement économique d'abord, puis moral et même politique s'était peu à peu opéré avec la France et l'on avait assisté à des manifestations de « fratellanza latina. » Jusqu'à l'automne dernier, la politique italienne paraissait plutôt dirigée contre l'Autriche. Le nationalisme italien, lui, ne choisit pas; sans rejeter les alliances et les amitiés politiques, il ne les regarde que comme des béquilles provisoires; il veut, à la manière des grands ancêtres, que l'Italie « fasse par elle-même. » Crispi est le héros favori des nationalistes. « Crispi fut le seul homme d'État italien qui se soit fait une grande conception de son pays, et qui ait porté toute

(1) Corradini, *L'Ombra della vita*, p. 291. Naples, Ricardo Ricciardi, 1908.
(2) Corradini, *Il volere d'Italia*, p. 206. Naples, Francesco Perella, 1911.

son action à le rendre grand et heureux... » « Si nous avions un homme à la tête du pays, le problème serait vite résolu. Notre guide aujourd'hui peut être une ombre. Et cette ombre s'appelle Francesco Crispi (1). » Le nationalisme ne prêche pas, d'ailleurs, la guerre immédiate ; il lui suffit d'en entretenir l'idée purifiante et salutaire ; de même que « le mythe de la grève générale » émancipera le prolétariat, « le mythe de la guerre victorieuse » arrachera les Italiens aux petitesses de la politique électorale et de la politique d'affaires. Telle est la méthode qui conduira l'Italie à redevenir la première nation du monde, la nation du *tu regere*.

Les apôtres du nouveau *Risorgimento* diffèrent, on le voit, de l'ancienne école ; ils suivent des disciplines nouvelles ; ils ont médité Hegel, Schopenhauer et Nietzsche ; ils ont adapté à leurs besoins nationaux la philosophie de la force, la théorie de la volonté et la notion des élites dirigeantes ; ils ont lu Taine et Auguste Comte, M. Maurice Barrès et M. Charles Maurras, voire M. Georges Sorel. Ils ont un culte pour Napoléon, qui avait dit : « Je ferai de l'Italie la plus grande des nations de l'Europe. » Ils connaissent la force de l'opinion, et c'est sur elle qu'ils agissent ; ils ont des congrès, tels que celui de 1909 à Florence, où fut préconisée l'entreprise de Tripolitaine ; ils multiplient dans les principales villes italiennes les revues et les journaux : la *Rivista di Roma*, le *Carroccio*, la *Preparazione*, l'*Italia al Estero*, le *Tricolore*, la *Grande Italia*, le *Mare Nostrum*, etc., répandent l'idée excitatrice d'énergie, exaltent l'orgueil national pour en faire jaillir de la force. Les apôtres de ce renouveau n'étaient, avant la guerre, que quelques individus distingués, mais isolés ; ils ont vu se rapprocher d'eux des fractions importantes des partis d'action. Syndicalisme et nationalisme communient dans

(1) Pour la première citation, Labriola : *Storia di dieci anni* (1899-1909). Milan, Casa editrice. « Il Viandante » : 1911, p. 22. Pour la seconde, G. Castellini : *Tunisi e Tripoli* (1911), p. 222.

En septembre 1911, la *Ragione* publiait une lettre de Crispi que plusieurs journaux ont déclarée fausse (l'*Unita* du 23 décembre, par exemple), mais qui n'en est pas moins caractéristique au point de vue de la psychologie nationaliste : « Si (la France allait au Maroc), il ne resterait plus à l'Italie qu'un seul devoir à accomplir, subit, immédiat : l'occupation de la Tripolitaine... Même si la Tripolitaine n'était qu'un désert, qu'un rocher stérile, qu'un autel pour le sacrifice de nos fils, la bannière de l'Italie devrait s'y déployer au soleil, aux vents, aux tempêtes... Malheur à la nation si elle ne sentait pas dans son cœur, dans son esprit, dans ses fibres, la puissance suggestive de ce devoir sacré ! Elle ne serait plus digne d'affirmer : cette mer est mienne... »

le culte de la violence. La masse ouvrière est plutôt de cœur avec le nationalisme. On l'a bien vu au début de la guerre de Tripoli : une tentative de grève de vingt-quatre heures, organisée par la C. G. T. pour manifester contre la guerre, a ridiculement échoué. Parmi les chefs, Arturo Labriola et Paolo Orano se sont prononcés pour « une guerre appelée à développer la vitalité du pays et son sentiment de l'héroïsme : » c'est une formule tout à fait nationaliste. De Felice et les socialistes de Sicile espèrent trouver dans la Cyrénaïque une terre d'émigration et de colonisation pour les pauvres paysans de leur île. Les Milanais, Trèves et Turati, déplorent au contraire ce chauvinisme bourgeois et réactionnaire. Quant à la monarchie, les nationalistes la soutiennent à la condition qu'elle ne fasse pas obstacle à la politique d'expansion, mais en prenne, au contraire, la direction. Victor-Emmanuel III n'est pas très populaire parmi les nationalistes qui lui reprochent ses idées humanitaires, ses tendances radicales et socialistes, et son attachement à M. Giolitti. Le *Tricolore* mena, il y a quelques années, d'assez vives campagnes contre le Roi qu'il appelait « le camarade Savoie. »

Ce sont les journaux et les revues nationalistes qui ont, depuis quelques années, représenté la Tripolitaine et la Cyrénaïque comme un paradis terrestre et en ont préconisé la conquête. Le congrès de Florence, en 1909, l'a réclamée comme indispensable au salut et à la rénovation de l'Italie. Des brochures, des images, répandues à profusion, ont fait pénétrer le mirage séducteur jusque dans les couches profondes de ce peuple resté si ignorant et si primitif. Cette propagande a fermenté sans bruit dans les masses obscures de la pâte nationale ; on l'a vue tout d'un coup émerger, en une explosion d'enthousiasme, le jour de la déclaration de guerre. Le départ des troupes pour l'Afrique fut une de ces fêtes dont le souvenir se grave pour toujours dans la sensibilité d'une nation. Le bon *popolino* italien, si expansif, si candide dans l'expression de ses joies ou de ses douleurs, si prompt à l'enthousiasme, vibrait d'un patriotisme ardent ; il se voyait déjà entrant dans la Terre promise, dans l'Eden vanté par la presse nationaliste. Que de désillusions pour l'avenir ! Dans les premiers jours de la guerre, un brave cocher sicilien disait à un voyageur français : « Monsieur, Tripoli est la terre de l'or ! Désormais l'Italie sera la plus riche puissance du monde, elle n'aura plus besoin des étran-

gers (1). » Mot bien significatif dans sa spontanéité, écho populaire des exagérations nationalistes. Le souhait naïf de « n'avoir plus besoin des étrangers » traduit un sentiment qui est presque général, durant la crise actuelle, en Italie : c'est la défiance, l'inimitié même, contre tout ce qui est étranger. Ce violent courant de nationalisme intransigeant est un fait d'une haute portée politique. Un grand mouvement d'enthousiasme national, dont les causes remontent plus haut que la propagande des néo-nationalistes, a remué, jusqu'en ses fibres profondes, le cœur de la nation italienne. Quoi qu'il arrive dans l'avenir, cette vague d'émotion collective n'aura pas passé sans laisser de traces.

II

Les nationalistes qui ont fait une propagande bruyante en faveur d'une intervention à Tripoli n'auraient peut-être jamais réussi à entraîner le gouvernement si le jeu des combinaisons parlementaires et des rivalités personnelles n'avait fait, qu'à un moment donné, le Roi et ses ministres, longtemps opposés à toute politique d'intervention militaire en Afrique, changèrent d'avis ; c'est ce revirement qu'il nous faut expliquer.

Depuis douze ans, l'Italie est, en fait, gouvernée par M. Giovanni Giolitti, ou plutôt par le Roi avec le concours et sous le couvert de M. Giolitti. Celui-ci a été quatre fois président du Conseil, et jamais le Roi, qui dispose exclusivement du droit de dissolution, n'en a usé sans que M. Giolitti fût au pouvoir pour présider aux élections nouvelles, en sorte que, même quand la Chambre supporte impatiemment son joug et serait disposée à le jeter bas, M. Giolitti est toujours assuré de la majorité. Les députés savent que, s'ils le renversaient, il reviendrait, un moment après, du Quirinal, avec un décret de dissolution, et qu'aux élections ses adversaires seraient décimés. Sous les formes et les apparences d'un régime parlementaire, c'est, en réalité, un régime à demi personnel qui fonctionne en Italie.

Le Cabinet Luzzatti, qui donna sa démission le 19 mars 1911, après un débat sur la réforme électorale, avait été faible et impuissant. Quand il se retira, M. Giolitti parut le seul président du Conseil possible, et le Roi lui confia aussitôt la mission de

(1) *La guerre de Tripoli et l'esprit public en Italie*, par L. R., intéressant article de la *Chronique sociale de France* de mars 1912 (Lyon).

constituer le nouveau Cabinet. La majorité libérale et conservatrice le vit avec étonnement prendre pour collaborateurs trois ministres et trois sous-secrétaires d'État du groupe radical qui ne compte guère que trente membres à la Chambre. M. Bissolati, chef du groupe socialiste, fut même appelé au Quirinal et reçut l'offre d'un portefeuille; ce n'est qu'au bout de quatre jours de négociations qu'il se déroba en alléguant qu'il ne pourrait se plier à l'étiquette extérieure des fonctions ministérielles, mais en déclarant qu'il adhérait « sans conditions ni réserves » au programme de M. Giolitti. La lecture de la déclaration ministérielle, le 4 avril, acheva de répandre la stupeur sur les bancs de la majorité libérale; M. Giolitti y accentuait son évolution démocratique. Son projet de réforme électorale qui supprime toutes les restrictions fondées sur l'instruction et accorde le droit de vote à tous les citoyens âgés de trente ans et ayant fait leur service militaire, c'est-à-dire le suffrage universel, provoqua du côté droit une vive opposition. Il en fut de même du projet de loi inspiré par le professeur Nitti, ministre de l'Agriculture, portant création d'une caisse des retraites pour la vieillesse et l'invalidité, dont les ressources seraient obtenues par la constitution au profit de l'État d'un monopole des assurances sur la vie, les compagnies étant dépossédées sans indemnité. La droite libérale cria à la trahison sans que ni les républicains ni les catholiques se déclarassent satisfaits. Le ministère recueillit 340 voix contre 88, mais pas plus à Montecitorio qu'au Palais-Bourbon les votes ne représentent exactement l'opinion des députés. Une vive irritation contre la politique démocratique et socialiste de M. Giolitti subsistait. Le *Corriere della Sera*, le *Giornale d'Italia*, le *Corriere d'Italia* attaquèrent avec vigueur le projet Nitti. A la Chambre, les critiques furent si vives, même de la part des amis du ministère, que M. Giolitti amenda son projet. L'opposition n'en fut pas désarmée, et il fallut toute l'autorité du président du Conseil pour rallier une majorité de 289 voix contre 158 et 19 abstentions en faveur du passage à la discussion des articles. La session d'été fut close sur ce débat passionné et tumultueux (8 juillet). M. Giolitti sentait son autorité ébranlée; de tous côtés, on dénonçait sa dictature; ses ennemis cherchaient un moyen de le discréditer et d'obliger le Roi à lui retirer son appui; ce moyen, ils crurent l'avoir trouvé dans la question de Tripolitaine.

Le « coup d'Agadir » eut, en Italie, un extraordinaire retentissement. L'opinion publique conclut immédiatement que la question du Maroc allait être résolue, qu'un protectorat français, partagé ou non avec les Allemands, allait y être établi. Ce fut, dans tout le pays, une commotion électrique. La presse nationaliste se lança aussitôt dans une ardente campagne de propagande, comparant l'activité des Allemands et des Français, dans la question marocaine, à l'inertie du gouvernement de M. Giolitti dans cette Tripolitaine que le public s'était habitué à considérer comme le lot de l'Italie dans l'Afrique du Nord. L'Italie n'était-elle donc pas, elle aussi, comme l'Allemagne son alliée, une grande puissance, et n'avait-elle pas droit, elle aussi, à des compensations, si la France acquérait le Maroc? Allait-elle, à Tripoli ou à Tobrouk, se laisser devancer par de plus hardis ou de moins scrupuleux? Les fêtes du cinquantenaire de la proclamation de « Rome capitale, » célébrées l'année dernière, avaient contribué à exalter le patriotisme et l'orgueil national. L'opinion publique était mûre pour accepter et appuyer une guerre d'expansion. Les adversaires de M. Giolitti comprirent tout le parti qu'ils pourraient tirer de ces dispositions du pays pour arrêter, par un moyen indirect, les lois sur le suffrage universel et sur le monopole des assurances que le président du Conseil prétendait imposer à sa majorité. Une très vive campagne commença dans le *Giornale d'Italia*, dans le *Corriere d'Italia*, dans la *Stampa*, en faveur d'une intervention énergique à Tripoli et, au besoin, de la guerre. On savait que le Roi et M. Giolitti étaient opposés à toute politique belliqueuse et considéraient que l'heure de réaliser les visées italiennes sur la Tripolitaine n'était pas venue, mais que, dans le ministère même, l'accord n'était pas parfait : M. di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères, et son sous-secrétaire d'État, M. di Scalea, Siciliens l'un et l'autre, passaient pour pencher vers une politique d'intervention. Les adversaires de M. Giolitti, et surtout les mécontens de sa majorité, calculaient que, une fois l'opinion publique déchaînée, le ministre serait mis en demeure d'agir, que le président du Conseil s'y refuserait, et qu'on réussirait peut-être, sur cette question d'intérêt national et de sentiment populaire, à le renverser, sans que le Roi crût possible d'en appeler à de nouvelles élections. M. Giolitti comprit la manœuvre de ses adversaires et résolut de la

déjouer; soutenu par le ministre des Affaires étrangères, il se décida brusquement à la guerre. L'expédition de Tripolitaine est donc le prix dont M. Giolitti paye sa loi sur le suffrage universel. C'est là du moins l'une des origines d'une décision dont les conséquences seront si considérables pour l'avenir de l'Italie.

Il n'est point, de nos jours, d'entreprise politique qui n'ait son armature financière. L'action du Banco di Roma a fortement contribué à préparer l'opinion à une guerre de conquête en Tripolitaine, et particulièrement à y rallier les milieux catholiques. C'est un curieux épisode de l'histoire des rapports du royaume d'Italie avec le Saint-Siège. Le Banco di Roma était, au commencement du règne de Léon XIII, un établissement financier de médiocre importance, fondé par des particuliers. Son directeur, Ernesto Pacelli, sut gagner la confiance de l'entourage du Pape, si bien que Léon XIII lui confia les fonds du Saint-Siège. L'appoint de ces nouveaux capitaux permit au Banco di Roma de développer ses affaires. Mais ses accointances avec le Vatican l'empêchaient de pénétrer dans le monde des affaires qui a des attaches avec le gouvernement royal et, notamment, d'obtenir pour son papier l'escompte de la Banque d'Italie. Impatient de forcer cette porte, le Banco di Roma prit conseil en haut lieu; il avait pour président de son conseil d'administration le président de la Chambre de Commerce, frère de M. Tittoni, alors ministre des Affaires étrangères. C'était le temps où le gouvernement italien signait avec M. Delcassé les accords qui constataient que la France se désintéressait de la Tripolitaine et que l'Italie se désintéressait du Maroc (1902). Le gouvernement désirait acquérir, en Tripolitaine, des intérêts économiques qui lui permissent d'y développer l'industrie et le commerce italien, constituassent des hypothèques sur la province, et pussent au besoin fournir l'occasion d'une intervention armée. Le Banco di Roma obtint l'escompte de la Banque d'Italie, mais promit en retour de s'intéresser aux entreprises italiennes en Tripolitaine et en Cyrénaïque. C'est ainsi que furent fondées, à Tripoli et sur toute la côte, avec les capitaux et sous la direction d'un agent du Banco di Roma, M. Bresciani, ancien fonctionnaire de l'Erythrée, toute une série d'entreprises et d'affaires : huileries, savonneries, moulins, pêcheries, commerce des éponges, achat de terrains, usine électrique à Benghazi, ligne de navigation subventionnée qui a aujourd'hui quatre vapeurs. Des missions

furent envoyées à l'intérieur et des agens entrèrent en relations avec les chefs et les marabouts influens, préparant le terrain pour une prochaine enquête. Le Banco di Roma porta son capital à 80 millions et il vient, récemment encore, de l'accroître. Malgré ces efforts, le commerce restait stagnant, les affaires ne se développaient pas; les capitaux demeuraient improductifs; le passif grossissait. Les fonctionnaires ottomans entravaient, par toute sorte de tracasseries, l'essor économique de la province et particulièrement des entreprises italiennes : à Benghazi, par exemple, l'usine électrique, construite pour éclairer la ville, ne fut pas autorisée à fonctionner. Le Banco di Roma, ayant engagé de gros capitaux en Afrique, dans l'intérêt et presque sur les indications du gouvernement, avec l'assurance qu'un jour ou l'autre la Tripolitaine et la Cyrénaïque passeraient sous la domination de l'Italie, et qu'à la longue, l'attente des actionnaires serait récompensée, se trouva, dit-on, dans une situation difficile. L'année dernière, son directeur fit savoir au gouvernement qu'il allait se trouver dans la nécessité de liquider ses affaires de Tripolitaine et qu'il se disposait à entrer en pourparlers avec un groupe anglais et un groupe allemand. Cette perspective menaçante contribua beaucoup, semble-t-il, à décider le gouvernement à intervenir, au besoin par les armes. Les hostilités commencées, le Banco di Roma reçut l'entreprise du ravitaillement en vivres, en vêtemens, harnachemens, etc., du corps expéditionnaire. Il reste l'associé du gouvernement pour le développement des intérêts italiens en Tripolitaine; il fut même un moment question de lui confier le service de la Trésorerie dans les pays conquis, mais la Banque d'Italie protesta par une circulaire où elle rappelait qu'elle avait été associée à toute l'histoire de l'unité italienne et qu'elle pensait avoir quelque droit à n'être pas exclue des bénéfices de la nouvelle expansion de la monarchie dans la Méditerranée.

La Banque qui a la confiance du Vatican se trouve donc être, en même temps, celle qui, la première, a cherché à promouvoir les entreprises italiennes en Tripolitaine : élégante *combinazione* qui rapproche, pour une œuvre d'expansion italienne et de rayonnement chrétien, les deux pouvoirs historiques qui, à Rome, s'ignorent officiellement et se combattent. Dans les milieux catholiques, la guerre contre les Turcs a été très populaire; éloignés des élections et de la vie politique par les direc-

tions du Saint-Siège, les catholiques ont saisi avec joie cette occasion de manifester leur loyalisme et leur dévouement patriotique ; plusieurs évêques ont béni en grande pompe les troupes qui partaient pour conquérir à la civilisation chrétienne une terre d'Islam par où s'opère encore, jusque dans la Méditerranée orientale, le trafic des esclaves noirs. De très hauts personnages du Sacré-Collège manifestèrent publiquement leurs sympathies, tel le cardinal Vincenzo Vanutelli dans un discours, prononcé au mariage du prince Odescalchi, que la Secrétairerie d'État dut désavouer par convenance diplomatique; tel plus récemment le cardinal Agliardi à Albano. On dit à Rome que le cœur italien de Pie X suit avec une anxiété patriotique les péripéties de la lutte. Les journaux catholiques d'Italie croient même que ces sympathies « cléricales » expliquent le langage violent et acerbe des grands journaux de la banque israélite allemande, tels que la *Frankfurter Zeitung*, le *Berliner Tageblatt*, et leur malveillance à l'égard de l'Italie et de l'entreprise tripolitaine.

Ainsi, propagande nationaliste, qui prépare l'opinion à acclamer la guerre; évolution démocratique et sociale de M. Giolitti, qui le met en opposition avec sa propre majorité et l'oblige à accepter et à faire accepter au Roi l'idée d'une guerre à laquelle ils se déclaraient, l'un et l'autre, quelques mois auparavant, fermement opposés; intérêts financiers du Banco di Roma compromis par l'impossibilité de développer les entreprises italiennes en Tripolitaine; union de tous les partis, y compris les catholiques et la plus grande partie des socialistes, pour pousser le gouvernement à la guerre; tels sont quelques-uns des facteurs dont la convergence a déterminé l'explosion d'un conflit depuis longtemps prévu et préparé par la diplomatie de la Consulta ; tels sont surtout quelques-uns des élémens dont la conjonction explique la psychologie si curieuse de l'opinion italienne dans la guerre contre les Turcs.

III

Les intérêts de l'Italie en Tripolitaine (1) ou, si l'on veut, en prenant le mot dans son sens politique, ses « droits, » ne se

(1) Nous ne parlerons pas ici de la valeur intrinsèque de la Tripolitaine. Nous l'avons déjà fait dans la *Revue* du 1er février 1903.

sont pas développés organiquement par l'effet naturel du voisinage géographique, ils se sont accrus par suite d'initiatives directement conduites ou indirectement encouragées par le gouvernement; les étapes de l'influence italienne en Tripolitaine ont été déterminées par des événemens extérieurs. L'établissement du protectorat français en Tunisie en 1881 marque le moment où, pour la première fois, l'Italie songe à se créer des droits éventuels en Tripolitaine. Évincée en Tunisie, elle reporte ses espérances et ses ambitions dans l'Adriatique, dans la Méditerranée orientale, sur les rivages des deux Syrtes et jusque dans la Mer-Rouge. L'échec d'Adoua, la prépondérance autrichienne dans l'Adriatique, amènent de plus en plus l'Italie à se préoccuper de l'avenir de la Tripolitaine. Toutes les grandes puissances pratiquent la politique d'expansion; elle, qui a un commerce prospère, une marine, des émigrans nombreux, n'a presque pas de terre où elle puisse donner carrière à l'esprit d'entreprise et aux aptitudes colonisatrices de sa race! A mesure que le partage de l'Afrique s'achève, l'Italie surveille avec plus d'attention les côtes des Syrtes et de la Cyrénaïque qui s'allongent en face de la Sicile, entre la Tunisie et l'Égypte, et elle cherche à faire reconnaître ses droits d'héritière sur cette partie de l'Empire ottoman pour le jour où s'ouvrira la grande succession. En attendant, elle prend des hypothèques sur cette terre. En 1901 des navires de guerre italiens viennent établir par la force, malgré la résistance des Turcs, un bureau de poste à Benghazi, sans que le gouvernement hamidien fasse entendre une protestation. Le Banco di Roma inaugure son activité en Afrique vers 1902 et y multiplie ses entreprises. De plus en plus, en Italie, l'opinion publique s'habitue à considérer la Tripolitaine comme un patrimoine national.

La diplomatie italienne a préparé de longue main l'événement de 1911. Jamais à aucun moment, le gouvernement français, ni personne en France, n'a eu la pensée d'occuper la Tripolitaine. En 1881, l'opposition, et notamment le duc de Broglie, parla de l'entraînement fatal qui nous conduirait toujours plus loin. « Il fallait Tunis pour qu'Alger fût tranquille. Il faut maintenant Tripoli pour que Tunis soit en paix. » Barthélemy Saint-Hilaire, à des demandes d'éclaircissemens du Cabinet de Londres, se borna à répondre que le gouvernement de la République considérait la Tripolitaine comme faisant

incontestablement partie de l'Empire ottoman, et n'avait l'intention ni de l'envahir, ni d'essayer d'y établir une influence exclusive et dominante. C'est dans les polémiques de presse qui éclatèrent entre l'Italie et la France, au moment des manifestations anti-françaises de Milan, de Gênes, de Turin, que les journaux italiens réclamèrent, pour la première fois, la Tripolitaine et la Cyrénaïque comme une compensation à l'occupation de la Tunisie par la France. A l'époque où un rapprochement commence à se dessiner entre Rome et Paris, c'est dans la Méditerranée que, des deux parts, on recherche les élémens d'une entente; c'est le moment où M. Delcassé, — comme nous l'avons exposé ici le 1er avril, — aiguille la politique française vers le Maroc. Après l'échec de son premier traité avec l'Espagne, c'est vers l'Italie qu'il se tourne. A la suite de la convention anglo-française du 21 mars 1899, fixant les limites des possessions des deux nations au Soudan, le gouvernement italien s'inquiète des conséquences que pourrait avoir ce traité pour l'Hinterland de la Tripolitaine. Des notes sont échangées à ce sujet en décembre 1900; et, en 1901, M. Prinetti peut déclarer au Parlement qu'à sa connaissance, « la France n'a pas l'intention de dépasser, dans les régions attenantes au vilayet de Tripoli, la limite indiquée par la convention du 21 mars 1899, non plus que d'entraver les caravanes. » Quelques jours après, M. Delcassé déclarait au correspondant du *Giornale d'Italia*, M. Ugo Ojetti, qu'en retour de cette assurance, l'Italie s'était engagée à ne rien faire qui pût gêner la France au Maroc. Donner de telles assurances à l'Italie qui, juridiquement, n'avait aucune qualité pour s'inquiéter des frontières ou du commerce de la Tripolitaine, province ottomane, équivalait à lui reconnaître des intérêts spéciaux, et, en quelque mesure, des droits, sur cette région. Pour exercer ces droits, il fallait les montrer menacés, et les Italiens n'ont pas manqué de le faire. Toutes les fois qu'ils se sont préparés à l'action, ils ont répandu le bruit que des rivaux cherchaient à les devancer. Le 16 mars 1903, le député de Marinis interpellait le ministre des Affaires étrangères sur de prétendus projets d'occupation anglaise des baies de Tobrouk et de Bomba; il y voyait l'indice d'une entente entre la France et l'Angleterre, celle-ci donnant carte blanche à celle-là au Maroc, et la France, en échange, favorisant l'établissement des Anglais en Cyrénaïque. Le sous-secrétaire d'État Baccelli rassura l'inter-

pellateur et la presse anglaise démentit si bien ces bruits que l'incident se termina par une sorte de reconnaissance implicite, par l'Angleterre, des intérêts spéciaux de l'Italie en Tripolitaine.

Je me suis expliqué, au temps où ils furent conclus, sur les inconvéniens que présentaient les accords négociés entre M. Tittoni et M. Delcassé; pour éviter de me répéter, je demande au lecteur la permission de le renvoyer à ces pages (1). Quoique les Turcs ne l'aient réoccupée qu'en 1835, quoiqu'elle fût la plus négligée des provinces ottomanes, la Tripolitaine faisait partie intégrante de l'Empire; elle était entrée avec lui dans le droit public européen sous la garantie des puissances, notamment de la France et de l'Angleterre, gardiennes traditionnelles de l'intégrité ottomane. Il devait paraître singulier que ces deux dernières puissances reconnussent, par une convention écrite, des droits spéciaux à une troisième sur un vilayet de la Turquie. Peut-être a-t-on cru que jamais l'Italie ne chercherait à s'emparer par la force de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, qu'elle se contenterait d'y développer ses intérêts économiques et d'y favoriser l'installation de ses émigrans, jusqu'au jour où une dislocation de l'Empire ottoman ferait tomber entre ses mains cette part d'héritage. « Il importe que nos projets gardent un caractère strictement platonique (2), » disait un jour un ministre italien. Il paraissait vraisemblable que les intérêts économiques et politiques considérables que l'Italie possède dans toutes les parties de l'Empire ottoman lui sembleraient toujours supérieurs au bénéfice incertain de l'occupation directe des rives des deux Syrtes et des oasis du désert tripolitain. Mais il s'en faut que la politique des peuples soit toujours déterminée par leurs seuls intérêts matériels. On pouvait penser aussi que l'Allemagne et l'Autriche, qui, la première surtout, entretiennent des rapports d'étroite intimité avec le gouvernement du Sultan, calmeraient au besoin les ambitions impatientes de leur alliée. Ces calculs se sont trouvés faux. En politique, il n'est jamais prudent de compter sur des interventions extérieures pour empêcher les actes humains de porter leurs conséquences naturelles.

Les efforts des Italiens pour développer leurs intérêts éco-

(1) Voyez *l'Empire de la Méditerrannée*, p. 325 et suivantes, 3e édition, 1904, in-8°.

(2) Cité par M. André Tardieu dans *la France et les alliances*, page 112 (1 vol. in-16, Alcan).

nomiques en Tripolitaine et en Cyrénaïque se heurtèrent, dès le temps d'Abd-ul-Hamid, à la mauvaise volonté, à l'inertie des fonctionnaires ottomans. Quand la révolution eut exalté son nationalisme, la Jeune-Turquie, loin d'ouvrir le vilayet africain aux entreprises civilisatrices et au commerce des Italiens, donna des instructions pour qu'aucune concession ne leur fût accordée; les « droits » et « intérêts spéciaux, » reconnus à l'Italie par les puissances européennes, devinrent autant de raisons qui firent adopter comme règle, à Constantinople, de ne leur attribuer, en Tripolitaine, aucun avantage particulier. Les Jeunes-Turcs appliquèrent d'ailleurs cette méthode à toutes les puissances européennes partout où l'une d'elles cherchait à se prévaloir d'intérêts prédominans ou de droits anciens. Ce refus systématique de donner satisfaction aux demandes des Italiens, de laisser circuler leurs voyageurs, leurs prospecteurs, jusqu'à leurs archéologues, ce parti pris constant de tracasserie et de mauvaise volonté, menaçaient gravement les intérêts déjà établis en Tripolitaine; les entreprises du Banco di Roma périclitaient. Des agens italiens, dans les rues des ports tripolitains, furent insultés ou menacés. Les Italiens purent se croire à la veille d'être évincés d'une contrée sur laquelle ils fondaient leurs dernières espérances d'expansion méditerranéenne. Cette attitude des Jeunes-Turcs, légitime à coup sûr, mais maladroitement appliquée, irrita vivement l'opinion dans la péninsule, lésa des intérêts respectables et offrit au Cabinet de Rome le prétexte d'une intervention armée. La note italienne à la Porte, le 25 septembre, parlait du « danger auquel est exposée la colonie italienne à Tripoli, du fait du fanatisme des musulmans, que les officiers softas excitent contre les Italiens; » et dans l'ultimatum du 28, M. di San Giuliano visait « l'opposition systématique la plus opiniâtre et la plus injustifiée à laquelle s'est constamment heurtée toute entreprise italienne en Tripolitaine et en Cyrénaïque, » et « l'agitation qui constitue un danger imminent pour les sujets italiens et aussi pour les sujets de toutes nationalités qui, justement émus et inquiets pour leur sécurité, ont commencé à s'embarquer pour quitter sans délai la Tripolitaine. » Les Jeunes-Turcs, par leur intransigeance vexatoire, par leur attitude générale de défiance vis-à-vis des étrangers dont ils ne peuvent se passer, ont donné à l'Italie, tout au moins, un prétexte pour colorer son agression.

IV

C'était une des maximes de Cavour que l'Italie doit profiter de toutes les querelles européennes et saisir toutes les occasions pour s'agrandir et gagner. Le conflit franco-allemand offrait aux Italiens une tentation, en même temps que le Maroc éveillait leur appétit. Dès la fin d'août, le *Corriere d Italia*, la *Stampa*, imaginaient la théorie du droit de l'Italie à des « compensations. » Ces compensations, le Cabinet de Rome pouvait croire le moment venu de les réclamer.

L'Italie avait en Europe une situation diplomatique exceptionnellement favorable. M. Delcassé avait, depuis 1900, par un échange de notes secrètes, promis de ne rien faire qui pût contrecarrer l'action de l'Italie en Tripolitaine ; la France, bien qu'elle n'en connût pas la portée exacte, ne pouvait que faire honneur à la parole donnée en son nom. Durant la crise d'Algésiras, l'Italie, malgré les très vives instances de Berlin, avait fait passer ses engagemens méditerranéens avant la solidarité triplicienne ; son plénipotentiaire, le marquis Visconti-Venosta, avec tout le prestige de son âge, de son caractère et de ses services, s'était rangé du côté de la France et de l'Angleterre. L'Italie, à Algésiras, a tiré sur la France une lettre de change que nous ne pouvions manquer de lui rembourser à échéance. Dans une passe difficile, comme celle de l'été 1911, il eût été de toutes façons de notre intérêt de ne pas contrecarrer les visées de l'Italie. Les Jeunes-Turcs nous avaient donné, par leur politique agressive, de légitimes sujets de plainte ; ils nous avaient maladroitement cherché noise en envoyant des officiers dans le Borkou, dans le Tibesti, à Djanet, et en contestant mal à propos, en plein Sahara, des frontières fixées par la convention du 21 mars 1899. Le Cabinet de Paris fit donc bon accueil à l'entreprise italienne, malgré les dangers qu'elle pouvait faire courir à la paix générale. La presse française s'abstint de critiquer trop vivement la manière insolite dont les Italiens avaient brusqué les pourparlers et précipité l'agression. La presse anglaise se montra moins indulgente ; les journaux radicaux et puritains ne manquèrent pas de rappeler, avec hauteur et sévérité, l'Italie au respect du droit des gens et des principes de la justice internationale. Toutefois, la diplomatie britannique, qui n'a pas eu,

depuis l'avènement des Jeunes-Turcs, à se louer de leurs procédés, et qui redoute pour l'Égypte le voisinage d'une Turquie forte, ne chercha pas à faire obstacle à la politique italienne d'expansion, mais plutôt à préparer une paix qui rassurât l'Europe tout en donnant satisfaction à l'Italie.

La Russie et l'Italie ont, depuis l'annexion de la Bosnie, constaté la communauté de leurs intérêts dans les Balkans. C'est à Racconigi, en octobre 1909, que, dans les conversations du Tsar avec le roi d'Italie, et de M. Isvolsky avec M. Tittoni, fut dégagée cette identité de vues des deux gouvernemens : cette constatation eut pour conséquence de fréquens échanges de vues entre les deux Cabinets. Ils souhaitent l'un et l'autre le *statu quo* dans les Balkans et redoutent une extension nouvelle de l'Autriche, en territoire ou en influence. Les Jeunes-Turcs n'ont rien fait pour retenir les sympathies de la Russie ; ils l'ont traitée en ennemie héréditaire, avec une défiance parfois agressive. En Perse, sous prétexte de contestation de frontières, les soldats turcs font peu à peu tache d'huile et empiètent sur la partie du territoire persan qui avoisine au Sud la Transcaucasie dont ils tournent les positions stratégiques. C'est surtout à eux-mêmes que les Jeunes-Turcs doivent s'en prendre si les efforts de M. Tcharykof pour amener le rétablissement d'une mutuelle confiance entre la Russie et la Porte n'ont abouti qu'à un échec. L'appui amical de Saint-Pétersbourg était particulièrement utile à l'Italie au moment de s'engager dans son entreprise de Tripolitaine, car la situation diplomatique de la Russie est aujourd'hui très forte. Alliée de la France, liée à l'Angleterre et au Japon par des accords et des ententes qui la garantissent, en Asie, contre toute surprise, elle voit l'Allemagne rechercher les occasions de lui prouver ses bonnes dispositions et de gagner ses sympathies : l'entrevue de Potsdam et ses suites ont montré non seulement les cordiales relations qui existent entre Berlin et Pétersbourg, mais surtout la grande place que la Russie a reconquise dans les conseils de l'Europe ; elle est établie dans une excellente position défensive où elle peut, en attendant la reconstitution de ses forces militaires et navales, exercer avec autorité, sur l'Europe et l'Asie, une influence de pacification et de conservation.

Le comte d'Æhrenthal avait pour principe de traiter avec ménagemens l'Italie, son alliée. On sait avec quelle énergie et

quel succès, dans les derniers mois de sa vie, il a résisté aux impatiens qui souhaitaient que l'Autriche profitât de la guerre italo-turque pour attaquer l'Italie, abattre l'irrédentisme et accroître son influence dans l'Empire ottoman. A la communication de M. di San Giuliano, dans les premiers jours de septembre, annonçant l'ouverture inévitable et prochaine des hostilités, le comte d'Æhrenthal ne fit de réserves que sur le danger d'apporter une telle perturbation à la paix générale dans un moment où la Macédoine restait agitée et l'Albanie frémissante. Malgré cette réserve, les Italiens, en définitive, partirent pour Tripoli avec l'agrément de la Ballplatz. Après les coups de canon de Preveza, où l'escadre du duc des Abruzzes tira sur un torpilleur autrichien qui surveillait de trop près ses mouvemens tandis qu'elle était occupée à couler quelques petits bateaux turcs, le comte d'Æhrenthal se plaignit vivement; quelques jours après, le duc était appelé à un autre commandement et l'Italie promettait de ne plus porter la guerre dans l'Adriatique. Mais là s'est bornée l'intervention de l'Autriche.

Les Italiens ont donc choisi, avec un tact politique très sûr, le moment favorable où leur action, même si elle venait à gêner la politique de certaines grandes Puissances, ne pourrait être sérieusement contrecarrée par aucune d'elles. Au point de vue financier, elle se trouvait également en mesure de fournir un grand effort. La politique antifrançaise et aventureuse de Crispi avait mis les finances de l'Italie si mal en point que, bon gré mal gré, il avait fallu, après Adoua, adopter une autre méthode. L'Italie, résolument, se mit au travail et le gouvernement à l'œuvre; les résultats ne tardèrent pas à récompenser ces efforts. M. Tedesco, ministre du Trésor, constatait dans son exposé du 3 décembre 1910 que, depuis douze ans, le budget se soldait par un excédent et que la dette du Trésor, qui était de 400 millions, avait fait place à un crédit de 21 millions et demi. Malgré les grosses dépenses faites pour améliorer l'armement (budget de la guerre 1910: 400 millions), malgré la catastrophe de Messine, malgré le mauvais résultat du rachat des chemins de fer, malgré le développement coûteux de la législation sociale et interventionniste, la situation financière, au début de la guerre, était excellente. Les sommes énormes envoyées par les Italiens qui travaillent à l'étranger (plus de 400 millions de lires par an pour la seule Sicile), et surtout

l'argent laissé par les touristes étrangers (environ 900 millions par an), compensent le tribut que l'Italie, malgré son labeur opiniâtre et la prospérité croissante de son économie nationale, paye à la production étrangère (1). Le change qui, en 1893, dépassa 117 pour 100, était revenu au pair. La période difficile qui a suivi la crise américaine de 1907-1908 a retardé les progrès de l'industrie, elle ne les a pas arrêtés; l'essor est rapide surtout dans la région où les torrens des Alpes fournissent la houille blanche. Non seulement les impôts donnent des plus-values, mais, dans l'ensemble, les particuliers sont devenus plus riches. Les titres de la Dette (13 milliards et demi) qui, naguère encore, étaient placés presque tous à l'étranger, sont peu à peu rachetés en Italie; les cours, malgré la guerre, restent assez fermes et la conversion automatique, qui va se faire au 1er juillet 1912, transformera le 3 3/4 en 3 1/2 pour 100. Enfin un trésor de guerre avait été constitué et renfermait, dit-on, deux cents millions.

La crise franco-allemande de 1905, en attirant l'attention sur l'état de l'armée italienne, avait montré qu'elle n'était pas prête à faire campagne. De 1907 à 1910, d'après les rapports de la Commission d'enquête parlementaire, constituée sous les auspices de M. Giolitti, des réformes furent réalisées. Malgré l'adoption récente du service de deux ans et la réorganisation encore inachevée de l'artillerie, on peut dire qu'en 1911 l'état matériel et moral de l'armée italienne était devenu satisfaisant. Pendant la crise européenne de 1908-1909, provoquée par l'annexion de la Bosnie, l'état-major italien prépara une mobilisation dirigée vers les frontières de Trieste et du Trentin. Enfin, en ces derniers mois, on étudia et on prépara secrètement une expédition en Tripolitaine. Tout était au point, armée et flotte, quand les circonstances décidèrent M. Giolitti et le Roi à une action immédiate.

Ces grands progrès, cette prospérité matérielle croissante, ces forces imposantes sur terre et sur mer, furent le voile brillant mais trompeur qui dissimula à l'Italie les difficultés et les périls

(1) Année 1909 :

Importations	Exportations.
3 079 113 lires	1 833 723 lires

Voyez Édouard Payen, *la Situation économique et financière de l'Italie*, dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1er octobre 1911.

d'une entreprise qui, si favorable pour elle qu'on en suppose l'issue, ne sera pas, matériellement parlant, une opération avantageuse. L'édifice récent de sa fortune restaurée n'était pas encore assez consolidé pour être hasardé dans une telle guerre. Le déchaînement prodigieux de l'enthousiasme populaire, surchauffé par les récits de la presse, emporta la décision d'un gouvernement qui cherchait une diversion aux difficultés intérieures dont nous avons parlé et saisissait l'occasion de réparer les lézardes de sa majorité. L'expédition fut résolue.

V

Elle fut préparée activement, mais dans le plus grand secret. Amis et adversaires restèrent, jusqu'au dernier jour, incrédules. Le grand vizir Hakki-pacha, ancien ambassadeur à Rome, ne croyait pas à la guerre; il était entretenu dans ses illusions par le baron Marschall von Bieberstein, le tout-puissant ambassadeur allemand à Constantinople, qui, jusqu'au dernier jour, se faisait fort d'empêcher les hostilités d'éclater. On raconte que la veille de la déclaration de guerre le grand vizir jouait au bridge avec le chargé d'affaires d'Italie. Les Jeunes-Turcs ne croyaient pas à la possibilité d'une agression; ils avaient retiré de Tripolitaine trois bataillons et un régiment de cavalerie; ce ne fut que dans les derniers jours qu'ils essayèrent d'envoyer quelques renforts. Le 26 septembre, le *Berliner Lokal Anzeiger* écrivait : « L'Italie n'est pas sur le point de débarquer des troupes. On le saurait. » Il aurait suffi de lire les journaux italiens pour « le savoir » en effet : leur enthousiasme débordait. Le *Secolo*, seul, contrastait par sa tristesse avec l'exaltation générale, mais personne ne faisait écho à la vieille feuille libérale. La guerre fut cependant une surprise pour tous. Le gouvernement italien brusqua son attaque; il supprima ce *crescendo* de notes et d'ultimatum savamment gradués qu'exigent les professeurs de droit international pour admettre qu'une guerre a été déclarée suivant les règles. Les Turcs n'eurent pas le temps d'envoyer à Tripoli les transports chargés de troupes qu'ils préparaient. L'exemple est à retenir pour les militaires imprévoyans qui compteraient sur la « période de tension diplomatique » pour achever leurs préparatifs; dans une guerre européenne, c'est ainsi, vraisemblablement, que les choses se passeraient. Le seul

signe avant-coureur de la guerre, à notre époque démocratique, c'est la température de l'opinion; lorsque le pouls d'une nation bat à une cadence de fièvre, lorsque son sang bouillonne et que tout l'organisme vibre et frissonne, le danger est proche; les argumens de droit, dans ces « momens psychologiques » de la vie d'un peuple, n'ont plus de prise et les gouvernemens deviennent impuissans à retenir l'élan national. Les temps de la vieille « politique des Cabinets » sont révolus, et le meilleur diplomate, aujourd'hui, est celui qui pénètre les vouloirs profonds des peuples et devine leurs impulsions spontanées.

Le 24 septembre, tandis que la flotte est mise sur le pied de guerre, que 90 000 hommes de la classe 1888, partis en congé illimité, sont rappelés sous les drapeaux, et qu'à Tripoli commence l'embarquement des étrangers, le chargé d'affaires d'Italie remet à la Porte une note où il proteste contre le péril que fait courir à la colonie italienne en Tripolitaine le fanatisme musulman et déclare que l'envoi de troupes ottomanes en Afrique sera considéré comme un acte « extrêmement grave. » Or on sait, à la Consulta, que, depuis le 21, le transport *Derna* est parti avec des troupes et des munitions : c'est le *casus belli*. Le gouvernement turc offre à l'Italie la plupart des garanties économiques qu'elle réclame : vaine démarche; Rome répond, le 28, par un ultimatum, elle y dit que « l'expérience du passé a démontré l'inutilité » de ces concessions trompeuses, et que l'arrivée d'un transport turc à Tripoli constituant une provocation et une menace, elle est résolue à occuper militairement la Tripolitaine et la Cyrénaïque, « et s'attend à ce que le gouvernement impérial veuille donner les ordres nécessaires pour qu'elle ne rencontre, de la part des représentans ottomans actuels, aucune opposition et que les mesures qui en découlent nécessairement puissent être exécutées sans difficulté. » Un délai de vingt-quatre heures est laissé au gouvernement ottoman pour donner une « réponse péremptoire : » à peine est-il écoulé que la guerre est commencée; un torpilleur turc est coulé à Preveza. Le 6 octobre, Tripoli est occupé presque sans coup férir.

Il est assez vain de rechercher si l'Italie a violé les règles du droit et de la justice internationale. Son agression et sa mainmise sur une province étrangère ne pouvaient assurément s'autoriser d'aucun précédent aussi caractérisé. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine n'était que la régularisation d'une situation

de fait qui existait, en vertu du traité de Berlin, depuis 1878. Sir Thomas Barclay, dans un livre très intéressant (1), a établi surabondamment ces fréquens oublis des règles internationales généralement admises. Dès le 19 septembre, le *Secolo* qui, au milieu de cette prodigieuse poussée nationaliste, a, presque seul, gardé toute la liberté de son jugement, écrivait :

« On chercherait en vain la cause de cette expédition [projetée]. On ne trouverait même pas un prétexte occasionnel pour la motiver. Avons-nous jamais insisté auprès de la Turquie pour qu'elle cesse de boycotter notre commerce? Y a-t-il eu des représentations diplomatiques? Marcherions-nous à la conquête d'un pays comme des barbares, sans le moindre avertissement, sans pouvoir invoquer un motif quelconque capable de légitimer notre acte? On nous répond que le moment est venu d'agir et qu'il faut nous presser, afin de ne pas laisser aux autres le temps de nous précéder. Mais qui sont les autres? Ce n'est pas la France, l'Angleterre non plus; elles nous en ont donné l'assurance. Serait-ce l'Autriche? L'hypothèse est ridicule. L'Allemagne alors? L'idée, il est vrai, a germé dans le cerveau d'un journaliste qui a oublié que ni l'Angleterre ni la France ne le permettront jamais. Une expédition serait ruineuse pour l'Italie, l'occupation ou le protectorat le serait tout autant. Nous tenons à dégager notre responsabilité et à affirmer dès à présent que l'Italie a bien d'autres moyens à sa disposition pour devenir ce qu'elle devrait être, une puissance forte et considérée. » Le *Secolo* avait raison sans doute; mais à quoi bon raisonner en face de tout un peuple entraîné par sa passion? On pourrait presque dire qu'avoir raison, dans de telles conditions, c'est avoir tort, si l'histoire et l'avenir n'étaient là pour établir, plus tard, les responsabilités en les mesurant aux conséquences.

L'histoire militaire de la guerre de Tripolitaine n'est pas de notre ressort; il serait d'ailleurs impossible de l'écrire : les nouvelles, du côté italien, sont sévèrement censurées, et aucun correspondant de guerre impartial n'a été admis à rester avec les troupes. Les nouvelles du côté turc ne sont pas moins impossibles à contrôler. Bornons-nous à noter certains faits indiscutables pour les répercussions qu'ils ont eues sur la tournure des événemens politiques.

(1) *The Turco-Italian war and its problems*, Londres, Constable, 1912, in-8.

Les premiers jours de la campagne furent très brillans pour les Italiens; les soldats réguliers turcs n'étaient guère que de 3 000 à 4 000 environ et privés de chefs; ils se retirèrent hors de la portée des canons de la flotte, jusqu'au pied du plateau intérieur. Les soldats italiens, pleins d'ardeur et d'enthousiasme, encouragés par leurs premiers succès, ne demandaient qu'à marcher en avant, et peut-être, à ce moment, une offensive vigoureuse aurait-elle pu amener la capitulation ou la dispersion des Turcs. Les Italiens crurent qu'ils pourraient rallier à leur cause les Arabes qui ne supportaient pas sans impatience la domination ottomane; les journaux annoncèrent qu'un descendant de l'ancienne dynastie indigène des Karamanis allait devenir un utile auxiliaire pour l'organisation d'une sorte de protectorat. Ce personnage s'est, en effet, mis au service des Italiens, mais ses coreligionnaires ne l'ont pas suivi : en face de l'envahisseur chrétien, les Arabes oublièrent leurs griefs et fraternisèrent avec les Turcs. Il se produisit, dans tout l'Orient ottoman, un mouvement général de solidarité musulmane. Les Arabes de Syrie qui, dit-on, se disposaient à combattre le régime du Comité Union et Progrès, renoncèrent à leurs projets. Au Yémen, l'iman Yaya fit sa paix avec le gouvernement du Sultan et renonça à une guerre interminable qui avait coûté aux Turcs tant d'hommes et tant d'argent; on vit même une partie de ses guerriers passer la Mer-Rouge pour aller combattre les Italiens en Tripolitaine. C'est pour arrêter cette migration que les Italiens exercent une surveillance active dans la Mer-Rouge; ils y ont coulé les petits bâtimens turcs qui s'y trouvaient et bombardé Cheik-Saïd. Les Arabes de Tripolitaine et de Cyrénaïque affluèrent au camp turc; il y vint jusqu'à des noirs des oasis, des Touareg du Fezzan, de Rhât et de Rhadamès, des gens du Tibesti et du Borkou. Il semble que jusqu'ici le chef de la puissante organisation des Senoussis n'a pas donné le signal de la guerre sainte, mais beaucoup de fidèles n'ont pas attendu ses ordres. De Constantinople arrivèrent, par les frontières de l'Égypte ou de la Tunisie, sur lesquelles il est impossible, dans le désert, d'exercer une surveillance efficace, des officiers jeunes-turcs, élevés dans les écoles allemandes, tels que Enver-bey et Fethi-bey; ils prirent la direction de l'armée, assurèrent aux Arabes toujours faméliques une paye suffisante, établirent une discipline, enflammèrent l'enthousiasme de ces guerriers pour qui la bataille est le plus

noble des passe-temps, le chemin de la fortune et le parvis du Paradis. On assure qu'ils auraient réuni jusqu'à 40000 hommes; ils ont des mitrailleuses venues à dos de chameau par l'Égypte. Dans ces steppes et ces déserts, où une armée européenne ne pourrait subsister, les indigènes vivent des ressources du pays auquel ils sont accoutumés. Les Arabes, comme nos guerriers du moyen âge, viennent passer quelques jours à l'armée, munis d'une poignée de dattes et d'un peu de farine, brûlent de la poudre et s'en retournent chez eux pour revenir au premier appel; ils n'abandonnent ni leurs familles, ni le soin de leurs maigres cultures. Dans leur pays, dans ce désert dont toutes les pistes leur sont familières, dans ces oasis dont ils connaissent le dédale de murs en pierres sèches, de ruelles, de masures, de levées de terre, de palmiers et de figuiers, commandés par des officiers rompus aux méthodes européennes, l'Arabe serait un adversaire redoutable même pour une armée aguerrie, à plus forte raison pour des troupes composées de jeunes soldats et d'officiers qui n'ont pas l'expérience de cette guerre spéciale qui demande une longue initiation et une particulière endurance.

L'armée turco-arabe reconstituée prit l'offensive. Le 23 octobre, elle attaquait les lignes italiennes dans l'oasis de Tripoli, mettait en déroute et tournait l'aile gauche du général Caneva, pénétrait dans les jardins, d'où, mêlée aux habitans, elle prenait à revers les tranchées des Italiens et leur infligeait des pertes sensibles. Une terrible confusion s'ensuivit à laquelle la nuit mit à peine fin. Trois jours après, le 26, les Turco-Arabes recommencèrent leur attaque; les Italiens les repoussèrent, mais avec peine. Pendant quelques jours il y eut un peu d'affolement dans le camp italien; on rendit les habitans responsables des coups de fusil tirés par derrière sur les soldats qui occupaient les tranchées et des exécutions sommaires commencèrent. La découverte, dans une partie de l'oasis enlevée aux Turcs, de prisonniers italiens massacrés et horriblement mutilés mit le comble à la fureur des soldats. Ces exécutions étaient-elles nécessaires à la sécurité de l'armée? Il est difficile d'en juger. Mais il est certain que, de ce jour, c'en fut fini pour longtemps des projets d'entente avec les Arabes. Les journées des 23 et 26 octobre sont décisives dans l'histoire de la guerre; l'esprit des soldats et même celui des chefs en demeura frappé; ils perdirent non pas certes le courage, mais l'entrain offensif. Ils ont depuis occupé à peu

près toutes les côtes, mais bien que déjà plus de cent vingt mille hommes aient été débarqués en Afrique, ils n'ont, ni en Tripolitaine ni en Cyrénaïque, atteint le plateau intérieur; ils n'ont pas infligé à leur adversaire une défaite décisive. Leurs succès mêmes restent stériles parce qu'ils ne les poursuivent pas et que, la plupart du temps, ils se contentent de repousser des attaques. Actuellement, retranchés dans des forts et derrière des levées de terre, protégés en seconde ligne par les canons de la flotte, ils ne sont maîtres en réalité que du sol foulé par leurs troupes. C'est dans cette position, avec des installations forcément défectueuses, que va les assaillir l'été saharien, pendant lequel la chaleur torride, les coups de khamsyn, les tempêtes de sable brûlant qui oppressent les poitrines et angoissent les cœurs, rendent toute marche, toute activité mortelle aux Européens. Les Arabes, au contraire. se retireront chez eux, dans des conditions de climat et de vie auxquelles ils sont accoutumés et profiteront des occasions pour pousser de dangereuses pointes offensives. Les Italiens vont faire, cet été, la très rude expérience des guerres coloniales.

La tactique adoptée par les généraux italiens et confirmée à la suite du voyage du général Caneva à Rome paraît bien être la plus sage. L'offensive était possible pendant les premières semaines; elle ne l'est plus; elle ne le sera plus tant que les Italiens n'auront pas constitué, — comme le firent les Bugeaud, les Lamoricière, — des troupes spéciales, entraînées à la guerre africaine et saharienne. Avec des troupes indigènes bien payées et solidement encadrées, des ascaris de l'Erythrée, des compagnies d'infanterie et des batteries de montagne montées sur des mulets et sur des chameaux, des unités constituées avec des soldats rengagés restant volontairement dans la colonie pour s'y faire une carrière suivie d'une retraite, ils pourront prendre l'offensive et, en constituant des colonnes à la fois très fortes et très mobiles, venir à bout de leurs adversaires. L'expérience formera, peu à peu, des chefs parmi les officiers. Les jeunes soldats venus d'Italie doivent autant que possible être éliminés, ou tout au moins maintenus sur le littoral, comme troupes de seconde ligne et de défensive. Ces vues sont, d'ailleurs, celles de l'état-major italien; elles ont été notamment exposées avec force, dans une lettre publiée par la *Preparazione*, par le général Ameglio, commandant de la division de Benghazi, actuellement chargé de l'occupation de Rhodes, l'un des chefs dont la guerre a révélé

la valeur. Elles s'imposent de toute manière, même si le gouvernement de Constantinople conclut la paix avec l'Italie, car la paix ne désarmerait pas les Arabes; ils n'ont jamais obéi au Sultan et ils lui obéiraient moins que jamais s'il leur enjoignait de se soumettre aux chrétiens. Il est même douteux que les soldats réguliers turcs puissent quitter la Tripolitaine pour venir s'embarquer dans un port occupé par les Italiens, les Arabes ne le leur permettraient pas et tourneraient leurs armes contre eux. Quant aux officiers, la plupart d'entre eux trouveraient sans doute le moyen de rester en face des Italiens. Ce n'est qu'avec le temps, par une politique indigène habile, en gagnant des influences religieuses, en distribuant adroitement des subsides et des cadeaux que, peu à peu, on amènera l'armée turco-arabe à se désagréger d'elle-même; mais il faudra quelques coups vigoureusement appliqués pour amener sa dispersion définitive, assurer la pacification du pays et la possibilité de faire œuvre de colonisation. La guerre en Tripolitaine et en Cyrénaïque est donc une chose, et l'action militaire ou diplomatique dans d'autres parties de l'Empire ottoman en est une autre. Ces deux ordres de faits, tout en ayant des répercussions et des incidences réciproques, sont indépendans l'un de l'autre.

VI

Les premières semaines de la guerre montrèrent que la diplomatie du roi Victor-Emmanuel avait bien choisi son heure; l'opinion quasi universelle jugea sévèrement l'agression italienne, mais les chancelleries gardèrent une attitude de neutralité sympathique. M. di San Giuliano, après les coups de canon de Preveza, affirma le désir de son gouvernement de ne pas ébranler le *statu quo* dans les Balkans. A l'appel qui leur fut adressé le 30 septembre par la Porte, les puissances répondirent par une fin de non recevoir. On espérait alors que la guerre ne durerait pas longtemps, que la Tripolitaine se défendrait à peine et qu'une intervention diplomatique rétablirait la paix. La guerre plaçait l'Allemagne dans une situation particulièrement délicate, en mettant aux prises l'Italie son alliée et la Turquie son amie et en compromettant ses intérêts économiques dans l'Empire ottoman. Les journaux ne se gênèrent pas pour critiquer avec acrimonie la conduite des Italiens que quelques-uns qualifièrent

d'acte de brigandage. Le gouvernement partagea peut-être leur mauvaise humeur, mais il sut faire bon visage à mauvais jeu. Ce fut, dit-on, sur un télégramme de l'Empereur à M. de Kiderlen-Wæchter : « Fidélité absolue à l'alliance, » que l'Allemagne accepta la charge assez difficile de protéger les intérêts des nationaux italiens dans l'Empire ottoman. Si les marchandises italiennes n'ont pas été plus sévèrement boycottées, si l'expulsion des sujets italiens n'a commencé que tout récemment, bien qu'il en ait été question à plusieurs reprises, c'est à l'intervention de l'Allemagne qu'il le faut attribuer. Ces menus services, rendus à l'Italie alliée, ont servi à voiler les sentimens réels de l'opinion allemande dont les sympathies sont toutes du côté des Turcs ; le gouvernement lui-même, qui eût été plus qualifié qu'aucun autre pour exercer une action pacificatrice, n'en a jamais pris l'initiative et le baron de Marschall n'a pas cessé, jusqu'à son récent départ, d'encourager les Turcs à la résistance.

Le gouvernement austro-hongrois, guidé par des considérations d'intérêt politique, inspira aux journaux officieux des ménagemens à l'égard de l'Italie. Un politique aussi avisé que le comte d'Æhrenthal, dès lors qu'il avait éloigné des Balkans le théâtre des hostilités, ne pouvait pas voir sans quelque satisfaction secrète la fièvre belliqueuse de l'Italie nationaliste trouver un exutoire loin de Trente et de Trieste « non rachetées, » aller se perdre en Afrique et s'user dans une conquête difficile qui immobilisera pour longtemps ses forces et arrêtera ses progrès économiques dans l'Empire ottoman. Le comte Berchtold suit la même ligne politique que son prédécesseur avec la pleine approbation de l'empereur François-Joseph. Les événemens ont donné raison à leur manière de voir. L'expédition de Libye est, pour le moment du moins, la fin de l'irrédentisme sous sa forme anti-autrichienne. L'activité de l'Italie descend vers la Méditerranée et abandonne les Alpes. Après les incidens du *Carthage* et du *Manouba* qui réveillèrent les passions anti-françaises du temps de Crispi, le langage des journaux italiens devint plus significatif encore. Le soir de l'odieux attentat dirigé contre le roi Victor-Emmanuel, sous prétexte que l'empereur François-Joseph avait, le premier, envoyé un télégramme de sympathie, la foule courut acclamer l'ambassade autrichienne. Dernièrement, l'amiral Chiari, connu naguère encore pour sa ferveur irrédentiste, écri-

vait dans la *Preparazione* que le temps était venu d'étudier une nouvelle organisation intensive de la Triple-Alliance et, en particulier, de l'alliance austro-italienne dans la Méditerranée, et de reviser les idées irrédentistes. Le renouvellement de la Triplice ne fait pas question; peut-être même les arrangemens nécessaires ont-ils déjà été pris lors du voyage de M. de Kiderlen à Rome; mais on parle, en Italie, de chercher une nouvelle rédaction du traité constitutif de l'alliance qui lui assurerait une « base méditerranéenne; » il faut entendre par là, vraisemblablement, que l'Italie, pour prix de son concours en cas de guerre européenne, demanderait à ses alliés de lui garantir dès maintenant la Tripolitaine et de lui promettre quelque chose de plus, si la guerre était victorieuse. Il était à prévoir, pour tout homme d'État clairvoyant qu'une guerre italo-turque, surtout si elle était longue et difficile, ne pourrait que servir les intérêts de la Triple-Alliance et en resserrer les liens.

Au début des hostilités, le ton modéré et sympathique de la presse française, qui faisait contraste avec le concert de réprobation des journaux allemands et anglo-saxons, produisit en Italie la meilleure impression ; on célébra l'amitié des deux pays en l'opposant aux sentimens tout différens qui s'exprimaient ailleurs. Quand M. Jean Carrère, correspondant du *Temps*, revint blessé de Tripolitaine, l'accueil délirant dont il fut l'objet en Italie dépassa toute mesure et inquiéta ceux qui connaissent la mobilité des foules et les brusques reviremens de l'opinion. Il était inévitable que l'expédition de Tripolitaine et la guerre italo-turque réveillassent les sentimens mal éteints de défiance et de rivalité entre l'Italie et la France (1). Aussitôt que l'expédition de Tripoli eut appareillé, le vieux cri : « *Mare nostrum* » retentit dans toute la presse nationaliste. Le *Giornale d'Italia* du 30 septembre écrivait : « Nous avons confiance dans notre flotte. Nous sommes sûrs que la Méditerranée, qui est une mer romaine, génoise, vénitienne et sicilienne, sera bientôt sous la domination de l'Italie et laissera libre l'accès de Tripoli à notre armée. »

(1) J'ai exposé, dans mon livre *l'Empire de la Méditerranée*, les raisons psychologiques et historiques de la rivalité franco-italienne dans la Méditerranée; je demande la permission de n'y pas revenir, les événemens n'ayant que trop confirmé les craintes que j'exprimais en 1904. J'ai montré aussi, dans *l'Europe et l'Empire ottoman*, — et d'abord ici le 15 novembre 1907, — l'Italie essayant de supplanter l'influence française dans tout l'Empire ottoman et particulièrement en Syrie, et d'hériter de notre protectorat catholique.

L'imagination de quelques écrivains nationalistes se donna carrière : Tripoli n'était, pour l'Italie, qu'une étape, un mouvement tournant pour reprendre Tunis où 80 000 Italiens attendent les armées et les flottes de la monarchie. La Libye d'autrefois, ce n'était pas seulement Cyrène et Tripoli, c'était toute l'Afrique du Nord. Les journalistes, lancés dans cette voie, eurent plus vite fait de conquérir toute la Méditerranée que le général Caneva l'oasis de Tripoli. L'occupation simultanée de Djanet par les Sahariens français et de la baie de Solloum par les Anglais, faite en vertu de conventions anciennes avec les Turcs et d'accord avec le gouvernement de Rome, apparurent à quelques publicistes comme un empiétement sur le domaine réservé à l'Italie. Le ton des journaux italiens, à cette occasion, commença à irriter l'opinion française et la presse. Le gouvernement, se souvenant de ses engagemens et des services rendus à Algésiras, ne fit rien qui pût contrecarrer l'entreprise italienne, et, malgré les inconvéniens qui en pouvaient résulter pour nos intérêts dans l'Empire ottoman, il se montra toujours disposé à appuyer diplomatiquement tout projet de paix qui donnerait satisfaction à l'Italie. Mais c'est un des caractères singuliers de cette guerre, qu'ayant pour théâtre l'Empire ottoman qui n'a par lui-même ni commerce, ni industrie, ni finances, ce sont surtout les neutres, beaucoup plus que les Turcs eux-mêmes, qui en payent les frais. L'opinion publique française, surtout dans les milieux commerciaux, était déjà nerveuse quand survinrent les incidens du *Carthage* et du *Manouba*.

Nous ne discuterons pas ici les faits ni leur interprétation juridique : nous essayerons seulement d'en expliquer certains aspects psychologiques. La crise franco-allemande venait de finir ; la saisie des deux navires s'est produite au moment où M. de Kiderlen-Wæchter se rendait à Rome. Les apparences permettaient de croire qu'entre les deux événemens la coïncidence n'était pas fortuite. C'est l'explication de l'unanimité et de la spontanéité du mouvement très vif de l'opinion française à la nouvelle des procédés italiens. Le gouvernement y fut entraîné. Du côté italien, on peut trouver des raisons de même nature à l'acte certainement « peu amical, » et répété à deux jours d'intervalle, qui est venu troubler les relations franco-italiennes. L'opinion, au delà des Alpes, attribue à la contrebande de guerre par la Tunisie, — impossible à réprimer com-

plètement dans de pareils pays et dont on a d'ailleurs beaucoup exagéré l'importance, — la résistance inattendue que l'armée italienne rencontre en Tripolitaine. L'ambassadeur à Paris, M. Tittoni, avait, à plusieurs reprises, insisté au quai d'Orsay, sans recevoir une réponse qui le satisfit, pour que de nouvelles mesures de répression fussent prises : ce serait pour les obtenir qu'il aurait conseillé d'arrêter en mer et de visiter des navires. Quoi qu'il en soit des causes, le résultat a été un regrettable malentendu entre la France et l'Italie. La presse italienne presque tout entière s'est déchaînée contre la France et son gouvernement avec une violence que l'énervement d'une longue guerre peut seul expliquer ; nous préférons, pour ne pas réveiller des polémiques qu'il vaut mieux oublier, n'en citer aucun échantillon. Attendons la fin de la guerre ; elle ramènera à de plus justes proportions les enthousiasmes et les colères du nationalisme de nos voisins. L'expérience, à mesure que les Italiens pénétreront dans l'intérieur de la Tripolitaine, leur montrera que ces steppes, ces déserts semés de rares oasis ne sont pas, — si l'on en excepte peut-être le plateau de Barca, — susceptibles de colonisation et que les possibilités économiques du Fezzan, de Rhadamès ou de Rhât sont à peu près nulles. Pour faire la police de la partie du Sahara qu'ils espèrent détenir bientôt, les Italiens auront tout intérêt à s'entendre avec nous. Les limites générales de nos possessions ont été tracées par la convention franco-anglaise du 21 mars 1899 et reconnues par l'Italie ; mais dans un pareil pays on ne trace pas de frontières, on ne se dispute pas quelques hectares de stérilité ; il suffira de savoir à qui appartiennent les oasis et les points d'eau et un accord devra intervenir, pour une collaboration amicale des deux polices sahariennes. De ce côté, l'entente sera nécessaire et nous espérons qu'elle sera aisée. L'avenir montrera qu'elle n'est pas non plus très difficile dans la Méditerranée. Les temps de l'Empire romain sont passés et personne, aujourd'hui, n'a le droit de dire de la Méditerranée : « Cette mer est à moi ! » La vérité politique, c'est l'équilibre méditerranéen, et c'est parce que la France estime qu'il ne sera pas rompu si l'Italie s'installe définitivement à Tripoli, à Benghazi et à Tobrouk qu'elle a toujours regardé ces côtes comme pouvant lui échoir un jour. Qui dit équilibre dit paix et non pas alliance. La paix de la Méditerranée est indispensable à l'Italie ; elle n'y peut faire une politique utile

qu'en restant dans les conditions diplomatiques si avantageuses où elle se trouvait avant la guerre, c'est-à-dire associée à la Triple-Alliance, mais liée avec les puissances de la Triple Entente par des conventions particulières et par les doubles liens de la sympathie et de la communauté des intérêts. Avec l'Angleterre, l'Italie a depuis longtemps des engagemens concernant la Méditerranée. Si la presse anglaise s'est montrée un peu dure pour elle au début de cette guerre, le gouvernement ne l'a pas imitée. Il se préoccupe cependant de la commotion que la guerre donne à l'Islam et de ses répercussions en Égypte, au Soudan, et même dans la péninsule arabique. Grande puissance musulmane, comme la France, l'Angleterre appréhende tout ce qui peut provoquer une effervescence dans le monde islamique; aussi, comme la France, souhaite-t-elle une prompte issue à l'entreprise italienne. Elle la désire aussi comme puissance maritime, car tout ce qui gêne la navigation et le commerce, surtout dans la Mer-Rouge et dans les Dardanelles, est contraire à ses intérêts. L'occupation de Rhodes et des îles de l'Archipel ionien n'est pas de nature à calmer ses appréhensions qui ne sont pas étrangères au voyage à Malte de MM. Asquith, Winston Churchill et de lord Kitchener.

Des trois puissances de la Triple Entente, c'est avec la Russie que l'Italie entretient les relations les plus intimes et les plus amicales; aussi bien, aucune divergence d'intérêts, aucune rivalité ne peut-elle troubler ce bon accord, à la seule condition que les Dardanelles ne soient pas fermées. Dès les premiers jours des hostilités, le gouvernement de Pétersbourg s'est demandé si la guerre ne ferait pas naître pour lui l'occasion de poser cette question de la liberté des détroits qui a été longtemps l'objet de ses luttes contre les Turcs et qui garde encore une valeur traditionnelle et symbolique, bien que les termes du problème aient beaucoup changé depuis les temps de Catherine la Grande. La démonstration de l'escadre italienne à l'entrée des Dardanelles et leur fermeture par les Turcs sont venues tout récemment montrer l'importance objective que peut avoir encore pour la Russie, et même pour les autres puissances, la question de la liberté des détroits. Pour obtenir cette liberté, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et la proclamation de l'indépendance bulgare avaient déjà paru au Cabinet de Pétersbourg une occasion favorable : l'opposition de l'Angleterre fit échouer cette tentative. Avec la guerre italo-turque, la question reparut. La

Gazette de la Bourse (de Saint-Pétersbourg), dès le 28 septembre, établissait le droit de la Russie à des compensations et réclamait « le libre passage de la Mer-Noire. » En décembre, la diplomatie russe fit une première tentative pour rouvrir devant l'Europe la discussion sur les détroits. Récemment, lors de l'attaque italienne à l'entrée des Dardanelles, — et bien que le détail précis des événemens soit mal connu, — il paraît certain que l'escadre russe de la Mer-Noire a croisé non loin de l'entrée du Bosphore, soit dans l'intention d'intervenir si les Italiens forçaient l'entrée des Dardanelles, soit dans le dessein d'exercer, sur le gouvernement turc, une pression morale pour obtenir de lui la paix et l'engagement de ne plus fermer les détroits. Le rappel de M. Tcharykof, survenu au même moment, a paru accentuer le caractère de défiance vis-à-vis des Turcs que prenaient déjà les préparatifs militaires de la Russie et l'attitude de sa diplomatie. En Transcaucasie, sur les confins de la Perse, des troupes se rassemblaient et, de ce côté, les Russes paraissent avoir obtenu de la Porte tout au moins la promesse d'évacuer les territoires contestés qu'elle occupe indûment. On a pu se demander, vers la fin d'avril, si les jours d'Unkiar-Skélessi n'allaient pas revenir. Mais l'attaque annoncée ne s'est pas produite et les deux escadres se sont éloignées des deux issues des détroits ottomans : la question des détroits n'est pas résolue parce qu'elle ne peut l'être, radicalement, qu'avec la question plus haute de l'existence même de l'Empire ottoman en Europe. Les Turcs pourraient, sans inconvénient grave, ouvrir, dans certaines conditions, les détroits, en temps de paix, même aux navires de guerre des puissances riveraines de la Mer-Noire; la France et l'Angleterre auraient intérêt à ce que l'escadre russe de Sébastopol soit libre de descendre dans la Méditerranée; mais tant que l'Empire ottoman restera une grande puissance, garantie par le droit public européen, il ne paraît guère possible de lui enlever le droit de fermer les avenues de sa capitale si elles sont menacées d'une attaque ennemie ; on ne peut que lui demander l'engagement de ne tenir les portes closes qu'autant que durera le péril. Les Turcs ont eu l'habileté de le comprendre : après avoir fermé les détroits au grand préjudice du commerce de toutes les puissances et en particulier des Russes et des Anglais, ils n'ont pas tardé à les rouvrir; ils ont voulu prouver par là que, s'ils sont amenés à les fermer une seconde fois, la responsabilité n'en

pourrait incomber qu'à l'Italie, puisque ce serait dans le cas où sa flotte menacerait de nouveau l'entrée des Dardanelles. C'est l'une des raisons qui font que les Russes, aujourd'hui, avec toute l'Europe, souhaitent une paix prochaine.

VII

La paix ! la paix ! C'est le vœu général. Une guerre qui, même sans atteindre l'Empire ottoman dans ses œuvres vives, entretient l'inquiétude et l'effervescence dans tout cet Orient toujours prêt à s'enflammer, qui agite le monde de l'Islam et avance peut-être de beaucoup d'années l'heure où une redoutable question musulmane se posera, est un danger pour toute l'Europe et particulièrement pour les puissances qui ont façade sur la Méditerranée et pied à terre en Afrique. Les gouvernemens, les financiers, les commerçans souhaitent également la fin des hostilités. Les Italiens la désirent, mais à la condition que les Turcs et l'Europe les reconnaîtront comme légitimes possesseurs de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque avec leur arrière-pays tel qu'il était délimité avant l'ouverture des hostilités. La guerre, qui dure depuis huit mois, leur coûte cher en hommes et en argent. Ils ont certainement dépensé déjà beaucoup plus de 500 millions de lires, sans compter l'usure de la flotte, et nous avons dit que l'expédition, même si les Turcs signaient la paix, ne serait pas finie. Par le feu de l'ennemi et plus encore par l'effet du climat et des maladies, l'armée a perdu beaucoup d'hommes ; une sorte de choléra sévit dans les camps ; il n'occasionne qu'environ 3 pour 100 de décès, mais tous ceux qui en ont été atteints doivent être rapatriés, et il faut les remplacer. De nouveaux renforts sont constamment envoyés. Le nombre des hommes partis d'Italie dépasse 120 000. La mobilisation italienne est désorganisée ; des complications européennes, qui surviendraient actuellement, prendraient l'état-major au dépourvu. Enfin, si le patriotisme de nos voisins ne se laisse pas rebuter par les difficultés de l'entreprise africaine, si leur nationalisme n'a rien rabattu de son enthousiasme pour la Libye, si Mme Mathilde Serao célèbre, dans une récente conférence à Rome, les bienfaits moraux de la guerre pour l'âme italienne, cependant une inquiétude générale commence à se répandre. Elle s'accroît par les récits des soldats qui ont vu de

près le mirage africain et qui reviennent désenchantés; l'ardeur patriotique des réservistes appelés sous les drapeaux se refroidit. La dernière élection de Venise (en mars) a, pour la première fois, posé la question de l'utilité de la guerre; elle a été un succès pour les partisans de l'expansion, mais le candidat socialiste qui blâmait ouvertement l'expédition de Tripoli a recueilli une forte minorité. Le député de Felice, qui avait été l'un des plus chauds partisans de la conquête tripolitaine, vient de confesser ses déceptions dans des lettres écrites de Tripoli à l'*Avanti;* il annonce qu'il apportera à la tribune de la Chambre de graves révélations sur les origines de l'expédition et sur le rôle du Banco di Roma. Certes, l'âme italienne saura soutenir jusqu'au bout l'entreprise commencée où elle estime actuellement son honneur engagé, mais lorsqu'il ne s'agit que d'une entreprise coloniale, il est d'un gouvernement sage de mesurer les bénéfices aux frais et aux risques. Le Cabinet de Rome a sans doute fait ce calcul. Malheureusement il a lui-même, en décrétant, puis en faisant voter par les Chambres, l'annexion de la Tripolitaine, rendu les négociations singulièrement difficiles.

Il est malaisé de comprendre les raisons qui ont, subitement, décidé M. Giolitti à un acte aussi imprudent. A-t-il voulu donner à l'impatience de l'opinion une satisfaction provisoire, mais illusoire? A-t-il cherché à prévenir des offres de médiation qu'il eut peut-être été difficile de décliner? S'est-il proposé de régler dès maintenant et, comme disent les chirurgiens, par une opération en un temps, le sort futur de la Libye sans passer par les deux étapes que l'annexion de la Bosnie a franchies? Nous ne saurions le dire. En tout cas, l'annexion a été une « erreur grossière, » — le mot, que nous ne nous permettrions pas nous-même, est de M. le député Leonida Bissolati dans le *Secolo.* — Le Cabinet de Rome cherche aujourd'hui à pallier les effets de sa précipitation. L'annexion n'aurait dû être que consécutive à l'occupation, de même que « la reconnaissance du fait accompli, » que certains journaux italiens suggèrent aux puissances européennes, ne saurait venir qu'après l'accomplissement du fait. Malgré leur désir de mettre fin aux hostilités, les puissances, depuis l'annexion, n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente, une formule qui laisserait au Sultan une suzeraineté de droit et donnerait à l'Italie une possession de fait. Leur

bonne volonté a été réduite à des démarches platoniques à Rome et à Constantinople, à des tentatives timides et inopérantes de médiation. Le rôle d'intermédiaire ne pouvait être que stérile dans une conversation où l'Italie disait « tout » et la Turquie « rien. »

Dans l'état actuel des choses, les Turcs n'ont pas subi d'échec assez grave pour les obliger à accepter la paix ou pour permettre à l'Europe de la leur imposer. Ils souffrent peu de la guerre qui ne leur coûte presque rien puisqu'ils ne peuvent pas ravitailler leur armée, et quand les Italiens menacent les Dardanelles, bombardent les ports ou inquiètent les navires, ce ne sont pas les Turcs qui en pâtissent, car ils n'ont pas de commerce, mais les neutres. Bien plus, les Turcs tirent parti de la guerre; elle a donné une cohésion nouvelle aux musulmans de l'Empire; elle est, pour les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès, un moyen de gouvernement, une raison de perpétuer au pouvoir leur dictature; la paix avec la cession du vilayet africain serait leur faillite comme gouvernement autoritaire et comme gouvernement nationaliste. Les Italiens ont fait une démonstration à l'entrée des Dardanelles, mais ils n'ont pas essayé de forcer le détroit. Ils occupent maintenant une à une les îles de l'Archipel. Le général Ameglio, débarqué à Rhodes avec des troupes, a obligé la garnison turque de l'île à se rendre. En réponse les Turcs expulsent de Smyrne les sujets italiens. Aucune de ces mesures n'est décisive : leur but est surtout d'exercer une sorte de pression morale sur l'Europe en multipliant les inconvéniens qui résultent pour les neutres de l'état de guerre. L'occupation des îles a cependant pour résultat de mettre entre les mains des Italiens un objet d'échange, un territoire à restituer, donc un sujet de conversation diplomatique. Elle commence à inquiéter les Turcs à cause des sympathies que les habitans grecs de l'Archipel témoignent aux soldats italiens; mais on est convaincu à Constantinople que l'Europe n'admettrait pas que l'Italie gardât les îles dont la possession lui donnerait une situation prépondérante dans la mer Égée et détruirait l'équilibre oriental. La guerre entre donc dans sa seconde phase, sa phase généralisée; elle est d'autant plus dangereuse pour l'Europe. Si les Italiens triomphent, l'exaltation nationaliste sera telle, chez eux, qu'ils deviendront des voisins gênans dans la Méditerranée et en Afrique du Nord et que,

prenant goût à la curée, ils chercheront à prendre ou à garder d'autres morceaux de l'Empire ottoman. Si les Turcs remportent quelques succès notables, ou seulement réussissent à prolonger longtemps la lutte, le nationalisme Jeune-Turc, déjà plein d'arrogance et d'intolérance, deviendra intraitable et amènera la crise décisive et finale de la question d'Orient. L'Islam tout entier s'agitera : on en éprouvera le contre-coup au Maroc, et jusqu'aux Indes et en Chine.

Que faire donc? S'il y avait une Europe, c'est-à-dire si les intérêts communs à toutes les puissances donnaient lieu entre elles à des échanges de vues qui auraient pour objet, non pas de se tromper les unes les autres, ou d'obtenir les unes sur les autres quelque avantage apparent et passager, mais de travailler au bien général, si une volonté conductrice savait prendre des initiatives et inspirer des résolutions, si surtout les puissances étaient résolues à imposer ce qu'elles auraient décidé dans l'intérêt de tous, la solution serait peut-être moins difficile à trouver que l'on ne pense.

Ne pourrait-on pas faire remarquer à la Turquie qu'elle n'a jamais possédé la Tripolitaine et la Cyrénaïque que pour les exploiter et y déporter les fonctionnaires mal en cour; qu'elle a laissé ouverte, malgré les représentations de l'Europe, la dernière porte par où des esclaves noirs du Soudan sont vendus dans la Méditerranée ; qu'elle a donc mérité de perdre l'administration de la province ; que d'ailleurs, « en perdant la Tripolitaine, comme l'a dit le général Von der Goltz, matériellement elle ne perd rien, » c'est-à-dire ni force ni richesse ; que si l'Italie consentait à reconnaître la suprématie religieuse du Sultan et à payer sous une forme quelconque une indemnité pécuniaire, la Turquie serait mal venue à continuer une guerre qui ne saurait lui profiter, et d'où peut sortir, soit en Albanie, soit en Macédoine, soit dans les détroits, la crise finale dont elle est toujours menacée ; qu'enfin si le Comité Jeune-Turc trouve peut-être son intérêt à continuer la guerre, la masse du pays aurait avantage à la voir cesser? — A l'Italie, l'Europe ne pourrait-elle pas faire entendre qu'elle a déjà dépensé en hommes et en argent plus que la valeur du pays qu'elle désire acquérir ; que l'intérêt de ses finances, de son commerce, de ses relations internationales, réclame une prompte pacification de la Méditerranée ; qu'elle inflige aux neutres des dommages immérités d'où

naît pour eux le droit d'intervenir ; qu'elle pourrait, elle aussi, en prolongeant les hostilités, se trouver acculée, comme l'a dit M. Bissolati dans le *Secolo* « ou à une guerre chronique ou à une politique de catastrophe; » que, malgré le décret d'annexion dont tous ses amis déplorent les conséquences, elle pourrait honorablement accepter une paix qui laisserait les deux provinces sous la suprématie religieuse et même sous la souveraineté nominale du Sultan, tandis qu'elle en aurait elle-même l'administration; qu'il lui resterait à en faire la conquête, mais que cette conquête deviendrait, dans ces conditions, moins difficile ;qu'au surplus la masse laborieuse et active des Italiens a intérêt, malgré les exagérations des feuilles nationalistes, à une prompte pacification ? Tel serait le langage de la raison et de la justice. L'Europe est-elle en état de le tenir ? Et serait-il entendu ? On en peut douter. Il semble pourtant, à certains signes, que l'intransigeance des deux gouvernemens belligérans commence à s'atténuer. On parle de réunir une conférence européenne. Mais, ou bien son programme et les solutions auxquelles elle devrait aboutir seraient arrêtés d'avance, et alors ne pourrait-on trouver, sans un tel appareil diplomatique, la combinaison qui permettrait de rétablir la paix; — ou bien son programme ne serait pas limité, et alors la question de Crète, la question des détroits, celles de Macédoine, d'Albanie, du Sandjak de Novi-Bazar, c'est-à-dire toute la question d'Orient, y seront posées et nous assisterons à un nouveau congrès de Berlin qui deviendra, pour l'Allemagne, l'occasion d'un nouveau succès diplomatique. Une procédure si compliquée et si fertile en surprises dangereuses est-elle indispensable? La formule de la paix, dans l'état actuel des choses, après la proclamation de l'annexion, ne peut sortir que d'une équivoque; est-il bien nécessaire de réunir une conférence pour aboutir à une équivoque? Ne suffirait-il pas qu'un gouvernement, d'accord avec ses alliés et ses amis, prît, au seul point de vue de l'intérêt général, l'initiative de proposer et de faire accepter la solution amiable qui devient de jour en jour plus nécessaire? S'il échouait, il aurait du moins dégagé sa responsabilité des événemens graves que l'avenir tient peut-être en suspens.

René Pinon.

LA LOI DES CADRES

DE

L'INFANTERIE

La loi des cadres qui doit prochainement venir à l'ordre du jour des délibérations parlementaires n'est nouvelle ni pour notre état-major, ni pour nos bureaux. Il y a dix ans qu'elle a été conçue dans ses principes, sentie dans sa nécessité par les officiers chargés de la mise en œuvre de nos forces militaires. Entraînés alors malgré eux par le courant d'opinion qui portait vers une réduction de la durée du service, ils s'efforçaient de représenter que la faiblesse de nos contingens annuels rendait critique pour nous l'adoption du service de deux ans, alors qu'elle était avantageuse pour nos voisins d'au delà des Vosges, comme leur permettant d'exploiter leur plus forte natalité. Avec deux classes seulement, disaient-ils, nous nourririons bien difficilement des effectifs que les trois classes présentes sous les drapeaux n'alimentaient que tout juste, sous le régime défini par la loi de recrutement de 1889. Dès lors, ne convenait-il pas d'attendre, avant de renoncer à cette loi, d'avoir modifié les bases organiques et donné à l'armée un nouveau statut ?

Ainsi la préparation d'une nouvelle loi des cadres était pour l'état-major de l'armée une contre-partie nécessaire. Il se peut aussi qu'elle soit devenue pour lui une arme ou un instrument de résistance, et qu'il ait cherché par ce moyen à retarder la décision jusqu'à la fin de la législature. La Commission par-

lementaire de l'armée devina cette tactique et passa outre. « Nous ne saurions, — déclarait son rapporteur, — subordonner aujourd'hui la loi de recrutement si impatiemment attendue par le pays, si juste dans tous ses principes et dans son application, à une loi des cadres et des effectifs qui n'est encore qu'à l'étude. » La Chambre approuvant, la loi des cadres fut renvoyée à d'autres calendes, et nous eûmes tout de suite la loi du 21 mars 1905.

« Cependant, il est évident que les deux lois sont connexes, » écrivait peu après le général Langlois dans ses *Questions de défense nationale ;* et il ajoutait : « La séance de la Chambre où fut voté hâtivement et sans discussion le texte du Sénat ne laisse aucun doute : la préoccupation électorale était le principal souci de nos législateurs... » Dans cette même pensée dominante, ils disjoignaient les deux lois, non par inadvertance et faute de système, mais précisément parce qu'elles étaient connexes. L'examen de l'une aurait trop bien fait voir ce qu'il y avait eu de spécieux dans la présentation de l'autre, et quelles difficultés pratiques on rencontrerait dans l'application, dès qu'on s'écarterait des hauteurs du pacifisme où le rapporteur de la loi s'était tenu : « Sans doute, il n'est pas défendu d'espérer que, dans un avenir que nous voudrions croire prochain, les idées de justice internationale et d'arbitrage préconisées à la Conférence de la Haye ayant enfin franchi les sphères platoniques où elles s'attardent jusqu'ici, entreront dans le domaine des réalités vivantes et permettront de réduire cet état militaire de paix auquel la vieille Europe semble condamnée aujourd'hui. Notre société, qui évolue maintenant de plus en plus vers la paix, ne doit pas perpétuer les organismes des sociétés anciennes conçues pour la guerre. »

C'est par ces faux-fuyans qu'on éludait les objections positives portées à la tribune même par les adversaires du projet. Plutôt que de reconnaître que la réduction de la durée du service nous menaçait d'une réduction de notre état militaire, on invitait le monde à désarmer tout d'abord. On faisait la leçon à l'Europe, au lieu de dire la vérité au pays.

Cependant, la disjonction même des deux lois pouvait avoir des avantages. Elle laissait le loisir, si on l'eût voulu, de préparer une loi organique d'ensemble, fixant non seulement le niveau des effectifs et les bases de l'encadrement, mais l'état des

officiers et des sous-officiers, leur recrutement et leur avancement, donnant en un mot à l'armée de la République la charte fondamentale qui lui manque jusqu'à présent.

C'est en vain, en effet, que la loi du 24 juillet 1873 avait posé que la constitution, la force, et les cadres de l'armée seraient fixés législativement. Elle pensait par là remédier aux abus anciens, liés aux pleins pouvoirs de l'Exécutif, et couper court aux renvois anticipés d'hommes, aux mises d'officiers *à la suite*, aux *à-coups* dans les promotions, à tout ce qui arrête l'avancement et sème dans l'armée le découragement. Mais depuis, l'instabilité et la multiplicité des dispositions législatives avaient réintroduit tous ces erremens. A peine le statut militaire général du 13 mars 1875 était-il voté que les retouches commençaient. Retouche du 25 juillet 1887, suppression à cette date des quatrièmes bataillons dans les 144 régimens de l'organisation de 1875. Retouche du 15 juillet 1889, réduction du temps de service à trois ans. Retouche du 4 mars 1897, rétablissement des quatrièmes bataillons dans les 144 régimens subdivisionnaires. Retouche du 21 mars 1905 et, cette fois, conséquences plus vastes, ébranlement plus profond, nécessité de soutenir notre train militaire par de nouveaux efforts budgétaires et des mesures de réorganisation.

C'est à ce devenir perpétuel qu'il fallait mettre un terme, c'est ce sol mouvant qu'il fallait consolider, pour y poser enfin une assise légale et construire dessus définitivement. Malheureusement, les circonstances de cette même année 1905 furent peu favorables à la sécurité et au recueillement qu'une réforme de cette ampleur aurait exigés.

La réponse de l'Europe à nos vœux pacifistes fut telle qu'il fallut songer à la guerre et regarder d'un peu près nos approvisionnemens. Occupée quelque temps à cet examen, l'attention du gouvernement ne revint au problème militaire organique qu'en 1907. Le 30 novembre, le ministre de la Guerre, alors le général Picquart, remettait sur le bureau de la Chambre une loi des cadres commune aux trois armes et qui présentait dans un seul tableau les données nouvelles de leur organisation.

Un premier paragraphe faisait ressortir la décroissance numérique de nos forces actives. Le 1er janvier 1908, le total des hommes armés ne devait être que de 534 000, inférieur de 45 000 à ce qu'il eût été sous la précédente loi de recrute-

ment. Les remèdes à cet état de choses ne pouvaient consister que dans des réductions ou des redistributions d'effectif à l'intérieur de l'armée. La suppression des quatrièmes bataillons s'imposait tout d'abord. L'adoption d'un chiffre-base nouveau, inférieur à la fixation de 1887, venait ensuite, en ce qui concernait la constitution de la compagnie. Les autres propositions étaient : la création d'un état-major particulier de l'arme, la suppression du grade de caporal, un remaniement du cadre complémentaire. Enfin la caractéristique du projet résidait dans la refonte de l'artillerie, qu'on proposait de porter à 744 batteries de campagne, abstraction faite des batteries de montagne, de place et de côte.

Le décret du 4 juillet 1894 n'avait attribué à cette arme qu'un total de 628 batteries; il s'agissait donc pour elle d'un accroissement de plus d'un tiers. Une mesure aussi importante absorba bientôt toute l'activité des réformateurs. Avant que le texte du général Picquart eût pu être discuté par la Commission de l'armée, la disjonction de l'article relatif à l'artillerie était proposée, admise, puis sanctionnée par la loi du 29 juillet 1909. Le cadre nouveau de l'artillerie se trouvait définitivement fixé à 75 régimens (62 de campagne, 11 à pied, 2 de montagne) et à 786 batteries (671 de campagne, 97 de côte et de place, 18 de montagne).

Après un long débat de presse, une minutieuse enquête parlementaire, des essais et des démonstrations contradictoires dans les polygones, les partisans de la batterie à quatre pièces l'emportaient sur les partisans de la batterie à six pièces. Ils consommaient en même temps dans l'armée la victoire du particularisme d'arme déjà consacrée au parlement par le vote du 29 juillet 1909. En effet, l'accroissement de l'artillerie *par le nombre des pièces* et l'attribution à chaque batterie de six canons au lieu de quatre, n'aurait rien coûté quant aux effectifs du temps de paix : le noyau de personnel existant — 103 hommes — permettait de servir six canons, et la batterie de guerre pouvait sortir de ce noyau par une opération normale de mobilisation. Au contraire, l'accroissement *par le nombre des batteries* exigeait un prélèvement de personnel sur le fonds commun du contingent.

Les batteries avaient beau se faire toutes petites et, de 103 hommes, descendre à 90 hommes : pour en former 160, il

fallait quand même 14 400 hommes. Par abaissement de l'effectif au chiffre indiqué, les 475 batteries anciennes offraient dans le même temps une disponibilité de 6 000 hommes. La différence, — 8 400 hommes, — était cet emprunt inévitable dont l'infanterie devait faire les frais.

L'opération s'échelonna sur deux classes. Le 1er octobre 1909, création de 94 batteries montées, transformation de 36 batteries à cheval. Le 1er octobre 1910, création de 65 batteries montées. Le 1er janvier 1911, tous les nouveaux régimens, constitués, assuraient à chacun de nos corps d'armée une quote-part de 120 canons. Il ne restait plus qu'à revenir sur les projets partiels, — lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, du génie, — dans lesquels le projet d'ensemble de 1907 s'était fractionné. Ce soin échut au général Brun, successeur du général Picquart. Le premier de ces trois projets fut déposé par lui en novembre 1909 sur le bureau de la Chambre, puis réclamé, remanié et renvoyé au Palais-Bourbon. Il devait en être retiré définitivement le 10 juillet 1911 pour être remplacé le 19 décembre par une quatrième rédaction à laquelle M. Messimy attachait son nom.

Par son premier article, le ministre proposait la création en Algérie et en Tunisie de 8 régimens nouveaux de tirailleurs; cette mesure se justifie par des besoins militaires qui pourront exiger bientôt de l'Afrique du Nord une contribution plus forte encore. La disposition légale qui laisse variable le nombre des bataillons entrant dans ces douze régimens permettrait alors d'agir selon les éventualités.

En ce qui concerne l'infanterie métropolitaine, la seule création projetée était celle de groupes cyclistes, rattachés à certains bataillons de chasseurs, formés par la fusion des deux compagnies en une seule mixte, et subdivisés en trois pelotons. Pour le reste, les propositions ministérielles ne se distinguaient plus que par des variantes de celles qu'avait faites en son temps le général Picquart. Il s'agissait toujours de porter de 163 à 173 le nombre des régimens, de grouper en un état-major particulier les officiers que leur position de service sépare de la troupe; de régler par une proportion numérique, ou *péréquation* meilleure, le nombre des officiers servant dans chaque grade.

Ces mesures diverses semblent, au premier abord, n'avoir aucun rapport entre elles. Elles n'en sont pas moins enchaînées

étroitement les unes aux autres par les liens logiques de l'organisation et de l'encadrement. Ces liaisons apparaissent quand on remonte par la pensée à quelques années en arrière et qu'on embrasse du regard tout le travail d'élaboration qui eut le projet ministériel pour aboutissement.

***

La première phase fut, naturellement, celle des spéculations théoriques et des discussions d'école. La composition de nos régimens se trouvant normalement fixée à trois bataillons, on raisonna de préférence sur cette dernière unité. On se demanda si sa subdivision en quatre compagnies de guerre de 250 fusils était bien la meilleure, ou s'il convenait de pousser le fractionnement plus loin, jusqu'à des sous-unités d'un effectif moins fort et d'un maniement tactique plus aisé ?

C'était revenir sur le problème organique examiné chez nous après 1870 et débattu alors avec tant d'abondance que beaucoup le considéraient comme épuisé. Cependant, la solution adoptée en 1875 s'était ressentie du prestige allemand au lendemain de la guerre, et elle n'était en définitive que la copie conforme du système adopté par nos vainqueurs. Depuis, nous avions eu de la peine à nous y faire. La lourdeur de la compagnie de 250 hommes étonne l'œil, quand par hasard on la voit évoluer en terrain varié. Ce spectacle trop rare, et qu'on ne peut avoir que dans les camps, à l'époque où nos régimens de réserve à l'effectif de guerre y sont rassemblés, fait plus que rompre chez nous des habitudes visuelles : il déconcerte aussi nos pratiques de manœuvre et nos réflexes professionnels. Le capitaine d'aujourd'hui, devenu chef de grande bande, est loin de ce *centenier* de Montluc, qui commandait à la voix tout son personnel. Ses sections se séparent à de grandes distances, à de grands intervalles ; leurs missions se précisent, se différencient, divergent quelquefois ; les garder toutes en mains, alors que leur autonomie leur devient nécessaire, n'est plus possible ; et cependant, son devoir de commandement empêche qu'il ne les abandonne tout à fait.

Il y a là un problème, lourd de tout temps pour la conscience française, et qui explique justement la légèreté relative de nos compagnies d'autrefois. Mais il n'est pas douteux que les autres armées ne l'envisagent à leur tour et que placées comme nous,

devant les mêmes conditions de feu et de mouvement, elles ne sentent la difficulté de confier à un seul homme le soin d'en mouvoir deux cent cinquante autres sur l'échiquier du combat. Si donc nos voisins s'en tiennent à l'état de choses existant, c'est pour les raisons de stabilité, de tradition, d'économie, qui prévalent toujours aux yeux de leur état-major conservateur. Chez nous, Français, les argumens de ce genre pèsent moins. Nos législateurs l'avaient bien fait voir, par la manière dont ils venaient d'adopter le service de deux ans. Et puisqu'il ne restait plus qu'à faire cadrer leur réforme avec l'ensemble des institutions, personne ne pouvait se plaindre que nos officiers eussent eux-mêmes l'esprit libre dans la recherche de cet accord.

On se demanda donc s'il ne conviendrait pas de revenir aux erremens d'avant 1870, à l'ancien bataillon français de six compagnies. Ce type est, aujourd'hui encore, celui de nos bataillon de chasseurs à pied : il trouva parmi eux ses défenseurs naturels et ses plus zélés partisans.

Ceux-ci opinèrent que la formation hexagonale est plus féconde que la formation carrée; qu'avec ses six élémens de combinaison, elle a plus de souplesse sur le front, plus d'endurance quant à la profondeur, qu'elle pare mieux aux éventualités, qu'elle permet de mieux nourrir le combat. C'était témoigner que l'organisation de nos bataillons de chasseurs a été judicieuse; mais ce n'était pas prouver tout à fait qu'elle convînt à toute notre infanterie. Car si nos chasseurs doivent combattre isolés en avant de nos masses, les bataillons d'infanterie, au contraire, se juxtaposeront et s'appuieront les uns aux autres, sur le front commun. Passant cependant sur cette objection de détail, on aperçoit une difficulté plus grave dans la réalisation même du type proposé et dans la multiplication des compagnies actives jusqu'à six par bataillon.

Ici se représente l'épineuse question des effectifs. Si l'on fixe à 500 hommes l'état du bataillon sur le pied de paix, — et il y a peu d'espoir de pouvoir l'élever au-dessus de ce chiffre, — s'il faut ensuite diviser ce total par six, chacune des compagnies ne recevra plus que 83 hommes. Ce chiffre est universellement reconnu comme insuffisant aux besoins de l'instruction militaire, à la cohésion de la troupe, à la valeur des cadres, et à l'absorption des réservistes à la mobilisation. Dira-t-on qu'il est loisible de l'élever à 127 hommes, — notre effectif réglementaire

actuel, — en diminuant à proportion le nombre des bataillons? Supprimer des bataillons pour créer des compagnies est un travail de Pénélope qu'il faut bien se garder de faire, et dont la seule idée met les militaires en fuite, les dégoûte de la formation hexagonale et les ramène à leur point de départ : le bataillon de 1 000 hommes et la compagnie de 250 hommes.

Un nouveau problème se présente alors, celui de la constitution intérieure de la compagnie. La loi de 1875 l'avait partagée en quatre sections de 60 hommes chacune, subdivisées en 8 demi-sections et 16 escouades, qu'encadrent en temps de guerre 8 sergens et 16 caporaux.

Cette articulation est-elle la meilleure, et n'est-il pas possible d'en concevoir d'autres, parmi lesquelles une d'elles, peut-être, comme plus élastique, plus maniable, plus résistante mériterait d'être sanctionnée par la loi et deviendrait la base de la nouvelle organisation ?

A cette question posée, nombre d'officiers ont répondu. Parmi les propositions les plus séduisantes qu'ils aient faites, on peut retenir celle de constituer la compagnie de guerre à deux pelotons de : 1 officier, 1 adjudant, 170 soldats, chaque peloton se subdivisant en trois sections, chaque section, en trois escouades. Le dernier terme de cette série, l'escouade de 18 soldats, ne différait pas sensiblement de l'escouade réglementaire. L'encadrement était conçu de telle sorte que chacun des lieutenans placé à la tête d'un peloton commandait une sorte de sous-unité autonome, dont les trois élémens avaient à leur tête des sous-officiers rengagés ; chaque escouade obéissait elle-même à un sous-officier d'ancienneté moindre ; le grade de caporal disparaissait. Cette dernière disposition fut reproduite dans le projet ministériel du 30 novembre 1907 ; mais le dédoublement en deux pelotons ne réussit pas à l'emporter dans les esprits sur l'idée du détriplement qu'un des rédacteurs du *Journal des Sciences militaires* présentait dans le même temps.

Celui-ci préconisait comme base d'organisation l'ordre ternaire, c'est-à-dire le groupement de toutes les unités par trois, en partant du noyau de 25 ou 30 hommes pris comme premier élément. Cette « cellule du combat » correspond, suivant un de nos officiers d'infanterie les plus estimés, le colonel de Grandmaison, aux conditions d'ambiance réalisées sur les champs de bataille modernes ; elle est l'enveloppe à l'intérieur de laquelle

doit se faire l'accommodation du soldat à ces mêmes conditions. Trois de ces cellules ensemble formeraient le peloton; trois pelotons, la compagnie; et par trois bataillons de trois compagnies, on remonterait jusqu'au régiment.

Ces constructions s'échafaudent dans le cerveau de nos officiers, ces thèses se soutiennent dans notre littérature militaire. La compagnie y est retournée sous toutes ses faces; on l'envisage tour à tour comme unité administrative, comme centre d'instruction de la troupe, comme école de formation pour les cadres, comme pépinière et terreau de culture pour les gradés de la réserve, comme noyau de groupement et milieu d'absorption pour les réservistes. Selon qu'on s'attache davantage à l'un ou à l'autre de ces aspects, on conçoit des compagnies de tel ou tel type; mais tous ces clichés se fondent en un seul, quand on en vient à la réalisation pratique. On s'aperçoit alors que la condition restée chez nous la principale, mais devenue chaque jour plus difficile, est de maintenir nos formations sur le pied de paix réglementaire.

Si ce desideratum simple pouvait être réalisé, tout le reste, — l'ossature du cadre, l'agencement réciproque des parties, leur subordination au commandement, — tout cela viendrait par surcroît. Mais la décroissance de nos contingens est continue : nous incorporions 224 000 soldats en 1910, et nous n'en incorporerons plus que 210 000 en 1920, que 195 000 en 1930. Remettons donc jusqu'à l'époque où la natalité française se sera relevée l'instant de disputer sur l'ordre ternaire et la subdivision du bataillon. Ce débat a quelque chose de frivole à l'heure où le danger de la dépopulation nous menace, et il pourrait paraître à l'étranger un moyen hypocrite de préparer la réduction de notre cadre, sous couleur de changer notre plan d'organisation. Disons donc franchement que cette question de réduction se pose, qu'elle est aujourd'hui la seule qui importe, et voyons si, par malheur, il faudrait y répondre affirmativement.

Plusieurs officiers l'ont pensé. Ils conseillaient de sacrifier, par exemple, les quatrièmes bataillons aujourd'hui détachés de leurs régimens et formés par groupes autonomes dans nos grandes places de l'Est. Ce sont justement ces groupes que le projet ministériel propose de constituer en dix nouveaux régimens, non pas par création, à proprement parler, mais plutôt par consolidation du nombre de nos bataillons. Or, ce n'est pas

à la légère que notre état-major travaille à maintenir ce nombre. Les raisons qu'il avait pour vouloir le faire en 1907 prennent un poids nouveau depuis le vote du Reichstag du 10 mai dernier. La récente loi militaire allemande décide en effet de la création d'une inspection d'armée, de deux corps d'armée, d'un renforcement de l'effectif de paix de 29000 hommes. Devant ces armemens intensifs, qui donc, en France, oserait encore parler de supprimer des bataillons? Qui ne voit au contraire que leur nombre doit rester intangible et leur groupement en 173 régimens devenir définitif?

Ce point de principe paraissant désormais indiscutable, le débat reste ouvert en ce qui concerne la suppression éventuelle de petites unités. On a prétendu qu'en temps de paix le régiment pourrait n'être pas constitué de 12 compagnies, qu'il suffirait, par exemple, de lui en donner 9, ou même 6, et de former les autres à la mobilisation, par voie de dédoublement. Ce système est préconisé par les partisans de la compagnie *forte*. Ils prétendent que si cette unité était constituée, par exemple, à 160 hommes (22 hommes de cadre, 138 hommes dans le rang), elle prêterait à l'armée une valeur qualitative telle, qu'on pourrait faire des sacrifices sur la quantité. C'était un adepte de cette thèse qui proposait en 1908 de créer les compagnies à deux pelotons dont il a été parlé plus haut : en temps de guerre, chaque peloton devait se dédoubler et donner naissance à une compagnie.

La Commission de l'armée fit sien, vers la même époque, le projet d'un régiment à 4 bataillons de 2 compagnies, en temps de paix, de 4 compagnies en temps de guerre. M. Messimy, ancien officier de chasseurs à pied, préconisa un instant le régiment à 3 bataillons, de 3 compagnies (de 6 compagnies en temps de guerre). Devenu ministre, il s'en tint, dans son projet du 20 décembre 1911, à demander la conservation du type régimentaire existant, — 3 bataillons et 12 compagnies, — mais laissa entr'ouverte pour l'avenir la porte du dédoublement. La suppression de deux compagnies sur quatre, disait-il, pourrait être à brève échéance une nécessité. Il admettait même que cette réduction présenterait de « grands avantages, » comme permettant de donner aux compagnies du temps de paix un effectif moins éloigné du pied de guerre.

Cependant, les compagnies supprimées ne reprendraient vie

qu'au jour même de la mobilisation. Elles se constitueraient alors de toutes pièces, au moyen d'un noyau actif venu d'une unité-mère et noyé dans une masse de réservistes. Les officiers ne connaîtraient pas leurs sous-officiers; les uns ni les autres ne connaîtraient leurs hommes; ces troupes à l'état naissant viendraient s'intercaler entre des troupes de vieille formation. Dira-t-on que, pour atténuer entre celles-ci et celles-là la différence d'espèce, on aurait dès le temps de paix constitué et rattaché à l'unité-mère les gradés de l'unité de dédoublement ? Celle-ci souffrirait alors d'une pléthore de cadres; l'existence d'un capitaine en deuxième à côté du capitaine en premier ou bien réduirait celui-là à une inaction complète, ou bien créerait entre l'un et l'autre une dualité fâcheuse dans l'ordre du commandement quotidien et de la préparation de la mobilisation.

Le fait est que, dédoubler des unités, c'est doubler les difficultés et les risques de la mobilisation; c'est superposer aux troupes actives du temps de paix des cadres qui les alourdissent; c'est les mêler en temps de guerre avec des unités improvisées qui ne les valent pas et qui les rabaissent jusqu'à leur propre niveau. Dès lors, dire que le système présenterait « de grands avantages » est un euphémisme un peu fort. C'est dans cette même langue, c'est avec cet optimisme de commande qu'on se promit autrefois merveille de la loi de recrutement de 1905. L'intérêt de la chose publique exige aujourd'hui qu'on parle autrement. Si le Parlement qui vote les lois, si l'état-major qui les prépare, se renvoient l'un à l'autre le service de deux ans et le dédoublement, la réduction du service et la réduction du cadre, si chacune de ces diminutions présente à chaque fois « de grands avantages, » rien ne peut plus empêcher le pays de déraper sur la pente du désarmement.

Fort heureusement, le ministre réagissait en fait contre le mal auquel il se résignait en parole. Entre deux maux possibles, il n'avait garde de choisir le pire, et plutôt que de supprimer des unités pour en grossir d'autres, il se décidait à les abaisser toutes parallèlement. Déjà ses deux prédécesseurs avaient proposé de réduire à 118 hommes l'état de la compagnie de ligne, à 90 hommes l'état de la compagnie de forteresse. M. Messimy renonçait à cette dualité dans les effectifs, et il annexait à son rapport un tableau qui ramenait toutes les compagnies, qu'elles

fussent de campagne ou de place, au chiffre-base de 115 hommes, *cadres compris*.

Ainsi le ministre, un instant séduit par la thèse de la compagnie *forte*, prenait finalement parti pour la compagnie *faible* et se prononçait contre le système du dédoublement. Nul doute que son opinion dernière n'ait été la bonne et que la raison pratique ne penche, en effet, vers cette solution. Ses huit sapeurs-pionniers comptés dans le rang, la compagnie proposée n'a, il est vrai, que 95 hommes, mais telle quelle, et même déduction faite de ses employés, de ses indisponibles, elle existe encore militairement. Elle est un atelier de travail où les officiers s'exercent au maniement de la troupe, où les soldats se forment au contact des officiers. L'instruction individuelle des recrues s'y donne d'autant mieux que le nombre des gradés instructeurs y est relativement plus élevé. Celle des gradés n'exige que la mise sur pied d'une section de guerre (60 hommes); elle est donc possible avec les seules ressources de l'unité. L'instruction des officiers, celle surtout du capitaine ne peuvent plus se faire par les mêmes moyens, et il y a là une dérogation fâcheuse au desideratum si juste, posé par le règlement du 3 décembre 1904 : que l'instruction et l'éducation des gradés et de la troupe se donnent *exclusivement* à l'intérieur de la compagnie ; mais, dès lors qu'il s'agit d'effectifs forts, la seule manière de les obtenir est d'emprunter du personnel à une autre unité du bataillon. Celle-ci se vide alors de tous ses hommes, à l'exception de ses sous-officiers. Le lendemain, son tour de manœuvre revient; c'est à elle d'absorber la compagnie complémentaire, comme si elle recevait des réservistes et les incorporait aux hommes du service actif.

Ce système de complétement est celui que nos batteries de campagne emploient en ce qui concerne les conducteurs et les attelages. Il est toutefois de principe pour elles que les servans d'artillerie sont considérés comme « cadre » et ne se prêtent pas. Ceux-ci restent indissolublement attachés à leurs instructeurs. Ils doivent d'ailleurs à leurs fonctions mêmes, qui les lient et les fixent au matériel, une stabilité et, si l'on peut dire, une interchangeabilité que les soldats d'infanterie ne peuvent avoir. Ceux-ci, tant que la compagnie se suffisait à elle-même, ont reçu l'empreinte personnelle de leur capitaine. Ils échappent à son action le jour où la fusion des compagnies com-

mence, et désapprennent dès lors, dans une certaine mesure, ce qu'il leur avait appris. Il y a là un inconvénient reconnu, contre lequel il importe de se pourvoir en poussant le plus loin possible l'instruction de la compagnie *isolée* et, — puisque cette première limite est vite atteinte, par manque d'effectif, — en unifiant le plus possible la progression et la manière de cette instruction, sous le contrôle du chef de bataillon. Celui-ci devient ainsi le pivot autour duquel tout gravite, ou, pour mieux dire, le moteur unique d'où partent l'impulsion du travail et l'entrain du commandement.

Nos derniers règlemens définissent justement dans ces termes le rôle de cet officier supérieur; ils le grandissent à proportion dans le domaine du service intérieur. Mais pour que son autorité, devenue plus active, ne s'exerce pas au détriment de celle des capitaines, il importe que ceux-ci aient eux-mêmes un commandement à leur taille, un domaine où ils soient maîtres, une place au soleil dont personne ne puisse les déposséder. La compagnie de 115 hommes, si légère qu'elle soit dans la main, pèse assez sur la conscience pour qu'ils puissent encore se satisfaire de la commander; mais elle est le strict et dernier minimum au-dessous duquel la force de l'unité élémentaire ne doit pas descendre.

Si l'on recherche, en effet, par quels chiffres la compagnie française a passé au cours de l'histoire, on s'aperçoit que les périodes de déclin militaire ont seules connu des effectifs plus bas. Très variable sous l'ancien régime et toujours inférieure, quoi qu'on fît, aux fixations royales, la compagnie de fusiliers fut définitivement relevée à 116 hommes, cadres non compris, par le ministre réformateur Saint-Germain (ordonnance du 25 mars 1776). On la trouve de 152 hommes, sous le Directoire (14 Messidor an VII), de 121 hommes, à la fin de l'Empire (18 février 1808). Elle retombe à 78 hommes, au début de la Restauration (ordonnance du 24 octobre 1820) pour repasser à 90 hommes quelques années plus tard (27 février 1825). Sous la monarchie de Juillet, puis, sous le second Empire, elle s'écarte peu de ce niveau bas : ce fait seul prouve combien nous étions loin alors de l'intensité d'armement à laquelle nous parvenons aujourd'hui. Sous la troisième République même, la loi du 13 mars 1875 ne la fixe d'abord qu'à 82 hommes de troupe, mais l'insuffisance de cette dotation est vite reconnue; aussi la

loi du 25 juillet 1887, — en même temps qu'elle supprime les quatrièmes bataillons, — relève-t-elle l'effectif jusqu'à 127 hommes de troupe.

Ramenée à 115 hommes, la compagnie française ne sera pas inférieure, mais précisément égale à la compagnie russe. La compagnie allemande est à 142 hommes (*niederer Etat*) et à 159 hommes (*hoher Etat*) : ce dernier chiffre s'applique aux bataillons des corps de couverture et, — depuis la loi militaire du 10 mai dernier, — à 123 autres bataillons. La compagnie japonaise est à 131 hommes. Seule, la compagnie autrichienne, avec ses 92 hommes, est plus faible que la nôtre. Mais cette infériorité est si bien reconnue comme un vice qu'elle est un des argumens principaux invoqués contre la loi militaire actuelle et que la loi nouvelle a été conçue en vue de mettre fin à cet errement.

On voit que la compagnie de 115 hommes est pour nous la dernière position à défendre : celle sur laquelle on meurt et ne se rend pas. L'article 2 du projet rend le Parlement solidaire de cette défense à outrance quand il énonce que le ministre sera tenu de faire connaître annuellement aux Chambres l'état des effectifs réalisés au 1er avril. On sait d'avance que si des mesures spéciales ne sont pas prises, ces effectifs iront en décroissant, et que nous perdrons en valeur moyenne trois bataillons de 500 hommes par an.

Le déficit sera réparti sur l'ensemble de l'infanterie, abstraction faite des corps de couverture, pour lesquels aucune réduction n'est possible ; il portera donc, en dernière analyse, sur nos 143 régimens de l'intérieur. Pour ceux-ci, le calcul a été fait, la courbe a été tracée de la chute numérique à laquelle notre natalité les condamne, si nous ne nous relevons pas par quelque moyen. Dès l'année prochaine, pour les corps de troupes indiqués, la compagnie tombera à 109 hommes ; elle sera à 106 hommes en 1917, à 102 hommes en 1922, à 89 hommes en 1927. C'est dire qu'en 1912, que demain, que tout à l'heure des mesures s'imposent, faute desquelles la loi proposée ne serait qu'une duperie pour nous-mêmes et qu'un trompe-l'œil pour l'étranger.

Il faut rendre des combattans à nos compagnies et rapporter des hommes au fonds militaire commun. Les lois partielles de cadres encore à l'étude doivent nous aider à le faire. Le génie, d'abord, fournira son appoint, si l'on se décide à supprimer la main-d'œuvre militaire dans les établissemens de cette arme. Le

train pourra céder quelque chose; on est même allé jusqu'à réclamer un instant son entière suppression. Mais les services qu'il assure en temps de paix retomberaient sur la cavalerie ; sa mobilisation particulièrement compliquée, en raison des détachemens innombrables auxquels il donne naissance, n'est possible que s'il dispose de noyaux de personnel à lui. Enfin, il *existe*, et ce n'est pas d'un trait de plume qu'un ministre, qui sait ce qu'il en coûte pour créer et faire vivre, peut condamner à mort une troupe qui vit.

Le train restera donc ce qu'il est : un cadre pour la mobilisation. Mais on trouvera à gratter sur les troupes d'administration. Déjà le général Picquart proposait de les remplacer par un corps de commis : dépense d'argent d'où résultait une économie d'hommes. Elles devraient dans tous les cas ne comprendre que des auxiliaires et ne pas absorber, comme elles le font, 3000 hommes du service armé.

Le recrutement indigène dans l'Afrique du Nord, si on l'appliquait systématiquement au recomplétement de l'artillerie et du train, nous rendrait la disponibilité de plusieurs milliers de soldats français. Nos corps coloniaux laissent espérer un gain plus fort, égal à l'excédent de ce qu'ils possèdent sur ce qui leur est nécessaire pour la relève des détachemens en pays lointain. On réaliserait cette disponibilité, soit en limitant les engagemens contractés au titre du service colonial, soit en récupérant les 4000 hommes du contingent versés dans les corps coloniaux.

Le bilan de ces ressources diverses a été dressé. Rapporté au nombre des compagnies existant dans nos régimens de l'intérieur, il permettrait, pour quinze ans encore, de maintenir leur niveau aux environs de 115 hommes, Dans l'intervalle on peut espérer parvenir à une amélioration physique, par suite à un rendement plus élevé de nos contingens, Mais d'une manière ou de l'autre, les moyens proposés se ramèneront toujours à des sacrifices budgétaires. Ce sont ceux-ci auxquels il faut que nos législateurs s'apprêtent, puisque d'autres arment en face de nous, et que nous n'avons plus d'autre alternative que de reprendre par le budget ce que nous avons abandonné par la loi.

***

Le nombre des unités élémentaires une fois fixé et l'effectif général une fois réparti entre elles, l'ordre de bataille de l'armée se trouve définitivement tracé ; mais il reste à y intercaler, aux places convenables, les gradés des diverses catégories. La langue militaire est si pauvre que le mot cadre se représente ici, dans une acception différente : il s'applique cette fois non plus au cadre-troupe, mais au cadre-commandement.

Quel doit donc être, de bas en haut, le compartimentage de ce nouveau cadre, et combien de gradés, de combien d'espèces, devons-nous donner à nos compagnies ?

La suppression des caporaux avait été demandée par le général Picquart, d'après cette considération que le service de deux ans place le caporal trop près du soldat et que l'un n'a par rapport à l'autre ni une distance, ni un savoir, ni une ancienneté par lesquels il puisse aisément se faire obéir.

Il faudrait au moins, pour lui conférer un peu de prestige, le faire coucher hors de la chambrée, et par là même on en ferait un sous-officier. Voilà justement le système allemand et celui que le projet du 30 novembre 1907 voulait approprier à nos mœurs. Il proposait d'élever le nombre des sergens à douze, et de les répartir dans trois catégories : le rengagé à solde mensuelle, ayant de cinq à quinze ans de service ; le rengagé simple, entre deux et cinq ans de service ; le sous-officier non rengagé.

A la réflexion, on a jugé que notre manière française avait du bon, et que la compagnie active devait garder ses huit caporaux. L'existence d'un petit grade, inférieur au leur, présente l'avantage de rehausser un peu les sous-officiers de carrière. Il est vrai que cette autorité d'en dessous est toute petite, qu'elle ne s'exerce que dans le domaine du service intérieur et qu'elle n'y est pas d'une pratique facile. Mais, telle quelle, avec sa pointe de bonhomie et son grain de familiarité, elle est bien dans notre tradition. Elle permet d'essayer les hommes ; elle les exerce dans l'apprentissage d'une autorité qui n'est pas chez nous une délégation d'en haut, mais plutôt une émanation et un consentement d'en bas. Par ce qu'il obtient de son escouade dans le balayage de la chambre et dans l'épluchage des pommes de terre, le caporal se prouve sergent. Échouer dans la preuve

n'empêche pas d'être un brave homme. Rester simple chef de chambrée n'a rien de déshonorant. Ce rôle convient à certaines natures rustiques, mal préparées à des responsabilités plus hautes, mais très propres à des fonctions de détail. Et la preuve que plus d'un s'en contente, c'est que nous avons dans nos compagnies un certain nombre de caporaux rengagés.

Concluons donc qu'un cadre plus détaillé, plus différencié, tient un meilleur compte des diversités d'aptitudes, et tire des valeurs d'hommes un meilleur rendement. Conservons nos caporaux, si bien à nous, que Rabelais reconnaîtrait encore en eux ses *caporions ;* encourageons-les davantage au rengagement et gardons-nous d'emprunter leurs *unter-offizier* à ceux qui nous avaient emprunté autrefois nos sergens.

Ceux-ci forment l'ossature essentielle de la compagnie. Le dernier projet ministériel fixe leur nombre à 7 au lieu de 6. Moins de soldats et plus de gradés : il y a là une conséquence nécessaire et une relation de cause à effet. C'est que le noyau de l'unité active doit présenter au dehors une enveloppe d'autant plus ferme et plus résistante qu'au dedans il est plus maigre et plus léger de chair. C'est que cette enveloppe doit pouvoir se grossir tout à coup d'une pulpe nombreuse, — les réservistes, — et ne faire du tout ensemble qu'un seul fruit vivant.

Ainsi, de la solidité du cadre sous-officiers dépend celle de l'unité mobilisée et portée au pied de guerre. Mais il y a plus. Nos régimens actifs, on le sait, doivent donner naissance à des régimens de réserve, avec lesquels ils sont jumelés par avance et dont ils préparent la mobilisation. Ils leur prêtent une partie de leur personnel, notamment des sous-officiers. Ceux-ci disparaissent de l'unité-mère, qui recomplète avec des gradés réservistes son personnel encadrant.

Cette disparition, ce remplacement, exigent de nos sous-officiers non seulement le nombre, mais aussi la qualité, et font comprendre que la proportion des rengagés ait été fixée aux trois quarts de l'effectif total. M. Messimy avait accepté d'abaisser ce chiffre aux deux tiers, pour des raisons budgétaires ; mais cette concession n'était pas conforme à l'esprit général de son projet, et depuis, la Commission de l'armée a été conduite à rétablir le rapport des trois quarts. Il résultera de cette disposition que, sur 142 sous-officiers, le régiment d'infanterie n'en aura que 37 non-rengagés. Ceux-ci, tous dans leur

deuxième année de service et tous libérables à la fin de l'année, représentent l'appoint annuel en sous-officiers que l'armée active passe aux réserves. Dix classes pareilles donneront 370 sous-officiers réservistes disponibles à la mobilisation. Ce nombre suffit aux besoins du régiment actif, du régiment de réserve jumeau et même du bataillon de dépôt auquel l'un et l'autre s'approvisionneraient.

Voilà donc convenablement assuré, dans toutes nos compagnies de guerre, le commandement de toutes nos demi-sections. Mais comment le sera celui des sections? C'est ici la question de l'encadrement en officiers qui se pose, et d'abord, — pour sérier ce grave problème, — celle de l'encadrement des 2 363 compagnies entrant dans la nouvelle organisation.

Chacune d'elles devrait avoir en temps de paix deux lieutenans (ou sous-lieutenans) chefs de section; mais cette condition n'est pas remplie, l'annuaire présentant des lacunes assez fortes parmi les officiers de cette catégorie. Ce phénomène n'est pas particulier à notre armée; on l'observe à des degrés divers en Allemagne, en Russie et dans toutes les vieilles monarchies militaires; mais, sans nous arrêter ici aux maux des autres, disons seulement quels sont les nôtres, d'où ils proviennent et s'il est facile ou non de les guérir.

De la différence entre les 5 510 lieutenans d'infanterie en service au 1er janvier 1912 et les 6 104 lieutenans prévus par la nouvelle loi ressort un déficit de 594 officiers. Cet incomplet s'élèverait jusqu'aux environs de 800, s'il était décompté par rapport aux états d'effectif de 1875; on voit donc que le rédacteur de la loi en avait une mûre connaissance et qu'il a travaillé à le réduire. Quant aux causes du fléchissement, celles qu'on peut dire prochaines remontent à trois années seulement; mais il s'en faut qu'elles soient les seules, et l'on ne saurait les déduire toutes sans remonter assez loin dans le passé.

Il advint en 1909, lors de l'accroissement donné à l'artillerie, que 150 lieutenans d'infanterie passèrent dans le cadre élargi de l'arme-sœur. Depuis, on plaça dans la position *hors-cadres* les officiers d'infanterie nécessaires au Maroc. Les centres d'aviation en détournèrent quelques autres. Ces vides, non seulement ne furent pas comblés par voie de promotion, mais s'accrurent du fait des nominations au grade de capitaine. En 1908, pour 403 lieutenans promus à ce grade, on ne faisait

en tout que 210 sous-lieutenans. En 1909, 1910, 1911, pour 405, 463, et 748 vacances de capitaines, les promotions ne donnaient, chaque année, que 321 officiers de remplacement.

Si maintenant on recherche pourquoi l'administration militaire a laissé ces lacunes se produire, on découvrira que, depuis quelque temps, le chiffre des candidats aux écoles militaires décroissait dans une proportion sensible, et qu'on ne pouvait relever celui des admissions sans risquer de perdre quelque chose sur la qualité des officiers.

De près de 2 000, il y a dix ans, le nombre des jeunes gens qui affrontent l'examen de Saint-Cyr s'est abaissé progressivement jusqu'à 900. Il est vrai que le nombre des places a, lui-même, fortement décru, et que cette offre moindre a pu décourager la demande. Mais cette raison n'existe pas pour Saint-Maixent, où 250 places sont offertes cette année, et où 380 sous-officiers seulement se présentent. Beaucoup d'entre eux postulent en même temps pour l'école d'administration de Vincennes. Celle-ci fait prime, ainsi que le prouve le nombre sans cesse croissant des concurrens qui y aspirent. Chose digne de remarque, c'est à partir de l'époque où les candidats se firent plus rares à Saint-Cyr et à Saint-Maixent qu'ils commencèrent d'affluer à Vincennes, et la même année 1900 vit monter la courbe de cette dernière école, tandis que celles des deux autres descendaient. Partie du chiffre 186, elle était à 420 en 1905, et marquait 500 en 1910. Comme le nombre des élèves oscille aux environs de 50, la sélection à l'entrée est de 1 pour 10. C'est celle, ou presque, qui s'exerce parmi les officiers candidats aux corps du contrôle ou de l'intendance ; en sorte qu'au demeurant, notre système consiste à drainer ce qu'il y a de meilleur dans nos corps de troupe au profit des fonctions militaires administratives et des catégories de non combattans.

Ces symptômes sont caractéristiques : il n'est plus douteux que la jeunesse française ne manifeste de l'inappétence pour ces mêmes brevets d'officier, recherchés autrefois comme des lettres de noblesse, dédaignés aujourd'hui par les enfans de la bourgeoisie et laissés par elle à de plus roturiers. Les raisons de cette désaffection paraissent complexes. On a cité la cherté de la vie, l'insuffisance de la solde et des pensions de retraite, le manque de satisfactions morales ou même de joies professionnelles, le recul de l'officier dans l'ordre des préséances et

cette unification récente des appellations qui fait qu'on se sent moins désireux d'être appelé : « Mon capitaine, » depuis que cette qualification se donne dans l'armée à des chefs de musique et à des pharmaciens. Voilà des griefs. Mais le principal est sans doute le malaise que des modifications trop fréquentes à la loi des cadres ont mis dans l'armée, faute d'être tempérées par des mesures spéciales relatives au recrutement des officiers et à leur avancement.

Il y a là une cause de trouble dont l'effet peut se reproduire demain et qui mérite d'être particulièrement soulignée. Les cadres viennent-ils à s'augmenter brusquement, ouvre-t-on toutes grandes les portes des écoles, que l'annuaire s'alourdit, s'engorge, et bientôt s'obstrue ; les promotions trop fortes n'ont plus d'écoulement ; elles languissent dans la longue monotonie des grades subalternes, et perdent l'entrain, la chaleur, la vie, avant d'avoir pu s'élever jusqu'aux grades supérieurs.

Tel est le désenchantement qui menace les officiers entrés dans l'armée sous le signe de la loi du 4 mars 1897. On se mit à cette époque à créer des quatrièmes bataillons ; pour les encadrer, on fit des sous-lieutenans à force, sans souci de régler leur nombre d'après les vacances qui se produisaient dans le grade au-dessus. Le tableau suivant montre cette disproportion :

Années.	Sous-lieutenans promus.	Vacances dans le grade de capitaine (lieutenans nommés à ce grade).
1897	725	426
1898	682	412
1899	693	434
1900	669	449
1901	635	370
1902	583	355
1903	497	365
1904	443	356
1905	428	334
1906	392	431
1907	411	409

Cependant, la loi de recrutement de 1905 était venue couper court à la mise sur pied des quatrièmes bataillons. Ces unités éphémères disparaissaient l'une après l'autre, laissant le cadre encombré de lieutenans qui restaient sans emploi et qu'on

classait pour ordre *à la suite* des régimens. Le ralentissement de leur avancement était devenu tel que, de onze ans en 1897, l'ancienneté nécessaire pour s'élever au grade suivant depassait quatorze en 1911. Elle s'abaisse légèrement en 1912, par l'effet de diverses menues causes : remplacement immédiat des capitaines retraités par anticipation ; mises hors cadres, au titre de l'aviation et des écoles ; extension de la police marocaine ; application de la loi du 11 avril 1911 sur la *réserve spéciale*. Mais, selon les calculs de l'*Opinion militaire*, elle doit se relever ensuite et dépasser quinze ans en mars 1914.

La connaissance de cet état de choses et le souci de ménager des chances meilleures aux officiers qui entrent en ce moment dans la carrière, sont parmi les motifs qui ont porté l'Administration de la Guerre à réduire systématiquement les dernières promotions. Et sans doute, il est fâcheux de ne pouvoir remédier au vieillissement que par le déficit ; mais si cette nécessité est regrettable, on ne saurait dire à qui la responsabilité en incombe, ni en faire reproche à qui que ce soit.

Les généraux directeurs de l'infanterie pensaient agir au mieux de l'intérêt de leur arme, quand ils se hâtaient de compléter le cadre organique de 1897. Ils ne faisaient pas autre chose que ce que les généraux directeurs de l'artillerie venaient justement de faire, quelques années auparavant, pour doter de trois lieutenans l'ancienne batterie à six pièces du canon de 90. Les uns ni les autres ne prévoyaient le rétrécissement du cadre qui s'est produit quand la batterie n'a plus eu que quatre pièces, donc deux sections, et quand le régiment d'infanterie subdivisionnaire s'est trouvé réduit à trois bataillons. Mais leur particularisme d'arme aurait pu utilement être contrôlé par une autorité plus haute, par exemple celle du chef d'état-major de l'armée, si le jeu de nos institutions militaires avait présenté alors l'unité et la centralité qui le caractérisent aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit du passé, il importait d'améliorer sans retard la situation présente et d'ouvrir quelques débouchés à ces officiers arrêtés devant la porte des différens grades, comme devant des défilés trop étroits : on proposa la « péréquation. » Cette solution n'est ni la seule, ni peut-être la plus satisfaisante ; d'autres lui préfèrent un emploi plus large des retraites et des congés, un émondage et un élagage constans ; appliquée avec mesure, elle n'est pas moins susceptible d'exercer un effet

salutaire sur la situation matérielle et l'état moral de nos officiers d'infanterie.

Le thème ordinaire des revendications qu'ils font entendre est le droit pour les moins favorisés, — et les plus nombreux aussi, — pour ceux qui n'accèdent qu'à l'ancienneté aux différens grades, d'arriver quand même au quatrième galon. Or, la limite d'âge des capitaines, cinquante-deux ans, correspond à peu près à la trentième année du service ; c'est donc avant cette époque critique qu'il faut avoir accédé au grade d'officier supérieur. Cet aboutissement n'est pas certain quand, de lieutenant à capitaine, on a mis quatorze ans pour changer de grade et quand on craint qu'il n'en faille dix-sept pour franchir le degré suivant. Il le serait au contraire, si les proportions étaient fixées comme le propose le rédacteur de la loi, et si sur un cadre total de 14 309 officiers, on comptait 6 318 lieutenans ou sous-lieutenans, 5 831 capitaines, 2 160 officiers supérieurs.

Traduits en *pour-cent*, ces chiffres donnent : lieutenans, 44 pour 100; capitaines, 41 pour 100; officiers supérieurs, 15 pour 100. Les chiffres correspondans étaient jusqu'à ce jour : 50,8 pour 100; 37,7 pour 100; 11,5 pour 100. L'amélioration est sensible, encore que l'artillerie garde un petit avantage depuis le remaniement de 1909 : lieutenans, 37,6 pour 100; capitaines, 44,9 pour 100; officiers supérieurs, 17,5 pour 100.

Il est juste d'ajouter que cette arme compte, de par sa constitution, un chef de groupe (chef d'escadron) pour 3 batteries, alors que le chef de bataillon d'infanterie commande 4 compagnies et que c'est à cette différence dans le plan organique qu'est due l'inégalité des péréquations. Les conditions de l'encadrement déterminent en effet, à peu de chose près, les proportions entre les grades, ou tracent du moins les limites qui ne pouvaient être franchies, sous peine d'adultérer la loi et de lui faire trahir l'intérêt public au profit des appétits particuliers.

C'est ainsi que la seule addition faite à l'état-major du régiment a été celle d'un capitaine adjoint au colonel : la rigidité du cadre régimentaire ne permettait pas davantage. L'état-major particulier qu'on se proposait de créer, pour y classer tous les officiers détachés et pour en débarrasser les corps de troupe, présentait une élasticité un peu plus grande. Il y paraît aux fixations successives par lesquelles il a passé : 595 officiers (projet du 30 novembre 1907; 654 (projet du 19 décembre 1911) et

finalement, 341, l'élaboration parlementaire ayant fait ressortir l'opportunité d'en détacher, pour les placer hors cadres, les officiers employés dans les bureaux indigènes et dans l'aviation. La péréquation propre à la catégorie de ces 341 officiers étant : lieutenans, 44 pour 100; capitaines, 41,2 pour 100; officiers supérieurs 14,8 pour 100, il en résulte une première amélioration des conditions de carrière pour l'ensemble de l'arme; mais l'amendement principal proviendra pour elle du nouvel encadrement des régimens de réserve. Il reste à voir dans quelle mesure le rédacteur du projet a usé de ce moyen.

***

Dire la manière dont le *cadre complémentaire* a été constitué, sa composition en officiers tantôt jeunes, tantôt vieux, les va-et-vient du personnel qui l'ont momentanément rempli, ses excédens et ses déficits, serait refaire toute l'histoire de l'infanterie au cours des vingt dernières années. Qu'il suffise de rappeler ici que la loi de 1875 l'avait organisé pour la première fois, mais en le destinant seulement à l'encadrement des bataillons de dépôt; que la loi du 25 juillet 1887 le renforça, en vue, cette fois, de la mise sur pied d'unités de guerre, et que cette dernière idée trouva sa première consécration dans les régimens *mixtes*, mis sur pied chez nous à l'occasion des grandes manœuvres de 1892.

L'essai fait de ces formations hybrides, où des bataillons prêtés par l'armée active alternaient avec d'autres venus des réserves, fit sentir tout l'inconvénient d'amalgamer des soldats et des miliciens, des jeunes gens et des hommes mûrs, des célibataires et des pères de famille. On comprit qu'il fallait, au contraire, différencier soigneusement entre elles les formations de première et de seconde ligne. Celles-ci, pour pouvoir se soutenir, devraient alors recevoir un encadrement plus fort. C'est à quoi pourvut le projet ministériel présenté le 20 novembre 1892, en une rédaction séparée, puis incorporé au texte de la loi du 25 juillet 1893.

Depuis, l'adoption du service de deux ans n'a fait que prêter aux réserves plus d'importance dans le plan de la défense nationale et plus de poids dans la balance de la paix. Onze classes disponibles, onze classes *pleines*, représentant à distance ce qu'il reste, par le jeu de la mortalité, d'un nombre égal de contin-

gens, instruits dans leur totalité : tel est l'imposant capital social auprès duquel l'armée active n'est en somme qu'un fonds de roulement. Ces masses profondes de citoyens-soldats restent le grand régulateur de notre action dans le monde, et le grand volant de notre machine politique. C'est leur effort qui travaille et leur potentiel qu'on retrouve quand, avec le levier colonial, on appuie sur le sol métropolitain pour soulever, au Maroc, le fardeau d'un nouveau protectorat. Ce sont elles, ces forces françaises, que l'étranger considère alors avec respect : il sait par expérience ce qu'elles pourraient faire, s'il les affrontait sur le sol français, et quelle valeur elles prêteraient à l'armée active dont elles soutiendraient la résistance et multiplieraient le choc.

Ainsi, par une sorte de nécessité intime et de logique immanente, notre défense nationale évolue sous nos yeux selon la marche même de nos institutions. Et certes, il eût été beau que la loi écrite marchât du même pas, que toutes les mesures relatives à l'entretien, à la mise en valeur éventuelle, au rendement maximum de nos réserves eussent suivi sans retard l'adoption du service de deux ans. Alors, la mission des officiers du cadre complémentaire serait plus précise, elle impliquerait des devoirs plus stricts, et l'habitude ne se serait pas prise, dans les régimens, de les considérer comme des oisifs et comme des gêneurs.

Cependant, ce personnel, placé en marge des formations actives, qu'il n'encadre plus, et des formations de 2e ligne, qu'il ne sait s'il encadrera jamais, est lui-même dans une sorte de position de réserve. Les convocations du régiment *bis* n'ont lieu que de loin en loin, pour des périodes très courtes. Dans l'intervalle, il ne reste pas tout à fait sans emploi; mais ce qu'il peut faire est si peu de chose qu'il risque de s'y déshabituer pour toujours de l'action.

Alors mieux vaudrait, peut-être, renoncer au cadre complémentaire? S'adresser de préférence aux officiers en congé, en réserve spéciale, à de modernes *semestriers*, qu'on rangerait en une catégorie à part et dont on codifierait les obligations? Les partisans de ce dernier système sont ceux qui veulent l'accélération de l'avancement et le rajeunissement des subalternes par *élagage*. Mais, jusqu'à présent, on n'élague pas, chez nous. Les seules branches que perde l'arbre militaire sont celles qui s'en détachent d'elles-mêmes; ces branches, le plus souvent, sont

sèches, et ne peuvent plus reverdir; on ne saurait, de ces brindilles et de ce bois mort, faire le cadre fort dont nous avons besoin. Les mêmes nécessités s'imposent donc aujourd'hui qu'il y a vingt ans, lorsque M. de Freycinet jetait les bases de l'encadrement des réserves, et la loi elle-même y revient, après avoir essayé de s'y dérober.

Le projet ministériel du 30 novembre 1907 avait rayé des tableaux d'effectif les 2 officiers supérieurs, les 8 capitaines, les 4 lieutenans, prévus par la loi de 1893, et créé à la place six emplois d'officier, rattachés à l'état-major du régiment. Le projet du 20 décembre 1911 rétablit au contraire le mot, par la raison qu'on ne peut supprimer la chose, et s'arrête à l'idée d'un cadre complémentaire ainsi composé : 3 officiers supérieurs, 6 capitaines, plus aucun lieutenant.

Ce cadre, complété au besoin par des officiers retraités restés à la disposition du ministre, permettra de placer dans tous les cas, à la tête des unités de réserve, des capitaines et des commandans ayant servi dans leur grade à la tête d'unités actives. C'était là le principe même posé en 1893. Quant au commandement des sections, le projet ne l'abandonne pas non plus tout entier au personnel de la réserve, mais il en attribue une part aux *adjudans-chefs*, qu'une circulaire ministérielle récente appelle à l'existence et qui viendront prochainement se placer, dans nos unités actives, entre les adjudans et les sous-lieutenans.

Peu s'en fallut que la création de ce nouveau grade ne fît reparaître dans la langue le vieux nom d'*enseigne*, disparu avec les armées de la royauté. Dans notre ancienne infanterie, l'enseigne était l'officier *intérieur* des compagnies, et sa position propre y était bien caractérisée par la prétention qu'élevèrent plus d'une fois les capitaines, de pouvoir casser leurs enseignes d'eux-mêmes, et sans attendre la décision du roi. Le rôle correspondant au grade n'était donc, avant la lettre, que celui même qu'il s'agit aujourd'hui d'élargir et que les ordonnances de 1816 et de 1818 avaient introduit dans les règlemens, sous le nom d'adjudant sous-officier, puis d'adjudant.

A cette remarque près, le mot rajeuni d'*enseigne* paraissait heureux. Il allait devenir nôtre, quand les officiers de marine représentèrent qu'il leur appartenait aujourd'hui en propre, et qu'ils désiraient ne pas s'en dessaisir. On en chercha un autre.

Cornette aurait pu plaire, s'il n'avait pas senti si fort l'ancien régime. *Garçon-major* était lourd. *Aide-major* ne pouvait être repris aux médecins militaires. *Adjoint* disait moins encore qu'*adjudant*. Plus on feuilletait le dictionnaire, plus le caractère précaire et conventionnel de la langue militaire moderne apparaissait. On remonta jusqu'à l'antiquité ; mais n'y trouvant rien que de bizarre : hypostratège, tétraphalangargue, tergiducteur... on revint au français du XXe siècle ; et comme autrefois, maréchal des logis-chef, on forgea adjudant-chef.

Ainsi : *enseigne*, que M. Messimy avait adopté dans son projet du 19 décembre dernier, n'aura duré qu'un ministère, et c'est peu. Mais il aurait été trop contraire à l'esprit de la nouvelle loi que les adjudans-chefs ne survécussent pas. Leur existence relève de l'idée de péréquation. Elle promet d'accélérer l'avancement des sous-officiers dans des proportions sensibles puisque, pour l'ensemble des 173 régimens, le nombre des emplois d'adjudans-chefs s'élève à 1 400 ; ou plutôt, elle profitera à la fois aux deux catégories que ce grade intermédiaire départage : à celle des officiers qui s'allège par en bas, et à celle des sous-officiers qui s'allonge par en haut.

Des chiffres rendent sensibles ces deux changemens. Au lieu des 2 030 officiers en service actif, prévus pour l'encadrement des réserves, le nouveau cadre complémentaire n'en comptera plus que 1 686. En revanche, le nombre des sous-officiers destinés aux mêmes formations passe de 3 991 à 8 291.

***

En dépit des avantages qu'elle leur promet, la loi proposée ne jouit pas jusqu'à présent d'une grande faveur parmi les officiers. Ils regrettent que l'examen du statut organique se soit fait en ordre dispersé, qu'une procédure législative commune aux trois armes n'ait pas été suivie, que l'infanterie se soit trouvée détachée du faisceau où elle adhérait encore, il y a cinq ans, et que ni la main du licteur, ni la force du lien militaire ne puissent empêcher le fantassin, aujourd'hui, et demain le cavalier, le sapeur, de tirer l'un après l'autre une baguette à soi.

Pourtant, — ajoutent-ils, — même après la disjonction de 1909 et la nouvelle organisation de l'artillerie, tout pouvait encore se recomposer. Il suffisait de mettre en chantier une bonne loi sur l'avancement ; puis, sur cette loi, prise comme

épure, de tracer le cadre général et de l'assembler dans toutes ses parties. Faute de cette idée directrice, faute d'un principe simple auquel tous les esprits se seraient ralliés, on est tombé dans les lenteurs et les ratiocinations. Alors que deux mois ont suffi à l'Allemagne pour déposer, examiner et voter la loi militaire du 10 mai dernier, cinq ans ont été nécessaires chez nous pour que le projet de 1907 parvînt à se faire inscrire à l'ordre du jour. Ces délais étaient inutiles, parce qu'une fois la disjonction faite, le mal était fait aussi, et que toutes les discussions du monde n'apportaient plus au texte d'amélioration sensible. Ils étaient nuisibles, parce qu'ils laissaient voir ce que les militaires détestent le plus en haut lieu : l'irrésolution.

Plus encore, la loi, en devenant partielle, s'était faite partiale : elle le prouve en élargissant le cadre-officiers alors que le cadre-troupe demeure immobile. Pourquoi 25 emplois nouveaux de colonel, quand on ne forme que 18 états-majors de régiment? 125 de lieutenant-colonel, quand les officiers de ce grade suffisaient déjà pour le commandement de nos régimens de réserve? 250 de commandant, 500 de capitaine, quand on ne crée ni un bataillon, ni une compagnie? Mais jamais, dans toute son histoire, notre armée n'aura reçu une distribution d'avancement aussi large que celle qu'on lui prépare en pleine paix! Que de galons à coudre! Que d'ouvrage pour les passementiers! Et, puisque leur imagination se donne en ce moment carrière pour inventer un attribut distinctif qui prouve que nos adjudans sont devenus des chefs, notre armée ressemblera bientôt à ces images d'Épinal, qui font voir plus de gradés que de soldats, et de l'or sur tous les habits.

C'est par ces raisons ironiques qu'on réfute les sérieux argumens relatifs à l'encadrement, à l'avancement, au rajeunissement d'officiers qui doivent, dans tous les cas, être ingambes, par la raison qu'ils vont à pied, enfin à cette amélioration qualitative qui est pour nous la seule manière de relever la valeur, dès lors que le relèvement par le nombre ne nous est plus permis. Cependant, dans son triple effort, la tendance de la loi est également légitime, et les critiques dirigées contre elle ne pourraient prévaloir que si elle avait manqué son objet par faute de justesse ou de discrétion. C'est ce qu'un examen approfondi et de patientes discussions de chiffres pourraient seuls faire ressortir. Sans entrer ici dans ce débat, il convient d'insister sur

des considérations d'un genre différent et de passer aux observations de quelques autres, qui, croyant justes les principes de la loi, craignent seulement de les voir faussés dans l'application.

Ils calculent que si l'on pourvoyait immédiatement aux 25 emplois nouveaux de colonels, aux 125 de lieutenans-colonels, et ainsi de suite, les lacunes, en se déplaçant vers le bas, créeraient à la fin 900 vacances dans le grade de capitaine. On ne pourrait les combler sans accroître d'autant le déficit déjà considérable des lieutenans, et de là, manque d'officiers de demi-compagnie, gêne dans l'instruction, dans le service; danger de retomber dans des promotions de sous-lieutenans trop fortes, dans l'engorgement de l'annuaire, dans la stagnation de l'avancement; risque de déprécier le mérite des nouveaux officiers par la facilité trop grande avec laquelle les portes des écoles s'ouvriraient devant eux.

D'un autre côté, les adjudans-chefs doivent être formés d'abord dans leurs fonctions nouvelles et nommés ensuite. En supposant même qu'ils fussent prêts à remplir leur rôle dès demain, on ne pourrait les désigner d'emblée, sans produire un à-coup dans l'avancement des sous-officiers. Ainsi, de toutes manières, l'application de la loi devra être progressive et rester sujette dans ses effets à un contrôle attentif, à une constante régulation.

C'est ici le point où l'administrateur se substitue au législateur, car, une fois le cadre-officiers définitivement fixé, il n'appartiendra qu'à lui de le remplir: et, comme on alimente un bassin en réglant le débit d'une source, d'user dans une juste mesure du mode de recrutement mis à sa disposition. On sait que ce mode est triple et qu'il aura trois robinets à ouvrir : Saint-Cyr, Saint-Maixent; enfin, pour la cinquième partie des promotions à faire, la catégorie des adjudans. Ceux-ci se trouvent en ce moment dans une position singulière : il semble qu'ils n'aient qu'un mot à dire pour devenir à volonté officiers, adjudans-chefs, ou pour demeurer adjudans. Quant aux Saint-Cyriens et aux Saint-Maixentais, ils doivent bénéficier dans l'avenir des avantages mêmes faits aux adjudans, car on n'ouvre justement à ces serviteurs modestes la première partie de la carrière que pour les arrêter à mi-chemin et pour mieux dégager l'autre moitié. Ce n'est que dans celle-ci qu'on fournit de belles courses et que ceux qui ne se sont pas cassé les reins aux obstacles du

steeple-chase, font des arrivées sur la pelouse du commandement.

Ici se repose, dans toute son étendue, le problème de l'avancement. On sait que, législativement, il n'a reçu encore que des solutions biaises, boiteuses, toutes de guingois, et que, livré par là à l'empirisme, il a conduit dans la pratique à des errements injustes et à des traitemens d'inégalité. Les grosses promotions de Saint-Cyr, celles qui portent les noms d'Alexandre III (1896), de Tananarive (1897), des Grandes Manœuvres (1898), de Bourbaki (1899), de Marchand (1900), sont celles dont les officiers attendront quatorze ans le troisième galon. Celles des années suivantes seront moins malheureuses. Celles d'à présent ne passeront que huit ans dans les deux premiers grades et profiteront dans les autres du *débouchage* que la cruelle limite d'âge produira, en frappant devant eux des camarades sacrifiés.

Pourquoi ces vaches grasses et ces vaches maigres, comme dans le songe du Pharaon? Pourquoi, dans notre armée, des lieutenans aigris, lassés, puis, demain, des capitaines de moins de trente ans? Parce que le statut organique a été trop souvent et trop imprudemment remanié, parce que l'application faite de cette loi changeante a été elle-même sans système et sans précaution. La loi nouvelle apporte son remède au mal, mais non pas un remède souverain, car on ne peut administrer aujourd'hui la péréquation sans s'exposer aux mêmes erreurs dont l'infanterie a déjà souffert, avant d'avoir été *péréquationnée*.

Que serait-ce pour elle qu'une poussée d'avancement, après laquelle elle retomberait dans le marasme et d'où elle n'aurait rien retiré, qu'un barbarisme militaire de plus? Qui sait même si, derrière le nouveau vocable, des idées dangereuses n'auraient pas fait leur chemin? N'écrivait-on pas l'autre jour que « la péréquation des grades avait pour conséquence nécessaire le principe de l'indépendance du grade et de la fonction? » Qu'est-ce donc que ce prétendu principe? Qui ne voit qu'il n'est ni juste, ni républicain, et que, chez nous, la seule base de l'autorité est dans une correspondance exacte du grade avec la fonction?

Fuyons donc le terrain des principes et disons qu'une fois la question législative résolue, une question d'application se posera, toute de mesure, de tact et d'à-propos. Le cadre ancien et le cadre nouveau, le personnel qu'on a et celui qu'on voudrait

avoir, l'intérêt de la chose publique et les appétits particuliers, voilà les données du problème. Et la solution doit être telle qu'on obtienne à la fois une bonne progression de l'avancement, le rajeunissement des subalternes, l'offre faite aux nouveaux venus de conditions de carrière qui soient tout ensemble la sauvegarde de leur état moral et la garantie de leur recrutement.

Pour y parvenir, il faut renoncer à combler automatiquement les vacances, dès qu'elles se produisent, mais pratiquer les remplacemens dans un esprit tel que l'officier moyen parcoure un chemin moyen, et que quiconque est sorti d'une école et n'a pas démérité arrive, en fin de cours, aux galons d'officier supérieur. Cette juste régulation est, à proprement parler, l'objet de la loi sur l'avancement que l'armée réclame; mais, à défaut de ce moyen meilleur, certains adjuvans provisoires peuvent tendre aussi vers le même but.

Dans cet ordre d'idées, on a fait remarquer que le cadre complémentaire pouvait être utilisé comme un volant ou un compensateur. La détermination des grades y est moins formelle que dans le cadre proprement dit: on peut donc, dans une certaine mesure, substituer à des chefs de bataillon des capitaines *faisant fonctions*, ou bien, à des capitaines, des lieutenans. Le grade le plus élevé, si l'on voulait y laisser subsister un incomplet, serait suppléé momentanément par le grade au-dessous, et l'on pourrait ainsi, sans nuire au service, faire intervenir dans le jeu de l'avancement ce que les artilleurs appellent un mécanisme *porte-retard*.

Une autorité très haute peut seule appliquer un pareil système. Les généraux directeurs d'armes, eux-mêmes, n'ont pas tous les moyens d'action ni d'appréciation nécessaires à la justesse de l'avancement qu'ils dispensent. Des *directives* communes doivent leur être tracées, et ils ne peuvent s'en tracer de particulières sans provoquer, dans quelque partie de l'armée, du malaise et du mécontentement. C'est ainsi que la loi des cadres de l'artillerie de 1909 a non seulement retardé et rétréci celle de l'infanterie; mais éveillé aussi des jalousies longues à s'éteindre et motivé toute l'envieuse campagne des péréquations.

Enfin, une influence régulatrice exercée de haut est encore nécessaire par la raison que le cadre une fois fixé législativement n'est pas cependant définitif : la guerre peut l'ébrécher ou le casser. On prévoit, par exemple, des mises *hors cadres* pour

le Maroc. Qui sait jusqu'où s'étendront les mesures de ce genre, tous les besoins qui se feront sentir, toutes les pertes qu'il faudra réparer? Des emprunts aux régimens métropolitains seront nécessaires et chacun d'eux aura sa répercussion sur l'avancement.

Pour toutes ces raisons ensemble : — la mise en application d'un statut nouveau, la réunion morale de l'armée sous le contrôle d'un seul, l'attente des événemens auxquels elle doit se préparer, — il semble désirable qu'une seule instance de commandement préside à tout le personnel, ordonne le recomplétement des cadres, et règle les *directives* de l'avancement. Cette autorité est toute désignée par la législation même. Elle procède de l'enchaînement d'idées qui aboutissait hier aux décrets du 28 juillet 1911, des 20 janvier, 14 mai 1912 et qui consacrait la large autonomie des pouvoirs exercés par le chef d'état-major général. Les fonctions de surintendant du personnel seraient une extension naturelle de ses attributions. Ou, si l'on préfère un pouvoir moins personnel et si l'on craint de charger outre mesure une tête lourde déjà de responsabilités, on peut déférer ce rôle nouveau au Conseil des directeurs. Ou bien encore, si l'on pense que l'autorité du ministre en cette matière ne puisse être déléguée, l'Inspection Permanente des Écoles récemment créée et restée jusqu'aujourd'hui rattachée directement au cabinet, pouvait s'élargir jusqu'à devenir un bureau central du personnel.

Toutes les solutions seront bonnes, pourvu qu'elles s'inspirent d'une pensée d'unité et d'équité. L'important, en l'espèce, est de se mettre d'accord sur le principe : le reste n'est plus qu'affaire de modalité.

PATRICE MAHON.

UNE EXPOSITION

DES

PRIMITIFS NIÇOIS

On ne se doutait guère de leur existence. Les guides les mentionnaient à peine. Du million de visiteurs que chaque hiver attire vers la côte d'Azur, bien peu s'inquiètent de savoir s'il y a quelque chose derrière cette façade d'hôtels et de villas qui s'étend ininterrompue le long du délicieux rivage, et ce que peut cacher aux yeux ce décor sans pareil de luxe et de plaisir. Qui aurait supposé une âme à ce lieu de passage, où nul ne demeure ni ne se fixe, et où se donnent rendez-vous, pour quelques mois, ou quelques jours, tous les désœuvremens et les snobismes de l'univers? Qui eût exigé que ce pays privilégié de la nature eût encore par surcroît la parure de l'art? Il semblait que cette terre, la dernière venue à la France, fût une terre sans mémoire. L'artiste, le curieux de souvenirs, s'en détourne. Il jette un regard au paysage de la mer et des montagnes, monte aux ruines romaines d'Eze et de la Turbie, et quitte sans regret ces beaux lieux dévastés par une cohue nomade, pour retrouver plus loin, dans quelque bourgade morte de Toscane ou d'Ombrie, comme sur le visage d'une gisante de marbre, l'image d'une vie plus belle et la poésie du passé.

Cependant quelques fureteurs n'ignoraient pas qu'à Nice, dans la sacristie d'une chapelle voisine du marché, une Vierge gracieuse et vénérable souriait sur son ciel d'or. A Cimiez, sur le coteau de forme modérée qui protège la ville au Nord, près

des restes de l'antique arène, dans l'église franciscaine ombragée d'yeuses séculaires, de vieux tableaux pathétiques palpitent doucement sur des autels baroques. Des peintures semblables s'espacent à Antibes, à Fréjus, à Grasse. Depuis une quinzaine d'années, on s'occupait de les classer et de les étudier. Des érudits, M. Moris, M. Giuseppe Brès, en dressaient l'inventaire, exploraient les archives. De tous ces travaux est sortie l'Exposition qui vient de finir. C'était un modèle d'ordre et de goût, qui fait beaucoup d'honneur aux organisateurs. Et, pour que rien ne manquât à ce beau manifeste de culture régionale, M. Gabriel Hanotaux, qui en surveillait les apprêts de sa villa de Roquebrune, et dont rien ne lasse l'intelligence, l'activité infatigables, prêtait aux « Primitifs Niçois » l'appui de son éloquence et l'autorité de son nom.

Le danger, en ce genre de découvertes, c'est d'en surfaire l'importance. L'Exposition ajoute peu de chose à l'histoire de l'art. Elle pouvait embrasser l'espace d'une centaine d'années; la plupart des œuvres se groupaient vers la fin du xve siècle et le début du suivant. Les opinions diffèrent quant à leurs origines. Les partisans de la thèse française, qui veulent que notre art, rayonnant des grands centres de la vallée du Rhône, ait cheminé le long des côtes jusqu'à Nice et à Gênes, paraissent faire état d'un certain Miraillet, natif, croit-on, de Montpellier, lequel a fait à Nice l'autel de la Miséricorde; mais le tableau est repeint : que conclure d'un si faible indice?

Pour moi, je n'ai aucune peine à en faire l'aveu : le charme de cette Exposition, c'était qu'on y sentait le voisinage de l'Italie. Les Alpes Maritimes ont toujours été le grand chemin entre les deux pays. Le premier peintre dont les actes fassent mention, à Nice, est un peintre siennois du nom de Giacomo. C'était en 1347, au temps des papes d'Avignon, et on ne se trompera guère en supposant que là était le but de son voyage. Rappelez-vous ce Vatican, cette Rome des bords du Rhône, songez à ce que fut ce foyer des beaux-arts, à Mathieu de Viterbe, à Simone di Martino, à Pétrarque et à Laure : vous conviendrez que plus d'un problème, dont on cherche le mot à Nice, doit se résoudre en Avignon. L'art était, dès cette époque, beaucoup moins sédentaire, beaucoup moins casanier que nous ne nous le figurons. A pied, à cheval, seuls ou par troupes, suivis ou non de train et de bagage, il faut se représenter ce défilé de bohème.

gros personnages invités à prix d'or chez les princes, compagnons légers d'escarcelle et cherchant fortune par le monde en voyant du pays. Ici ou là, selon l'occasion, le besoin, quelqu'un se détache de la bande, exécute une Madone moyennant le vivre et quelques écus, et repart pour recommencer à l'étape suivante, sans laisser d'autre trace qu'un tableau anonyme dans l'ombre d'une chapelle. D'autres fois le chemineau, parti pour un lointain pays, n'arrivait pas, s'éternisait dans son gîte d'un soir, et finissait par s'y fixer, oubliant patrie et voyage, et travaillant sur place jusqu'à son dernier jour.

Combien de tableaux « niçois » sont l'œuvre de ces passans ou de ces adoptés? De là beaucoup de disparates ou de nuances différentes. Les peintres du pays eux-mêmes font leur apprentissage au dehors. Il n'y a pas d' « école » à Nice : d'une génération à l'autre, nulle cohésion, nulle continuité. L'unité tout extérieure qui se remarque dans les œuvres, la répétition des mêmes types et des mêmes sujets, ne tient qu'aux exigences d'un public attaché à ses habitudes, et qui n'eût supporté aucune innovation dans les choses destinées à un culte religieux. Dans les montagnes, les goûts ne changent guère; l'existence s'écoule plus lentement qu'ailleurs; peu de commerce, point de luxe, nul mouvement d'idées. La peinture reflète ces âmes immobiles. Elle semble d'un demi-siècle en retard sur l'art contemporain. Tout demeure soumis à des conventions étroites et tyranniques. La pensée tourne dans une sphère à peu près invariable. On pénètre dans un monde à part, dans une province endormie, dont aucun événement ne trouble le sommeil et ne distrait le rêve.

Ce sont, huit fois sur dix, de ces tableaux, imposans comme des litanies, et du genre appelé « tableaux de majesté. » On voit au centre, dans une attitude hiératique, le personnage sous le vocable duquel est placé le retable: c'est le plus souvent la Vierge, représentée soit comme patronne de confrérie, soit comme Mère de douleurs; c'est quelquefois saint Jean-Baptiste, ou encore quelque saint populaire de la Provence, saint Honorat, saint Maur, saint Antoine, sainte Marguerite. Autour de cette figure centrale, ordinairement distinguée par des proportions plus grandes, se placent symétriquement et sur la même ligne un certain nombre d'autres désignées par des attributs : saint Sébastien porte sa flèche, saint Roch indique son ulcère, saint

Laurent tient en main le manche de son gril; sainte Catherine s'appuie sur un éclat de roue, sainte Apollonie montre une dent au bout d'une tenaille, sainte Agathe présente sur un plat ses mamelles tranchées, sainte Lucie, qui guérit les maux d'yeux, offre les siens arrachés et posés sur une patène comme deux perles. Au-dessus de ce premier rang s'élève un second étage de figures moins importantes, et cette fois représentées seulement à mi-corps. Souvent un médaillon, tel qu'un *Christ de pitié*, une *Annonciation*, occupe le milieu de cette nouvelle ligne. Enfin, pour supporter ce curieux édifice, un gradin ou prédelle présente sur une troisième ligne et en faibles dimensions, soit le collège des Apôtres, soit un choix de scènes empruntées à la légende du saint qui occupe la place d'honneur.

Sans doute, ces assemblées de saints et de patrons célestes ont été de tout temps le principal objet de la peinture sacrée. Mais depuis longtemps, grâce à l'effort de générations d'artistes, la vieille composition avait pris un aspect nouveau. Le tableau à compartimens, avec ses divisions gothiques, son cadre de menuiserie, ses niches séparées et surmontées de trèfles, cède la place à un genre plus souple et plus vivant. Qui n'a vu, dans quelque toile superbe et solennelle de Frà Bartolommeo, de Raphaël ou de Titien, sous une calme colonnade, à l'ombre d'un velum, des saintes et des saints, des vieillards et des vierges, des éphèbes, des guerriers, des évêques, des martyrs, en attitudes grandioses, en vêtemens de prix, faire cortège à la Madone et incarner autour de son trône, comme autant de strophes d'un même poème, toutes les faces de la vie morale, courage, douceur, amour, sacrifice, ascétisme, recueillement, extase? Qui n'a goûté, devant ces œuvres d'une harmonie suprême, le sentiment d'une existence élevée par la magie du rythme à une hauteur contemplative, la présence d'une humanité réelle et supérieure, d'un monde fraternel, idéal à la fois? Qui n'a senti, de son âme à celle de ces héros, circuler un chant mystérieux, un sens de l'équilibre, de la paix, de l'espace, qui vous enveloppe et vous mêle, comme une note se fond dans un accord, à ces graves et sublimes concerts?

Dans ces chefs-d'œuvre se fait jour, à côté de la pensée proprement religieuse, une idée toute nouvelle : l'idée ou la notion de l'art. Dans le canton des Alpes où nous sommes, une telle idée devait rester à jamais incomprise. L'artiste qui eût parlé

cette langue n'eût pu se faire entendre. Fidèles à leurs traditions, n'imaginant rien de plus beau que les figures amies qui peuplaient leurs autels, et dont les images étaient mêlées à leurs prières, ces bonnes gens ne se lassaient pas qu'on les peignît toujours pareilles. C'étaient de vieilles connaissances, des visages qu'on avait vus autour de soi dès le berceau : on ne demandait au peintre que de les rafraîchir. On n'exigeait de lui nul effort de pensée ou d'imagination. Telle de ces madones niçoises, peinte au milieu du xve siècle, semble l'œuvre barbare d'un Pisan du xiiie. Un autre ne s'arrête pas de peindre ses petites saintes fluettes, vieillottes et revêches, aux mines pointues, aux bouches pincées, au teint aigre et mêlé de citron et de verjus. Le paysage ne fait que de timides apparitions. A quelques journées de là, dans les *botteghe* de Florence, le naturalisme triomphe, étend chaque jour ses conquêtes; là est le progrès, l'avenir. Et cependant, comment ne pas les admirer ces âmes qui refusent leur tendresse à la perfection étrangère, et qui ne veulent pas qu'on leur change leur ciel ?

Le mieux doué des peintres indigènes est sans conteste Louis Brea. Il n'a tenu qu'à lui d'être un des « petits maîtres » les plus charmans de la Renaissance. Son premier tableau, la *Pietà* du couvent de Cimiez, est une œuvre qui dut faire époque, au moment où elle parut, dans ce petit monde d'autrefois. Elle y apportait un souffle de jeunesse inconnu. Si quelqu'un avait pu dégourdir cette école, c'est Brea. Il est certain qu'il connaissait les ateliers toscans, car son retable est plein de réminiscences florentines. Mais ce qu'il y avait de meilleur dans le jeune artiste, c'était une délicatesse, une sensibilité discrète et poétique, plus apte à s'exprimer par le ton que par le dessin, et qui plaît ou émeut sans qu'on sache bien la définir. La tête de la Vierge est un morceau de toute rareté. C'est un petit masque de cire, entièrement exsangue, mat, exprimé sans traits, presque sans modelé, blanc de cette blancheur atone qui est moins une couleur que l'absence de couleur, et se distinguant à peine des linges qui l'enveloppent, comme un visage de nonne, sous le manteau de deuil d'un bleu violacé, obscurci jusqu'au noir.

Un plus habile eût découpé ce pénétrant morceau, et de tout le tableau donné cette seule tête. Brea pouvait, à peu de frais, être un peintre éminent de demi-figures féminines. On aurait de lui une galerie de jeunes passionnées; la note qu'il

apportait eût paru plus distincte, et sa grêle chanson ne se fût pas perdue. Les conditions de la peinture, dans le milieu où il vécut, ne permettaient pas ce parti : son art charma ce public peu critique. Pendant quarante ou cinquante ans, de Gênes à Toulon, il fut le peintre ordinaire de la côte ligure. Peu de paroisses, à quinze, à vingt lieues de la mer, qui ne voulussent avoir un tableau de sa main. Il est le Pérugin des Alpes Maritimes. Et il eut un peu le même sort que le maître ombrien. Son talent succomba au nombre des commandes. Son joli sentiment, dilué dans des œuvres trop vastes, peu nourri de substance et d'études, était incapable de suffire à la tâche qui lui échut. Les ouvrages de sa vieillesse, comme le *Calvaire* de Cimiez, sont d'une débilité extrême ; à peine quelques têtes navrées, quelques visages crispés de larmes contenues, rappellent l'aimable lyrique qui s'annonçait près de là dans une page de jeunesse. Ses meilleures œuvres, dans un musée, feraient pauvre figure. Elles sont inséparables de l'atmosphère où elles sont nées, des autels où elles ont longtemps alimenté la foi. Il faut les voir chez elles, par exemple à Taggia, non loin de San Remo, dans l'église dominicaine émergeant à demi parmi les oliviers, et qui est le sanctuaire favori de Brea. On y conserve une dizaine de ses peintures. Lorsqu'on les aperçoit le soir, dans la grande nef déserte et aujourd'hui désaffectée, près du cloître maintenant transformé en caserne, une piété vous prend pour ces pages délaissées ; on dirait l'esprit opiniâtre qui s'attache en secret à ces voûtes violées ; on ne voit plus en elles que le sentiment qui les dicta, et on y trouve alors la subtile mélancolie d'une rose qui se dessèche et d'un parfum qui s'évapore.

Mais le plus singulier génie de la contrée est un peintre moins connu encore que Brea. Aucune histoire ne nomme seulement Giovanni Canavesi. C'était un clerc, prêtre ou chapelain, comme il s'intitulait ; il était de Pignerol, et voilà tout ce qu'on sait de lui. Cet homme de Dieu tenait du ciel le don le plus curieux de l'apostolat par l'image. C'est un prédicateur brutal, escarpé, frénétique, une espèce de Barelette ou d'Olivier Maillart qui, au lieu de la parole, manie le pinceau. On rencontre parfois dans les ordres, même encore de nos jours, la vocation des arts jointe au zèle des âmes. On voit à Murols, en Auvergne, une série de fresques du curé. Le P. Besson en a laissé à Rome de charmantes. Canavesi porte en ce genre une fougue sainte. Rien ne

lui coûte, les murs tremblent devant sa brosse. C'est le plus fécond *frescante* de toute la province. A Venanson, à Pornazio, à Pigna, à Saint-Étienne-de-Tinée, il a multiplié partout les œuvres d'une veine rude et torrentueuse. Je ne pouvais tout voir; mais j'ai vu cependant ses fresques de la Briga.

On fait vingt lieues, en partant de Nice, sur le chemin de Tende. La route s'élève, descend, remonte pour redescendre encore, franchit deux cols, tournoie au-dessus des vallées, pour s'enfoncer enfin dans les gorges de la Roya : pays farouche, remous pétrifié de montagnes, d'aspect sauvage et hérissé de forteresses méfiantes. A Saint-Dalmas, on quitte la route pour s'engager à droite dans une vallée latérale ; on traverse le village alpestre de la Briga, et on trouve, une lieue plus loin, dans un site âpre, désert, triste, une chapelle isolée qui domine un ravin. Cinquante sources, qui jaillissent, bouillonnent, écument autour des roches, capricieuses, intermittentes, un peu fées, emplissent de leur sifflement ce repli solitaire. Dès le moyen âge, l'inquiétante divinité du lieu fut prudemment exorcisée par l'érection de la chapelle, sous l'invocation de la Vierge. C'est la Vierge des Sources, Notre-Dame de Fontan.

Une impression étrange vous attend à l'entrée. L'église entière, la nef, les voûtes, l'arceau qui surplombe le chœur, sont enluminés comme un livre, complètement illustrés de fresques du xve siècle. Rien n'est plus surprenant que de rencontrer à ces hauteurs, en pleine Alpe, à l'écart de tout, dans ce défilé parcouru par un vent éternel, cette espèce de missel ou cet écrin d'images, cette Arena en miniature. Canavesi a représenté en quarante fresques, d'un style violent et raboteux, la Vie de Jésus depuis la naissance de la Vierge jusqu'au Jugement dernier. Les parois latérales développent abondamment le récit de la Passion. Parmi les peintres du pays, le chapelain piémontais est le peintre d'histoire; il a le génie épique. Il ne tarit pas en épisodes d'une imagination triviale et turbulente. Ses personnages se livrent à une pantomime furibonde. Il a le don qui plaît aux foules, le don de l'action. Tout est plein de saillies tumultueuses et bouffonnes. On sent à mille détails l'influence des *Mystères;* comme au théâtre, aucune hésitation possible : les bons et les méchans sont désignés du doigt. Sans doute, l'auteur échoue à revêtir Jésus d'une beauté idéale ; mais il rend les bourreaux grotesques et terribles. Avec une verve grossière

et caricaturale, il bafoue sans pitié la synagogue, les Romains, Caïphe, Anne, Pilate. Les soldats ont des trognes d'apaches ou de cannibales. Judas surtout est maltraité. Comme on conspue le traître à la porte d'un mélodrame, Canavesi ne se tient pas de consacrer une parenthèse au châtiment du scélérat. Entre le Crucifiement et la scène du Calvaire, il intercale une page qui nous montre sa mort. Certes, les gens d'alors avaient les nerfs solides, et les artistes ne craignaient pas le gibier de potence; depuis Léonard et Botticelli, qui peignirent les condamnés de la conjuration des Pazzi, jusqu'à André del Castagno, qui pour une besogne semblable reçut le sobriquet d'André « degli Impiccati, » l'art italien a fait sa « Ballade des Pendus. » Mais dans ce genre patibulaire, la palme reste à Canavesi. Sa mort de Judas est un effroyable chef-d'œuvre. Raide, le col désaxé, les doigts figés, le globe de l'œil exorbité, tirant une langue noire avec une grimace d'horreur, le misérable pend comme une repoussante guenille, un hideux mannequin. Son ventre bâille, — *crepuit medius*, — les intestins débordent et, par une suprême injure, un diablotin griffu, à figure de singe, les lui fouille, et arrache l'âme, non de la bouche, comme à un chrétien, mais des entrailles du maudit.

J'ai noté dans ces fresques les souvenirs du théâtre; ce ne sont pas les seuls qu'on y peut signaler. Mille mètres d'altitude équivalent, en art, à dix degrés d'écart vers le Nord. Ces peintures fourmillent de traits qui décèlent l'influence septentrionale. L'auteur a eu entre les mains des gravures allemandes. En voici une preuve. Au-dessus du gouffre infernal où s'agitent les damnés, on remarque, à Fontan, un monstrueux squelette embrassant, enjambant l'abîme de ses pattes gigantesques, étendues et planant en accent circonflexe; c'est la Mort qui roule la dernière, après le Jugement, comme un épouvantail désormais inutile, dans l'empire des ténèbres. « La Mort est morte! » Cette pensée est familière aux enfers flamands, hollandais; je n'en connais pas d'autre exemple italien. On le voit : si le long des côtes voyagent les idées et les influences du Midi, c'est par les cols, les défilés, les difficiles sentiers des Alpes, nullement par la route impériale du Rhône, que se colportent les thèmes du Nord. Ce double courant se marque dans les œuvres contrastées de Brea et de Canavesi. Non loin de là est Varallo, avec ses fresques de la Passion et les « tableaux vivans »

de son *Sacro Monte :* ainsi le sentiment chrétien se fortifie dans les montagnes, et retourne au désert pour fuir l'invasion païenne de la Renaissance...

Tel est bien, en définitive, l'intérêt de toutes ces peintures : nous retrouvons en elles l'esprit du peuple qui les aima. Ni Canavesi, ni Brea, ni Nadar ou Nadal, ni Brevesi, ni Baleisoni, ne sont des maîtres de premier ordre ; leurs ouvrages importent peu à l'histoire de la beauté ; mais ce sont des monumens précieux pour l'historien de la vie morale. Dans la plupart des cas, le tableau est sans signature ; il ne porte qu'un nom, celui du donateur. C'est bien lui, en effet, qui se peint dans cette image, lui qui en a réglé la composition, déterminé le prix, choisi le bois et les couleurs; ces marchés faisaient l'objet de contrats notariés, rédigés dans toutes les formes, comme pour les actions les plus graves de la vie ; rien ne nous fait mieux pénétrer dans les mœurs de ce petit monde ; rien n'explique mieux la valeur, les limites, les défauts de cet art pieux et plébéien.

Il n'y a ici, en effet, ni seigneurs, ni mécènes, ni grandes familles patriciennes comme il s'en trouve dans toutes les républiques d'Italie ; pas de clergé fastueux, d'évêques, de cardinaux désireux de s'immortaliser par des fondations splendides. Des princes prudens et économes, d'une maison (la Savoie) la moins artiste de la péninsule ; pas d'aristocratie, nul stimulant, aucun principe de culture ; nulle trace de vie intellectuelle, absence complète de littérature. L'art seul témoigne ici de quelque chose qui s'élève au-dessus de ces conditions médiocres et déprimantes : l'art de tous, l'art des petites gens, des fidèles, des femmes. C'est pour ce public simple, rural, qu'ont été faites les œuvres modestes qui nous occupent. Elles représentent le côté supérieur de leur vie, ce qui flotte au-dessus de ces existences mesquines, de préoccupations idéales et éternelles. Elles prennent ainsi une signification profonde. Rudes ou délicates, grossières ou raffinées, ce sont des œuvres populaires. Des particuliers, des agonisans au lit de mort, des veuves en mémoire de leur mari défunt, des enfans pour exécuter la volonté d'un père, ont fait présent de ces tableaux, pour le bien de leurs âmes et des âmes de leurs frères. Souvent, dans les paroisses où personne n'était assez riche pour faire les frais de l'ouvrage, les fonds en étaient recueillis par une collecte publique. Chacun contribuait de son obole. Tel, moribond, lègue un florin, tel autre quelques setiers à prendre

sur sa récolte. Des œuvres ainsi créées sont bien autre chose que de l'art : elles sont de l'amour et de la foi visibles.

Ici encore, comme partout au moyen âge, la religion a été la seule poésie. La Corniche est de tout temps une de ses grandes routes. En Allemagne, le Rhin, qui de Constance à Cologne a charrié tant d'idées, de civilisations, s'appelle la *Pfaffengasse*, la « rue aux prêtres : » ce pourrait être aussi bien le nom de la Corniche. Les moines étaient surtout, dans cette période de l'histoire, l'élément vagabond de la société. C'étaient les « gyrovagues, » les voyageurs infatigables qui sillonnaient le monde, l'édifiant, le scandalisant, et promenant partout, sur toutes les poussières, leur bure, leur capuchon, leur corde et leurs sandales. C'est l'époque où les ordres mendians essaiment par toute l'Europe. On a vu que les Dominicains s'étaient fixés à Taggia. Les Franciscains s'échelonnaient sur presque tout le parcours : Grasse, Sospel, Vintimille étaient de leurs maisons. Chaque ordre en posséda bientôt une à Nice même. Celle des Franciscains se voit encore aujourd'hui sur la place Saint-François : l'église est devenue une Bourse du Travail, le cloître est changé en écurie; c'est pourtant un des rares endroits de la ville qui retienne quelque chose de son mouvement et de son pittoresque d'autrefois.

Et c'était, entre tous ces points, un va-et-vient perpétuel, un renouvellement continu de partans, d'arrivans. Le monde avait déjà ce chemin pour passage, battait cette route fameuse qui côtoie les plus nobles sites, et circule en terrasse entre les montagnes et la mer. Je n'ai jamais lu sans joie les pages de la chronique du bon Salimbene, où il rapporte ses souvenirs de la côte d'Azur. Il s'y attarde avec un plaisir évident. La mer, les petits ports, les barques, les salines d'Hyères, et jusqu'à certains jours accablans de mistral, — le *frate* évoque tout cela en images précises, dont son méchant latin est encore égayé. Il a joui en artiste de cette nature radieuse. C'est là qu'il faisait bon, au bord des rades, devant le vaste calme bleu, écouter les rumeurs lointaines de la vie, calculer l'âge de l'Antéchrist, et méditer les rêves de Joachim de Flore. Là fut vécu un des plus gracieux épisodes de l'histoire franciscaine. On se plaît à imaginer parmi les olivettes l'ami de Jean de Parme, le docteur, le mystique, le doux Hugues de Digne, qui captivait adversaires mêmes au miel de ses discours. Avec sa sœur sainte Douceline, la

béguine, fondatrice des dames de Robaut, il forme un couple ravissant. Cette sainte fille était une personne si fine, qu'à peine semblait-elle appartenir à la terre. Un rien, un chant d'oiseau la jetait en extase. Elle pesait si peu qu'en marchant elle posait à peine la pointe des orteils. Elle volait au ciel sur des ailes invisibles. Souvent elle s'élevait dans les airs, toute droite, si bien qu'en se prosternant on baisait la plante de ses pieds.

Et c'étaient des passages de papes; c'étaient des missions de prédicateurs célèbres; saint Vincent Ferrier rencontra ici sainte Colette. Tout cela développait dans le peuple un état d'esprit dont nous n'avons plus aucune idée. Dès le temps de Salimbene, la Provence était pleine de gens qui « faisaient pénitence. » Faire pénitence, c'est la formule de la vie chrétienne : la mortification, la prière, les bonnes œuvres, l'exercice de quelques dévotions ou de pratiques particulières, formaient le programme de ces associations pieuses. Nées sous l'action des ordres mendians, les confréries de pénitens ont été une des créations les plus originales de la fin du moyen âge. Elles ont pullulé dans le Midi de la France. Souvent on les appelait du nom de luminaires, parce qu'une de leurs fonctions était d'ensevelir les morts et de les escorter en portant des lumières à leur dernière demeure. Une confrérie de Draguignan s'intitulait pour cette raison Notre-Dame des grands cierges. En temps de peste ou d'épidémie, leur mission devenait courageuse. Avec leurs uniformes de toutes les couleurs, leurs « sacs » et leurs cagoules : pénitens blancs, pénitens noirs, pénitens gris, pénitens bleus, — avec leurs processions, leur hiérarchie, leurs corps de prieurs ou *compans*, leurs juges, leurs bailes, leurs clavaires et leurs canesteliers, les confréries mettaient dans la vie d'autrefois un élément de beauté à jamais regrettable. Le bureau de bienfaisance n'a pas remplacé ce qu'elles faisaient pour « nos seigneurs les pauvres, » ni les pompes funèbres, les honneurs qu'elles rendaient à « nos seigneurs les morts. » Qu'on essaie de se représenter seulement ce tableau. Lérins était alors bien déchue de sa gloire; l'abbaye de Saint-Honorat avait perdu depuis longtemps son rôle des premiers siècles, lorsqu'elle était le phare de la foi dans les Gaules. Mais, pour tout le pays, elle conservait encore un prestige singulier. Beaucoup voulaient dormir dans cette terre sainte. De Cannes ou de Nice, on voyait s'avancer derrière le cercueil une flottille de barques pleines de

torches et de cantiques : c'étaient les confréries qui accompagnaient en chantant la dépouille d'un frère. Les voix frappaient la mer sonore, balancées de flot en flot sur l'azur alcyonien de la Méditerranée. Ainsi, jusqu'aux Iles d'or et aux Champs Élysées de leurs divines pinèdes, voguaient ces mélodieuses funérailles marines.

Voilà les images qu'évoquent les « Primitifs niçois ; » voilà le passé oublié dont ils nous font souvenir. Presque tous ces tableaux sont des tableaux de confréries : Vierges de miséricorde, Madones du Rosaire, Vierges, Christs de pitié, ce sont tous les motifs de la piété populaire à la fin du xve siècle... Sans doute, il faut se garder de toute exagération. Nice n'est pas Assise, la Ligurie n'est pas l'Ombrie. Les mœurs ont peu changé sous ce ciel fainéant, en face de cette mer charmante, sous ce climat de volupté. Nulle part on ne goûte mieux le plaisir de la vie, et les gens d'autrefois ne le goûtaient pas moins que nous. Comme nous, ils étaient légers, sensuels et frivoles ; comme aujourd'hui, ils étaient joueurs, et comme aujourd'hui paresseux. Leur vraie science a toujours été le *gay saber*. L'amour allait son train alors comme de nos jours. Tout semblait véniel sous ce soleil indulgent. La pénitence même n'y était pas austère. Comment, parmi tant de sourires, prendre la vie bien au sérieux ? A Nice, les Pénitens noirs avaient dans leurs statuts une clause remarquable. Aux confrères célibataires, ils défendent les femmes mariées, mais permettent les autres. On était libertin, emporté à son aise. Tout péché était reçu à composition. On admettait le prix du sang ; et le tarif des assassinats nous montre qu'on faisait bon marché de la vie humaine. Telle quelle, on l'aimait pourtant : elle était si aimable ! C'était déjà le lieu du monde où elle semblait la plus douce : chaque jour était un jour de fête, une veille de carnaval.

Cependant, au milieu de cette vie un peu folle, une pensée fréquente ramène la gravité. Nulle idée alors plus commune que celle de la mort. Un des tableaux de l'Exposition illustrait cette pensée d'une manière saisissante : c'est la *Danse macabre* du Bar. Le Bar est un village qui profile sur un rocher, à quelques lieues de Grasse, les dés de ses maisons blanches à silhouette sarrasine.

Avez-vous vu à Rumengol ou à Saint-Jean-du-Doigt, dans les sanctuaires de la Bretagne, un de ces chanteurs ambulans qui

courent les pardons, et gagnent leur vie à réciter *sóniou* et *gwerziou* ? Placé devant une pancarte quadrillée de grossières enluminures, l'aède, une pochette sous le menton, nasille sa complainte ; et, du bout de l'archet, il désigne sur la pancarte, avant la ritournelle, l'image qui correspond à chaque nouveau couplet.

Telle est la *Danse* du Bar : une grande affiche sur bois, qui développe sur deux colonnes un long sermon en provençal. C'est une remontrance en vers, une adjuration pressante au pécheur qui oublie son âme et ne pense qu'à jouir. Au-dessus, une image illustre ce mandement. Elle n'a aucune valeur d'art, mais comme elle est curieuse, cette vignette ingénue qui exprime de grandes et redoutables vérités dans un style de peintre d'enseignes ! Comme il est bien de son pays, l'auteur de ce tableau ! Nul souvenir de la lugubre procession, organisée par quelque théologien de Paris, telle qu'elle se déroulait dans un ordre sinistre, au cimetière des Innocens ; nulle trace d'Holbein, de son humour farouche et de sa formidable Comédie de la mort. Tout demeure ici local, spontané, populaire.

On danse. Quoi ? Le branle national, la longue et vive farandole. Voici le meneur du jeu, le galant tambourinaire, le joli Valmajour qu'on trouve encore sous les platanes le dimanche, avec son galoubet et son « tutu panpan. » Il siffle, il sonne, et les couples, d'un pas rythmé, ondoient en souriant et en se donnant la main. Sur la tête de chaque danseur, vibre une mouche noire, qui est un mauvais ange. Cependant, l'arc en main, telle qu'un adroit chasseur qui ne perd pas un coup, la Mort tire sans relâche et vide son carquois. Deux des farandoleurs viennent d'être touchés : leurs doigts se quittent, l'homme pivote en battant des bras, un pied en l'air, la femme se renverse et s'abat à genoux. Un troisième déjà gît sur le dos à terre, et le diable, subitement grandi, lui extrait l'âme de la bouche. Près de là, saint Michel, en soutane d'enfant de chœur, pèse les trépassés. Les âmes trouvées trop légères sont précipitées dans la gueule flamboyante de l'Enfer. Au-dessus, Jésus-Christ apparait dans les nues.

Cette moralité, d'un genre unique en France, est la sœur des compositions qu'on trouve aux environs de Côme ; elle ne ressemble à rien tant qu'à une *tavoletta* siennoise, conservée à Berlin, et où l'Archer funeste massacre un brelan de joueurs.

Nulle part ces idées de cauchemar n'eurent une vogue plus grande que dans ces contrées du Midi. Avignon en était remplie : c'était le terrible tombeau du cardinal Lagrange, avec son soubassement de charnier, où se tord une larve parcheminée, l'effrayant, cadavéreux « *Transi ;* » c'était le « tableau du roi René, » cette momie de femme, pourriture aux yeux vides et voilés de toiles d'araignée, qui faisait lever le cœur au président de Brosses ; c'était, chez les Pénitens blancs, une chapelle menaçante, décorée tout entière avec un luxe sépulcral, une architecture d'ossuaire faite de débris humains, de crânes, de tibias, de rotules.

On est frappé de cette insistance funèbre. C'est que, dans ce pays, la vie a tant d'attraits ! On y oublie si aisément la peine et la douleur ! « *Elas ! Faut morir,* » lit-on sur une porte du village de La Tour, dans la vallée de la Vésubie. Plainte naïve, soupir d'une race enfantine, légère, épicurienne, combien tu me parais touchante ! Je crois entendre ton faible gémissement étouffé, ta détresse, ta surprise. « Hélas ! mourir ! » Qu'il en coûte, sous ce ciel, de quitter la lumière !

On ne résiste pas au charme : cette musique de l'air, de la mer, des collines, enivre plus sûrement que celle du tambourinaire. La vie mène sa farandole. Hommes, femmes, comment se tenir d'entrer dans ce cercle de joie ? Cependant, au milieu de ces jeux éphémères, passe un frisson glacial, une pensée d'éternité. Que faire ? On se jette aux pieds du Christ, du supplicié compatissant qui apparaît comme un reproche. Le voici, tout sanglant, sur un retable du village de Biot, debout, appuyé à la croix, dans sa petite cellule de condamné à mort, moucheté, criblé d'écorchures, les pieds, les mains troués, la face inondée et rougie par la sueur de pourpre qui ruisselle des épines. Autour de lui, les clous, les marteaux, la colonne, les fouets, détaillent son martyre. Il a souffert pour nous. Chacun de nos plaisirs est une de ses plaies ; son sang crie, les anges en pleurant l'essuient du pan de son manteau. Et qui n'aurait pitié ? Qui ne pleurerait aussi ? Mais notre repentir suffit-il ? Pas encore.

Un tableau de Puget-Théniers, le plus précieux sans contredit de toute l'Exposition, présente la composition suivante. L'homme, — un riche échevin, tête dure, pelisse d'hermine, — est à genoux devant son Dieu. Il pense à ses péchés, aux basses

pratiques et aux crimes dont il a payé places, honneurs. Mais entre le Christ et lui vient se placer la Vierge. Debout sur le même sol que le fils de la terre, elle se dresse vers son divin fils, elle intercède pour le misérable, elle écarte timidement la guimpe de sa poitrine, et désignant d'une main le pauvre suppliant, elle montre à Jésus les seins qui l'ont nourri. Alors, le juge se laisse fléchir et l'espérance renaît ; la Passion change de sens et perd son tranchant : au lieu d'une sentence de mort, elle devient un mérite et un gage de salut. Et puis, — car la chair est fragile, — l'homme faiblira encore ; de nouveau, il se mêlera au monde ; il aura des rechutes : mais il a placé devant Dieu, sur l'autel, comme une lampe qui ne s'éteint pas, une invocation permanente ; et, tandis que la vie, au dehors, poursuit sa ronde de légèretés et d'étourdissemens, dans l'église, en silence, le tableau continue à élever son suffrage pour le pécheur. Un tel art, encore une fois, est plus et mieux que de l'art : c'est de la prière fixée.

On sent maintenant le prix de ces œuvres naïves, ce qu'elles veulent dire, ce qu'elles sont pour les fidèles, dans les églises qu'elles animent. On se rappelle le passage d'Homère où les Prières se tiennent devant le trône de Jupiter ; la légende de saint Colomban, le patriarche d'Iona, contient un trait plus beau encore. Comme il allait mourir, les anges s'apprêtaient à recevoir son âme ; on les voyait déjà, par troupes, comme des oiseaux de mer, descendre et se poser sur des récifs voisins ; alors les couvens de l'archipel se mirent en oraisons ; leurs voix pressées s'élevèrent au ciel comme une herse, et pendant toute une nuit, ni l'âme de l'agonisant, quoique déjà flottante hors de sa prison de chair, ni les esprits célestes venus au-devant d'elle, ne purent franchir cette foule impénétrable, cette muraille de prières. Il me semble que ces peintures ont un peu le même sens : elles servent de rempart, de refuge et d'abri. Elles ont une vertu rassurante. Le peuple les regarde comme des talismans. C'est pourquoi il les rafraîchit et les barbouille d'âge en âge, afin de les empêcher de s'évanouir ou de s'effacer. Il garde ses tableaux, comme ses tableaux le gardent. Son vandalisme généreux est une forme de l'amour. On en a fait l'épreuve au moment de l'Exposition. Dans plusieurs paroisses, on s'est heurté aux plus vives résistances. Les villages s'ameutaient, s'armaient de fourches et de fusils pour défendre leurs trésors. Qu. les en

blâmerait ? L'art n'est pas fait pour les critiques, les curieux, les dilettantes. Il se ravale alors au rôle d'amuseur, et devient, si l'on peut dire, la plus vaine des vanités. Il n'est vraiment quelque chose que lorsqu'il est vivant. Sur leurs rustiques autels, dans les chapelles de leurs montagnes, ces humbles œuvres d'art remplissent une fonction que n'ont pas les plus rares chefs-d'œuvre accumulés dans nos musées. Ils sont des alimens de vie spirituelle. Qu'importe que leur forme soit pure, qu'elle ressemble à ce que nous appelons la beauté ? Qu'importe le timbre de la cloche natale à l'enfant qui n'en connaît pas d'autre, et qui dans son murmure entend un chant d'en haut ?

Là-bas, sur la côte enchantée, chaque hiver précipite une multitude cosmopolite. Toutes les oisivetés et toutes les richesses se ruent vers ce coin du monde. On en a fait à leur usage la plus vaste entreprise de plaisirs de la terre. Et cependant, derrière ce long boulevard, ce quai de casinos, de tripots, de palaces, d'opéras et de caravansérails où se concentrent, pour une poignée d'heureux, tous les artifices du bien-être, se cache un petit monde suranné, inconnu et pieux. On ne le soupçonnait pas. Cette terre de délices semblait sans souvenirs. Elle s'était donnée à nous, dans un élan d'amour, sans autre dot que sa beauté, sa couronne parfumée de collines sauvages et la ceinture bleue de sa Méditerranée. L'univers fut confié aux noces ; et les réjouissances durent encore, sans que personne, au milieu de la fête, eût demandé son histoire à la jeune Mignon, à la Cenerentola niçoise.

C'est l'oubli que répare cette Exposition. Peut-être passera-t-on désormais moins distraitement sur cette côte ; et, après une visite aux Fragonard de Grasse, prendra-t-on le loisir d'aller méditer, près de là, devant la *Danse macabre* du Bar, ou de faire un pèlerinage au retable de Puget-Théniers. Parmi tant de choses qui passent, ils nous parlent de quelque chose qui dure, d'une âme de ces beaux lieux profanés qui protestent contre l'abus que nous en faisons, contre ce que nous apportons de nos corruptions et de nos vices ; même à Nice, réunis dans une salle de hasard, on avait émotion et rafraîchissement à les voir ; leur voix lointaine parlait plus haut que le bruit de la vie, et venait rejoindre, dans un atelier voisin, les œuvres subtiles et compliquées, les visions, les allégories vengeresses de M. G. Mossa.

LOUIS GILLET.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Roma*, opéra tragique en cinq actes, de M. Henri Cain, d'après *Rome vaincue*, d'Alexandre Parodi ; musique de M. Massenet. — Théatre de l'Opéra-Comique : reprise de *Don Juan*. — La « grande saison » de Paris.

La *Roma* d'hier, on le sait, est la *Rome vaincue* d'autrefois. Il n'est peut-être pas inutile, pour les jeunes lecteurs au moins, d'en rappeler le sujet et le dénouement, qui fit naguère, avec le sentiment patriotique et aussi avec l'admirable interprétation de Mme Sarah Bernhardt, la fortune de la tragédie.

Premier acte : Annibal a « taillé en pièces, » comme on disait au collège, les légions romaines. Paul Émile a péri dans la mêlée. Un jeune tribun militaire, Lentulus, échappé au désastre, en apporte la funeste nouvelle. Le peuple se lamente et invoque les dieux, le sénat délibère, le grand prêtre consulte les oracles. Ceux-ci répondent que Rome paie de son malheur le crime d'une vestale infidèle. Aussitôt le pontife et, d'accord avec lui, l'un des premiers entre les pères conscrits, Fabius, décident de rechercher la coupable et de la punir.

L'enquête a lieu dans le temple, au second acte. La grande vestale s'en montre d'abord offensée et proteste, avec un peu d'aigreur, au nom de tout son collège pudique et silencieux. Mais voici que la plus jeune, Junia, sœur de Lentulus, demande la parole et s'accuse. Oh ! de peu de chose. Pas même d'une mauvaise pensée volontaire : d'une vision, d'une illusion, d'un rêve peut-être, qui ne la troubla qu'un moment, et qu'une prière à la déesse a promptement dissipé. « Bien, très bien, mon enfant, » répondent le pontife et le sénateur, avec un sourire indulgent. « Allons ! ce n'est pas celle-là. Mais laquelle est-ce ? » Pour la découvrir, le procédé classique, infail-

lible, va réussir une fois de plus : « Apprenez, mesdemoiselles, toute l'étendue de notre malheur : Lentulus est parmi les morts. — Hélas! mon pauvre frère ! » soupire Junia, convenablement éplorée. Mais sa voisine, poussant un grand cri, tombe sans connaissance. Or celle-ci, qui vient de se trahir, avec son complice, est Fausta, la nièce bien-aimée, un peu la fille de Fabius. Plein d'égards pour le pouvoir civil, le prêtre dit au magistrat, tout bas : « Calmez-vous... Je puis ne rien savoir. Ordonnez : que faut-il faire? » Et le vieux Romain de répondre, — « avec un sublime courage, » porte la partition : — « Votre devoir. »

En attendant, Fausta va continuer de manquer au sien avec Lentulus retrouvé, dans le bois sacré attenant au temple de Vesta (troisième acte). Les deux amans ont été réunis dans cet asile par les soins d'un esclave gaulois, qui porte le nom médiocrement euphonique de Vestapor. L'intention et l'intérêt de notre compatriote est tout simplement de soustraire la vestale au supplice, de favoriser sa fuite avec Lentulus et, par l'impunité de la coupable, d'assurer le châtiment et la ruine de Rome, vouée désormais à la colère inexorable des Dieux.

Il en serait ainsi, les deux amans s'étant échappés en effet, si Fausta, prise de religieux et patriotiques remords, ne revenait se livrer elle-même (quatrième acte). Devant le Sénat, devant l'oncle Fabius, elle se déclare prête à subir le supplice pour son propre châtiment et pour le salut de la cité. Son arrêt est prononcé. Paraît alors, en pleine assemblée, une figure entrevue à peine au premier acte, originale et vraiment tragique : une femme à cheveux blancs, aveugle, Posthumia, l'aïeule de la jeune prêtresse. Ignorante encore, mais alarmée par de vagues rumeurs, elle s'est fait conduire au Sénat. Elle écoute, elle interroge, et le silence qui l'accueille et lui répond suffit à l'instruire. Bientôt ses mains ont touché, presque reconnu le voile funeste qui déjà recouvre une tête chérie et vouée au trépas. Elle supplie alors, elle adjure, et de Fabius, puis de Fausta même, elle apprend toute la vérité. Mais elle épargnera du moins à son enfant, qui doit mourir, l'horreur d'une lente agonie. Croyons-en le poignard qu'elle reçoit de Fabius et qu'elle cache sous les plis de sa robe.

Elle revient au dernier acte, au dernier moment, et la dernière. Les rites funèbres sont achevés. Fausta va descendre, vivante, au tombeau. Alors Posthumia, l'étreignant d'une suprême étreinte, essaie de glisser entre ses mains le fer. C'est en vain : les mains liées ne peuvent le saisir. L'aïeule accomplira donc elle-même le pieux et cruel office. Elle cherche le cœur, et d'un seul coup y enfonce le couteau. Du

même coup aussi, les dieux se déclarent satisfaits. L'éclair brille et la foudre gronde. La fortune des armes change. Que dis-je? Elle est déjà changée. Les portes du sépulcre se sont à peine fermées sur la petite-fille morte et sur l'aïeule qui va mourir avec elle, que des fanfares et des cris éclatent au dehors : le consul Scipion se montre à cheval, en triomphateur, et *Rome vaincue* a pour dénouement, un peu prompt, la victoire de Rome.

On a beau dire, et nous aurions beau dire nous-même, la partition de M. Massenet renferme une fort jolie page : non pas l'une des plus grandes, l'une des moindres au contraire, un épisode, un hors-d'œuvre, mais tout près d'être exquis. Nous voulons parler des aveux de Junia, la petite vestale scrupuleuse. La chose est de tout point excellente : par l'aisance du style d'abord, à demi récitatif et mélodique à demi; par la composition ensuite, par la coupe et le partage en périodes heureusement balancées. A la souplesse, à la liberté du discours, ajoutez la poésie et la couleur des timbres : au ton de la voix qui chante ou qui déclame, les enlacemens d'une flûte amoureuse; et puis, çà et là, dans le rythme, qui se fond en triolets, une mollesse, une langueur où semble passer le souffle de la cantilène délicieuse, antique aussi, de *Sapho* : « *Aimons, mes sœurs, car la vie est rapide.* » Mais surtout le sentiment général est délicat et pur. Il n'y a que M. Massenet pour donner cet air pudique et pieux à la confession d'une pensionnaire ingénue.

La scène enfin ne pouvait manquer d'en rappeler une autre aux familiers du musicien et de son œuvre. Ils l'ont relue avec plaisir. « *C'était le soir d'un jour de fête, je priais seule ici.* » Rappelez-vous une autre prêtresse, commençant ainsi naguère, dans un temple de Lahore, non de Rome, l'aveu d'un autre et plus réel amour. Elle disait également son trouble, ses alarmes, et les notes de sa voix se posaient, timides, émues, sur un chant, de violons celui-là, non de flûte, et qui montait, montait encore, avec une infinie douceur. En cette musique-là peut-être il y avait moins de raffinemens que dans celle-ci, mais peut-être autant de charme et de tendresse. Et puis, en vérité, « c'était le soir d'un jour de fête ; » le soir où s'annonçait décidément, pour un jeune musicien de France, un glorieux avenir. Trente-cinq ans ont passé depuis, et dans la cantilène d'aujourd'hui, qui nous fait songer à celle d'autrefois, M. Massenet, y songeant lui-même, n'aura pas manqué d'entendre, comme dit le poète allemand, chanter l'oiseau de ses jeunes années.

Le bruit avait couru que le Massenet de *Roma*, cherchant, en un

sujet antique, la grandeur, voire l'austérité, s'était renoncé lui-même. Au troisième acte du moins, celui du bois sacré, c'est bien en lui-même qu'il a mis toutes ses complaisances. Aimez-vous la célèbre « méditation » de *Thaïs*? La cantilène d'orchestre qui sert d'introduction à ce troisième acte en descend. L'air de famille ne fait aucun doute. Il est sensible dans les traits mêmes, dans les inflexions et les modulations de la mélodie. On dirait une épreuve atténuée, en un plus petit format, du cliché primitif. Encore une fois, la conduite générale de la phrase est pareille; analogue le mouvement et la cadence, celle-ci retardée, ménagée également avec des soins peut-être un peu trop ingénieux. Au lieu d'un violon, c'est une flûte, moins passionnée, qui soupire, et qu'une harpe accompagne. L'effet, en somme, est le plus joli du monde. Il est permis d'espérer que M. Saint-Saëns brodera sur ce thème, comme il a fait sur l'autre, une brillante fantaisie pour le piano. Il n'est pas impossible non plus que cette nouvelle « méditation, » comme l'autre toujours, enrichisse, dans la plupart de nos paroisses, le répertoire des mariages. Un peu mince peut-être pour la première classe, la seconde sûrement s'en accommodera.

Entr'acte d'abord, la mélodie revient ensuite comme romance, romance de ténor et romance d'amour. Elle y gagne une ligne de chant qui s'ajoute avec élégance aux lignes instrumentales. Et parce que l'heure presse, et le désir autant que l'heure, parce que Fausta va paraître et que Lentulus l'appelle, il faut, pour terminer cette élégie, pour l'élever jusqu'au lyrisme, un mouvement, un sursaut de passion. M. Massenet, vous ne l'ignorez pas, est le musicien par excellence de ces brusques transports. Il en a le secret, ou le don. Une fois de plus il a donné sa note, ou ses notes favorites : contenues, maîtrisées au début, mais bientôt lancées, précipitées vers la cadence ou la pâmoison dernière. Ainsi l'état de rêverie et de langueur se change en un accès de pathétique, un peu spasmodique violence, et dans ce contraste on peut étudier un des élémens, un des effets aussi, non le moindre, du style ou de la manière de M. Massenet.

Cet effet, cet éclat, M. Muratore y a brillamment contribué. A ces deux seuls mots : « *Soir admirable!* » et à quatre notes sur ces deux mots, il a, je crois, donné toute la puissance, la plénitude et la pureté que peut avoir le son d'une voix humaine. Dans l'ensemble du rôle de Lentulus, il a montré, chanteur et comédien, beaucoup d'ardeur et de générosité. Mlle Lucy Arbell (la grand'mère) est depuis quelques années, pour M. Massenet, l'interprète nécessaire. « Dure nécessité, madame, » comme dit Méphistophélès. Quant à Mme Kousnetzow (la

petite-fille) c'est merveille de la voir, merveille de l'ouïr. De l'ouïr, car sa voix est la plus belle du monde, et son chant n'est pas indigne de sa voix. De la voir, même silencieuse, mais toujours musicale, et composant par la démarche et le geste, par le rythme des attitudes et l'expression du visage, une vivante harmonie. La mise en scène générale est médiocre, les costumes ne sont pas très heureux, et la Rome du premier acte ressemble à quelque petite ville de l'Auvergne ou du Velay.

On vient de nous rendre *Don Juan*, comme on rend à ceux qui l'aimaient la dépouille d'un être chéri, victime d'un accident ou d'un crime. Puisqu'il est écrit que « la colère n'opère pas la justice de Dieu, » nous appellerons, sans colère, un accident, un accident funeste, et, si vous voulez, un homicide par imprudence, l'exécution, à l'Opéra-Comique, du chef-d'œuvre de Mozart.

Les intentions n'étaient certes pas mauvaises. Quelques-unes même ont été suivies d'effet. Il est bon d'avoir enlevé aux choristes, qui l'avaient usurpé, et de restituer exclusivement aux solistes, qui le tenaient de Mozart, lequel sans doute avait ses raisons pour le leur confier, le finale du premier acte. Félicitons aussi la direction de l'Opéra-Comique de nous avoir fait entendre pour la première fois, — pour la toute première, — le dernier finale. Délicieux musicalement, il suit la catastrophe, il la commente dans un esprit tantôt sérieux, tantôt aimable; avec une grâce aisée et libre, il en tire à la fois de nobles et de plaisantes leçons. Enfin et surtout, on ne saurait trop approuver, — l'ayant réclamé si souvent, — le retour à la coupe originale, en deux actes. Mais alors il fallait aussi, il le fallait absolument, assurer, par des changemens à vue, la succession rapide, ininterrompue des tableaux. Sans quoi, la multiplication des entr'actes menaçait de partager l'ouvrage, non plus en deux, ni même en cinq actes, mais en neuf, et de l'allonger interminablement. Cela n'a pas manqué. Tout ce que l'on gagnait d'un côté s'est perdu par ailleurs. Mieux eût valu renoncer à de vains effets de décor. On ne saurait assez le redire : les chefs-d'œuvre du genre de *Don Juan*, — s'il y en a d'autres de ce genre-là, — se passent aisément du spectacle, étant de la musique avant tout, plus que tout, n'étant peut-être que de la musique. Le régisseur du théâtre de Prague, le premier qui « mit en scène » *Don Juan*, s'appelait Guardasoni. J'ai toujours trouvé que ce nom ressemblait à un avertissement ou à un programme. Quand on s'occupe de *Don Juan*, quand on y touche, c'est aux sons, rien qu'au

sons qu'il faudrait prendre garde. Or, c'est justement des sons que cette fois on paraît s'être soucié le moins.

Choisi comme directeur général de la musique et, en particulier, de l'orchestre de *Don Juan* à l'Opéra-Comique, M. Reynaldo Hahn est à bon droit réputé pour son intelligence et son amour de l'œuvre du maître de Salzbourg. Il sait par cœur et « conduisit » de même l'opéra cher à son cœur. Il ne parut pourtant pas le conduire toujours avec une connaissance très sûre, avec un sens très juste des mouvemens. Et puis il l'a mené petitement, sans ampleur ni puissance, dans un style un peu plus de salon, pour ne pas dire de casino, que de théâtre. Les moindres détails de cette musique, on le sait, lui sont familiers et lui sont précieux. Mais on peut ne rien ignorer des secrets de Mozart, hormis un seul, celui de les révéler tous. Il nous souvient pourtant que M. Hahn y avait naguère assez brillamment réussi. Quelques exécutions, en concert, de *Don Juan*, à l'Éden-Théâtre, nous firent un plaisir extrême. Une autre troupe, il est vrai, servait sous le même chef. Doña Anna, pour ne rappeler qu'elle seule, fut alors cette incomparable Lilli Lehmann, que nous venons d'applaudir, d'acclamer hier encore, avertis par ses cheveux blancs qu'il peut y avoir une voix qui jamais ne tombe, une ardeur qui ne s'éteint pas.

Dans le *Don Juan* de l'Opéra-Comique, tout est éteint, rien n'est debout. Faut-il passer la revue des interprètes et leur adresser un ordre du jour? Le *primo uomo*, don Juan, c'est M. Périer. M. Périer joint à fort peu de voix beaucoup d'intelligence. On ne compte plus les rôles que l'artiste a su composer avec ces élémens inégaux, en comédien parfait, à peine en chanteur. Mais don Juan veut être chanté. Sans compter que la figure même, l'extérieur et l'action du personnage conviennent aussi peu que possible à l'interprète. En deux mots, don Juan et M. Périer ne sont pas du même ordre. Leporello ne diffère pas moins de M. Vieuille, lequel est parfaitement dépourvu de souplesse, de rondeur et de vivacité. M. Francell fait un Ottavio plutôt gauche, à la voix blanche, au style d'écolier. Enfin quel directeur de théâtre comprendra jamais que le rôle du Commandeur n'est pas ce qu'en argot de coulisses on appelle « une panne, » et que, si peu que chante l'homme de pierre, il le doit chanter d'une terrible, tonnante, foudroyante voix.

Quant aux femmes, dont on a dit que, dans le bien ou le mal, elles vont souvent plus loin que nous, leur sexe a remporté sur le nôtre, en cette rencontre, le plus triste avantage. Zerline seule, peut-être, mérita quelque bienveillance. Mais nous n'oserions pas, selon leurs

mérites aussi, traiter cette doña Elvire et cette doña Anna. Au chef-d'œuvre de Mozart elles ont porté, l'une et l'autre, les coups les plus funestes. Décidément non, le style n'est pas l'homme, et la femme non plus. Le style de *Don Juan* n'est aucun de ces messieurs, aucune de ces dames. Rien ne leur est plus étranger, à toutes et à tous, que l'art ou seulement l'instinct d'exprimer la beauté musicale, après l'avoir sentie et comprise d'abord, par les élémens de la musique même. Ils s'en vont quérir au dehors, aux environs, ce qui ne se trouve qu'au dedans. Avoir du style, en musique, c'est tout simplement donner aux notes, à chaque note, leur valeur exacte, valeur d'intensité et valeur de durée; c'est introduire dans une page, dans une phrase, les nuances de mouvement et de sonorité qu'elle comporte ; avoir du style, c'est chanter en mesure ; c'est aussi chanter, ou *pianissimo*, ou *piano*, ou *mezzo forte*, ou *forte*, ou *fortissimo*, autrement dit modeler le son, c'est faire purement une gamme, un trait, un trille. Tout cela, c'est la musique, c'est le royaume de la musique, et parce que les interprètes d'un chef-d'œuvre musical entre tous ne le connaissent pas et ne l'ont pas cherché d'abord, le reste ne leur a pas, — il s'en faut de beaucoup, — été donné par surcroît.

Oui, *Don Juan* n'est que musique ; mais, par la musique, *Don Juan* est tout. On doute si cette musique est plus belle pour être liée étroitement à l'action, aux caractères, aux paroles, ou pour ne pas dépendre, en tant que musique pure, de ces élémens divers et pour les dominer. Dans l'ordre verbal, certaines retouches ont été faites au texte français, déjà tant de fois retouché. La nouvelle traduction, quand par hasard il nous fut donné de l'entendre, ne nous parut, ni pour l'exactitude, ni pour l'élégance ou l'énergie, sensiblement supérieure aux versions précédentes. Elle fait quelquefois, comme celles-ci, bon marché du mot propre, du mot nécessaire. Du mot, et du nom pareillement, au moins d'un nom, celui du héros. L'intendant du théâtre de Munich, ayant organisé naguère des représentations modèles de *Don Juan*, conserva, partout où il est prononcé, le vocable italien « Don Giovanni. » Il eut raison, dans l'intérêt de la prosodie générale, et, en particulier, de la formidable apostrophe par où s'annonce lui-même à son hôte le convive de pierre. Sur ces quatre notes, que de syllabes, et lesquelles! n'a-t-on pas essayées ! Nous avons mal saisi cette fois les termes de l'interpellation tragique. Mais jadis, à l'Opéra, le Commandeur ânonnait un certain « *Don Juan... an !* » moins fait pour se chanter que pour se braire. Dans une autre version, plus conforme à l'euphonie, et moins au naturel, qui nous porte à appeler les gens par leur

nom, le Commandeur s'écriait : « *Voici l'heure!* » Et cela sonnait aussi faux, aussi maigre, que retentit avec puissance, avec logique, ce « *Don Giovanni!* » que rien jamais ne vaudra. Si l'on objecte qu'il est singulier de nommer en italien un personnage espagnol sur un théâtre français, à la bonne heure. Mais alors, qu'il y ait pour tous une règle unique : faisons de Leporello Petit-Lièvre et donnons du « Monsieur Octave » au seigneur don Ottavio.

Don Juan est action et mouvement. Il est cela partout et toujours. Une vie intense ou légère anime l'opéra d'un bout à l'autre. Pas une scène, pas un air ou un ensemble, pas une phrase même ne traîne ou ne languit. Quel drame en musique offrit jamais une succession d'épisodes à la fois dramatiques et musicaux, un *crescendo* de coups précipités, redoublés, comme le sont en quelques minutes, dès le début du premier acte, l'entrée de don Juan et de doña Anna aux prises, le duel, la mort du Commandeur et, sur le cadavre encore chaud, la plainte entrecoupée, haletante, de la tragique orpheline ! A l'acte du bal, dans un genre plus tempéré, bien que la gravité, l'inquiétude et la menace même s'y mêlent à l'insouciance apparente, combien de mouvemens divers la musique ne sait-elle pas, en se jouant, entrelacer ! Maintenant elle les a rassemblés tous; l'action décisive n'attend plus qu'un signal, et c'est assez du cri soudain jeté par Zerline, pour en déchaîner l'impétueux, l'irrésistible cours. Autant que par la vivacité, la musique de Mozart agit même par la lenteur. Je ne sais de comparable à l'agilité de sa course (air de Leporello, duo du cimetière) que la sûreté, l'infaillibilité de sa marche dans la dernière scène, entre don Juan et le Commandeur. Ainsi, toujours plus ou moins prompte, musique de comédie ou de drame, jamais la musique ne recule ou ne s'arrête seulement. Toujours vivante, mouvante, elle crée à chaque page, à chaque mesure, le mouvement et la vie. Pour les répandre, les prodiguer, les renouveler sans cesse, il n'est pas un élément, pas une forme sonore dont elle n'use : ici la mélodie, le rythme ailleurs, ou les timbres ; tantôt la voix et tantôt l'orchestre, tantôt leur concours ou leur concert à tous deux.

Autant que de mouvement et d'action, *Don Juan* est un drame et une comédie (*dramma giocoso*) de caractères. *Don Juan* est un chef-d'œuvre de psychologie musicale. Chaque figure sonore y est à la fois posée ou campée en quelque sorte d'ensemble, et « poussée » jusque dans le détail le plus minutieux. J'imagine que le plus illustre de nos musiciens, ennemi déclaré de l'expression musicale, aurait pourtant

quelque peine à soutenir que la musique de *Don Juan* n'exprime rien. Mais plutôt il n'est rien qu'elle n'exprime ; il n'est rien d'humain qui lui soit étranger, ni même indifférent. Les personnages de Molière n'ont pas plus de vérité que ceux de Mozart ; ceux de Mozart ont seulement plus de poésie. Mais d'abord la vérité dont ils sont vrais est admirable tout ensemble de largeur, de finesse et de variété. Le rôle qu'ils jouent, ou plutôt la vie qu'ils vivent, est à la fois la plus une et la plus changeante, aussi éloignée de l'inconstance que de la monotonie. Chaque figure se tient et se soutient sans raideur ; chacune, sans se contredire, se renouvelle incessamment. Ingrat, dites-vous, le rôle d'Elvire ! Dites plutôt cela de ses interprètes ; c'est elles, qui sont ingrates pour le rôle, et qui ne lui « rendent » pas ce qu'il donne. Il nous souvient d'avoir entendu naguère, loin des prestiges, ou des maléfices, du théâtre, aux concerts du Conservatoire, chanter un air d'Elvire, et non le moins sérieux (*Mi tradì quell' alma ingrata*) par Mme Fidès Devriès. La cantatrice en avait fait, rien que par le chant, un admirable poème de féminine et conjugale douleur. Il y a tout, en ce rôle d'épouse, et d'épouse trahie : la noblesse, la dignité (reportez-vous à l'air en question) ; la colère aussi, presque bourgeoise, en d'autres passages ; le dépit, l'aigreur, l'humeur acariâtre et querelleuse ; enfin (dans l'adorable trio du balcon) les aveux à la nuit et l'attendrissement, la faiblesse d'un cœur de femme, toujours prêt à se rendre et à « se renflammer. »

Le seul type de don Juan mériterait une longue étude. La moindre réplique du héros est, en musique et par la musique, un trait de son caractère, et quelquefois plus d'un : témoin la première réponse à l'invité de marbre, où, sous l'accueil encore fier et presque insolent encore du libertin incrédule, de chancelantes syncopes de l'orchestre laissent deviner un commencement d'émoi. Tout se fond en cette musique de Mozart, sans que rien s'y confonde. Elle sait au même instant, par les mêmes sons, et si peu de sons ! traduire des états divers. Les trois masques font leur entrée, et le menuet qui les accompagne ne cesse pas d'être élégant, tout en devenant dramatique. Que dire de doña Anna, sinon qu'elle est peut-être, depuis les Iphigénies de Gluck, la figure de femme la plus fière, la plus pure, et presque royale aussi, qu'ait animée, enflammée, le génie d'un musicien. Zerline elle-même, que l'interprète actuelle chante assez gentiment, en style d'opéra-comique, sinon d'opérette, est d'un style plus relevé. Entre doña Anna et doña Elvire, elle a son rang dans le triptyque immortel consacré par le Mozart de *Don Juan* à l'idéal féminin. Elle y est le charme des

sens, la volupté, le sourire, oui, le fameux sourire, celui que vous savez, profond et mystérieux. Sur les lèvres de Zerline, la main de Mozart, aussi délicate que celle du Vinci l'a tracé, et puisque nous pouvons entendre encore « *Batti, batti, bel Masetto,* » le ravisseur de Monna Lisa ne nous l'a pas dérobé tout entier.

Il est dans *Don Juan* certaine page, le *sextuor*, où plus qu'en aucune autre la vérité des caractères non seulement se manifeste, mais se transfigure par la beauté de la pure musique, et cela malgré l'invraisemblance, voire l'absurdité de la situation. Le lieu de la scène, dit le livret, est une cour du palais du Commandeur. Drôle de palais, où l'on entre comme dans un moulin ; où se retrouvent, de nuit, six personnages qui n'ont pas dû s'y donner rendez-vous. Passe pour don Ottavio et doña Anna, l'un reconduisant l'autre chez elle. Mais Zerline et Masetto, celui-ci battu et content ! Et doña Elvire, au bras de Leporello, qu'elle croit don Juan ! Tout cela n'est guère explicable. Mais la musique, sans rien expliquer, ennoblit tout. Là où manque la vérité matérielle, elle crée la vérité supérieure, idéale. Pour que doña Elvire, en si pitoyable posture, échappe au ridicule, il suffit d'une phrase, la première, où la dignité de la femme, de la grande dame, relève et sauve la situation. Voici maintenant don Ottavio, toujours empressé, convenable et galamment consolateur ; doña Anna, magnifiquement plaintive, Leporello paillard et tremblant, Zerline et Masetto rieurs. La musique de nos six personnages, réunis au hasard, est fidèle à chacun et fidèle à tous ensemble. Avec cela, supérieure à chacun et à tous, elle est musique pure, désintéressée, absolue, symphonie admirable d'instrumens et de voix. Dans son lumineux commentaire de *Don Juan*, Gounod a bien montré les deux aspects du chef-d'œuvre et du génie de Mozart : « Ce qu'on ne saurait trop remarquer, ou trop essayer de faire comprendre, ce qui fait de Mozart un génie absolument unique, c'est l'union constante et indissoluble de la beauté de forme et de la vérité d'expression. Par la vérité, il est humain ; par la beauté, il est divin. Par la vérité, il nous touche, il nous émeut, nous nous reconnaissons tous en lui et nous proclamons par là qu'il connaît vraiment bien la nature humaine, non seulement dans ses différentes passions, mais encore dans la variété de forme et de caractère qu'elles peuvent affecter. Par la beauté, il transfigure le réel, tout en le laissant entièrement reconnaissable ; il l'élève et le transporte, par la magie d'un langage supérieur, dans cette région lumineuse et sereine qui constitue l'Art, et dans laquelle l'Intelligence revit, avec la tranquillité de la vision, ce que le cœur a ressenti dans le trouble de la passion. »

Oui, « nous nous reconnaissons tous en lui. » Mais en lui nous devinons aussi quelque chose de supérieur à nous tous, je veux dire l'idée, (au sens platonicien), ou l'essence du sentiment que tel personnage exprime, et qui le dépasse. Ainsi, dans le *sextuor* que nous venons d'étudier, lorsque Leporello, découvert et craignant la bastonnade, supplie qu'elle lui soit épargnée, sa voix n'est pas seulement la sienne, et la musique est si vaste, si profonde, si haute, que dans la misérable requête d'un drôle, nous croyons ouïr toutes les plaintes, toutes les prières, même des plus nobles, même des plus saintes douleurs. Ainsi encore la sérénade, fameuse entre toutes les sérénades, pour qui, pour quel « objet, » don Juan la chante-t-il? Pour une camériste, une figurante, que nous entrevoyons à peine et qui disparaît. Mais la médiocrité de la destinataire, loin de le rabaisser, rehausserait plutôt le prix de l'exquise chanson. Qu'importe vers quelle fenêtre elle monte, et quelle amoureuse l'écoute, assurément sans la comprendre, si la divine beauté de la musique l'élève, l'ennoblit, et pour jamais en fait un soupir de l'éternel, de l'idéal amour.

Dramatique et joyeux (*dramma giocoso*), *Don Juan* est l'un et l'autre avec équilibre, avec harmonie, avec aisance, avec liberté. En tête d'une traduction des mémoires de l'abbé Da Ponte (ou d'Aponte), cet étonnant aventurier que fut le librettiste de Mozart, Lamartine a écrit cette phrase : « Le monde a quelquefois besoin de penser; mais il a quelquefois aussi besoin de s'amuser. » Il n'y a pas un chef-d'œuvre comme *Don Juan* pour contenter, pour combler ce double désir. *Don Juan* fait penser comme il a été pensé lui-même : avec profondeur, avec sérieux, un sérieux quelquefois terrible. Jamais la musique n'a parlé plus gravement des choses graves : de la douleur, de la mort, de la justice éternelle. Avec cela, jamais elle n'en a plus simplement parlé. Dans la scène du cimetière, une note de cor, une seule, donne au *Oui* du Commandeur, acceptant l'invitation sacrilège, un accent d'outre-tombe et comme la résonance de l'au-delà. Le vieillard à peine touché par l'épée de don Juan, n'avait-il pas suffi d'un *terzetto* de quelques mesures pour évoquer toute l'horreur de la mort et toute sa majesté? Avec un orchestre dont ferait fi le plus jeune de nos « jeunes maîtres, » le Mozart du dernier acte de *Don Juan* atteint à une grandeur, à une puissance, même sonore, que, dans ses plus gigantesques épisodes, Wagner ne devait pas surpasser.

Enfin quel autre que Mozart a su répandre sur toute une œuvre musicale cet air d'allégresse et de fête, comparable seulement à celui d'un ciel d'été, d'un rire d'enfant, ou d'un visage heureux! Quel autre,

et cela dès l'ouverture, ayant fait la part du pathétique, aurait ainsi fait, et si grande, celle de l'esprit, de la verve et de la gaieté! Dans les partitions du maître de Salzbourg, un mot, un mot italien, revient sans cesse : « *Gioia, gioia bella.* » La joie, la belle joie, que Beethoven avait célébrée seulement à la fin de sa dernière symphonie, il n'est pas un opéra de Mozart qui ne la respire et ne la répande. Wagner, qui ne se sentait pas créé pour elle, en connut du moins le désir. Il écrivait un jour à Boito : « Un instinct secret nous avertit que nous (il entendait : nous, Allemands) ne possédons pas l'essence totale de l'art; une voix intime nous dit que l'œuvre d'art doit être en définitive un tout complet, qui charme les sens mêmes, qui touche toutes les fibres de l'homme, qui l'envahisse comme un torrent de joie. » Quand Wagner parlait ainsi de l'œuvre d'art intégrale, parfaite, il songeait peut-être, avec un peu d'envie, à l'œuvre plus qu'allemande, et plus aussi qu'italienne, à l'œuvre plus qu'humaine et vraiment divine, de Mozart. Hélas! contre cette perfection, que ne vient-on pas, encore une fois, d'entreprendre et d'accomplir! Faut-il, après *la Flûte enchantée*, que *Don Juan* ait souffert même injure et que l'occasion revienne trop souvent de citer, l'étendant à plus d'un, le mot de Gounod : « Il suffit d'un interprète pour calomnier un chef-d'œuvre. »

Deux grands marchands de plaisirs internationaux, — deux cette année, au lieu d'un seul, — ont pris possession du Paris printanier. Pendant la saison qu'ils appellent « grande, » nos théâtres, nos salles de concert : Trocadéro, Châtelet, Opéra même, tout leur est livré. Parisiens, nous nous sentons comme expropriés, pour deux mois, de notre ville, de notre esprit ou de notre génie, de notre art et de notre âme. Personnellement, certain critique n'est jamais convié que par hasard, et sans doute par inadvertance, à ces solennités pour la plupart exotiques. Cette fois il lui fut donné seulement d'entendre le *Messie*, un soir, et, un autre, quatre ballets, — français, ô merveille! — dansés et mimés par Mme Trouhanowa. Ces quatre scènes chorégraphiques étaient, dans l'ordre de la représentation, *Istar* de M. d'Indy, *Salomé* de M. Florent Schmitt, la *Péri* de M. Dukas, et *Adélaïde, ou le Langage des fleurs*, de M. Maurice Ravel. Par ordre de mérite, il faudrait citer la première, et de beaucoup, pour des raisons trop longues à déduire à la fin d'une chronique, la *Péri* de M. Dukas.

Au Trocadéro, le *Messie* fut dirigé par M. Weingartner avec autant de souplesse que de précision. Chanté par des solistes et des chœurs également britanniques, il le fut par les uns et par les autres inégale-

ment : assez mal par les individus et, par la collectivité, de façon magnifique.

Au Trocadéro toujours, le premier concert Weingartner avait commencé par l'exécution du psaume désormais fameux et funèbre : « *Plus près, toujours plus près de toi, Seigneur.* » Ainsi, — tel fut du moins l'avis de plusieurs, qui ne mêlent pas volontiers les choses de la mort et celles du monde, — l'héroïque trépas d'un millier de chrétiens servit de répétition générale, et de réclame, à l'un des festivals de la « grande saison. » Honorons la musique d'un plus discret hommage. Honorons-la pourtant et remercions-la, nous tous, musiciens que nous sommes. Dans un effroyable désastre, elle fut la conseillère, l'auxiliaire sublime du courage et de la foi. Lorsque Dante s'éleva de l'Enfer au Purgatoire, il le trouva retentissant non plus de plaintes féroces, mais de chants :

Quivi per canti
S'entra, e laggiù per lamenti feroci.

Eux aussi, les appelés de la nuit terrible, ils ont répondu, et sans doute ils sont entrés là-haut en chantant. Seule de tous les arts, la musique est capable d'un tel bienfait, d'un tel miracle. « Maintenant et à l'heure de notre mort. » C'est ainsi que nous pouvons l'invoquer; c'est ainsi qu'elle peut nous secourir.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

LA VIE ET L'ŒUVRE D'UN ROMANCIER ANGLAIS : GEORGE BORROW

The Life of George Borrow, par HERBERT JENKINS, un vol. in-8°, illustré, Londres, librairie Murray, 1912.

Le 30 avril 1838, le Gouverneur Civil (*Gefe Politico*) de l'Espagne recevait de l'un de ses agens madrilènes le rapport que voici :

En vertu d'un ordre de Son Excellence le Gouverneur Civil, je me suis rendu aujourd'hui dans une boutique de la rue du Prince, appartenant à M. George Borrow, afin d'y saisir les exemplaires de la brochure intitulée l'*Évangile de saint Luc*. Mais, n'ayant point trouvé M. Borrow en cet endroit, je me suis transporté à son logement privé, dans la rue Saint-Jacques, numéro 16, au troisième étage, et lui ai présenté l'ordre susdit. Aussitôt qu'il l'a lu, il l'a jeté à terre d'un geste de fureur, en disant qu'il n'avait rien à voir avec le Gouverneur Civil, qu'il avait obtenu de son ambassadeur l'autorisation de vendre le livre en question, et qu'un garçon d'écurie anglais valait plus que n'importe quel Gouverneur Civil espagnol. Enfin il m'a reproché d'avoir pénétré de force dans sa maison : à quoi j'ai répondu que j'y étais venu simplement pour lui communiquer l'ordre de mes chefs, en sa qualité de propriétaire de la boutique susdite, comme aussi pour saisir les exemplaires de la brochure en vertu dudit ordre. Alors il m'a déclaré que je pouvais faire à ma guise, mais qu'il allait sur-le-champ porter plainte à son ambassadeur, et que j'aurais à répondre des conséquences de mon acte ; à quoi j'ai répondu qu'il avait insulté personnellement le Gouverneur Civil et toute l'Espagne; et là-dessus il s'est de nouveau exprimé dans les mêmes termes, me tenant le même langage que j'ai rapporté ci-dessus.

Toutes choses que je prends la liberté de communiquer à Votre Excellence pour les fins requises.

L'agent de police :
PEDRO MARTIN DE EUGENIO.

L'homme qui osait traiter ainsi l'un des plus hauts fonctionnaires espagnols, représenté par son agent officiel, et qui ne craignait pas d' « insulter personnellement l'Espagne tout entière, » — suivant la naïve expression de Don Pedro Martin de Eugenio, — était un jeune Anglais d'environ trente-cinq ans, George Borrow, que la célèbre Société Biblique de Londres avait envoyé en Espagne dès l'automne de 1835 afin d'y répandre des traductions « non annotées » de la Bible, et en particulier du Nouveau Testament. « Non annotées, » cela signifiait au fond : protestantes, car on sait que le Concile de Trente avait interdit aux catholiques la lecture de toute traduction des Écrits Saints où ne se trouverait pas un copieux appareil de notes et de commentaires, interprétant chaque verset des textes sacrés selon la véritable doctrine de l'Église. Aussi, malgré tous les efforts de George Borrow lui-même et des autres représentans ou protecteurs de la Société Biblique pour convaincre le gouvernement espagnol du caractère purement « chrétien » de l'entreprise du jeune distributeur de Nouveaux Testamens, celle-ci avait-elle bientôt été dénoncée de toutes parts comme une campagne foncièrement « subversive, » ayant pour objet de détacher le peuple espagnol de son ancienne foi catholique. A maintes reprises déjà, depuis près de trois ans qu'il allait de ville en ville et de village en village, vendant à très bas prix ses Évangiles « sans notes » sous le nez des autorités civiles et religieuses, Borrow avait couru le risque de recevoir des visites comme celle que lui avait faite, en effet, dans sa boutique et son appartement privé de Madrid, don Pedro Martin. Voici, par exemple, de quelle façon il avait raconté naguère, le 29 septembre 1836, dans une lettre adressée à la Société Biblique, une « étrange aventure » qui venait à l'instant de lui arriver :

Je vous écris cette lettre de l'antique cité d'Oviedo, dans une chambre immense, très pauvrement meublée, et située tout au fond du recoin le plus extrême d'une ancienne *posada* qui jadis a été un palais des comtes de Santa-Cruz. Il est dix heures passées de la nuit, et la pluie s'abat en torrens sur le toit et les fenêtres de ma chambre. Tout à l'heure, je me suis arrêté d'écrire en entendant des pas nombreux sur l'escalier sonore qui conduit à mon appartement. Puis l'on a violemment ouvert la porte de ma chambre, et neuf hommes de haute taille sont entrés, précédés par un petit personnage bossu. Tous les dix étaient enveloppés jusqu'aux yeux dans de longs manteaux espagnols : mais j'ai sur-le-champ reconnu à leur attitude que c'étaient des *caballeros*, ou gentilshommes. Ils se sont placés en file devant la table près de laquelle je me tenais assis; et puis, d'un mouvement soudain et simultané, tous les dix ont rejeté leur manteau sur l'épaule, et m'ont fait voir que chacun d'eux tenait dans sa main un livre, — un livre que je connaissais parfaitement. Après un silence que je me sentais inca-

pable de rompre, — car j'étais plongé dans une véritable stupeur, et avais presque l'idée de me trouver en présence de fantômes habitant l'antique palais, — le bossu a fait un pas en avant des autres visiteurs, et m'a dit, d'une voix très douce au timbre argentin: « *Señor* Cavalier, est-ce vous qui avez introduit ce livre dans les Asturies? » J'ai alors supposé que c'étaient les autorités civiles de l'endroit, venues pour s'emparer de ma personne et pour me mettre sous bonne garde. Me relevant de mon siège, je me suis écrié : « Oui, certes, c'est moi, et je me glorifie de l'avoir fait! Ce livre est le Nouveau Testament de Dieu: je souhaiterais qu'il fût en mon pouvoir d'en introduire ici un million! — Et moi aussi, je le souhaiterais de tout mon cœur! » a répondu, avec un soupir, le petit personnage. « N'ayez point d'appréhension, seigneur cavalier, — a-t-il repris, — ces messieurs sont mes amis! Nous venons d'acheter ces volumes dans la boutique où vous les avez déposés, et nous avons pris la liberté de venir vous faire visite, pour vous remercier du trésor que vous nous avez apporté. J'espère qu'il vous sera également possible de nous fournir l'Ancien Testament? » J'ai répondu que j'étais désolé d'avoir à lui dire que, quant à présent du moins, il m'était absolument impossible de satisfaire son désir, attendu que je n'avais pas d'exemplaires de l'Ancien Testament en ma possession; mais que je ne désespérais pas de pouvoir bientôt en recevoir d'Angleterre. Après quoi le petit homme m'a fait toute sorte de questions touchant mes voyages bibliques et mes succès en Espagne, en ajoutant qu'il espérait bien que notre société ne manquerait pas de prêter une attention toute particulière aux Asturies, dont il m'assurait que nul autre terrain n'était plus favorable pour notre œuvre dans toute la Péninsule. Et puis, au bout d'une demi-heure environ de conversation, il m'a dit tout d'un coup, en langue anglaise: *Good night, sir!* s'est enveloppé de nouveau dans son grand manteau, et est sorti solennellement comme il était venu. Ses neuf compagnons, qui jusque-là n'avaient pas ouvert la bouche, ont tous répété: *Good night, sir!* et, s'enveloppant de leurs manteaux, sont sortis à sa suite.

Mais cette fois-ci, à Madrid, aucun doute n'avait été possible sur la qualité du visiteur que Borrow avait accueilli de la manière qu'on a vue : si bien que, le lendemain, 1er mai 1838, l'audacieux agent de la Société Biblique se laissa emmener sans résistance, par deux gendarmes, à la Prison de la Cour, où on lui donna pour demeure « une chambre vaste et haute, mais absolument dépourvue de tout mobilier à l'exception d'une énorme cruche de bois pleine d'eau. » Il est vrai que, dès le même soir, moyennant la dépense de quelques *reals*, la chambre se trouva très suffisamment meublée; et lorsqu'un attaché de l'ambassade anglaise vint s'entendre avec le prisonnier sur les démarches à faire en vue de sa délivrance, il lui fallut presque se quereller avec George Borrow pour obtenir qu'il consentît à protester contre la prétendue illégalité de son arrestation. Le fait est qu'elle

ne procurait pas seulement au jeune homme un repos de corps et d'esprit très précieux, après de longs mois de courses, d'agitations, et d'alarmes incessantes : elle lui offrait encore l'occasion d' « évangéliser, » — disait-il, — ou en tout cas de fréquenter et d'observer de très près quelques-uns des échantillons les plus caractéristiques d'une classe sociale qui, de tout temps depuis sa première enfance, avait eu pour lui un attrait merveilleux. N'eût-ce été le petit ennui de ce que la langue espagnole qualifie discrètement de *miseria*, et dont ni toutes les poudres insecticides ni le changement complet de son linge une ou deux fois par jour ne réussissaient à le préserver, George Borrow aurait considéré comme le temps le plus heureux de sa vie entière ces douze jours passés à la *Carcel de la Corte* de Madrid, en compagnie d'une foule de brigands tout remplis des plus nobles sentimens de fierté et d'honneur.

Il y avait même, parmi ces compagnons de captivité du jeune « missionnaire, » un Français de Bordeaux, âgé de plus de soixante ans, « un homme long et maigre, qui se tenait à l'écart des autres prisonniers et restait pendant des heures appuyé contre un mur, les bras croisés, regardant tristement ce qui se passait autour de lui. » Un jour, Borrow s'était risqué à l'aborder, en lui offrant un cigare. Le prisonnier lui avait d'abord lancé un coup d'œil féroce; puis, soudain, ses traits s'étaient éclairés d'un aimable sourire, et il avait accepté le cigare en disant : *Merci beaucoup, monsieur; mais c'est faire trop d'honneur à un pauvre diable tel que moi!* Et comme Borrow, en un français irréprochable, faisait valoir auprès de lui sa propre qualité d'étranger : *Ah! monsieur*, s'était écrié le Bordelais, *vous avez bien raison! Il faut que les étrangers se donnent la main dans ce pays de barbares!* Ainsi s'était engagée une conversation de plus en plus intime, où le prisonnier français s'était plaint de l'ignorance et de la mauvaise éducation des Espagnols, comme aussi de leur scandaleuse immoralité, avait raconté à Borrow quelques épisodes de ses campagnes au service de Napoléon, lui avait affirmé sa sympathie pour l'Angleterre, et, interrogé sur le motif de son incarcération : *Bah!* avait-il répondu, *ils m'ont fourré ici pour rien du tout, c'est-à-dire pour une bagatelle!* Après quoi, dès que le cigare avait été entièrement fumé, l'étrange personnage s'était de nouveau assombri, avait repris peu à peu son attitude hostile ; et Borrow, désormais, n'avait plus échangé un seul mot avec lui. Du moins avait-il eu l'occasion d'apprendre par ailleurs ce qu'était au juste cette « bagatelle » qui, un mois plus tard environ, allait valoir au prisonnier français d'être exécuté sur l'une des places

de Madrid. Avec l'assistance de deux autres coquins, l'ancien soldat de Napoléon attirait de riches commerçans étrangers dans une maison isolée qu'il avait louée à cette intention, et les égorgeait pour s'approprier le contenu de leurs portefeuilles !

Mais pendant que George Borrow lui-même s'adonnait ainsi, délicieusement, à la fréquentation de ce que l'Espagne avait à lui offrir de plus savoureux en fait de malandrins de toute provenance, l'ambassadeur anglais à Madrid, sir George Villiers, après avoir vainement sollicité du ministère espagnol la remise en liberté de son compatriote, s'était adressé à son propre gouvernement qui, aussitôt, avait pris l'affaire très à cœur et, sous peine des plus graves représailles, avait exigé du comte Ofalia, président du conseil de Sa Majesté Catholique, la délivrance immédiate du jeune prisonnier. Le 12 mai, George Borrow vit s'ouvrir devant lui les portes de la prison; et pendant près de deux années encore il continua vaillamment à distribuer les publications de la Société Biblique dans les villages les plus perdus de l'Espagne du Sud, poursuivant même sa propagande jusqu'au Maroc, où il ne semble pas d'ailleurs qu'un seul mahométan ait consenti à jeter les yeux sur les petits volumes dont il s'ingéniait à vanter, en langue arabe, l'origine surnaturelle et l'éminente beauté morale. Seuls, quelques Juifs de Tanger se sont laissé tenter par l'offre qu'il leur faisait, — en hébreu, car Borrow avait, entre autres spécialités singulières, celle de savoir parler à peu près toutes les langues du globe, — de leur vendre une traduction espagnole du Nouveau Testament : encore le missionnaire ne cache-t-il pas à la Société Biblique que ces Juifs auront vu là, simplement, « un moyen de s'exercer à bas prix dans la lecture de la langue espagnole. »

Et lorsque, vers la fin de 1840, George Borrow revint enfin dans sa patrie, après s'être décidément brouillé avec la Société Biblique, il eut la surprise de découvrir que son aventure de naguère avec l'agent de police don Pedro Martin de Eugenio l'avait rendu fameux. Toute l'Angleterre protestante, désormais, s'était accoutumée à admirer en lui un héros, presque un martyr, de la pure vérité évangélique, aux prises avec les plus puissans et ténébreux suppôts de l'Inquisition. De telle sorte qu'il suffit au jeune homme de donner, fort habilement, le titre édifiant de : *La Bible en Espagne* au récit d'une nombreuse et pittoresque série d'aventures dont la propagation de la « Bible en Espagne » n'avait été vraiment que l'occasion (ou plutôt même le prétexte), pour qu'aussitôt des milliers de lecteurs accueillissent le livre avec enthousiasme, — sauf peut-être à s'étonner un

peu de voir l'exécution d'une tâche aussi sainte confiée aux mains d'un apôtre tel que celui-là. C'est grâce à la visite de don Pedro Martin que George Borrow, vers le milieu de l'année 1842, sortant soudain de l'obscurité où il était resté plongé jusqu'alors, a pris place triomphalement parmi les plus célèbres écrivains anglais de son temps.

La Bible en Espagne et *Lavengro :* ainsi s'appellent les deux œuvres principales de cet écrivain, — à la condition que l'on joigne encore à *Lavengro* la suite immédiate de ce roman, publiée plus tard sous le titre de : *The Romany Rye*. L'une et l'autre ont acquis aujourd'hui, en Angleterre, je ne dirai pas seulement une célébrité, mais un rayonnement continu d'émotion et de vie, qui leur vaut de prendre place tout de suite après les romans de Dickens aussi bien dans la bibliothèque du lettré le plus délicat que dans celle de tout homme du peuple un peu « éclairé. » Pas une « collection » populaire à six *pence* ou à un *shilling* qui ne se croie tenue d'inscrire en tête de son catalogue les deux livres de Borrow, tout de même que l'on en voit paraître, chaque année, des éditions plus ou moins « savantes, » précédées de longues préfaces biographiques. Mais, en réalité, aucune comparaison n'est possible entre les deux œuvres, au point de vue de la portée de leurs sujets, ni même de la qualité littéraire de leur style. La *Bible en Espagne*, comme je l'ai dit, a dû une bonne partie de son succès à sa prétention d'être une manière de pamphlet anti-catholique, — la relation des épreuves subies par un « missionnaire » anglais et protestant dans sa lutte contre les terribles héritiers de Torquemada ; et je ne serais pas étonné que, aujourd'hui encore, les compatriotes de l'auteur, en lisant le récit de ses aventures dans la Prison de la Cour ou parmi les bohémiens de Valladolid et les juifs de Tanger, eussent la touchante illusion d'assister aux exploits d'un véritable apôtre, — qui, seulement par un étrange scrupule de discrétion ou de modestie, se serait interdit d'insister sur le caractère proprement religieux de sa tâche pieuse, pour ne nous en révéler que les dehors pittoresques. Le fait est que l'on aurait peine à trouver, dans la littérature anglaise ou même dans aucune autre, une suite d'aventures aussi amusantes, toutes pleines de couleur et de mouvement, avec une évocation ininterrompue de figures délicieusement grotesques ou sinistres. Écrite à l'aide du journal intime de Borrow, ainsi que de ses admirables lettres à la Société Biblique de Londres, la *Bible en Espagne* nous laisse elle-même l'impression d'une « chronique » rédigée, au jour le jour, par

un voyageur qui aurait des yeux de peintre, et excellerait d'instinct à traduire la vision des choses dans une langue éminemment originale : mais c'est, il faut bien le dire, une chronique où les personnages accessoires, les innombrables petits portraits esquissés par Borrow, comme en passant, tout au long de son chemin, se montrent à nous beaucoup plus nettement que l'image centrale du chroniqueur, — tandis que, au contraire, *Lavengro* a pour nous l'attrait d'être un véritable roman, un récit où chacun de ces personnages divers que le jeune héros a l'occasion d'observer de près ou de loin exerce sur lui une influence réelle et durable, soit en modifiant le cours infiniment varié de sa destinée, soit en contribuant à former ou à altérer tel des élémens fonciers de son caractère.

C'est un roman d'apparence autobiographique, comme *David Copperfield* et les *Grandes Espérances* de Dickens, mais avec une pureté et une richesse de style qui, bien plutôt qu'à Dickens, feraient songer à notre Flaubert. Si les nombreuses étapes de la vie du jeune philologue que ses amis les Bohémiens ont surnommé « Lavengro, — ou « le maître des langues, » — sont loin d'égaler en puissance de relief et en intensité de passion poétique celles de la carrière des deux héros de Dickens, du moins l'observation réaliste de Borrow, son habileté à saisir jusqu'aux moindres nuances de l'attitude extérieure en même temps que de l'âme la plus secrète de ses personnages justifient-elles pleinement l'admiration, toujours plus ardente d'année en année, que lui ont vouée les lettrés anglais. Il y a là des paysages, des peintures de mœurs de toutes les classes inférieures de la société, mais surtout il y a des portraits, — d'hommes de lettres et de vagabonds, de vieilles sorcières et d'exquises jeunes femmes, — qui s'imposent irrésistiblement à notre sympathie, et que renforce encore le charme souverain d'une phrase tour à tour éloquente ou railleuse, s'élevant sans trace d'effort d'une simplicité familière à de brusques et superbes envolées d'émotion lyrique.

A quoi j'ajouterai que, si déjà *David Copperfield* nous touche à un plus haut degré que les autres romans de Dickens par tout ce que nous devinons que l'auteur y a mis de soi-même, *Lavengro*, aussi, est manifestement tout rempli des souvenirs personnels de George Borrow Cela se sent au ton du récit, à la manière dont le narrateur nous laisse voir ses propres sentimens intimes en présence d'hommes ou de choses qui, sans doute, l'auraient laissé plus indifférent s'il s'était borné à les inventer. Et c'est pourquoi, j'imagine, l'étude des circonstances réelles de la vie de Borrow a toujours très particulièrement tenté la

curiosité des biographes, désireux de découvrir au juste la part de la « confession » et celle de la fantaisie dans les aventures du jeune Lavengro. Car voici qu'après M. Knapp, et M. Watts-Dunton, et maints autres, M. Herbert Jenkins vient de nous offrir à son tour une nouvelle *Vie de George Borrow*, « compilée, nous dit le titre, d'après des documens officiels inédits, d'après la correspondance intime et les œuvres de Borrow, etc. » Avec une patience, une érudition et un amour exemplaires, M. Jenkins s'est attaché à confronter de proche en proche les événemens racontés dans *Lavengro*, dans *The Romany Rye*, et dans la *Bible en Espagne*, avec les témoignages portés sur soi-même, dans ses lettres, par l'auteur de ces livres, et aussi avec les renseignemens biographiques fournis à son sujet par d'autres personnes, durant toute sa carrière. D'où ressort, en premier lieu, la conclusion péremptoire que Borrow, malgré le sous-titre de : *Un Rêve*, qu'il a donné à son *Lavengro*, s'y est constamment tenu à la plus scrupuleuse vérité autobiographique, sauf à brouiller, çà et là, quelques dates, et à changer quelques noms : de telle sorte que, bien par delà *David Copperfield*, il faudrait remonter jusqu'aux *Confessions* de Rousseau pour rencontrer l'équivalent d'une entreprise littéraire comme la sienne. Mais en même temps que les savantes recherches de M. Jenkins l'ont amené à nous garantir la valeur historique des romans de Borrow, elles lui ont permis de compléter, ou parfois de corriger, l'image que nous a offerte le célèbre romancier anglais de toute sa personne; peut-être l'ouvrage entier du nouveau biographe ne contient-il pas de chapitre plus curieux que celui où nous trouvons, par exemple, l'explication de ce qu'on pourrait appeler le paradoxe religieux de la *Bible en Espagne* et de *Lavengro*.

Car il convient de reconnaître que, avec tout le plaisir que nous cause la lecture de ces livres, nous y sommes trop souvent choqués par une opposition surprenante entre la ferveur « anglicane » de l'auteur, ses protestations de solide piété, et le ton violent, haineux, presque blasphématoire de ses allusions non seulement aux croyances purement « papistes » du catholicisme, mais encore à tels dogmes qui, sous une forme à peine différente, se retrouvent au fond de toute « confession » chrétienne. Et ce n'est pas non plus sans quelque surprise que, dans la *Bible en Espagne* surtout, nous voyons l'auteur entremêlant soudain des témoignages plus ou moins éloquens de cette ferveur anglicane à des peintures où leur apparition produit sur nous l'effet le plus imprévu : comme si Borrow, tout d'un coup, s'était rap-

pelé son rôle de « missionnaire, » — pour ne pas dire : sa qualité de chrétien. Même dans *Lavengro*, ces brusques élans de piété, heureusement beaucoup plus rares que dans la *Bible en Espagne*, nous laissent sous une vague impression de gêne : que l'on imagine l'auteur de l'*Éducation sentimentale*, ou encore celui du *Bachelier* et des *Réfractaires*, — ce Jules Vallès qui n'est pas non plus sans ressembler à George Borrow, avec sa haine passionnée de toute « aristocratie » et la savante chaleur contenue de son style, — qu'on les imagine s'interrompant soudain au milieu d'un de leurs récits pour se mettre à genoux et débiter un *Pater Noster!*

Aussi bien les contemporains eux-mêmes de Borrow avaient-ils été frappés déjà de ce caractère à tout le moins bizarre de sa dévotion; et plus d'un critique lui avait discrètement reproché de n'être pas absolument sincère dans sa façon d'exprimer ses sentimens religieux. Mais Borrow s'est défendu avec énergie contre un tel reproche, et tous ceux qui l'ont connu, en particulier les directeurs de la *Société Biblique*, se sont accordés à affirmer son entière bonne foi; sans compter que l'hypocrisie dont on le soupçonnait aurait été toute gratuite, et parfaitement inexplicable de la part d'un écrivain qui, devenu riche par son mariage, n'attendait désormais ni ne désirait aucun succès matériel de la vente de ses livres. Non, l'étrangeté de son attitude religieuse n'est pas simplement le fait d'un émule de Tartufe, non plus que d'un disciple secret de Voltaire s'amusant à singer une piété qu'il eût méprisée au fond de son cœur. L'explication de ses véritables sentimens religieux doit être cherchée plus loin, dans son éducation première, dans l'action des circonstances de sa destinée; et c'est là, en effet, que nous pouvons désormais l'atteindre, grâce aux documens nouveaux que nous a révélés M. Herbert Jenkins.

Fils d'un officier, — ainsi qu'il nous l'apprend dans son *Lavengro*, — mais d'un officier d'origine paysanne, et qui longtemps n'avait été que « le sergent Borrow, » le futur romancier avait été élevé par ses parens dans le respect des dogmes et pratiques de l'église anglicane : mais les relations qu'il avait engagées de très bonne heure avec toute espèce d'hérétiques et de mécréans, et notamment avec ces Bohémiens qui longtemps l'avaient considéré comme l'un des leurs, n'avaient point tardé à étouffer en lui l'étincelle de piété qu'y avait, non sans effort, allumée sa mère; et peut-être son esprit naturel d'insubordination, et l'antipathie réciproque qui, dès l'enfance, s'était manifestée entre son père et lui, avaient-ils encore contribué à lui faire détester une religion

que le capitaine Borrow s'était maladroitement obstiné à lui imposer. Toujours est-il que vers 1820, à dix-sept ans, nous le voyons se lier, dans la petite ville où s'étaient retirés ses parens, avec un certain William Taylor, dont le principal titre de gloire consiste, aujourd'hui encore, à avoir ouvertement professé et prêché l'athéisme. Dans la maison de ce Taylor, qu'une ivrognerie invétérée n'empêchait pas d'occuper à Norwich la situation d'un vrai chef d'école, George Borrow s'est signalé à la fois par sa prodigieuse facilité à se rendre maître de toutes les langues et par son enthousiasme irréligieux. Si bien que, lorsque, après la mort de son père, en 1824, le jeune homme s'est rendu à Londres pour s'y essayer au métier d'écrivain, voici de quelle façon, dans une lettre à un ami, il résumait ses projets d'avenir : « J'ai l'intention, disait-il, de vivre à Londres, d'écrire des pièces, de la poésie, etc., d'insulter la religion, et de m'exposer à des poursuites judiciaires. » L'influence de William Taylor, évidemment, continuait à le tenir pour le moins aussi éloigné de l'anglicanisme que des croyances de ces Irlandais catholiques parmi lesquels il comptait alors ses plus intimes confidens et amis.

A Londres, George Borrow devait trouver la misère, au lieu de la brillante fortune espérée. Dès l'année suivante, en 1825, force lui était de renoncer à toute ambition littéraire; et dès ce moment commençait pour lui une vie d'aventures extraordinaires, que lui-même nous a racontée dans *Lavengro* et *The Romany Rye*. Le fils du capitaine Borrow vagabondait sur les routes de l'Angleterre, tantôt s'occupant à rétamer des casseroles, tantôt s'associant à une troupe de Bohémiens et s'efforçant de plaire à la belle et énigmatique créature qu'il a immortalisée sous le nom d'Isopel Berners. Rien de tout cela n'était pour le ramener à des sentimens de piété; et bien que, ensuite, les événemens de sa vie se soient enveloppés d'un mystère impénétrable, pendant sept années que lui-même s'est plu à appeler la « période voilée » de son étrange carrière, le peu qu'il nous est possible de deviner touchant ses aventures de ces sept années nous le montre plongé plus profondément encore dans une « bohème » où il n'y a guère de chances que son cœur se soit rouvert à la religion officielle de sa race. Enfin, en 1832, au moment où il allait périr de découragement et de misère, voici que ses connaissances linguistiques, et notamment l'affirmation qu'il possédait la langue mandchoue, — dont il semble bien en réalité n'avoir pas eu, à cette date, la moindre notion, — lui ont valu d'entrer en rapports avec les directeurs de la Société Biblique, qui avaient alors besoin d'un agent pour diriger, à Pétersbourg, l'im-

pression d'une Bible mandchoue : aussitôt, brusquement, ses lettres quotidiennes aux représentans de la Société Biblique se sont remplies d'allusions imprévues à une piété anglicane très fervente. Dans chacune de ces lettres, Borrow suppliait ses correspondans de prier pour lui. Il déclarait que, si on l'envoyait à Pétersbourg, il avait l'espoir de réussir à « travailler utilement pour la Divinité, pour les hommes, et pour soi-même, » expression qui n'était pas sans scandaliser quelque peu le vénérable pasteur à qui elle s'adressait. « En affirmant votre espoir de vous rendre utile à la Divinité, — répondait à Borrow ce membre influent de la Société Biblique, — vous vouliez parler, sans doute, de votre intention de rendre gloire à Dieu ? »

Que ces premiers élans de la nouvelle piété de George Borrow lui aient été suggérés, du moins en partie, par sa crainte de laisser échapper l'occasion d'un emploi aussi excellent de ses facultés d'homme d'action et de polyglotte, c'est ce que nous sommes, plus ou moins, contraints de supposer. Et il se peut vraiment aussi qu'à Pétersbourg, pendant la longue année qu'il y a consacrée à l'exécution d'une tâche infiniment hardie et malaisée, le jeune athée de naguère ait un peu forcé la note de sa dévotion. Mais lorsque ensuite Borrow s'est trouvé en Espagne, chargé maintenant non plus d'imprimer une traduction de la Bible, mais bien de distribuer à une population catholique des brochures expressément destinées à la détacher de sa vieille « superstition papiste, » dès ce moment ses lettres à la Société Biblique ont pris un accent incontestable d'entière et ardente sincérité religieuse. Sans aucun doute le jeune missionnaire, — dont j'ai oublié de dire qu'il avait également exercé autrefois la profession de boxeur, — a pardonné à la religion de ses parens tout ce que ses dogmes pouvaient avoir à ses yeux de trop positif, en considération de ce dogme « négatif » qui consistait à haïr et à combattre les « machinations romaines. » La lutte contre le catholicisme est devenue pour lui, désormais, l'article fondamental de son *credo* anglican; et si, de temps à autre, l'affirmation de cet article essentiel devait nécessairement s'accompagner, dans ses lettres ou plus tard dans ses livres, d'allusions plus ou moins catégoriques à tels autres articles accessoires, comme sa croyance en Dieu ou à l'inspiration révélée des Écritures, nous sentons que ces allusions mêmes ne lui coûtaient plus rien, — trop heureux qu'il était de pouvoir professer fidèlement une religion qui lui permettait de s'amuser de tout cœur à exciter et à braver les rancunes du clergé espagnol. Tout au plus certaines expressions de ses lettres continuaient-elles à étonner ou à effaroucher les naïfs direc-

teurs de la Société : de la même façon que nous voyons Gladstone, en 1843, se scandaliser d'un passage de la *Bible en Espagne* où l'auteur nous explique en ces termes l'impression réconfortante que lui a procurée sa visite à la grande Mosquée de Tanger : « J'ai regardé autour de moi, cherchant des yeux la chose abominable, et je ne l'ai pas trouvée : aucune gueuse écarlate ne trônait là dans une niche, avec une couronne de faux or, et tenant dans ses bras un hideux avorton. »

Car il en est de la *Bible en Espagne*, et un peu encore de *Lavengro*, comme de ces lettres de Borrow à la Société Biblique. La ferveur anglicane s'y manifeste surtout par de fréquentes injures contre le catholicisme; et souvent, comme je l'ai dit, ces injures plus ou moins grossières, flanquées d'une profession de foi protestante ou même, au besoin, d'une pieuse invocation à la « Divinité, » surviennent d'une façon tout à fait imprévue, parmi des récits d'aventures éminemment « profanes, » et parfois les moins « édifiantes » qu'on puisse imaginer. A l'ordinaire, maintenant, Borrow ne se soucie plus de ses sentimens religieux ; il s'abandonne de nouveau tout entier à ses penchans et à ses goûts d'autrefois, qui le porteraient bien plutôt à concevoir toutes choses ainsi que les conçoivent ses amis les Bohémiens, sous l'aspect d'une comédie ou, si l'on veut, d'un rêve de hasard, sans que ce jeu incessant d'ombres fugitives méritât que l'on prît la peine d'en rechercher l'origine ni l'objet final. Un « païen : » tel est toujours apparu l'auteur de *Lavengro* à ses admirateurs; et peut-être même l'un des attraits les plus puissans de ce livre lui vient-il, précisément, de la tendance naturelle de Borrow à dépouiller l'univers de toute signification religieuse ou métaphysique, pour n'y voir jamais qu'une série d'incidens, tragiques ou risibles. Mais quand, après cela, l'ancien « missionnaire » de la Société Biblique se rappelle brusquement qu'il est un « chrétien, » aucune hypocrisie ne lui est nécessaire pour épancher la ferveur de sa piété anglicane. N'est-ce pas en effet à son anglicanisme qu'il a été redevable de l'une des plus exquises joies de sa vie de lutteur et d'aventurier : la joie de pouvoir, pendant quatre années, là-bas, sous un ciel et parmi des sites merveilleux, en compagnie d'intrépides contrebandiers ou de gitanes libres de scrupules, vendre des Nouveaux Testamens non annotés, jusque dans des cours de presbytères, jusque sous des porches d'églises « papistes? »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le parlement est rentré en session le 21 mai, et le premier soin que la Chambre des députés a eu à remplir a été de nommer un président. Pendant les vacances parlementaires, elle avait perdu M. Henri Brisson qui, sauf pendant les derniers temps où l'âge et la fatigue se faisaient sentir chez lui, a été un bon président. Il avait de la gravité, de l'autorité, une grande expérience acquise dans le long exercice de ses fonctions, et il serait injuste de ne pas reconnaître que, malgré les partis pris que lui imposait l'énergie de ses convictions personnelles, il dirigeait les débats de la Chambre avec impartialité. Il semblait fait pour cette tâche et n'a pas aussi bien réussi dans d'autres. Doctrinaire plutôt qu'homme d'action, ses courts passages au ministère ont été moins heureux. C'est au fauteuil présidentiel qu'il était tout lui-même, avec dignité, avec solennité même, préoccupé de sauver les formes du gouvernement parlementaire au milieu de l'abaissement de nos mœurs publiques, respectueux de toutes les opinions et soucieux de témoigner une haute déférence à ses adversaires. Lorsque la question religieuse était en jeu, et on sait qu'elle l'a été souvent, il perdait de son sang-froid. Libre penseur à l'ancienne mode, il croyait au danger permanent que la Congrégation faisait courir à la société moderne : sa philosophie politique ne s'élevait pas alors sensiblement au-dessus de celle d'Eugène Sue. En somme, il a été peut-être, depuis quarante ans, le personnage le plus représentatif du parti radical. On a pu d'ailleurs mesurer, le jour de sa disparition, le vide qu'il y faisait, car il n'a pas trouvé de remplaçant, et M. Paul Deschanel a été élu président à une forte majorité.

Dans l'éloquent discours qu'il a prononcé en prenant possession du fauteuil, M. Deschanel a dit que son élection était le résultat des

circonstances, parole trop modeste, qui contient pourtant une part de vérité. S'il est permis à M. Deschanel de faire abstraction des brillantes qualités de talent et de caractère qui lui ont valu l'estime et la confiance de ses collègues, ceux-ci ne les ont pas oubliées dans le scrutin du 21 mai. Toutefois, il a eu raison de dire que les circonstances l'avaient aidé. Le parti radical-socialiste manque d'hommes et par surcroît de malheur, — malheur pour lui, bien entendu, — il s'est divisé. Lorsque s'est produite la mort inopinée de M. Brisson, on a parlé tout de suite de M. Delcassé pour lui succéder et, pendant quelques semaines, il a paru être le candidat du parti radical-socialiste. Il aurait été le meilleur possible, s'il n'avait pas été ministre, car il est populaire à la Chambre, il y est aimé; ceux mêmes qui ne sont pas de ses amis politiques savent qu'il est dénué de tout esprit sectaire et qu'il fait des rêves de bon Français; beaucoup de sympathies l'entourent. Mais, nous le répétons, il est ministre et on aurait créé un précédent très dangereux si on avait pris un membre du Cabinet pour le porter au fauteuil de la présidence. M. Delcassé se devait d'ailleurs à la tâche qu'il a entreprise et dans laquelle il a réussi : la marine a confiance en lui et ne l'aurait pas vu partir sans regret. Lorsqu'on a l'honneur, dans les circonstances actuelles, d'être ministre de la Marine, ou de la Guerre, ou des Affaires étrangères, c'est un devoir de ne pas abandonner son poste. Aussi M. Delcassé n'a-t-il pas posé sa candidature, mais il n'a pas déconseillé à ses amis de le faire à sa place et s'est mis à leur disposition. C'était trop ou pas assez : trop, si on tient pour justes les observations qui précèdent; pas assez, si on se place au point de vue d'une candidature qui ouvre une bataille et ne peut aboutir qu'à la condition d'être ouvertement et fortement soutenue. Si M. Delcassé avait donné sa démission de ministre et s'était mis à la tête de son parti, il aurait très vraisemblablement réussi. Il est resté dans une situation intermédiaire, amphibie, un peu équivoque, et il a échoué. On ne suit que ceux qui marchent. M. Delcassé est resté immobile et son attitude a permis à d'autres candidatures radicales de se produire à côté de la sienne. Le parti radical-socialiste se compose de plusieurs groupes que nous ne désignerons pas par leurs noms : nos lecteurs s'y perdraient. Chacun d'eux a désigné un candidat, celui-ci M. Georges Cochery, celui-là M. René Renoult qu'on ne s'attendait guère à voir en cette affaire, et M. Delcassé, qui observait de loin la manœuvre, ne s'est pas mépris sur le danger qu'elle présentait : il a déclaré aussitôt qu'il n'était pas candidat. Toutes ces intrigues jettent un jour plus intéressant qu'édifiant sur

la psychologie du parti radical : chacun y tire à soi la couverture au risque de la déchirer. M. Renoult n'a fait que paraître et disparaître. Quant à M. Cochery, il a été plusieurs fois ministre des Finances et a montré dans l'exercice de ses fonctions de la volonté, du courage, un sérieux souci des deniers publics : lui aussi a la sympathie de la Chambre et, s'il avait eu affaire à un autre parti, sa candidature aurait pu servir de point de ralliement. Mais il était écrit que le parti radical serait victime de ses divisions et, lorsqu'on en est venu au vote, il n'a pas pu donner à M. Cochery tout à fait cent voix. C'était un effondrement. M. Deschanel est resté seul en présence de M. Étienne : il l'a emporté au second tour.

M. Étienne appartient à la phalange, aujourd'hui bien réduite, des amis personnels de Gambetta : il représente une politique un peu flottante, mais qui se distingue de celle des radicaux-socialistes par quelque chose de plus ouvert et de plus généreux. M. Étienne ignore l'esprit sectaire et n'a jamais prononcé d'excommunication contre personne : la politique hargneuse, âpre, vorace, que les radicaux pratiquent depuis une quinzaine d'années, n'est pas la sienne et son succès, s'il s'était produit, n'aurait pas été le leur. Toutefois, leur défaite n'aurait pas été aussi éclatante avec lui qu'avec M. Deschanel, dont la carrière a présenté plus d'unité. Et non seulement la candidature de M. Deschanel avait, au point de vue général, une signification plus précise, mais les circonstances lui donnaient, en ce qui concerne la réforme électorale, un caractère particulièrement significatif : son succès devait être une victoire pour le scrutin de liste avec représentation proportionnelle dont il a été, depuis la première minute, un des défenseurs les plus énergiques et les plus éloquens. Il était permis d'espérer que cette réforme, pour laquelle le pays s'était évidemment prononcé lors des élections dernières, se ferait sans trop de résistances, mais ces espérances ont été trompées : le parti qu'on a qualifié d'« arrondissementier » a fait une merveilleuse défense et la réforme est restée en suspens. A mesure pourtant que les mois et les années s'écoulent et que la Chambre s'éloigne de son point de départ pour se rapprocher de son point d'arrivée, en d'autres termes à mesure qu'elle s'éloigne de sa naissance pour se rapprocher de sa mort, il devient plus urgent de résoudre le problème dans un sens ou dans l'autre. C'est pourquoi les partisans de la représentation proportionnelle ont résolu de faire une manifestation sur le nom de M. Deschanel. A droite, à gauche, au centre, en votant pour lui, on a entendu voter pour la réforme. L'élection de M. Étienne

n'aurait pas eu le même sens. M. Étienne n'a pas fait, croyons-nous, de manifestation personnelle bien éclatante pour ou contre la réforme, mais le plus grand nombre de ses amis y sont contraires et ils auraient interprété son succès au profit de leur opinion. En revanche, les partisans de la représentation proportionnelle sont en droit de tirer avantage de l'élection de leur candidat. Au point de vue parlementaire, ils représentent une majorité composite et bigarrée qui va de l'extrémité droite à l'extrémité gauche ; ce n'est pas une majorité de gouvernement; ce n'est, si l'on veut, qu'une majorité d'opinion, mais il n'en faut pas moins compter avec elle. Ce serait une grande faute de ne pas le faire. Ce serait une faute aussi de ne pas capter la force que cette élection recèle et de ne pas s'en servir. En tout cas, comme nous l'avons dit plus haut, et comme M. Deschanel l'a dit plus éloquemment que nous en prenant possession du fauteuil présidentiel, il faut aboutir : que ce soit dans un sens ou dans l'autre, il faut sortir de l'incertitude au sujet du mode électoral qui sera mis en œuvre en 1914. Si ce doit être la représentation proportionnelle, il n'est que temps pour les partis de s'organiser en vue d'un mode électoral nouveau, qui fonctionnera chez nous pour la première fois et que le pays, tout en le voulant, ne s'explique pas encore très clairement. Si on ne le fait pas, les élections prochaines seront une surprise et un chaos.

Nous avons parlé du discours de M. Deschanel : il a été d'une très belle tenue littéraire et la Chambre, en l'écoutant, a éprouvé un plaisir délicat. Le nouveau président a parlé de l'ancien avec une respectueuse sympathie : les dissentimens d'autrefois s'effacent devant la mort. Il a eu aussi un mot obligeant pour M. Étienne, son concurrent de la veille resté son ami. M. Deschanel ne s'en est pas tenu là : il a donné les meilleurs conseils à la Chambre sur la distribution de son travail et nous désirons vivement que ces conseils soient suivis. Que de forces se perdent dans nos assemblées parce qu'elles sont employées sans méthode ! Si M. Deschanel obtient seulement que la discussion du budget ne soit que la discussion du budget et non pas de cent autres choses à la fois, il faudra bénir sa présidence. Y réussira-t-il ? Ne cherchons pas à prévoir l'avenir : pour le présent son élection, dans une lutte réglée contre le parti radical en désordre et bientôt en déroute, a une signification qui ne saurait échapper. Depuis quelques mois ce parti éprouve échecs sur échecs : ainsi périssent les partis qui n'ont plus d'hommes ni d'idées.

On sait avec quels ménagemens nous parlons de nos provinces

perdues : ce n'est pas faute d'y penser toujours, mais c'est un devoir pour nous de n'en parler qu'avec prudence, faute de quoi nous risquerions de leur être plus nuisible qu'utile et d'aggraver encore les préventions qui existent contre elles en Allemagne. Le récent discours que l'empereur Guillaume a prononcé à Strasbourg a cependant fait trop de bruit dans le monde pour que nous le passions sous silence : nous devons en dire au moins quelques mots. L'Empereur a les impressions vives et le verbe prompt : cela suffit sans doute à expliquer les paroles qu'il a adressées au maire de Strasbourg. Il s'en est fallu de peu qu'il n'accusât l'Alsace-Lorraine d'ingratitude : on lui a donné une constitution qui lui assure une certaine autonomie ; que lui faut-il davantage et d'où vient l'opposition qui continue de s'y manifester ? Si cet état d'esprit dure, a dit l'Empereur, l'Alsace sera réunie à la Prusse et, après m'avoir connu du bon côté, elle me connaîtra du mauvais.

Le prétexte à cette boutade virulente a été le mécontentement causé en Alsace par l'interdit prononcé contre l'usine de Grafenstaden dont le directeur a déplu. Il a déplu, non pas parce qu'il remplissait mal sa fonction et fabriquait de mauvaises locomotives, mais parce que son attitude politique n'était pas conforme aux vœux du gouvernement. Il n'en a pas fallu davantage pour que les commandes qui avaient été faites à l'usine de Grafenstaden lui aient été retirées et pour qu'on lui fît savoir qu'elle n'en recevrait pas d'autres aussi longtemps qu'elle conserverait le même directeur. L'Alsace est sans doute le seul pays du monde où un pareil fait pouvait se produire ; l'opinion en a été froissée et agitée et l'affaire a été l'objet, à la seconde Chambre, d'une discussion à la suite de laquelle l'assemblée s'est prononcée à l'unanimité contre la mesure prise. Y avait-il lieu de s'en indigner ? Non, certes ; l'impression produite par le retrait des commandes est toute naturelle ; en tout cas, il est excessif, après avoir retiré ses commandes à l'usine, de menacer à son tour l'Alsace de lui retirer sa constitution. Mais il n'y a eu là qu'un prétexte : la raison sérieuse et profonde de l'irritation du gouvernement impérial vient de ce que l'opposition alsacienne, qu'on espérait désarmer avec des demi-concessions, reste mécontente et continue de soutenir la totalité de ses revendications. Cet état d'esprit persistant en Alsace entretient à Berlin une nervosité qui, on vient de le voir, va quelquefois jusqu'à l'exaspération. Il serait très simple de donner satisfaction aux Alsaciens en leur accordant une autonomie plénière et en mettant leur pays sur le même pied que les autres États de l'Empire ; mais c'est

précisément ce qu'on leur refuse. L'Alsace, qui se sent toujours traitée en mineure, ne s'y habitue pas, et toutes les concessions qu'on lui fait petitement, par calcul étroit, sans générosité et sans confiance, ne l'amènent qu'à dire : Ce n'est pas cela que nous demandons. C'est pourquoi le malentendu subsiste, le désaccord s'accentue et on s'étonne à Berlin que les générations nouvelles ne soient pas plus germanisées que les anciennes : il paraît même qu'elles le sont moins. L'incompatibilité d'humeur engendre la mauvaise humeur; elle existe de part et d'autre et l'Empereur a exprimé la sienne à sa manière, sans attacher sans doute à sa parole la portée qu'elle aurait si on s'en tenait au sens littéral des mots. Changer la constitution de l'Alsace est une affaire d'Empire, qui dépend de tous les États confédérés, et il est probable, ou plutôt certain, que ces États accepteraient difficilement que la province fût incorporée à la Prusse : l'équilibre de la Confédération elle-même en serait changé. L'Empereur le sait fort bien. Il est à croire aussi que l'expression a mal rendu sa pensée lorsqu'il a présenté comme un châtiment le fait d'être incorporé à la Prusse et qu'il a menacé les Alsaciens, après s'être montré à eux du bon côté, de se montrer du mauvais. Ce discours devait produire quelque émotion dans l'Empire et n'était pas de nature à flatter l'amour-propre prussien.

Mais ce n'était pas là un discours public, et sa publication n'avait été autorisée ni par l'Empereur ni par son gouvernement, ce qui le différencie de l'interview qui, il y a quatre ans, a fait tant de bruit lorsqu'elle a paru dans le *Daily Telegraph*. Le journal *Le Matin* se l'est procuré par ses moyens propres; il l'a reproduit et on a attendu quelques jours pour voir si l'exactitude en serait ou non démentie. Elle ne l'a pas été, soit parce qu'elle ne pouvait pas l'être, soit parce qu'on a préféré accepter les conséquences de l'incident dans l'espoir qu'elles ne seraient pas très redoutables devant le Parlement : effectivement, elles ne l'ont pas été. Le Reichstag a décidé, il y a quelques jours, au moyen d'une modification de son règlement, que ses membres pourraient adresser des questions au chancelier; mais le chancelier y fait les réponses qu'il veut et le débat reste sans sanction. Il aurait pu cependant créer quelque embarras au gouvernement, si la violence sans mesure avec laquelle les socialistes l'ont engagé et soutenu n'avait pas rendu la tâche de M. de Bethmann-Hollweg plus facile : il s'en est d'ailleurs acquitté habilement. L'attaque principale ayant été dirigée contre l'Empereur, c'est à la défense de l'Empereur qu'on l'attendait. Quelle serait son attitude ? On se rappelle celle de M. de

Bülow en 1908. M. de Bülow, qu'on nous passe le mot, avait lâché son maître et, quelques semaines après, il tombait lui-même du pouvoir : renversé par le Parlement, il ne trouvait plus d'appui au Palais. Avait-il été entraîné par la violence de la tempête, d'ailleurs passagère, qui s'était déchaînée contre l'Empereur? Avait-il voulu, en diminuant l'autorité du souverain et en augmentant celle de l'Assemblée, faire entrer l'Allemagne dans les voies parlementaires? Quoi qu'il en soit, son successeur ne l'a pas imité. « Je repousse, a-t-il dit, les attaques dirigées contre Sa Majesté. L'Empereur a exprimé un mécontentement qui a été partagé par bien des Allemands dans ces dernières semaines. Il n'y a aucune raison pour moi de ne pas accepter la responsabilité de cette situation. Tant que je serai en charge, je couvrirai l'Empereur. Je n'agis pas ainsi par des considérations de courtisan, mais parce que c'est mon devoir d'homme d'État. Le jour où je ne pourrai plus remplir ce devoir, vous ne me verrez plus à cette place. » En attendant, le chancelier a pris bravement à son compte les paroles de l'Empereur. Il a affirmé que celui-ci n'avait jamais songé à se passer du Conseil fédéral et du Reichstag pour reviser, s'il y avait lieu de le faire, la constitution de l'Alsace-Lorraine. « A qui fera-t-on croire, a-t-il dit, que l'Empereur, en parlant de la revision de la Constitution, n'ait pas entendu parler d'un acte de la législation de l'Empire qui ne pourrait être présenté que comme une *ultima ratio?* L'Alsace-Lorraine est un pays d'Empire : seuls le Conseil fédéral et le Reichstag auront à examiner si, un jour, le moment ne sera pas venu de modifier la Constitution qui lui a été donnée. » Mais, après avoir apaisé ainsi les scrupules constitutionnels que la parole impériale avait pu provoquer, il a pensé que, puisqu'un avertissement sévère avait été adressé aux Alsaciens, il y avait lieu pour lui de le confirmer, et c'est là ce qui est le plus intéressant pour nous dans son discours. « Conseil fédéral et Reichstag, a-t-il dit, s'ils étaient contraints de prendre certaines déterminations, ne se laisseraient guider que par les intérêts de l'Empire : aux Alsaciens-Lorrains de décider si ces intérêts vitaux comportent une consolidation de l'autonomie et de la liberté accordées à leur pays, ou s'ils en exigent la restriction. L'Alsace-Lorraine décidera elle-même de son sort. Personne ne peut fermer les yeux à cette situation qu'il y a dans ce pays d'Empire des tendances anti-allemandes : tout ce qui est allemand doit s'unir contre elles et ainsi on en aura raison. Cela et le souci de l'avenir du Reichsland ont été le noyau et la substance de l'avertissement sérieux donné par l'Empereur. Était-ce un tort de sa part de le donner? Non, et là-dessus la

nation entière est du même avis. L'Alsace-Lorraine est un pays qui nous appartient comme toute autre partie de la patrie allemande. Si, ce que je ne crois pas, les excitations et les manœuvres y devenaient dominantes, le Conseil fédéral et le Reichstag aviseraient à réduire et à détruire cette agitation. L'honneur de l'Allemagne leur en imposerait le devoir. » Nous reproduisons ces paroles sans les commenter : pour qu'un homme d'un parfait sang-froid comme M. de Bethmann-Hollweg les ait prononcées, il faut que la situation reste tendue en Alsace et que les esprits y aient fait peu de progrès dans le sens de la germanisation.

Mais les socialistes qui ont soutenu cette discussion attachaient évidemment peu d'intérêt à l'Alsace-Lorraine : leur seule préoccupation était d'attaquer l'Empereur et, quand ils ont vu que le chancelier le couvrait et le défendait, ils sont revenus à la charge avec plus d'ardeur encore. On ne peut pas dire que la liberté de parole n'existe pas au Reichstag, car dans aucun autre parlement du monde le chef de l'État ne pourrait être traité comme l'empereur Guillaume l'a été. Il est vrai que le gouvernement allemand n'est pas un gouvernement parlementaire et que, quand le chancelier déclare couvrir son souverain, c'est de sa part une pure fiction, car celui-ci gouverne en réalité et ses ministres sont responsables seulement devant lui. Cette forme politique a, comme on le voit, ses inconvéniens. Il résultera d'ailleurs peu de chose de l'incident dont nous parlons. Si les socialistes ont cru qu'ils renouvelleraient contre l'Empereur l'explosion d'impatience qui s'est produite en 1908, ils se sont trompés. Tout le mondea été d'avis, *in petto*, que l'Empereur aurait mieux fait de ne pas tenir à Strasbourg le langage qu'il y a tenu, mais l'indignation des socialistes n'a trouvé d'écho ni dans le pays ni dans le Reichstag. On aurait dit, au Palais-Bourbon, que l'incident était clos.

Nous ne parlerons pas aujourd'hui de la guerre italo-turque parce que nous le faisons dans une autre partie de la *Revue*. La prise de possession des îles de la mer Égée par l'Italie n'a encore produit aucun effet apparent, mais elle fait réfléchir et elle donnera bientôt du travail à la diplomatie. L'Italie a déjà occupé une douzaine d'îles et rien ne l'empêche d'en occuper davantage : la difficulté sera pour elle de les garder ou de les rendre. Les garder, elle est la première à déclarer qu'elle n'a aucune intention de le faire. Elle les a prises, dit-elle, pour servir d'objets d'échange, mais d'échange contre quoi? Contre la Tripolitaine? C'est tourner dans un cercle pour revenir au

point de départ, à savoir que l'Italie, même si on lui donne la Tripolitaine, devra encore s'en emparer. Rendre les îles à la Porte ne sera pas non plus facile, si l'occupation se prolonge : les populations y répugneront et on aura semé dans l'Archipel une douzaine de questions crétoises. L'avenir reste aussi confus que jamais.

Pendant ce temps les esprits travaillent dans le monde et on assiste à des évolutions d'opinion qui ne sont pas pour nous sans quelque surprise. C'est surtout en Angleterre que ce phénomène se produit de la manière la plus intéressante pour nous, car nous entrons pour une part considérable dans les préoccupations qui y agitent en ce moment l'opinion. Le temps n'est plus où un ministre anglais exaltait avec une admiration complaisante le splendide isolement de son pays : le mot ferait aujourd'hui l'effet d'un paradoxal anachronisme, car c'est d'une alliance qu'on parle et on se demande si elle ne serait pas utile, peut-être même nécessaire. Une alliance! C'était devenu une sorte d'axiome de la politique anglaise qu'il fallait éviter d'en conclure, soit qu'on se sentît assez fort pour s'en passer, soit qu'on conservât la confiance de pouvoir conclure au dernier moment, sous le coup d'obligations immédiates, les accords effectifs que les circonstances comporteraient et imposeraient. Mais les choses ont pris un autre aspect. Les moyens d'action des Puissances se sont prodigieusement développés et compliqués et ces immenses mécanismes ne peuvent être mis en mouvement, ou du moins l'être avec succès, que grâce à une longue et patiente préparation. L'Angleterre n'est plus seule sur les mers. La flotte allemande, devenue en quelques années la seconde du monde, continue de s'accroître avec une rapidité qui impose à l'Angleterre, pour conserver son avance sur elle, des sacrifices de plus en plus lourds. Les pacifistes anglais, qui ont rêvé d'une entente avec l'Allemagne en vue de la modération des armemens, ont marché de déception en déception et leurs chimères ont fini par se dissiper Pendant qu'elle cause, l'Allemagne continue d'armer toujours davantage : si elle cherche à endormir l'attention de ses rivaux, la sienne ne se ralentit jamais. L'Angleterre comprend désormais à quelle activité, à quelle ténacité elle a affaire et M. Winston Churchill a déclaré que toute entente navale était inutile, l'Amirauté étant résolue à proportionner ses constructions à celles de l'Allemagne, de manière à conserver toujours la même supériorité. La question devient alors une question d'argent et, certes, l'Angleterre est riche; mais l'Allemagne l'est devenue, et ce n'est pas sans tristesse qu'on songe

à Londres aux dépenses que coûtera l'exécution du programme de M. Churchill. Il n'y a pas à hésiter pourtant, car il s'agit d'une question d'existence : *To be or not to be.* Mais quelque effort qu'on fasse, on se demande s'il sera toujours efficace. Les grandes Puissances coloniales et commerciales sont vulnérables aujourd'hui sur toute l'étendue du globe : c'est donc partout qu'elles doivent être prêtes à se défendre et aucune n'est sûre de pouvoir le faire si elle reste dans un isolement qui cesserait bientôt d'être splendide pour devenir désastreux.

Telles sont les réflexions que font tout haut plusieurs journaux anglais avec la simplicité tranquille et la franchise envers eux-mêmes et envers les autres qu'ils apportent dans la discussion des intérêts de leur pays. Ils concluent qu'après être sortis de l'isolement pour entrer dans la période des ententes, il convient sans doute d'aller plus loin et de substituer des alliances formelles à des ententes qui, restant vagues, n'imposent aucune obligation strictement déterminée et ne sauraient dès lors donner qu'une insuffisante sécurité. Mais avec qui s'allier ? Avec l'Allemagne ou avec la France ? Si la question se pose ainsi quelquefois, c'est pour se conformer à une certaine méthode d'exposition et de discussion. Il est bien clair que l'Angleterre ferait un marché de dupe si elle s'alliait avec l'Allemagne ; elle favoriserait l'écrasement de la France et, le jour où la France serait écrasée, elle aurait assuré l'hégémonie mondiale de l'Allemagne maritime aussi bien que terrestre. La faute commise en 1870 serait renouvelée dans des conditions beaucoup plus inexcusables, parce qu'à l'abstention de cette époque on substituerait une intervention active dont le résultat serait d'établir la grandeur de l'Allemagne sur la ruine de la France et sur la déchéance de l'Angleterre : il serait puéril, en effet, de compter sur la reconnaissance de l'Allemagne lorsqu'on aurait tout abaissé autour d'elle et à son profit. Il ne peut donc s'agir que de l'alliance avec la France : la seule question est de savoir s'il y a lieu de la conclure ou de s'en abstenir.

Le fait même que cette question est posée témoigne d'un changement notable dans la mentalité britannique. La presse l'aborde très directement. L'*Observer*, en particulier, demande : Que nous donnera la France ? Que lui donnerons-nous ? Les deux apports doivent être égaux. Mais mieux vaut citer son article. « On ne peut vraiment pas s'attendre, y lisons-nous, à ce que les Français, aussi généreux qu'ils puissent l'être, risquent leur existence même pour nous préserver des conséquences de notre propre aveuglement. Nous demandons à la

France d'accepter un accord par lequel, si nous sommes attaqués, elle assumera certains de nos devoirs afin de permettre à notre flotte de se concentrer là où seront attaqués nos intérêts vitaux. A moins que nous ne soyons prêts à lui rendre la réciproque et en situation de le faire, nous lui demandons par là même d'exposer ses propres intérêts vitaux à une attaque analogue. On peut nous attaquer sur mer, on peut attaquer la France sur terre. Offrir seulement à notre voisine de défendre ses côtes de la Manche et de l'Atlantique, en retour de son appui dans la Méditerranée, c'est lui faire une offre ridicule. Nous devons être préparés à faire pour elle aujourd'hui ce que nous avons souvent fait contre elle dans le passé : l'aider à assurer la défense de ses frontières contre l'invasion. Ceci demande non pas une entente, — accord plus ou moins sentimental comportant vaguement la reconnaissance du fait que le but et les intérêts des deux pays sont identiques, — mais une alliance aussi ferme et aussi étroite que celle qui unit l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ceci demande entre les deux pays un appui mutuel dans tout le domaine de la politique internationale et un plan arrêté d'action commune pour le cas où surgirait un conflit. » On ne saurait mieux parler, et voilà, certes, une question bien posée; seulement, on ne peut pas dire ici que la poser soit la résoudre. Pour la résoudre, en effet, il reste beaucoup à faire. Ce n'est pas la première fois que l'idée de passer d'une entente à une alliance s'est présentée aux esprits, de ce côté du détroit comme de l'autre. On ne s'y est pas arrêté en Angleterre, parce que l'idée n'était pas mûre et qu'elle était repoussée par le pacifisme du parti radical : elle l'est d'ailleurs encore aujourd'hui. On ne s'y est pas arrêté en France parce que l'Angleterre n'avait fait que peu de chose pour nous apporter le concours effectif dont parle l'*Observer* en si bons termes. Et les choses en sont au même point. Ce ne sont d'ailleurs pas, il s'en faut de beaucoup, tous les journaux anglais qui tiennent le langage dont l'article de l'*Observer* fournit un exemple expressif. La thèse de l'*Observer* est celle de la presse conservatrice: la presse libérale en soutient une différente. Pleine pour nous d'une sympathie très sincère, elle rappelle que l'entente cordiale a suffi jusqu'à ce jour à toutes les circonstances, même aux plus graves : pourquoi donc la remplacer par une alliance stricte qui aurait pour conséquence inévitable l'augmentation des armemens qu'on voudrait pouvoir diminuer et de provoquer en Allemagne des susceptibilités qu'on cherche précisément à dissiper ? Ces argumens ne sont pas sans valeur. Aussi bien nous ne sommes pas de ceux qui font fi de notre entente avec l'Angleterre sous sa forme

actuelle. L'appui moral de ce grand pays ne nous a pas fait défaut quand nous en avons eu besoin et on a certainement prévu le cas où, si un conflit continental venait à éclater, cet appui moral pourrait devenir un appui matériel. Mais si des vues ont été échangées à ce sujet, aucune obligation d'y donner suite n'a été contractée; on a laissé aux circonstances le soin d'en décider. Il en serait autrement avec un traité.

Faut-il donc le faire? Ce n'est pas la presse française qui le demande, c'est la presse conservatrice anglaise, et elle le fait dans des termes qui ne peuvent que nous toucher. Il y aurait quelque légèreté à y répondre dès aujourd'hui, puisqu'on reconnaît en Angleterre même qu'une alliance comporte des conditions qui n'existent pas encore: toutefois, l'opinion française ne saurait en repousser l'idée *a priori*. Nous n'avons eu qu'à nous louer de la parfaite loyauté de l'Angleterre depuis que les arrangemens que nous avons faits avec elle en 1904 ont orienté nos deux politiques dans le même sens; il n'y a pour ainsi dire pas un seul nuage entre nous, et notre confiance mutuelle a toujours été en se consolidant. L'alliance, si elle se concluait un jour, serait donc le contraire d'une génération spontanée; elle aurait des racines dans un passé déjà long, elle serait le fruit de l'expérience. Nous n'en dirons rien de plus pour le moment. L'idée en est née chez nos voisins, c'est chez eux qu'elle doit faire son chemin et elle n'y a encore conquis, en dehors du gouvernement, qu'une partie de l'opinion. Mais c'est beaucoup qu'elle s'y soit produite, qu'elle y ait été exprimée et discutée. C'est le symptôme d'un esprit nouveau.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.